

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 14/11/2018

N° : 2018/101

CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons

LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

SÉANCE DU 26 JUIN 2018

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

26 JUIN 2018

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nourati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Brigitte VIRZI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Frédéric BOUSQUET représenté par Solange BIAGGI - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Marie-Arlette

CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandra DALBIN représentée par Kheira ZENAFI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Martine RENAUD - Jean-Claude DELAGE représenté par Nathalie FEDI - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Bernard JACQUIER - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Vincent GOMEZ représenté par Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE représenté par Alain CHOPIN - Eric LE DISSES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Marc LOPEZ représenté par Louisa HAMMOUCHE - Marie-Louise LOTA représentée par Daniel HERMANN - Bernard MARTY représenté par Marc POGGIALE - Florence MASSE représentée par Eric SCOTTO - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Isabelle SAVON - Gérard POLIZZI représenté par Lisette NARDUCCI - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Michel AZOULAI - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Albert LAPEYRE - Patrick VILORIA représenté par Marie-Christine CALATAYUD.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - Régine GOURDIN - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Jean ROATTA - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-208/18/CT

■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Adoption du Budget supplémentaire 2018
DBP 18/16562/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 13 décembre 2017 par le Conseil de Territoire et le 14 Décembre 2017 par l'adoption du budget primitif 2018 par le Conseil de la Métropole. Il a été modifié par l'adoption de la Décision Modificative n° 1 adoptée le 20 mars 2018 par le Conseil de Territoire et le 22 mars 2018 par le Conseil de la Métropole. Il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote du budget supplémentaire du prochain Conseil de la Métropole.

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a notifié le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire qui tient compte de ces ajustements pour l'exercice 2018 :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 78 767 940,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 150 709 443,83 euros.

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2018 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN01-001/16/CT du 23 mars 2016 portant élection du Président du Territoire Marseille Provence.
- La délibération du 14/12/2017 approuvant le budget primitif 2018 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du 22/03/2018 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2018. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement - 2 243 166,00 euros
Section d'Investissement 23 145 258,83 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	90
Voix Contre	14
Abstentions	31

Adoptée

Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO

Nouriati DJAMBAE
Gérard POLIZZI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Yann FARINA

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 002-209/18/CT

■ Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2017

Avis du Conseil de Territoire DBP 18/16561/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 17 mai 2018.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2017		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
CTD	0,00	703 276,97	41 233,78	-221 011,80	0,00		41 233,78	0,00
ASSAINISSEMENT	-305 331,88	-1 599 868,63	5 253 526,88	747 167,22	0,00		0,00	5 253 526,88
EAU	-1 429 777,97	7 023 231,82	2 112 917,63	16 781 413,96	0,00		0,00	2 112 917,63
PORTS	-129 544,76	1 240 012,64	60 559,30	725 543,27	0,00		0,00	60 559,30
CREMATORIUM	258 745,48	-3 268,81	2 449 991,28	1 206 263,96	0,00		0,00	2 449 991,28
OPERATIONS AMENAGEMENT	38 705,30	-545 198,59	-1 286 609,97	468 124,17	0,00		0,00	-1 286 609,97

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mai 2018 approuvant le Compte Administratif 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'affectation des résultats de l'exercice 2017 des budgets annexes délégués telle que présentée ci après :

Article 2 :

Affectation de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de la Collecte et traitement des déchets :

Collecte et traitement des déchets :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 41 233,78 euros est destiné à couvrir une partie du déficit de la section d'investissement d'un montant de 221 011,80 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2018 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 41 233,78 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le déficit de la section d'investissement sera repris au budget 2018 en dépenses au compte 001 pour un montant de 221 011,80 euros.

Article 3 :

Résultats de l'exercice 2017 pour les budgets annexes de l'assainissement, de l'eau, des ports de plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 5 253 526,88 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 747 167,22 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Eau

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 112 917,63 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 16 781 413,96 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Ports de plaisance :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 60 559,30 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 725 543,27 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Crématorium :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 449 991,28 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 206 263,96 euros

qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 1 286 609,97 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2018.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 468 124,17 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2018.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	90
Voix Contre	0
Abstentions	45

Adoptée

Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO

Nouriati DJAMBAE
Gérard POLIZZI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Yann FARINA

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 003-210/18/CT

■ Budgets annexes délégués au Territoire
Marseille Provence - Budget supplémentaire 2018

Avis du Conseil de Territoire

DBP 18/16563/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération n° FAG 033-3052/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le budget primitif 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 014-3597/18/CM du 22 mars 2018 approuvant la décision modificative n°1 - 2018 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2018 du territoire Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et des Opérations d'Aménagement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement	- 220 045,05 euros
Section d'Investissement	- 696 223,20 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement	5 200 111,74 euros
Section d'investissement	5 966 645,44 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement	61 687,30 euros
Section d'Investissement	527 628,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement:

Section de Fonctionnement	1 618 046,28 euros
Section d'Investissement	473 223,54 euros

Article 3 :

La balance générale du budget annexe Eau et du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section de fonctionnement et la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget Eau :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
1 352 216,34 euros

Recettes de la Section de Fonctionnement

2 453 971,94 euros

Dépenses de la Section d'Investissement

5 442 000,00 euros

Recettes de la Section d'investissement
18 046 413,96 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
0,00 euros

Recettes de la Section de Fonctionnement
2 449 991,28 euros

Dépenses de la Section d'Investissement
- 204 500,00 euros

Recettes de la Section d'investissement
1 226 763,96 euros

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	90
Voix Contre	0
Abstentions	45

Adoptée

Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO

Nouriati DJAMBAE
Gérard POLIZZI

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Yann FARINA

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 004-211/18/CT

■ Approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 18/16517/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création de cimetières.

Le cimetière communautaire de Ceyreste, mis en service en 2011, comporte 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Il est proposé pour l'année 2018 de ne pas augmenter les tarifs des concessions funéraires fixés en 2017. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges en 2017 concernant le cimetière communautaire de Ceyreste, et, de plus, celles-ci ont été compensées par les recettes liées à la vente des concessions et des caveaux.

Par ailleurs, la fixation du tarif des caveaux s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 qui confère aux collectivités territoriales le droit de procéder à la construction de « caveaux d'avance » qui seront vendus aux familles avec les concessions de terrain. Ainsi, les tarifs des caveaux du cimetière de Ceyreste restent inchangés dans la mesure où la circulaire prévoit que ces derniers doivent être exclusivement établis sur la base du prix réel de leur construction. Dans le souci d'une meilleure lisibilité, le montant HT des caveaux est arrondi à l'euro inférieur ou supérieur en fonction du montant initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FAG 050-3069/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la fixation des tarifs 2018 des concessions funéraires et des caveaux du cimetière communautaires de Ceyreste ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la fixation des tarifs des concessions funéraires susceptibles d'être perçues à l'occasion du fonctionnement des services intercommunaux de cimetières.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste..

FCT 007-212/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16583/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et

feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Marseille, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille telle qu'annexée à la présente

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 008-213/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gemenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 18/16580/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er

janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de GEMENOS, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gemenos telle qu'annexée à la présente.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gemenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 009-214/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16581/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de La Ciotat, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Ciotat telle qu'annexée à la présente

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 010-215/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16579/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er

janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Ceyreste, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Ceyreste telle qu'annexée à la présente.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 011-216/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16578/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des

services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Cassis, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cassis telle qu'annexée à la présente

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 012-217/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 18/16576/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'Allauch, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Allauch telle qu'annexée à la présente

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 013-218/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16582/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces

procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisée n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Marignane, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marignane telle qu'annexée à la présente

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 014-219/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carry-le-Rouet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 18/16577/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Carry-le-Rouet, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Carry le Rouet telle qu'annexée à la présente.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carry-le-Rouet transférées au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 015-220/18/CT

■ Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16584/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Sausset-les-Pins, une convention de gestion portant sur le domaine suivant :

- Compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être modifiée dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité d'approuver une convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Sausset-les-Pins telle qu'annexée à la présente.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	121
Voix Contre	0
Abstentions	14

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

FCT 016-221/18/CT

■ Approbation du document - Ambition 2040 - douze engagements pour une métropole à vivre -

Information du Conseil de Territoire DAJA 18/16587/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, créée au 1^{er} janvier 2016, doit élaborer un Projet métropolitain conformément à l'article L5218-7 du CGCT. Elle souhaite en faire le projet collectif de ce grand territoire et entend porter une ambition partagée et des priorités fortes. Il s'agit là de doter l'ensemble des politiques sectorielles et projets conduits par la Métropole d'une inspiration stratégique de long terme.

Sa forme et son contenu n'étant pas codifiés, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait le choix de concevoir ce Projet comme un large processus d'appropriation des enjeux métropolitains et de co-construction et de s'appuyer sur des méthodes d'animation originales et participantes : le concept de « La Fabrique du Projet ».

La « Fabrique » incarne trois finalités de cette démarche inédite :

- affirmer une étape de « fabrication » des contenus comme un temps de dialogue et d'échanges nécessaire ;
- favoriser une expression libre, sans a priori, pour définir l'ambition, le cap de ce Projet métropolitain ;
- organiser un dialogue créatif, une co-construction entre élus et représentants du monde socio-économique (Conseil de développement), avec l'appui de la sphère technique.

Ainsi, depuis le lancement de la démarche par le Président de la Métropole en février 2017, de nombreuses rencontres associant largement les élus et le Conseil de développement, avec l'appui des techniciens de la Métropole et des agences d'urbanisme, ont été organisées sur l'ensemble du territoire et dans des formats variés : Ateliers d'intelligence collective organisés à thecamp, réunions du Groupe de travail de la Conférence des Maires, rencontres des Conseils de territoire, assemblées plénières du Conseil de développement, Débat avec les CIQ, Conférence-débat à la Foire de Marseille,

réunions de l'Equipe-Projet et Collectifs Managers de la Métropole, etc.

Pour préparer le Projet métropolitain, la Métropole ne partait pas d'une feuille blanche et a puisé dans les documents et schémas déjà approuvés (Agenda mobilité, Agenda du développement économique) et dans le vivier du « futur engagé », c'est-à-dire de l'ensemble des projets avancés par les collectivités et les forces vives depuis plusieurs années.

Ce foisonnement de format et d'acteurs a permis de :

- s'accorder sur un diagnostic transversal des enjeux à travers 7 paradoxes métropolitains ;
- définir des valeurs, socles d'une identité commune ;
- établir une ambition globale pour amplifier la création d'emploi et offrir une qualité de vie au quotidien à l'ensemble des habitants ;
- énoncer 12 engagements métropolitains qui placent le citoyen au cœur du Projet et sont autant de priorités qui doivent guider l'ensemble des politiques territoriales à l'œuvre pour leur permettre de « Vivre mieux », de « Vivre monde », de « Vivre ensemble » et de préserver et valoriser « l'art de Vivre » Aix-Marseille Provence.

Ce riche matériau, travaillé au sein de la « Fabrique du Projet », est l'essence d'« Ambition 2040 : douze engagements pour une métropole à vivre », document qui pose les fondements du Projet métropolitain et fixe le cap pour bâtir d'ici 25 ans une Métropole ouverte, solidaire et responsable où il fait bon vivre.

Le Projet métropolitain étant vu comme un processus continu, ce document représente l'atteinte d'un premier pallier, posant la pierre angulaire d'une démarche appelée à se poursuivre par d'autres étapes. Dans le même esprit d'échange et de co-construction, il s'agira de décliner ces 12 engagements en objectifs quantifiés, en démarches stratégiques, en déclinaisons territorialisées et en projets concrets.

Ce document se veut également une base de dialogue et de rapprochement avec l'Etat et l'ensemble des partenaires institutionnels de la Métropole pour obtenir leur soutien technique et financier dans la mise en œuvre des engagements du Projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt d'une démarche transversale de connaissance et d'appropriation des enjeux à la grande échelle ;
- La nécessité qu'Aix-Marseille-Provence définisse une stratégie d'ensemble, ambitieuse, lisible et partagée à même de garantir son attractivité et le bien-être de ses habitants ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation du document « Ambition 2040 : douze engagements pour une métropole à vivre ».

***** **Commission "Vie Urbaine"** *****

VU 001-222/18/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille - Création

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16442/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

En date du 30 juin 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a saisi la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole afin de lancer la procédure de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune de Marseille.

Par délibération du 19 décembre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a prescrit la révision des quatre Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en vue de leur transformation en AVAP sur la commune de Marseille, a défini les modalités de concertation avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, et a constitué la commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (CLAVAP).

Par délibération du 10 avril 2015, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a voté des compléments sur la composition de la commission locale.

Par délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), et donc d'AVAP sur le Territoire Marseille Provence dès sa création le 1^{er} janvier 2016, a voté la poursuite de ladite procédure.

Par délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a voté la répartition des compétences à la création d'une AVAP et la transformation de ZPPAUP en AVAP entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Les différentes étapes qui se sont succédées jusqu'à ce jour :

Six Commissions Locales d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (CLAVAP) (instance consultative chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP) ont eu lieu tout au long de la procédure à chaque fois qu'il en a été jugé nécessaire, notamment au démarrage de l'étude, avant la présentation du projet en Commission régionale du patrimoine et de l'architecture (CRPA) et après l'enquête publique.

Conformément aux modalités de concertation arrêtées par la délibération du 19 décembre 2014, deux réunions publiques ont également été tenues le 1^{er} décembre 2015 pour présenter les éléments de diagnostic et de périmètre, et le 14 décembre 2016 pour présenter les éléments réglementaires.

La procédure a été conduite en association avec les services de la Ville de Marseille et les services de l'Etat, notamment l'Architecte des Bâtiments de France, et les personnes publiques prévues par la loi, et a fait l'objet d'une large concertation avec les habitants, les associations locales et les personnes concernées, conformément aux modalités arrêtées dans la délibération du 19 décembre 2014 du Conseil de la Communauté urbaine.

Le projet d'AVAP a été mis en ligne sur le site internet de Marseille Provence Métropole pendant toute la durée de la procédure, dans un souci de transparence et pour faciliter la prise de connaissance du dossier « Projet » par tous administrés, bien avant le lancement de l'enquête publique.

L'autorité environnementale a également été saisie d'une demande d'examen au cas par cas et a déclaré par décision n° CE-201-93-13-07 que le projet d'AVAP n'était pas soumis à évaluation environnementale en date du 10 février 2017.

Par délibérations URB n°001-1806/17/CM et URB 002-1807/17/CM, le Conseil de la Métropole a tiré le bilan de la concertation avec le public et arrêté le projet d'AVAP.

Le projet de création d'une AVAP sur Marseille a fait apparaître des incompatibilités avec le Plan Local d'Urbanisme de Marseille en vigueur. Or, les dispositions du code du patrimoine applicable aux AVAP disposent que lorsque le projet n'est pas compatible avec les dispositions du PLU, l'AVAP ne peut être créée que si celui-ci a été mis en compatibilité selon la procédure prévue par le code de l'urbanisme. La Métropole a donc poursuivi en parallèle de la création de l'AVAP la mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Le projet d'AVAP arrêté et les propositions de mise en compatibilité du PLU de Marseille ont été transmis pour avis aux personnes publiques associées, à la commune de Marseille, aux mairies de secteur concernées, et aux autres organismes, conformément au Code du Patrimoine, et a donné lieu à une réunion d'examen conjoint le 13 octobre 2017 au cours de laquelle les personnes publiques associées se sont exprimées favorablement aux projets présentés.

Conformément au Code du Patrimoine, le projet d'AVAP arrêté a également été présenté en Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPA) le 29 novembre 2017. La CRPA a émis un avis favorable.

Le projet d'AVAP a fait l'objet d'une enquête publique unique portant sur la mise en compatibilité du PLU en vue de ce projet et la création de l'AVAP en elle-même du 15 janvier au 14 février 2018.

Le Président du Tribunal administratif de Marseille, a nommé un commissaire enquêteur en la personne de Bernard AUBINEAU.

L'enquête publique s'est déroulée pendant 31 jours consécutifs. Dix permanences se sont tenues, partagées au siège de la Métropole sur le site du Pharo, et à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la Ville de Marseille ; la commission a rendu son rapport le 16 mars 2018.

Afin d'assurer une large participation du public, cette enquête publique a fait l'objet d'une communication élargie au-delà des mesures de publicité imposées par les textes réglementaires.

L'affichage de l'avis d'enquête publique a été réalisé dans les lieux d'enquête mais une communication de la période de l'enquête publique a également été donnée sur les panneaux publicitaires du réseau de tramway et sur les panneaux digitaux de Marseille.

L'avis d'enquête publique a fait l'objet de nombreuses publications dans les annonces légales : les 26 décembre 2017, 2 janvier et 16 janvier 2018 dans la Marseillaise, et les 26 décembre 2017, 3 janvier et 16 janvier 2018 dans la Provence.

Le commissaire-enquêteur a également eu l'occasion de rencontrer toutes les personnes ou représentants institutionnels qui souhaitaient être entendus dans le cadre de l'enquête (CIQ, élus, particuliers...) afin de se forger un avis sur le dossier soumis à enquête.

A l'issue de l'enquête, 11 observations ont été enregistrées dont une pétition portée par 81 signataires.

Dans ses conclusions, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet d'AVAP de Marseille assorti de deux réserves et deux recommandations.

Avant d'examiner l'avis rendu par le commissaire-enquêteur, il convient de rappeler les fondamentaux et ambitions du projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Les fondamentaux et les ambitions du projet :

Contexte juridique :

Sur la commune de Marseille existaient 4 Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP). La loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010 a créé un nouveau dispositif patrimonial avec les Aires de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) en remplacement des ZPPAUP.

Objectifs :

Concevoir la protection des patrimoines urbains, architecturaux et paysagers comme pivot d'un projet global de développement et de renouvellement durable du centre de Marseille. Son cadre d'intervention est donc plus large que celui des ZPPAUP, restreintes à la valorisation architecturale du patrimoine et du paysage. La « valorisation patrimoniale » concerne tout autant la qualité des espaces végétalisés, la place de l'eau dans la ville ou les panoramas à préserver sur des bâtis particuliers (opportunité d'amélioration et de valorisation des bâtis anciens marseillais).

Rappels de la pertinence de l'étude :

Le centre-ville de Marseille, tissu historique, dense, revêt des facettes différentes selon les champs et les regards d'études portés au fil du temps sur son patrimoine.

La réalisation d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la ville de Marseille a permis de mettre à jour la connaissance sur le corpus patrimonial constituant la ville. En amont de cet apport de connaissance, la définition du périmètre de l'AVAP s'est appuyée sur le fond patrimonial, inventorié et diagnostiqué dans les ZPPAUP existantes et dans le PLU patrimonial existant qui avait identifié des tissus et trames remarquables propres à la ville.

Le diagnostic a défini un périmètre bien plus étendu que les ZPPAUP existantes et est allé aux frontières de ce qui était pertinent en termes de forme urbaine patrimoniale. Pour une meilleure prise en compte du patrimoine bâti et paysager, l'étude s'est penchée sur une lecture fine des franges et a pris en compte les territoires dont la qualité du bâti, du tissu et du paysage est homogène ou emblématique de la ville de Marseille.

Compte tenu de la diversité de l'espace libre et bâti, où se croisent des échelles différentes de tissus, des typologies bâtis et d'espaces libres, le choix de la limite a été particulièrement délicat. Elle serpente dans des entrelacs de tissus où l'identification de la qualité patrimoniale est le fil conducteur. Ainsi le périmètre a révélé sur le terrain des trames urbaines où cohérences et homogénéités restaient intègres, au centre desquelles s'impose la grande place liquide du Vieux Port.

La CLAVAP s'est exprimée favorablement au périmètre ainsi délimité en octobre 2015 puis en décembre 2016.

L'étude de l'AVAP s'est organisée en trois thématiques, l'espace libre, l'îlot et l'espace bâti, menée aussi bien dans l'analyse et le diagnostic qu'au moment de l'élaboration de la règle.

Compte tenu de la richesse et de la diversité des diagnostics (architecturaux, urbains, paysagers et environnementaux) la transversalité s'est faite au travers des thèmes étudiés et a permis de développer une réponse globale à la notion de patrimoine.

- L'espace libre a permis de révéler la particularité de l'implantation de la ville de Marseille, à l'échelle du grand paysage.

Elle s'est développée dans un site offrant un cadre paysager remarquable : un bassin largement ouvert sur la mer et ceinturé de reliefs culminant souvent à plus de 700 mètres d'altitude et constituant des limites nettes et les horizons terrestres de la ville.

Au centre de ce bassin, dominé par la colline de Notre-Dame-de-la-Garde, le vallon du Lacydon - site originel de la calanque estuaire - accueille la ville. Cette forme en amphithéâtre tournée vers la mer constitue l'écrin du centre historique des XVIII^e et XIX^e siècles. La couleur blanchâtre du substrat géologique est un élément constitutif à part entière, important. La ville moderne s'est construite avec la pierre des carrières environnantes. La luminosité crue du climat méditerranéen se conjugue à la teinte claire du bâti et à la blancheur éclatante des reliefs. Une situation géographique qui offre un cadre paysager remarquable pour la ville, mais également des conditions

environnementales particulières et intéressantes.

bioclimatiques et environnementales des bâtis anciens Marseillais.

L'étude environnementale a permis de révéler les qualités microclimatiques propres à l'anse du Vieux Port et au relief du site, le rayonnement solaire, l'influence de la mer et l'hygrométrie, les vents et les principes aérauliques en milieu urbain à Marseille, ou les activités urbaines et les effets d'îlot de chaleur. Cette étude rapportée aux composantes géomorphologiques des espaces libres a permis de déterminer les lieux emblématiques sur lesquels le regard de détail s'est porté pour envisager des orientations de mise en valeur. C'est l'objet du livre 2 du rapport de présentation. En amont, l'étude de l'espace urbain et de ses caractéristiques patrimoniales, paysagères et environnementales, a dégagé des composantes de Marseille, ville minérale, mais également ville végétale, notamment dans les quartiers XIXème qui se structurent en îlot végétal, apportant ainsi confort de vie à l'intérieur du cœur d'îlot.

Ainsi, un des enjeux principaux et traduit dans le règlement consiste en la préservation des structures végétales historiques dans leur intégrité, leur maintien en pleine terre, afin de ne pas les déstructurer.

- Le thème de l'îlot a permis d'aborder la question de la densité, du vélum, de dégager des typologies d'îlot, d'étudier la qualité bioclimatique du bâti à l'échelle de l'îlot et de définir les qualités patrimoniales de la forme urbaine du centre de Marseille. L'étude de l'incidence des modifications de l'îlot sur la forme urbaine a dressé le constat suivant : l'altération des îlots détruit la perception de la ville patrimoniale, déjà largement altérée dans les zones historiques comme la porte d'Aix et les Carmes. Afin de limiter ces destructions irréversibles pour le tissu patrimonial, les notions d'alignement et de gabarit, intéressant l'implantation du nouveau bâti sont particulièrement encadrées par le règlement de l'AVAP.
- L'espace bâti aborde de manière thématique les notions de volumes, de composition de façades, retrace historiquement l'évolution du bâti et de ses séquences, depuis la période médiévale en développant le XIXème formant la grande majorité du bâti de l'aire de l'AVAP. L'analyse aborde ensuite les éléments constitutifs des façades et des toitures, aussi bien en technique qu'en présentation, développe les questions d'usage des rez-de-chaussée, très sollicités en centre-ville et détaille les analyses thermiques,

Le rapport de présentation (livre 1) ainsi développé a permis de reprendre les trois thématiques ; espace libre, îlot et espace bâti, afin d'articuler le règlement et le plan dans une transcription réglementaire des enjeux et des orientations définies pour la mise en valeur du périmètre couvert par l'AVAP.

Le plan réglementaire, détaille des attributs prescriptifs à l'espace public ; vue d'ensembles (panoramas, vues, perspectives), des lieux à dominantes minérales et végétales, des éléments urbains et de franchissement, des compositions végétales ou des sujets à préserver et mettre en valeur.

Le règlement spécifie dans le tome 1 : espace libre, les règles générales qui s'y appliquent et dans le tome 2, les règles particulières sous forme de fiches, soit une centaine de fiches.

L'îlot présente sur le plan réglementaire des légendes qui définissent les protections en termes de vélum, de cœur d'îlot à respecter, d'alignement bâti à créer et de passage à conserver, dont les règles générales sont détaillées dans le tome 1 du règlement.

Le bâti procède de la même manière, en partant du plan réglementaire localisant les monuments historiques, les immeubles et séquences à conserver et les immeubles et séquences à conserver avec des prescriptions particulières. Le règlement définit les règles générales appliquées au bâti dans le tome 1 et les prescriptions particulières, dans le tome 2, sous forme de fiches à l'immeuble, totalisant environ sept cents fiches.

Le document de l'AVAP est ainsi constitué d'un :

- Rapport de présentation en deux livres : le livre 1 abordant les orientations générales et les caractéristiques des espaces libres, des îlots et de l'espace bâti ; et le livre 2 abordant les caractéristiques et enjeux des axes-lieux emblématiques.
- Plan réglementaire, localisant les règles applicables à l'espace libre, à l'îlot et à la parcelle
- Règlement en deux tomes ; le tome 1 définissant les règles générales et le tome 2 définissant les règles particulières (fiches) applicables aux espaces libres et aux espaces bâtis.

Les conclusions du commissaire-enquêteur :

Le commissaire enquêteur, dans son avis motivé rendu le 16 mars 2018, a relevé l'excellent diagnostic effectué permettant d'appréhender la valeur patrimoniale et architecturale de Marseille et a rappelé tout l'intérêt d'un tel outil. Il a assorti son avis favorable de deux réserves et de deux recommandations.

A : Observations recueillies pendant l'enquête publique amenant une modification du document :

- Demande de la Fondation des Petits Frères des Pauvres : immeuble situé au 50 rue des Héros dans le 1^{er} arrondissement : demande de protection dans l'AVAP, dans sa totalité, soit l'immeuble bâti et son jardin.

Le dossier a donc été complété d'une nouvelle fiche dans le règlement tome 2 (dispositions particulières) - thème 1 (espace libre) de l'AVAP : VE21.

- Demande concernant la Caserne d'Aurelle dans le 7^{ème} arrondissement : demande de suppression en partie du lieu à dominante végétale à préserver, figurant dans le règlement tome 2 (dispositions particulières) - thème 1 (espace libre) de l'AVAP en tant que fiche VE13, et en planche 4 des pièces graphiques.

La limite de l'espace à dominante végétale à préserver a été modifiée : fiche VE13 modifiée et planche graphique 4 modifiée.

B. L'analyse des réserves :

Les deux réserves portent sur :

- Réserve 1 : que la requête des Petits Frères des pauvres concernant l'immeuble situé au 50 rue des Héros dans le 1^{er} arrondissement soit prise en considération dans sa totalité, soit l'immeuble bâti et son jardin (observation susmentionnée).

Cette évolution apparaît pertinente au vu des critères précédents et ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'AVAP arrêté. Le dossier a donc été complété d'une nouvelle fiche comme indiqué précédemment.

- Réserve 2 : que la requête du CIQ Notre Dame-Jules Moulet-Préfecture assortie d'une pétition de 81 signataires soit prise en compte, soit l'extension du périmètre du projet AVAP au versant sud de la rue Montevideo, aux immeubles numérotés 83 à 95 rue Notre Dame et que l'espace boisé situé derrière les immeubles numérotés 9 à 17 de la rue Montevideo ainsi que le jardin privé situé derrière l'immeuble du 19 de la rue Montevideo, et la parcelle située à l'angle de la rue du Docteur Morucci et l'impasse Fénelon soient protégés aux titres des espaces libres boisés.

Cette réserve ne peut être suivie par la Métropole compte tenu du travail minutieux visant à définir le périmètre dès le début de l'étude dont les critères ont été rappelés précédemment. L'îlot en question a été en effet étudié pour savoir s'il pouvait faire partie du périmètre AVAP mais il avait été considéré que le critère d'altération de la forme patrimoniale étant le fil conducteur permettant de tracer le périmètre de l'AVAP, cet îlot devait être écarté du périmètre de l'AVAP, car il était trop largement altéré dans sa forme. Il est à signaler sur cet îlot plus de 50% de modification du système parcellaire et peu de bâti à caractère patrimonial. Cet îlot est constitué également d'immeubles récents, et de gabarit nettement différent les uns par rapport aux autres. L'îlot ne présente donc pas les qualités de cohérence et d'homogénéité nécessaires pour être intégré au périmètre de l'AVAP. C'est pourquoi il est proposé au Conseil de la Métropole de ne pas intégrer cet îlot dans le périmètre de l'AVAP, malgré la réserve du commissaire-enquêteur sur ce point.

B. L'analyse des recommandations :

Les deux recommandations sont les suivantes :

- Recommandation 1 : la création d'une maison de l'AVAP afin de garantir une information optimale du public sur ce nouvel outil.

- Recommandation 2 : élargir le périmètre de l'AVAP dans l'avenir, soit après sa création, aux quartiers comme Endoume, Bompard, et Le Roucas.

Concernant ces deux recommandations, la Métropole Aix-Marseille-Provence saisira au moins une fois par an, comme indiqué dans le règlement intérieur de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, la CLAVAP pour faire le bilan de l'AVAP. Cette commission se prononcera sur les conditions de gestion et d'application de l'AVAP, sur les modifications éventuelles du périmètre de l'AVAP, sur les propositions d'adaptations mineures ponctuelles à l'AVAP, et sur l'engagement éventuel d'une procédure de modification ou de révision de l'AVAP.

Une CLAVAP s'est tenue le 26 mars 2018 afin de prendre connaissance des avis recueillis ainsi que du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur. Elle a émis un avis favorable à l'évolution proposée concernant l'immeuble situé au 50 rue des Héros dans le 1^{er} arrondissement et à la modification de la limite de l'espace à dominante végétale à préserver intitulé au niveau de la Caserne d'Aurelle. La CLAVAP n'a pas souhaité étendre le périmètre de l'AVAP.

Enfin, après enquête publique, le dossier final a été soumis à l'accord du Préfet en date du 4 avril 2018. Le Préfet, par courrier du 9 mai 2018 a donné son accord au projet d'AVAP.

Par délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018, au regard du projet d'AVAP, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille a été approuvée, et ce préalablement à la création de l'AVAP.

Il est maintenant proposé d'approuver le dossier d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de Marseille.

Précisons enfin qu'au cours de la procédure de création de l'AVAP, la loi Patrimoine du 7 juillet 2016 a remplacé les secteurs sauvegardés, les ZPPAUP et les AVAP par une nouvelle servitude d'utilité publique, les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR). Conformément aux dispositions transitoires de la loi du 7 juillet 2016, l'AVAP deviendra à sa création un site patrimonial remarquable, servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme de Marseille (articles 112 et 114 L. 7 juillet 2016). Le règlement de l'AVAP s'appliquera dans le périmètre du site patrimonial remarquable tant qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine ne s'y sera pas substitué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), et notamment ses articles 112 et 114 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-54 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et s. et R. 123-1 et s. ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et suivants et D. 642-1 et suivants dans leur rédaction antérieure, respectivement, à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 et au décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur « Plan Local d'Urbanisme - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille - Création » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) de Marseille - Création ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	3
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Karim GHENDOUF

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 002-223/18/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLU - Extension de la carrière de Sainte-Marthe

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16453/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Extension de la carrière Sainte-Marthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

La Ville de Marseille a saisi par courrier le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU pour permettre la réalisation de l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe sur une surface d'environ 9 hectares.

Cette procédure de mise en compatibilité a été sollicitée afin d'anticiper le terme de l'autorisation d'exploitation s'agissant de l'activité extractive, et de pérenniser les activités présentes sur le site ; d'autre part, il répond aux enjeux économiques et environnementaux de l'intercommunalité.

En effet, sur le plan économique la préservation des activités exercées sur le site de la carrière de Sainte-Marthe répond à une demande croissante en matériaux de construction inhérente au dynamisme démographique et aux enjeux d'un renouvellement urbain portés par le Territoire Marseille Provence, et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, la proximité de l'extension avec la carrière existante permet d'assurer un service de proximité et répond à un principe d'équilibre durable entre développement et protection de l'environnement.

C'est dans ce contexte et compte tenu des enjeux que le projet d'extension de la carrière peut être déclaré d'intérêt général.

Les pièces du PLU qui font l'objet d'adaptations sont :

- La carte « MARSEILLE, VILLE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT ET DE SON PATRIMOINE » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) afin de prendre en compte le périmètre de l'extension de la carrière ;
- La planche A19 du PLU afin de modifier le zonage de NL à N sur le périmètre de l'extension ;

Par délibération du 7 février 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a sollicité le Conseil de la Métropole pour l'engagement de cette procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

De ce fait, par délibération du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a engagé ladite procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille.

Le projet étant soumis à évaluation environnementale conformément aux articles L122-1 et suivants du Code de l'Environnement, la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a été saisie, par courrier du Président de la Métropole, pour avis sur l'évaluation environnementale le 14 novembre 2017.

La MRAe a rendu son avis le 14 février 2018 et comportait la recommandation principale suivante :

- Reprendre l'analyse des solutions de substitution en procédant à une réelle évaluation des incidences environnementales des différentes options et reconsidérer sur cette base le choix retenu de modification du zonage du PLU sur différentes thématiques ;

Par ailleurs, la MRAe préconisait de surseoir à la mise en compatibilité du PLU en attendant de disposer d'une évaluation environnementale complète étudiant ces solutions de substitutions.

Cet avis a été pris en compte et des compléments à l'évaluation environnementale ont été apportés concernant une analyse approfondie des solutions de substitution. Celles-ci ont toutes des impacts soit équivalents, soit plus importants sur l'environnement que le projet d'extension de la carrière de Sainte-Marthe.

La réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées s'est tenue le 22 février 2018 et a fait l'objet d'un procès-verbal. Le Conseil Départemental a rendu son avis par voie électronique, n'ayant qu'une remarque concernant une plante protégée. Cette plante était prise en compte dans l'évaluation environnementale du projet.

Par arrêté n° 18/029/CM du 21 février 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique portant sur l'intérêt général du projet d'extension de la carrière et sur la mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Christian TORD, a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 07 février 2018. L'enquête s'est déroulée du lundi 12 mars 2018 au mercredi 11 avril 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;

- Les documents administratifs en lien avec la procédure de déclaration de projet : la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille, l'avis de la MRAe sur l'évaluation environnementale du projet, l'arrêté du Président fixant les modalités d'enquête publique, la note administrative rappelant le cadre de la procédure, le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, l'avis du Conseil Départemental ainsi que l'avis d'enquête publique ;
- Une notice de présentation du projet d'intérêt général et de la mise en compatibilité du PLU ;
- Les quatre tomes de l'évaluation environnementale :
 - La présentation du projet et mise en compatibilité du PLU ;
 - Le diagnostic, les enjeux et l'état-des-lieux ;
 - L'évaluation environnementale ;
 - Le résumé non technique ;
- Les compléments apportés à l'évaluation environnementale suite à l'avis de la MRAe ;
- La carte « MARSEILLE, VILLE RESPECTUEUSE DE SON ENVIRONNEMENT ET DE SON PATRIMOINE » du PADD impacté par la mise en compatibilité ;
- La planche A19 impactée par la mise en compatibilité ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;
- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire Marseille Provence : www.marseille-provence.fr ;

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007) :
 - Lundi 12 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 21 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mardi 27 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 06 avril 2018 de 14h00 à 17h00

■ Mercredi 11 avril 2018 de 9h00 à 12h00

- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)

■ Lundi 12 mars 2018 de 9h00 à 12h00

■ Mercredi 21 mars 2018 de 9h00 à 12h00

■ Mardi 27 mars 2018 de 9h00 à 12h00

■ Vendredi 06 avril 2018 de 9h00 à 12h00

■ Mercredi 11 avril 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les vendredi 23 février 2018 et jeudi 15 mars 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée, à l'adresse mail suivante : enquetepublique-carrieresaintemarte@ampmetropole.fr.

Lors de l'enquête publique, plusieurs observations ont été enregistrées :

- des demandes d'information sur la circulation générée par le projet ;
- la demande de mesures de vibration sur la bastide Giraudy ;
- la demande de la présence, à toutes les étapes du projet, d'un expert écologue ;
- des courriers d'appui au projet d'extension de la carrière.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis, dans le rapport d'enquête publique remis à la Métropole Aix-Marseille-Provence le mercredi 25 avril 2018, un avis favorable avec les recommandations suivantes :

- 1) Rechercher des solutions (mise en place d'un radar, actions de sensibilisation auprès des chauffeurs extérieurs par exemple) afin de réduire les nuisances liées au trafic des camions,
- 2) Procéder périodiquement à des mesures de vibrations au niveau de la bastide Giraudy,
- 3) Faire intervenir un expert écologue pour suivre les travaux d'extension de la carrière (réalisation d'un audit avant, pendant et après l'exploitation) afin de vérifier la bonne réalisation des mesures d'atténuation proposées ;
- 4) Apporter une vigilance particulière à la plante inscrite sur la liste rouge des plantes à protéger.

Ces recommandations n'ont pas d'impact sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille. Cependant, elles ont été prises en compte par le porteur de projet.

Monsieur le Président précise qu'aucune modification n'est apportée au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local

d'Urbanisme suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, après la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées et l'avis du Conseil Départemental.

Le Conseil Municipal de la commune de Marseille a, par délibération du 25 juin 2018, donné un avis favorable à l'intérêt général du projet et à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°URB001-616/16/CM ;

- Le courrier du Conseil Municipal de Marseille saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 07 février 2017 demandant au Conseil de la Métropole l'engagement de la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole engageant la procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'opération d'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole du 21 février 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées tenu le 22 février 2018 ;
- L'avis du Conseil Départemental ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 25 avril 2018, sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 25 juin 2018 donnant un avis favorable sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour l'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité – Extension de la carrière de Sainte-Marthe ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Commune de Marseille pour permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour permettre l'extension de la carrière de Sainte-Marthe».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	3
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Karim GHENDOUF

Ne prend pas part au vote

Dominique TIAN

VU 003-224/18/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure de Modification n°4 - Plan de Prévention des Risques d'inondation PPRi sur la commune de Marseille - Débordement de l'Huveaune et affluents -

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16454/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets

de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération d'approbation de la modification n°4 du PLU de la commune de Marseille, par le Conseil de la Métropole, satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Présentation du rapport :

En date du 9 juin 2016, la Ville de Marseille a saisi par courrier le Conseil de Territoire de Marseille Provence afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la modification n°4 de son PLU.

Par arrêté préfectoral du 24 février 2017, l'Etat a approuvé le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) – Débordement de l'Huveaune et ses affluents.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin d'éviter la coexistence, dans les dispositions générales du PLU de Marseille, de règles de prévention des risques liés à l'inondation suite à l'approbation du PPRI et la mise à jour du PLU s'y afférant.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- Le rapport de présentation (Tome 0) ;
- Le règlement (Tome 1) ;
- Les planches graphiques (31 planches A, 31 planches B) ;

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme, relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de cette modification.

De ce fait, par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille.

Par arrêté n° 17/340/CM du 23 octobre 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°4 du PLU de Marseille.

Par courrier en date du 26 octobre 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) pour un examen au cas par cas du projet de modification n°4 du PLU de Marseille. La MRAe a décidé, par avis du 21 décembre 2017, que le projet de modification n°4 du PLU de Marseille n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Par arrêté n° 18/025/CM du 13 février 2018, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 janvier 2018, en la personne de monsieur Ernest REYNE. L'enquête s'est déroulée du lundi 26 février 2018 au mercredi 28 mars 2018 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Le dossier d'enquête publique était composé des pièces suivantes :

- Un registre d'enquête publique ;
- Les documents administratifs en lien avec la procédure de modification : la délibération du Conseil de la Métropole demandant au Président de la Métropole d'engager la procédure de modification n°4 du PLU de Marseille, l'arrêté d'engagement du Président de la Métropole, l'arrêté du Président fixant les modalités d'enquête publique, la réponse de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale suite à la saisine de la Métropole pour examen au cas par cas sur la nécessité d'une évaluation environnementale, la note administrative rappelant le cadre de la procédure, l'avis des Personnes Publiques Associées, ainsi que l'avis d'enquête publique ;
- Une notice de présentation de la modification n°4, alimentant le Tome 0 du rapport de présentation ;
- Les planches graphiques impactées par la modification n°4 ;

- Un extrait du règlement comprenant l'ensemble des articles impactés par la modification n°4 ;

Ce dossier était disponible, durant toute la durée de l'enquête publique :

- Au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : « Le Pharo » 58, Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille. Une version dématérialisée était aussi consultable, grâce à la mise à disposition du public d'un ordinateur ;
- A la Mairie de Marseille – Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat : 40 rue Fauchier – 13002 Marseille ;
- Sur une page dédiée du site internet du Conseil de Territoire Marseille Provence : www.marseille-provence.fr ;

Le commissaire enquêteur a assuré les permanences suivantes :

- au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « le Pharo », 58 Boulevard Charles Livon – Marseille (13007)
 - Lundi 26 février 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mardi 06 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 16 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Vendredi 23 mars 2018 de 14h00 à 17h00
 - Mercredi 28 mars 2018 de 9h00 à 12h00
- à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat, 40 rue Fauchier – Marseille (13002)
 - Lundi 26 février 2018 de 9h00 à 12h00
 - Mardi 06 mars 2018 de 09h00 à 12h00
 - Vendredi 16 mars 2018 de 09h00 à 12h00
 - Vendredi 23 mars 2018 de 09h00 à 12h00
 - Mercredi 28 mars 2018 de 14h00 à 17h00

Un avis au public est paru dans les annonces de « la Provence » et « la Marseillaise » les jeudi 08 février 2018 et jeudi 1er mars 2018. Le public pouvait consigner ses observations dans les registres d'enquête publique dans les deux lieux d'enquête suscités ou par voie dématérialisée, à l'adresse mail suivante : enquetepublique-modif4plumarseille@ampmetropole.fr.

A l'issue de l'enquête publique, une seule observation a été portée dans les registres d'enquête publique. Il s'agissait essentiellement d'une demande d'informations concernant le Plan de Prévention des

Risques d'inondation, n'impactant pas le projet de modification n°4 du PLU de Marseille.

Par ailleurs, deux Personnes Publiques Associées ont émis un avis sur le projet :

- l'Observatoire National des Forêts, qui précise qu'aucune modification prévue dans le projet de modification n°4 du PLU de Marseille ne rentre en contradiction avec l'application du régime forestier ;
- l'Institut National de l'Origine et de la Qualité, qui précise que le projet de modification n°4 n'affecte pas l'activité des Appellations d'Origine Contrôlée ni les Indications Géographiques Protégées concernées.

Monsieur le Président précise qu'aucune modification n'a été apportée au projet de modification n°4 du PLU de Marseille suite aux avis émis par les Personnes Publiques Associées et à l'observation portée à l'enquête publique.

Le Conseil Municipal de la commune de Marseille a, par délibération du 25 juin 2018, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n° 4 de son PLU par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- ☐ Le Code de l'Urbanisme ;
- ☐ Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- ☐ La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- □ Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- □ Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Le courrier de la Ville de Marseille en date du 09 juin 2016 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- Par arrêté préfectoral du 24 février 2017, l'Etat a approuvé le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) – Débordement de l'Huveaune et ses affluents ;
- L'arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 23 octobre 2017 engageant la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole du 13 février 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 22 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération cadre n°HN 063-193/16/CM du 28 avril 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - approbation de la modification n°4 - Plan de Prévention des Risques d'inondation- PPRI - Débordement de cours d'eau ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la modification n° 4 du PLU de la Commune de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la modification n°4 - Plan de Prévention des Risques d'inondation - PPRI - Débordement de l'Huveaune et affluents».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	131
Voix Contre	0
Abstentions	3
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Christian PELLICANI -Karim GHENDOUF - Marc POGGIALE

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 004-225/18/CT

■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal - PLUi - du Territoire Marseille Provence - Arrêt du bilan de la concertation

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16455/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) du territoire Marseille Provence – Arrêt du bilan de la concertation par le Conseil de la Métropole, satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

De ce fait, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a poursuivi la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) amorcée par l'ancienne communauté urbaine, sur le Territoire Marseille Provence.

Par délibérations n°AEC 001-1009/15/CC et n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Intercommunale et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable définies en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence est menée conformément à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire arrêtée par la délibération n° MET 18/6643/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération-cadre) relative à la répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs, qui s'est substituée à la délibération-cadre n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.

En application articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, la concertation préalable s'est déroulée, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet de PLUi les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités qui avaient été annoncées, la concertation a débuté à compter du mois de juin 2015. La concertation s'est déroulée pendant toute la durée de l'élaboration du projet. Au vu du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018, ayant notamment pour objet l'arrêt du projet PLUi, cette phase de concertation s'est arrêtée le 1er juin 2018 inclus. Elle aura duré 3 ans.

Aujourd'hui, il est proposé au Conseil d'en arrêter le bilan, en application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme.

1- Les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLUi

Le premier des enjeux est la construction d'un règlement unique permettant de gérer le droit des sols de 18 communes. Le PLUi tient compte également des évolutions législatives.

Bien que le futur PLUi se doit d'être juridiquement compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) approuvé par Marseille Provence Métropole en 2012, il s'inscrit pleinement dans les enjeux métropolitains. Pour cela, ses objectifs, ses lignes de force sont en cohérence avec les démarches et les réflexions en cours menés depuis 2016 par la Métropole : projet métropolitain, SCOT métropolitain, Plan de Déplacement Urbains (PDU), Programme Local de l'Habitat (PLH), etc.

Argumenté et décliné dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le nouveau règlement permettra au Territoire de :

- (1) Participer à l'ambition et au positionnement métropolitains ;
- (2) Favoriser un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie ;
- (3) Organiser et structurer son développement ;
- (4) Proposer un urbanisme raisonné et durable.

2- Les objectifs de la concertation du PLUi

Les objectifs poursuivis sont :

- donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation ;
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet ;
- permettre au public de formuler des observations.

3- Les modalités de la concertation du PLUi

Les modalités inscrites dans la délibération de prescription du 22 mai 2015 ont été mises en œuvre tout au long de la concertation avec le public :

➤ Les outils d'information

- « Kit de la concertation » présentant le projet PLUi

Dès le lancement de la procédure d'élaboration du PLUi, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, puis la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont mis à disposition du public un kit de concertation dans toutes les communes du Territoire, dans les mairies de secteurs de la ville de Marseille et au siège de la Métropole, comprenant :

- Un registre de la concertation,
- Les délibérations relatives aux modalités de la concertation et de collaboration en date du 22 mai 2015,

Le kit de la concertation a été enrichi au fur et à mesure de l'avancement de la procédure par 6 cahiers de la concertation :

- Cahier n°1 : Comprendre le PLUi
- Cahier n°2 : Un Territoire commun - diagnostic partagé
- Cahier n°3 : Un diagnostic partagé - territoire porteur d'enjeux
- Cahier n°4 : Un cadre métropolitain – un projet co-construit

- Cahier n°5 : Marseille Provence – un cadre de vie exceptionnel à préserver
- Cahier n°6 : Marseille Provence – nouvelles règles d'urbanisme : mode d'emploi

- Les panneaux de concertation

Tout au long de la concertation, 511 panneaux de concertation ont été répartis sur tout le Territoire Marseille Provence avec le même niveau d'information, notamment dans toutes les communes membres du conseil de territoire Marseille Provence (18), au siège de la Métropole et dans toutes les mairies de secteurs de la ville de Marseille (8).

- Réunions publiques

Une première session de réunions publiques a été organisée par la Métropole sur le diagnostic et les orientations du PADD (projet d'aménagement et de développement durables). Elle s'est ainsi tenue en octobre 2016, soit avant le débat du Conseil de Territoire sur les grandes orientations du PADD. Le choix a été fait, pour cette première session, de tenir 5 réunions publiques :

- une portant sur l'ensemble du Territoire Marseille Provence ;
- une sur la ville de Marseille dans son ensemble ;
- une pour chacun des 3 bassins de vie du territoire : bassin Ouest (8 communes) ; bassin centre (3 communes hors Marseille) et bassin Est (6 communes).

Une seconde session de réunions publiques a été organisée en préalable à l'arrêt du projet. Elles portaient donc sur l'ensemble du document. Cette seconde session a porté principalement sur les grands principes qui ont guidé le zonage, le règlement et les OAP (orientations d'aménagement et de programmation). Ces éléments sont très mobilisateurs pour les administrés, les associations et les différents relais d'opinion. C'est pourquoi, la Métropole a fait le choix, pour cette seconde session d'organiser une réunion publique globale à l'échelle de l'ensemble du territoire, une dans chacune des 18 communes, ainsi qu'une dans chacune de 8 mairies de secteur de Marseille.

Une conférence de presse, ouvrant la séance importante des réunions publiques de novembre 2017, présentant les éléments réglementaires et le zonage, a eu lieu le 2 novembre 2017 au siège de la Métropole. Portée par Laure-Agnès CARADEC, cette conférence a été l'occasion de rappeler le calendrier de cette procédure, le contexte du PLUi, mais également l'enjeu pour le territoire de Marseille-Provence et comment s'organise la concertation.

- L'information sur internet

Une page dédiée au PLUi a été créée sur le site Internet du Conseil de Territoire à l'adresse suivante : <http://www.marseille-provence.fr/index.php/competences/developpement-urbain/urbanisme/outils-de-planification>

Cette page a permis l'information du public à propos des différentes étapes de la procédure (engagement et début de la concertation, construction des différentes pièces constitutives du document, organisation de réunions publiques) et l'accès dématérialisé à l'ensemble du kit de concertation.

Enfin, les panneaux de concertation diffusés en communes, en mairie de secteurs et au siège de la Métropole, ont aussi été mis en ligne, tout comme les avis au public annonçant les réunions publiques organisées pour présenter le projet de PADD puis les grandes lignes du règlement. L'organisation des réunions publiques a fait l'objet d'articles spécifiques, détaillant les dates et lieux de ces réunions.

➤ Les outils d'expression

- Registres mis à la disposition du public

Ceux-ci ont été mis en place, dès le début de la concertation (juin 2015) dans l'ensemble des communes membres du Territoire Marseille Provence, dans les 8 mairies de secteurs de la Ville de Marseille ainsi qu'au siège de la Métropole et du Conseil de Territoire. Le public a pu y déposer leurs contributions.

- Observations écrites adressées par courriers ou par mails

Plusieurs moyens se sont présentés à la population pour s'exprimer notamment par l'envoi de courriers postaux à la Métropole ou aux communes concernées et de courriers électroniques.

- par voie postale à l'adresse suivante :
CONCERTATION SUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
Les Docks Atrium 10.7
BP48014
13567 Marseille Cedex 02
- par courrier électronique à l'adresse suivante :
dapu.plui-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr
- Réunions publiques

Les deux sessions de réunions publiques évoquées précédemment ont également permis au public de présenter ses observations.

4- Les résultats quantitatifs de la concertation

Plus de 4 200 personnes se sont mobilisées dans le cadre de la concertation :

- environ 3 500 personnes ont assisté aux 32 réunions publiques (500 pour la 1ère session et 3 000 pour la 2nd session) ;
- un peu moins de 700 personnes ont adressé un courrier postal et/ou électronique;
- environ 100 personnes ont consigné leurs observations via les registres.

Ainsi, plus de 1000 requêtes ont été enregistrées via les courriers, mails et registres, et 300 observations dans le cadre des réunions publiques.

La concertation s'est adressée à tout public, notamment les habitants, les Comités d'Intérêt de Quartiers, les associations, les partenaires professionnels (architectes, constructeurs, agriculteurs, ...), les partenaires institutionnels (communes, Conseils Régional et Départemental, Chambres Consulaires, services de l'Etat, ...). Tous ont été des partenaires importants tout au long de la démarche à travers leurs avis et remarques, ainsi que dans le cadre de nombreuses rencontres.

5- Analyse qualitative des contributions issues de la concertation

Le bilan qualitatif fait une synthèse de l'ensemble des remarques et contributions émises tout au long de la démarche de concertation. Tout au long de la phase d'élaboration du projet de PLUi et de concertation préalable, les rédacteurs et décideurs publics ont ainsi reçu une extraction régulière de toutes les requêtes afin de mieux intégrer les préoccupations citoyennes, dans le respect du cadre juridique.

Ainsi, l'ensemble des requêtes ont été classées selon une grille d'analyse organisée autour de 6 grandes thématiques:

- Habitat
- Environnement
- Déplacement
- Economie
- Appropriation du PLUi
- Enjeux métropolitains

Le plus grand nombre des requêtes porte sur la thématique de l'habitat. Les contributions émises à l'échelle de la thématique de l'habitat tournent autour

de 5 objets : le zonage et la constructibilité, l'organisation urbaine, les besoins et capacités en équipements publics et les projets urbains.

La thématique sur l'environnement se place en seconde position. Les requêtes abordent certaines problématiques en matière de préservation du cadre de vie, de gestion des espaces agricoles et naturels, de gestion des réseaux, de risques, de patrimoine, de pollution et de préservation des sites naturels sensibles.

La question des déplacements a rassemblé un grand nombre de requêtes notamment sur l'organisation du réseau viaire, les transports en commun, l'accessibilité, les modes doux et le stationnement.

La thématique relative à l'économie trouve également écho dans les avis et remarques formulés par le public concernant le développement économique, la stratégie économique et la constructibilité des zones dédiées.

Concernant la démarche même du PLUi et son appropriation, les citoyens ont exprimé leur souhait et remarque en termes de contenu et de compréhension du document, ainsi qu'en termes de modalités pratiques et de procédure.

Les avis en matière d'enjeux métropolitains portent essentiellement sur des projets d'aménagement ou secteurs ayant un rayonnement sur tout le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment EuroMéditerranée, les aménagements aux abords de l'aéroport de Marignane,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe);
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative au Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence – arrêt du bilan de la concertation.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence envisage d'adopter une délibération relative à l'arrêt du bilan de la concertation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence – arrêt du bilan de la concertation ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	117
Voix Contre	0
Abstentions	17
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Christian PELLICANI - Karim GHENDOUF - Marc POGGIALE

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 005-226/18/CT

■ Plan Local d'Urbanisme intercommunal - PLUi - du Territoire Marseille Provence - Arrêt du projet

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16457/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence – Arrêt du projet par le Conseil de la Métropole, satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités

des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolce Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

Pour le Territoire Marseille Provence, le Conseil de la Métropole a décidé de poursuivre la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal engagée par l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 22 mai 2015, a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation avec le public définies en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération préalable, adoptée le même jour, elle a également défini les modalités de collaboration avec les communes membres pour cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a décidé de poursuivre cette procédure conformément aux objectifs poursuivis, aux modalités de concertation avec le public et aux modalités de collaboration avec les communes membres arrêtées à l'engagement de la procédure.

Le Conseil de la Métropole a également décidé que cette procédure devait s'inscrire dans le cadre de la délibération cadre du Conseil de la Métropole n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs, à laquelle s'est substituée la délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération cadre) portant répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ont été débattues lors du Conseil de Territoire du 14 décembre 2016, après la tenue d'une conférence intercommunale des maires et un débat au sein des conseils municipaux des communes concernées.

Une nouvelle étape de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est l'arrêt du document.

La présente délibération retrace dans un premier temps le processus de collaboration technique et politique mis en œuvre avec les communes du Territoire Marseille Provence pour construire le dossier, mais aussi avec les Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées à l'élaboration. Dans un second temps, la délibération présente le projet de PLUi soumis à l'arrêt : elle détaille le contenu du dossier, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et leur traduction dans le PLUi ainsi que les incidences du projet sur l'environnement.

Le processus de Collaboration, de Consultation et d'Association

Il est rappelé que les modalités de collaboration avec les 18 communes du Territoire, validées en conférence intercommunale, ont ensuite été soumises pour avis, aux conseils municipaux des communes membres.

Les modalités de collaboration ont été finalisées comme suit :

a. La « Conférence intercommunale »

Celle-ci se réunit, à l'initiative du Président, à 5 étapes de la procédure : 2 en application du Code de l'Urbanisme et 3 par choix de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole :

- pour que, préalablement à l'adoption de la délibération arrêtant les modalités de la collaboration avec les Communes, ces modalités y soient examinées ;
- pour que les orientations générales de l'avant-projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) y soit présenté avant la tenue du débat sur les orientations générales du PADD au sein de l'organe délibérant de l'EPCI ;
- pour que l'avant-projet de PLUi y soit présenté, avant que l'organe délibérant de l'EPCI ne l'arrête ;
- pour que, après l'enquête publique, les avis joints au dossier d'enquête, les observations du public et le rapport de la commission d'enquête y soient présentés ;
- pour que le PLUi, tel que modifié après l'enquête publique, y soit présenté, avant

que l'organe délibérant de l'EPCI ne l'approuve.

b. Avis des Conseils Municipaux

Aux fins d'associer chacune des 18 communes membres à l'élaboration du PLUi, leur conseil municipal sera invité à donner son avis sur les propositions de la conférence intercommunale, aux étapes clefs de la procédure d'élaboration du PLUi à savoir :

- Préalablement à l'adoption de la délibération du conseil communautaire prescrivant le PLUi, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation publique ;
- Préalablement au débat sur les orientations générales du PADD ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de PLUi par l'organe délibérant de l'EPCI mais aussi conformément à l'article L123-18 du code de l'urbanisme, une fois que ce dernier l'aura arrêté ;
- Préalablement à l'approbation du PLUi par l'organe délibérant de l'EPCI.

c. Un « Groupe de Travail PLUi » (GT PLUi)

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du PLUi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, un « groupe de travail PLUi ».

Il regroupera les Maires des 18 communes membres - ou leurs représentants-, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens.

En outre, ce groupe de travail sera présidé par la Vice-Présidente à l'aménagement communautaire (ou son représentant), qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 18 Communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Le groupe de travail assurera, notamment, le pilotage général de l'élaboration du PLUi et préparera les dossiers à soumettre à la Conférence intercommunale.

Ce groupe de travail s'est réuni une vingtaine de fois depuis l'engagement de la procédure du PLUi du Territoire Marseille : il a permis d'associer l'ensemble des 18 communes à la construction du document d'urbanisme et d'aboutir aujourd'hui au projet à arrêter. Les Communes ont ainsi travaillé sur un même document, à un même rythme, avec une même ambition et dans le cadre d'une même procédure.

d. Réunions « locales ou thématiques »

Au cours de la procédure d'élaboration et autant que de besoin, des réunions portant sur un thème bien défini ont été organisées, à l'échelon communal et/ou à l'échelle des bassins de vie.

Ainsi différentes réunions se sont tenues d'une part avec les instructeurs des communes en particulier pour travailler sur la partie réglementaire, mais aussi des réunions individuelles avec les élus et techniciens des dites communes.

La collaboration avec les communes a été la clef de voûte de la construction du PLUi du Territoire Marseille Provence

Concernant la Ville de Marseille diverses réunions ont eu lieu avec les mairies de secteurs.

Au-delà des modalités de collaboration avec les communes, plusieurs réunions se sont tenues et de nombreux échanges ont eu lieu avec les directions « opérationnelles » (voirie, eau et assainissement, économie, habitat..) de l'intercommunalité (de la Communauté urbaine et à partir de 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence). Celles-ci ont ainsi contribué à l'élaboration du PLUi depuis sa prescription, et seront encore sollicitées au cours de l'enquête publique afin d'apporter les éléments techniques pour l'instruction des différentes requêtes.

Les Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) : conformément au Code de l'Urbanisme, les PPA sont associées dès la prescription du document d'urbanisme.

Par ailleurs, Monsieur Le Préfet a transmis sa note d'enjeux et le Porter à Connaissance juridique (PAC) le 16 juillet 2015 qui ont été ensuite tenus à la disposition du public.

Trois réunions avec les PPA et les PPC ont rythmé la démarche d'élaboration du PLUi : le 9 octobre 2015 au lancement, le 12 septembre 2016 sur le diagnostic et le PADD, le 16 octobre 2017 sur le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Cette association a été renforcée avec certaines Personnes Publiques Associées par des échanges et des réunions supplémentaires : les services de l'Etat (une trentaine de réunions), les chambres consulaires, le Département, la Région...

Enfin, des rencontres ont eu lieu, de manière individuelle ou collective, avec les Associations agréées, les Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ)...

Le PLUi est donc le fruit d'une construction multi-partenaire. En, quelques chiffres : plus de 300 réunions en communes (et mairies de secteurs), une soixantaine de réunions avec les directions

(communales et intercommunales) et une cinquantaine avec les PPA/PPC.

Projet de PLUi soumis à l'Arrêt

Le travail de co-construction mené avec les communes du Territoire dans le cadre des modalités de collaboration définies à l'engagement de la procédure, l'association des personnes publiques concernées et la concertation avec le public réalisée depuis l'engagement de la procédure, dont le Conseil de la Métropole a arrêté le bilan de la concertation par délibération distincte, ont permis d'élaborer le projet de PLUi présenté aujourd'hui au Conseil de la Métropole.

Il se compose :

- D'un rapport de présentations comprenant une introduction, des diagnostics, l'explication des choix, l'évaluation du projet, le résumé non technique et des annexes ;
- D'un Projet d'aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- D'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- D'un règlement écrit et graphique ;
- Des annexes.

L'ambition du PLUi qui va accompagner le développement du Territoire Marseille Provence est de concilier l'accueil de populations et d'entreprises avec la qualité du cadre de vie, de produire de la qualité urbaine dans un Territoire dynamique et ambitieux.

L'élaboration du projet de PLUi a permis d'établir un avant-projet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Celui-ci constitue la « colonne vertébrale » du PLUi. Il exprime les enjeux du Territoire, définit les stratégies et les choix d'aménagement. Il constitue la déclinaison du projet politique du Territoire en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Il définit notamment les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il fixe aussi les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Ce PADD est composé d'un cahier global traitant de l'ensemble du Territoire Marseille Provence et de 18 cahiers communaux. Ces derniers ont pour objet de décliner finement le cahier communal et de prendre en compte les projets communaux. Ils ont la même valeur juridique que le cahier global.

Les orientations générales du cahier global s'articulent autour de 4 axes principaux :

- Pour une ambition et un positionnement métropolitains : situé au cœur d'un territoire vaste et dynamique, le Territoire Marseille Provence, avec sa ville-centre Marseille, souhaite jouer pleinement son rôle de moteur drainant l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille Provence, en complémentarité avec les territoires voisins ;
- Pour un écrin vert et bleu préservant le cadre de vie : la majesté du site géographique naturel, maritime et urbain dans lequel s'inscrivent les communes du Territoire est l'un des fondements de son identité ; les habitants s'y reconnaissent, son attractivité en dépend directement. Ce cadre privilégié constitue, par ailleurs, un marqueur à l'échelle métropolitaine. Les richesses naturelles et écologiques du Territoire constituent l'autre raison pour préserver les composantes de cet écrin vert et bleu : les massifs avec leurs espaces naturels, le littoral, les îles, le réseau hydrographique et les étangs, les terres agricoles ;
- Pour une organisation structurée du développement : le PADD réaffirme les objectifs de développement dans la continuité du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2012 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Cette ambition phare, conjugée à la préservation du cadre naturel, ne peut être atteinte que par une structuration forte et équilibrée du Territoire tout en maîtrisant la consommation de l'espace. Il s'agit également de rééquilibrer le développement, de prendre en compte les atouts et contraintes, et de favoriser la mixité fonctionnelle ;
- Pour un urbanisme raisonné et durable : il s'agit d'explicitier les modalités et conditions d'un urbanisme durable et raisonné, c'est-à-dire reposant sur une maîtrise des impacts du développement sur l'environnement et le cadre de vie.

Pour mettre en œuvre ce projet, le Conseil de la Métropole a opté, par délibération n°006-1086/16/CM du 17 octobre 2016, pour l'application du décret du 28 décembre 2015 réformant le Code de l'Urbanisme, permettant ainsi de déployer de « nouveaux outils » dans le PLUi du Territoire Marseille Provence.

Le règlement et les OAP permettent ainsi la mise en œuvre des orientations générales du PADD dans un cadre modernisé. L'existence des OAP répond également à la volonté d'un urbanisme de projet et

d'une prise en compte de l'environnement en renforçant l'aspect qualitatif.

La partie réglementaire est opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux ou constructions. Cette opposabilité est le reflet du projet d'intérêt général défini par le PADD. Le règlement participe à sa déclinaison et sa mise en œuvre de par les différentes pièces qui le composent. Pour affiner la traduction du PADD, la partie réglementaire est complétée par les OAP sectorielles ou thématiques avec lesquelles le rapport de cohérence est particulièrement fin.

Pour la mise en œuvre du PADD la partie réglementaire comprend des pièces écrites et graphiques.

Le règlement écrit s'appuie sur des dispositions générales et décline les règles communes à chaque zone définie dans les documents graphiques et précise, le cas échéant, les spécificités des secteurs. Chaque règlement de zone est établi sur une structure identique de 13 articles répartis en 4 sections : affectation des sols et destination des constructions, implantation des constructions, qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère, équipements et réseaux.

Les servitudes et dispositions graphiques spécifiques sont définies dans le règlement graphique à différentes échelles. L'ensemble répond à des enjeux opérationnels spécifiques et/ou à un objectif particulier du PADD. Elles portent notamment sur des servitudes ou emplacements réservés dans l'attente de projet d'aménagement ou de réalisation d'équipements, des secteurs de mixité sociale, des dispositions spécifiques relatives à l'implantation commerciale, des zones non aedificandi autour des voies,...

Parmi les dispositions spécifiques, des protections des éléments patrimoniaux, paysagers et écologiques sont aussi reportées dans le règlement graphique et sont afférentes à des dispositions particulières dans les dispositions générales du règlement écrit (protection des boisements) ou font d'un volume réglementaire particulier.

Le règlement comprend les grandes familles de zones suivantes, avec des sous-zones le cas échéant :

- UA Centre ville / UB Centre ou Noyaux villageois / UC Tissus discontinus de collectifs / UP Tissus pavillonnaires / UM Secteurs urbains à maîtriser : Zones d'Habitat,
- UE/UEt /UEs : Zones Economiques dédiées,
- UQ /UV : Zones d'équipements et espaces verts urbains récréatifs ou de loisirs,
- AU : Zones A urbaniser à vocation d'habitat, d'économie, mixte ...,
- A : Zones Agricoles,
- N : Zones Naturelles.

L'OAP est un outil du document d'urbanisme précisant le PADD et complétant le règlement avec une dimension de projet à l'échelle d'un quartier, d'un ou plusieurs secteurs. Par cet outil le Territoire s'engage dans une démarche d'urbanisme de projet, donnant une place importante aux projets urbains pour la mise en place du projet général.

Le Territoire Marseille Provence a fait le choix de préciser son projet à travers deux types d'OAP :

- Les OAP multi-sites qui s'appliquent sur plusieurs parties du territoire avec 2 thématiques : Qualité d'Aménagement et Formes Urbaines (QAFU) pour une meilleure prise en compte de la qualité architecturale, urbaine et paysagère des constructions et aménagements, Cohérence Urbanisme et Transport (CUT) pour assurer une densité minimale des opérations dans les zones de bonne desserte.
- Les OAP sectorielles qui précisent à l'échelle d'un secteur les attendus en termes d'aménagement : elles se déclinent sous la forme d'OAP d'intention (principes généraux et objectifs d'aménagement) ou d'OAP de composition (principes et objectifs précis).

Encadré par les collines et la mer, maillé de terres agricoles entre les zones urbaines, le Territoire recèle de grandes qualités environnementales, paysagères et écologiques. Les enjeux environnementaux sont donc intégrés comme une condition au développement.

Aussi, l'élaboration du PLU intercommunal de Marseille Provence a fait l'objet d'une évaluation environnementale itérative, c'est-à-dire d'une évaluation continue du PLUi dès le début de sa conception et tout au long de son élaboration, et non pas seulement en fin de parcours. Cette démarche « d'allers-retours » a pour avantage l'amélioration permanente des différentes pièces du PLU intercommunal d'un point de vue environnemental.

En particulier, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de Marseille Provence, ainsi que le règlement graphique (zonage) et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont fait l'objet de cette démarche spécifique, afin de permettre une intégration des enjeux environnementaux dès l'origine du projet.

L'évolution du « zonage PLU » (documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur les 18 communes) vers le zonage PLUi est globalement bénéfique du point de vue environnemental, puisque le projet permet d'accueillir le nombre d'habitants souhaités à l'horizon du PLUi avec une superficie moindre d'espaces à vocation artificialisable.

Globalement :

- le passage du PLU au PLUi ne modifie pas les grands équilibres du territoire en termes de vocation réglementaire des espaces. En effet, la part artificialisable du territoire reste globalement fixe ;
- le PLUi permet la « reconquête » de terres agricoles et naturelles qui étaient artificialisables dans les « PLU en vigueur » ;
- les zones d'ouverture à l'urbanisation sous conditions (A Urbaniser) diminuent de près de la moitié du potentiel d'ouverture par rapport au « PLU ».

Conformément à la délibération du 22 mai 2015 définissant les modalités de collaboration avec les communes, et à la délibération du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 (délibération cadre), le projet de PLUi a été présenté par le Président du Conseil de Territoire aux maires des 18 communes membres, lors de la conférence intercommunale des maires du 20 avril 2018. Par ailleurs, les communes membres ont donné leurs avis sur le document préalablement à son arrêt.

Il convient désormais d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence. Celui-ci sera ensuite, avant l'enquête publique, transmis aux Personnes Publiques Associées et autres organismes. Ils disposent d'un délai de 3 mois pour rendre leur avis.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du territoire Marseille Provence – Arrêt du projet.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adapter une délibération relative à l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le « Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence – Arrêt du Projet ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	97
Voix Contre	0
Abstentions	37
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO

Nouriati DJAMBAE
Gérard POLIZZI

Karim GHENDOUF - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 006-227/18/CT

■ Avis sur les projets de Périmètres Délimités des Abords - PDA - des monuments historiques Communes d'Allauch - Marignane - Marseille et Septèmes-les-Vallons

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16458/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La protection des immeubles classés ou inscrits aux monuments historiques s'applique actuellement à l'intérieur d'un cercle de 500 mètres de rayon centré sur les monuments concernés.

Ces périmètres sont intégrés en annexe du document d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme) au titre des servitudes d'utilité publique.

Depuis la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine, la protection des abords s'applique en principe dans un périmètre délimité par l'autorité compétente de l'Etat, sur proposition de l'architecte des bâtiments de France et après enquête publique. Faute d'avoir délimité ce périmètre, la protection des abords s'applique subsidiairement, dans un périmètre de 500 mètres

autour de l'immeuble (article L 630-1 du Code du Patrimoine).

La procédure de création ou de modification de ces périmètres délimités des abords est menée par les services de l'Etat.

Toutefois suite à la loi du 7 juillet 2016 et à son décret d'application n°201-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables, le Code du Patrimoine prévoit que lorsque la délimitation du ou des périmètres des abords intervient concomitamment à l'élaboration d'un PLU, le préfet doit saisir pour avis la commune ou l'EPCI compétent ; l'autorité compétente en matière de PLU diligente une enquête publique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Dans ce cas, l'organe délibérant de la collectivité compétente émet un avis sur les périmètres proposés en même temps qu'il arrête le projet de PLU (article R. 621-93, II du Code du patrimoine).

En 2016, a été engagée par les services de l'Etat, une étude en vue de définir une proposition de périmètres délimités des abords autour de certains monuments historiques situés au sein du Territoire Marseille Provence.

Cette étude concerne les communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons et a porté sur neuf monuments historiques :

Allauch : Campagne Vallombert et Château de Fontvieille,

Marignane : Ancienne chapelle Saint Nicolas,

Marseille : Oppidum de Verduron et des Baou à Saint Marcel, les trois Châteaux de la Reynarde, Régis et de la Buzine,

Septèmes-les-Vallons : Oppidum des Mayans.

Ces périmètres de protection des abords permettent, dans un objectif de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel, de protéger les immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et/ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Elle exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme ou document en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le

principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale.

En vertu de l'article L 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi). Le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 22 mai 2015, a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et a approuvé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation avec le public définies en application de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération préalable, adoptée le même jour, elle a également défini les modalités de collaboration avec les communes membres pour cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération prise le 28 avril 2016, a décidé de poursuivre cette procédure conformément aux objectifs poursuivis, aux modalités de concertation avec le public et aux modalités de collaboration avec les communes membres arrêtées à l'engagement de la procédure.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie par Monsieur le Préfet, par courrier en date du 5 septembre 2017, à l'appui d'un dossier présentant et justifiant les propositions de périmètres, situées dans l'aire du PLUi du Territoire Marseille Provence.

4 communes du Territoire et 9 monuments historiques sont concernés (Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons).

Les périmètres des Abords proposés sont cohérents avec les tissus urbains existants et la topographie du territoire ; de plus, ils prennent mieux en compte le parcellaire existant. Ainsi, ils contribuent à plus de cohérence dans l'application du droit des sols lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Conformément à l'article R 621-93 du code du patrimoine, le conseil de la métropole doit se prononcer sur les projets de périmètres des abords après consultation de la ou des communes concernées.

Ainsi les 4 communes susmentionnées ont été respectivement consultées par courrier du 30 mars 2018 sur les projets de périmètres délimités des abords les concernant.

Après cette consultation, il convient donc que la Métropole exprime son avis sur les projets de périmètres délimités des abords proposés par le Préfet.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur l'avis sur les projets de Périmètres Délimités des Abords (PDA) des monuments historiques (Communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons).
- La consultation des communes concernées.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération donnant un avis sur les projets de Périmètres Délimités des

Abords (PDA) des monuments historiques (Communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons) ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Avis sur les projets de Périmètres Délimités des Abords (PDA) des monuments historiques (Communes d'Allauch, Marignane, Marseille et Septèmes-les-Vallons) ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 007-228/18/CT

■ Projet Urbain Partenarial secteur Laure Charité - Commune de Châteauneuf-les-Martigues - Approbation d'une convention avec la SCCV Immo CATALAN

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16425/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet Urbain Partenarial secteur Laure Charité - Commune de Châteauneuf-les-Martigues - Approbation d'une convention avec la SCCV Immo CATALAN » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le secteur d'aménagement Charité Frascati Bastide Neuve fait l'objet d'une orientation d'aménagement au Plan Local d'Urbanisme de Châteauneuf les Martigues, ainsi, les objectifs poursuivis à ce titre, concourent notamment à accroître l'offre de logement, diversifier les formes d'habitat et à renforcer la mixité sociale sur la commune.

Ainsi, afin d'accompagner le développement de ce secteur, la commune de Châteauneuf les Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Provence ont signé en 2013 deux convention de projet Urbain Partenarial sur ce secteur avec deux opérateurs différents permettant d'accompagner l'aménagement de ce quartier par la réalisation d'une première phase de voies et réseaux primaire.

Une seconde phase va pouvoir être mise en œuvre pour prolonger les voies et réseaux de ce quartier dans le cadre de la présente convention de projet urbain partenarial.

La SCCV Immo CATALAN envisage la réalisation d'un programme immobilier à vocation d'habitat comportant 43 logements dont 15 logements sociaux pour une surface de plancher de 3 850 m².

Afin d'accompagner l'urbanisation du secteur, la commune de Châteauneuf les Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Métropole, la SCCV Immo CATALAN se sont rapprochés aux fins de conclusions d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction envisagée par l'opérateur.

L'article L 331-113 du Code de l'urbanisme prévoit en effet que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de Projet Urbain Partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il convient de préciser que bien que de compétence métropolitaine, le Projet Urbain Partenarial permet le financement d'ouvrages relevant de compétences d'autre collectivités.

Le programme des équipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Laure élargie » est fixé par la convention de PUP. Il comprend la mise en œuvre de voiries nouvelles inscrites au Plan Local d'Urbanisme, ainsi que les réseaux sec et humides y afférents. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

La convention sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV IMMO CATALAN.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Projet Urbain Partenarial secteur Laure Charité - Commune de Châteauneuf-les-Martigues - Approbation d'une convention avec la SCCV Immo CATALAN.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur de « Laure-Charité » par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au Projet Urbain Partenarial secteur Laure Charité - Commune de Châteauneuf-les-Martigues - Approbation d'une convention avec la SCCV Immo CATALAN.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 008-229/18/CT

■ **Projet Urbain Partenarial Val de Ricard Ensûs la Redonne - Approbation d'une convention avec Orange concessionnaire Télécom**

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16433/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Projet Urbain Partenarial Val de Ricard Ensûs la Redonne – Approbation d'une convention avec Orange concessionnaire Télécom » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La zone AU de Val de Ricard, située à l'entrée ouest de la Commune d'Ensûs la Redonne, fait l'objet d'une orientation d'aménagement générale inscrite au PADD ayant pour objectif de développer le secteur ouest de la commune permettant la création d'un secteur d'habitat complété par des équipements publics.

Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site.

En cohérence avec ces objectifs, European Homes envisage la réalisation d'une opération de construction de 108 logements dont 44 logements sociaux.

Dans ce contexte, une convention de Projet Urbain Partenarial a été approuvée par le Conseil de la Métropole le 30 juin 2016.

Le projet est aujourd'hui en phase opérationnelle et il convient d'approuver une convention avec Orange pour le déplacement des réseaux télécom en fonction du projet de voirie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération 017 632/16/CM approuvant la convention de Projet Urbain Partenarial avec l'opérateur European Homes ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Projet Urbain Partenarial Val de Ricard Ensûs la Redonne – Approbation d'une convention avec Orange concessionnaire Télécom».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de déplacement du réseau Télécom avec Orange pour la mise en œuvre du projet ;
- Qu'il convient d'accompagner le développement du quartier de Val de Ricard par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation Projet Urbain Partenarial Val de Ricard Ensûs la Redonne – Approbation d'une convention avec Orange concessionnaire Télécom.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 009-230/18/CT

■ **Approbation du Projet Urbain Partenarial de Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de deux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 - Détermination du périmètre**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16481/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique,

social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du projet urbain partenarial de Vallon Régny à Marseille 9^{ème} arrondissement – Approbation de deux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 – Détermination du périmètre » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Situé dans le 9^{ème} arrondissement, le secteur de Vallon Régny constitue l'une des dernières grandes réserves foncières sur le tracé du Boulevard Urbain Sud, futur axe de liaison entre le carrefour Florian et la Pointe Rouge et axe de désenclavement des quartiers du sud de la Ville.

La ZAC de Vallon Régny dont la création a été approuvée par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°05/0564/TUGE du 20 juin 2005, a pour vocation d'accompagner l'arrivée du Boulevard Urbain Sud, de créer un nouveau quartier à destination principale d'habitat et d'assurer la couture urbaine d'un territoire restant à aménager mais situé au cœur d'un tissu urbain constitué.

Le programme des équipements publics du dossier de réalisation approuvé au Conseil Communautaire du 12 février 2007 et au Conseil Municipal du 19 mars 2007 identifie les équipements publics nécessaires au projet, en précise la maîtrise d'ouvrage, leurs modalités de financement et leurs gestionnaires.

La mise en œuvre opérationnelle de la ZAC a été retardée plusieurs années du fait de la volonté politique de ne pas engager la réalisation d'un nouveau quartier sans l'axe structurant majeur que constitue le BUS.

Aussi, depuis l'approbation de ce programme des équipements publics plusieurs évolutions se sont produites :

- la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant de la ZAC de Vallon Régny. Un avenant n° 9 à la concession d'aménagement n° T

1600916C0 du 17 juin 2016 a été approuvé en ce sens.

- une pression immobilière s'exerce sur des îlots situés en frange de la ZAC où des opérations de logements, d'initiatives privées, sont désormais projetées.

En 2016, les constructeurs VINCI Immobilier et COFFIM qui envisagent la réalisation d'un programme de construction de 21 450 m² en logement et 1 733 m² en commerce sur une emprise foncière, appartenant à l'APHM, située entre le Bd Sainte Marguerite et le Bd Roux au sein du 9^{ème} arrondissement de Marseille, se sont rapprochés de la Métropole Aix-Marseille Provence.

En effet, leur programme doit être desservi par la voie U 522 prévue au PLU ainsi que par ses maillages sur le réseau public viaire dont la réalisation dans le cadre du programme de la ZAC de Vallon Régny n'était pas programmée dans la temporalité de leur projet.

Aussi, en application des articles L. 332.11.3 et 332.11.4 et R 332.25-1 et R.332-25-3 du Code de l'urbanisme les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM et la Métropole se sont entendues afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements nécessaires à leur projet. Il permet également d'intégrer les besoins générés par le programme de logements de leur opération pour revoir le dimensionnement des équipements scolaires qui, tels qu'initialement prévus sur le secteur, ne répondaient qu'aux besoins de la ZAC.

Après avoir pris connaissance d'autres opérations de constructions susceptibles de se développer aux franges de la ZAC, la Métropole a déterminé un périmètre à l'intérieur duquel les futurs constructeurs seront tenus de conclure une convention de PUP pour contribuer au financement de la part des équipements scolaires qui répondra aux besoins des habitants ou usagers de leurs opérations.

Ce contexte a rendu nécessaire d'adapter le Programme des Equipements Publics de la ZAC afin d'acter :

- une nouvelle répartition de la prise en charge financière des équipements entre, l'Aménageur, la Ville de Marseille et la Métropole, induite par la prise de compétence de la Métropole,

- l'actualisation du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux réalisés,

- les besoins générés par les projets de constructions aux franges de la ZAC.

Le programme des équipements publics modifié a été approuvé au Conseil Municipal du 3 octobre 2016 et au Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

Le projet urbain partenarial porte sur l'aménagement d'un secteur de 379 700 m² dont l'emprise foncière englobe la ZAC de Vallon Régny et plusieurs fonciers de futures opérations situées en franges et bénéficiant des équipements publics à réaliser. Son périmètre est joint en annexe 1. Il a fait l'objet d'une approbation par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016. Il s'est traduit par la signature d'une première convention entre COFFIM/VINCI, la Métropole et SOLEAM le 25 avril 2017 relatif à un programme de 23 183 m² de planchers répartis selon 21 450 m² en logements et 1 733 m² en commerces.

Cette convention est devenue caduque le 25 avril 2018 du fait d'une clause qui prévoyait l'acquisition du foncier auprès du propriétaire du terrain, par les constructeurs dans un délai de 1 an. Cette acquisition ne s'est pas réalisée dans les délais impartis mais reste d'actualité. Il convient donc d'approuver une nouvelle convention et d'y intégrer les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions récentes du projet urbain et ses abords et également de revoir les échéances du PUP.

De plus il est nécessaire de prendre en compte le fait que l'opération de COFFIM/VINCI se décline à présent en deux opérations représentées par la Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522, chacune faisant l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme distincte.

Le projet développé par la Marseille Sainte Marguerite s'établit sur une assiette foncière de 14 860 m². Il prévoit une surface de plancher de 13 916 m² dont 11 913 m² affectés à du logement, soit 201 logements et 2003 m² affectés à de l'activité.

Le projet développé par la SCCV Marseille U522 s'établit sur une assiette foncière de 9 827.06 m². Il prévoit une surface de plancher de 9 336 m² affectée à du logement.

Les équipements publics qui sont nécessaires au développement des opérations situées en limite extérieure de la ZAC sont constitués par :

- le tronçon sud de la voie nouvelle inscrite au PLU dite U 522 ainsi que ses réseaux,

- la voie reliant la U522 au Boulevard Urbain Sud

- le prolongement de la rue Richard Mandin et le traitement du carrefour entre le Chemin du Val des bois et le chemin du Vallon de Toulouse en lien avec

le développement d'opérations immobilières susceptibles de se développer au Nord de la ZAC.

- une part des équipements scolaires réalisés en 1^{er} tranche soit prévisionnellement six classes maternelles et dix élémentaires.

La localisation de ces équipements est jointe en annexe 2.

Hormis le prolongement de la rue Richard Mandin et le traitement du Carrefour chemin du val des Bois/Vallon de Toulouse qui seront réalisés par la Métropole, les équipements ci-dessus seront réalisés par la SOLEAM aménageur de la ZAC au titre de la convention de concession passée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics du PUP joint en annexe 3 est estimé à :

17 412 457 euros HT, dont 5 033 502 euros, soit 29%, seront financés par les participations des constructeurs hors ZAC, 2 268 620 euros soit 13% par le bilan de la ZAC et 10 110 335 euros, soit 58% par les collectivités.

L'annexe 4 précise le coût de ces équipements, les modalités de partage des coûts entre les collectivités, la ZAC et les autres opérations du PUP.

Les conventions de PUP devant intervenir entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 sont jointes en annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du projet urbain partenarial de Vallon Régny à Marseille 9^{ème} arrondissement – Approbation de deux conventions avec la Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 – Détermination du périmètre ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du projet urbain partenarial de Vallon Régny à Marseille 9^{ème} arrondissement et l'approbation de deux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522 – Détermination du périmètre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du projet urbain partenarial de Vallon Régny à Marseille 9^{ème} arrondissement et l'approbation de deux conventions avec la SCCV Marseille Sainte Marguerite et la SCCV Marseille U522.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS -

Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 010-231/18/CT

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16424/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Demande d'investissement relative à l'opération : requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de

partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'objectif du projet de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat est de maintenir et d'affirmer la relation visuelle entre les quais et le port, la vieille ville et son visuel exceptionnel constitué des chantiers navals, en avant plan, et les falaises du Bec de l'Aigle, en arrière-plan, situés dans le périmètre du Parc National des Calanques

Le projet a pour objectif de libérer au maximum les espaces et de réorganiser les usages qui se concentrent entre le bâti et le plan d'eau. Une voie en sens unique est proposée pour libérer plus d'espace pour les piétons et dégager la vue vers le port.

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée au mois de septembre 2018 pour une durée

d'environ 11 mois. Cette durée pourra être rallongée si les travaux sont interrompus pendant la période estivale.

La création de l'opération n°2016102300 « Requalification de la promenade du port-Vieux de La Ciotat » et l'affectation de l'autorisation de programme AP n°6 d'un montant de 7 750 000 € TTC a été délibérée le 30 Juin 2016. L'avancement actuel du dossier est susceptible d'augmenter l'autorisation de programme initiale. Celle-ci devra être revalorisée et fera l'objet d'une délibération complémentaire le cas échéant.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 697 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes Côte-d'Azur	30 %	1 109 100 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	2 587 900 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Demande d'investissement relative à l'opération : requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : demande de subvention d'investissement relative à l'opération : requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande de subvention d'investissement relative à l'opération : requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 011-232/18/CT

■ Requalification de la promenade du Port-Vieux - Commune de La Ciotat - Approbation de la convention de Maîtrise d'Ouvrage unique avec la Ville de La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16423/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la

saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Requalification de la promenade du Port-Vieux – Commune de La Ciotat – Approbation de la convention de Maîtrise d'Ouvrage unique avec la Ville de La Ciotat. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétences métropolitaines sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Le renouvellement urbain, de compétence métropolitaine, justifie aussi le souhait de cette entité d'engager les travaux nécessaires à la création d'une promenade urbaine portuaire sur la commune de La Ciotat, véritable prolongation du port industriel, reliant le centre ancien de la ville objet de nombreuses interventions publiques multipartenariales.

Le Conseil Départemental des Bouches du Rhône (CD 13), propriétaire du Domaine Public Maritime, a donné en délégation de Service Public à la SEMIDEP l'ensemble de la gestion des ports (plaisance et industriel).

L'approbation de la création de l'opération d'aménagement a été délibérée le 30 Juin 2016 par le Conseil Métropolitain pour un montant de 7 750 00 euros TTC.

Dans le cadre de cette requalification, le CD 13 a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tri-partites avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP qui permet de coordonner l'ensemble des travaux de la signature de la dite convention jusqu'à la réception des travaux.

L'approbation de cette convention de transfert temporaire de Maitrise d'Ouvrage a été délibérée le 17 octobre 2016. La convention a été signée le 23 novembre 2016.

Afin de permettre la réalisation de cette opération d'aménagement, il convient d'approuver une convention de maitrise d'ouvrage unique entre la ville

de La Ciotat et la Métropole afin de réaliser les travaux de compétences communales.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Requalification de la promenade du Port-Vieux – Commune de La Ciotat – Approbation de la convention de Maîtrise d'Ouvrage unique avec la Ville de La Ciotat».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétence métropolitaine sur le territoire communal ;

- Que pour la réalisation de projet, il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la ville de La Ciotat et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la requalification de la promenade du Port-Vieux – Commune de La Ciotat – Approbation de la convention de Maîtrise d'Ouvrage unique avec la Ville de La Ciotat.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 012-233/18/CT

■ Transfert de l'opération - Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres - à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16558/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme », en vertu de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la Métropole, soit au 1^{er} janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 023-2781/17/CM en date du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'« intérêt métropolitain » des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement.

Ainsi, en accord avec la Ville, l'opération "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres" a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Pour cette opération d'aménagement en cours, s'opérera un transfert de charges et de responsabilités au profit de la Métropole ainsi que la poursuite de sa réalisation et de son achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent. Une délibération concordante de la Ville de Marseille sera approuvée pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Depuis 2003, la Ville de Marseille œuvre sur le territoire de la Façade Maritime Nord pour la réalisation de projets urbains visant le développement économique et résidentiel.

En 2005, d'anciens entrepôts industriels de 27 500 m², les terrains dits des « Docks Libres » situés 406, boulevard National dans le 3ème arrondissement, ont été acquis par l'Etablissement Public Foncier PACA pour le compte de la Ville de Marseille.

La Ville de Marseille a, par la suite, conduit une étude portant sur le développement urbain de 40 hectares de ce secteur et a lancé, en 2007, un appel à manifestation d'intérêt d'opérateurs immobiliers pour la réalisation sur ces terrains d'une première phase de projet.

Fixant des ambitions qualitatives fortes et visant l'exemplarité et l'innovation en termes de qualité architecturale et d'exigences environnementales, afin de préfigurer avantageusement le développement de l'extension de l'OIN Euroméditerranée, la Ville de Marseille a ainsi accompagné la réalisation par l'opérateur Nexity de presque 70 000 m² de plancher, à dominante de logements, dont l'achèvement sera constaté d'ici 2020.

La Ville de Marseille a engagé en 2016 la seconde phase du projet urbain sur le reste de l'îlot représentant 7 hectares délimités par les rues Caravelle, Crémieux, Cassin, National et Salengro, ainsi que sur la tête d'îlot située à l'angle entre le boulevard National et la rue du moulin de la Villette. Elle a ainsi lancé une mission d'assistance à l'élaboration d'un projet urbain sur le secteur Moulins – Docks Libres – Villette.

Cette mission, qui a débuté en février 2018 pour une durée de 6 ans, doit permettre de concevoir puis de décliner opérationnellement un projet dans ses composantes urbaines, architecturales et techniques. Elle comporte un volet hydraulique essentiel compte tenu de l'inondabilité du secteur, ainsi qu'un diagnostic approfondi du tissu économique existant, afin de permettre un arbitrage sur le niveau d'intervention pertinent. Elle doit aboutir à un plan régisseur partagé entre les différents acteurs. Des tranches optionnelles permettront d'accompagner la collectivité dans la mise en œuvre du projet validé.

II Les marchés en cours

Le transfert de l'opération entraîne de droit le transfert de tous les marchés y afférents.

La date effective du transfert de l'opération et de tous les marchés y afférents est fixée au 1^{er} juillet 2018.

Ainsi, il convient d'acter les modalités du transfert de l'opération « Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres » à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle puisse poursuivre et mener à bien la conduite de cette opération.

L'opération d'investissement de la Ville de Marseille n°2010 I00 8421, "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres", dont le montant de l'autorisation de programme a été fixé 800 000 euros sera clôturée une fois les derniers mandats émis et réglés aux titulaires des marchés.

Il convient de créer une opération d'investissement métropolitaine n°2018107100 « Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse réaliser les études susmentionnées.

Cette opération d'un montant de 800 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert de l'opération "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres" à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement .

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur le transfert de l'opération "Etudes urbaines sur le secteur des Docks Libres" à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 013-234/18/CT

■ Transfert de l'opération - Reconversion des friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes / Quartiers Libres - à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16559/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme », en vertu de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ce même article précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1^{er} janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La délibération du Conseil Métropolitain n°URB 023-2781/17/CM en date du 19 octobre 2017 a défini les critères de l'« intérêt métropolitain » des opérations d'aménagement. Au vu de ces critères, cette même délibération a reconnu d'intérêt métropolitain des projets et opérations d'aménagement.

Ainsi, en accord avec la Ville, l'opération "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres" a été déclarée d'intérêt métropolitain.

Pour cette opération d'aménagement en cours, s'opérera un transfert de charges et de responsabilités au profit de la Métropole ainsi que la poursuite de sa réalisation et de son achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc de fixer les conditions matérielles dans lesquelles s'effectuera le transfert effectif de l'opération ainsi que le périmètre et la date du transfert de charges, de produits et de responsabilités qui en découlent.

Une délibération concordante de la Ville de Marseille sera approuvée pour acter ces conditions.

I. Présentation de l'opération

Dans le cadre de l'acquisition des casernes de la Belle de Mai à l'Etat autorisé par délibération n°09/1313DEVD du 14 décembre 2009, la Ville de Marseille a engagé une réflexion sur les enjeux et perspectives de reconversion de ces sites militaires.

Le projet urbain « Quartiers Libres Saint Charles - Belle de Mai » s'étend sur 140 hectares et englobe la gare Saint-Charles et les casernes de la Belle de Mai. C'est un projet majeur pour le quartier de la gare métropolitaine qui vise à répondre aux enjeux de développement économique, de cohésion sociale et d'innovation.

En 2016, suite à une procédure de Dialogue Compétitif, le projet lauréat a été choisi. Il s'agit du groupement emmené par Güller Güller, architecture urbanism (mandataires) et les co-traitants Trevelo & Viger-Kholher architectes urbanistes – Atelier Alfres Peter

Paysagiste - mrs Partner – Etienne Ballan - Zakarian Navelet architectes – TPF Ingénierie

Depuis, la Ville développe ce projet urbain dans différents champs d'actions notamment :

- la question de la mobilité à l'échelle du quartier,
- la gare ouverte sur ses 4 côtés permettant de créer un lieu « hybride » c'est-à-dire un nouveau site attractif du centre de la Métropole,
- la place des espaces publics sur les 140 hectares avec une mise en œuvre au cas par cas selon les usages ambitionnés,
- la réponse en matière d'habitat permettant de maintenir les habitants sur le quartier tout en attirant de nouveaux venus,
- la programmation et la réalisation d'équipements indispensables pour le rééquilibrage et le développement du quartier selon un mode concerté avec les acteurs du domaine,
- la reconversion du site des 7 hectares de casernes organisée autour d'espaces publics redonnant une véritable aménité urbaine à ce secteur,
- la stratégie en matière d'environnement pour développer de nouvelles pistes d'innovation et de résilience du projet urbain des 7 hectares d'anciennes casernes comme des 140 hectares du quartier de la gare,
- le développement économique comme outil de créateur de richesse sur un quartier en devenir (lien formation/emploi ; nouvelles technologies...)

Ces sujets sont développés en construisant une méthode nouvelle d'association des différentes parties prenantes et par un étroit pilotage des élus métropolitains et municipaux.

Quartiers Libres ambitionne ainsi de faire du quartier de la gare métropolitaine un nouveau lieu d'attractivité profitant de la forte visibilité de ce territoire et sa gare Saint-Charles pour lui conférer un rayonnement national.

II. Les marchés en cours

Le transfert de l'opération entraîne de droit le transfert de l'accord-cadre et de tous ses marchés subséquents.

La date effective du transfert de l'opération et de tous les marchés y afférents est fixée au 1^{er} juillet 2018.

Ainsi, il convient d'acter les modalités du transfert de l'opération "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres" à la

Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'elle puisse poursuivre et mener à bien la conduite de cette opération.

L'opération d'investissement de la Ville de Marseille n°2013 I01 2372, "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres", dont le montant de l'autorisation de programme a été fixé à 4 400 000 euros sera clôturée une fois les derniers mandats émis et réglés aux titulaires des marchés.

Il convient de créer une opération d'investissement métropolitaine n°2018107200 "Reconversion friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes /Quartiers Libres" afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse réaliser les études et travaux susmentionnés.

Cette opération d'investissement d'un montant de 4 400 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181064BP du programme 06 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert de l'opération "reconversion des friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes / Quartiers Libres " à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur le transfert de l'opération "Reconversion des friches militaires de la Belle de Mai secteur casernes / Quartiers Libres " à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Création et affectation de l'opération d'investissement.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 014-235/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Chiarazzo

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 18/16426/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Chiarazzo.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le Consort CHIARAZZO l'acquisition des parcelles cadastrées AA42p et AA41p d'une superficie totale de 28m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne pour un montant de 340 euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Chiarazzo ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant au Consort Chiarazzo sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l' Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort CHIARAZZO.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 015-236/18/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux consorts Serra dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne**

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16427/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Serra.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le Consort SERRA l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA38p d'une superficie de 94m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne pour un montant de 1130 euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Serra.»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant au Consort Serra sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Serra.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 016-237/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Massabo dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 18/16428/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Massabo dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne .» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur Massabo l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA43p d'une superficie de 35m². située dans le quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne pour un montant de 420 euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le projet de délibération portant sur la « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Massabo dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Monsieur Massabo sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Monsieur Massabo.

Adoptée,

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 017-238/18/CT

■ **Acquisition à titre gratuit d'une parcelle de terrain appartenant à Européan Homes 40 dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne**

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 18/16429/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre gratuit d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Européan Homes 40.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu à titre gratuit avec Européan Homes 40 l'acquisition des parcelles cadastrées AA101 – AA262 – AA119 situées dans le quartier Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU). Cette acquisition correspond à l'apport en foncier prévue dans le cadre de la signature de la convention de PUP avec l'opérateur Européan Homes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à titre gratuit d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Européan Homes 40».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Européan Homes 40 sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'acquisition à titre gratuit d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Européan Homes 40.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 018-239/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux Consorts Del Pozo dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Del Pozo

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16430/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Del Pozo. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
 - Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.
- La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec le Consort Del Pozo l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA23p d'une superficie de 302m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensuès la Redonne pour un montant de 3620 euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Del Pozo.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Consort Del Pozo sur la commune d'Ensuès la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant au Consort Del Pozo.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 019-240/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Madame PREVOT dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne

Avis du Conseil de Territoire

DUF 18/16431/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensues la Redonne appartenant à Madame Mireille Prevot » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Madame Mireille Prevot l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA39p d'une superficie de 68m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensues la Redonne pour un montant de 816 euros , nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensûs la Redonne appartenant à Madame Mireille Prevot».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Madame Mireille Prevot sur la commune d'Ensûs la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation de voirie dans le quartier du Val de Ricard à Ensûs la Redonne appartenant à Madame Mireille Prevot.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 020-241/18/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Jérôme Zicarro dans le quartier du Val de Ricard à Ensûs la Redonne

Avis du Conseil de Territoire DUF 18/16432/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibérations satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue , en tout ou partie dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Jérôme Zicarro dans le quartier du Val de Ricard à Ensûs la Redonne » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du quartier du Val de Ricard sur le Commune d'Ensues la Redonne, le Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réalisation d'un aménagement voirie et réseaux consistant en l'élargissement de la voie principale du Val de Ricard et le prolongement d'une voie de bouclage sur le chemin des Bastides (emplacements réservés N° 22 et 23 au PLU).

Ces travaux d'aménagement une fois réalisés permettront ainsi d'assurer la viabilisation et l'amélioration des conditions de desserte des riverains de ce secteur.

En effet, le projet d'aménagement souhaité par la ville d'Ensues la Redonne participe à la valorisation et la requalification de l'entrée de ville Ouest en assurant la préservation d'éléments paysagers et patrimoniaux. Ce projet vise également à développer l'offre de logements sous forme d'habitats mixtes tout en poursuivant la continuité urbaine entre le centre historique et les équipements communaux installés à l'ouest.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de ce secteur ont donc été définies dans le PLU au titre d'une orientation d'aménagement. Les règles d'urbanisme ainsi que les emplacements réservés ont été adaptés en conséquence ;

Deux secteurs ont ainsi été définis sur le périmètre :

- Un secteur AUH dédié à de l'habitat mixte permettant la réalisation d'un programme de 108 logements en mixité et un équipement public (crèche).
- Un secteur AUH1, à l'Ouest et à l'Est du projet, dédié à l'habitat en densification du tissu urbain existant sous forme de villas en fonction des conditions de desserte et réseaux.

La réalisation de cette première phase de travaux correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

De plus, deux emplacements réservés ont été créés ou modifiés à savoir :

- L'emplacement réservé N° 22 correspondant à l'aménagement du chemin de Val de Ricard (barreau transversal).
- L'emplacement réservé N° 23 correspondant à la création d'une voie de bouclage d'une emprise de 6 mètres (chemin des bastides).

Pour mettre en œuvre ce projet d'aménagement, la Métropole Aix Marseille Provence a finalisé en novembre 2016 une convention de projet urbain partenarial dans laquelle est définie la programmation des ouvrages voiries et réseaux de compétence Métropolitaine rendus nécessaires à la bonne desserte de l'opération.

Une première phase de travaux correspondant à la réalisation intégrale du barreau transversal (aménagement du chemin du Val de Ricard ER n° 22) ainsi que la mise en œuvre des travaux de viabilisation vont être engagés en 2018.

Dans une seconde phase, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise une voie de bouclage (emplacement réservé N° 23), dans le prolongement des travaux sus indiqués afin d'assurer la viabilisation et améliorer les conditions de desserte des riverains de ce secteur.

Ainsi, la réalisation de ces travaux d'aménagement de voirie et réseaux nécessite de trouver des accords sur la maîtrise foncière des terrains, supports d'assiette de ces ouvrages avec les propriétaires riverains.

La réalisation de cette première phase de travaux d'aménagement du chemin de Val de Ricard ER n° 22 correspond au périmètre dans lesquels se situent les propriétés objet du présent protocole foncier soumis à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Concernant la seconde phase de travaux relatifs à la réalisation de la voie de bouclage du chemin des Bastides (ER n° 23), les accords fonciers sont en cours de négociation et seront présentés ultérieurement à l'approbation du Conseil Métropolitain.

Sur la base des relevés d'emprise établis par un cabinet de géomètres experts, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec Monsieur Jérôme Zicarro l'acquisition d'une parcelle cadastrée AA40p d'une superficie de 4m² située dans le quartier du Val de Ricard sur la commune d'Ensues la Redonne pour un montant de 50 euros, nécessaire à l'élargissement du chemin de Val de Ricard (emplacement réservé n° 22 au PLU)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Jérôme Zicarro dans le quartier du Val de Ricard à Ensus la Redonne».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain, appartenant à Monsieur Jérôme Zicarro sur la commune d'Ensus la Redonne, nécessaire à l'aménagement du quartier Val de Ricard (ER n° 22) ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur Jérôme Zicarro dans le quartier du Val de Ricard à Ensus la Redonne.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 021-242/18/CT

■ Cession à titre onéreux au profit de la SCI CNJ26 d'un lot de terrain situé dans le lotissement d'activités la Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16417/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à titre onéreux au profit de la SCI CNJ26 d'un lot de terrain situé dans le lotissement d'activités la Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La commune de Roquefort-la-Bédoule a engagé en 1986 la réalisation d'un lotissement communal destiné à accueillir des entreprises sur le site de La Plaine du Caire. Cette zone d'activités a, depuis, fait l'objet de deux extensions au début et à la fin des années 90.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre en régie d'une ultime opération d'extension de la zone d'activités de la Plaine du Caire, dont la compétence relève désormais de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis la date de sa création le 1^{er} janvier 2016.

Le parc d'activités de la Plaine du Caire IV s'étend sur une superficie totale d'environ 5 hectares, à vocation économique, les lots commercialisés étant destinés à accueillir des petites et moyennes entreprises.

La SCI CNJ26 s'est portée acquéreur auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence du lot n°5 en nature de terrain nu viabilisé d'une superficie totale de 1 654 m² cadastré Section E n°216 et Section AX n°114 pour un montant de 99 240 euros hors taxes.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur la «Cession à titre onéreux au profit de la SCI CNJ26 d'un lot de terrain situé dans le lotissement d'activités la Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la «cession à titre onéreux au profit de la SCI CNJ26 d'un lot de terrain situé dans le lotissement d'activités la Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule » ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la «cession à titre onéreux au profit de la SCI CNJ26 d'un lot de terrain situé dans le lotissement d'activités la Plaine du Caire IV à Roquefort-la-Bédoule.»

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 022-243/18/CT

■ Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1er arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16412/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1^{er} arrondissement» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L 152-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants ».

L'article L 230-3 dispose que « l'acquisition du terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée ».

La Ville de Marseille a transmis une mise en demeure d'acquérir relative à la parcelle 817 E 49 située boulevard Camille Flammarion à Marseille 1^{er} arrondissement à la métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien entre dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM ; cette opération vise le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements.

C'est pourquoi, conformément à l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déléguer ce droit au titulaire de la concession d'aménagement.

Pour ce faire, il est nécessaire que le Conseil de Métropole autorise le Président à déléguer le droit de délaissement relatif au bien ci-dessus cité, à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L 152-2 et L 230-1 et suivant ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1^{er} arrondissement».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délégation de l'exercice du droit de délaissement du Conseil au Président permettra au Président de confier l'acquisition de l'immeuble situé 135 boulevard Camille Flammarion à la SOLEAM ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1^{er} arrondissement ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 023-244/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à la Ville de Marseille, située chemin des Campanules/avenue William Booth à Marseille 11^{ème} arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16537/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à la Ville de Marseille, située chemin des Campanules / avenue William Booth à Marseille 11^{ème} arrondissement, nécessaire à l'élargissement d'une voie de desserte » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La ville de Marseille est propriétaire de deux parcelles cadastrées 866 E 99 et 101 d'une superficie respective de 3268 m² et 11 214 m²

La parcelle 866 E 99 est constituée d'une longue bande aménagée en espace vert, traversée en son milieu par une petite voie d'environ 4 m de large propriété de la Métropole Aix Marseille Provence.

La parcelle 866 E 101 constitue en sa plus grande partie l'assiette foncière de l'avenue William Booth et des accompagnements de voirie ainsi que d'une bande de terrain aménagée en espace vert.

La SAS Sam Immobilier doit construire un programme immobilier de 54 logements sur deux parcelles mitoyennes sises 98 -102 chemin des Campanules cadastrées 872 H 63 et H 64.

Afin de desservir ce futur ensemble immobilier, la voie de desserte existante doit être élargie conformément au règlement du Plan Local d'Urbanisme de la Zone d'Aménagement Concertée des Caillols.

Aussi, la Métropole Aix Marseille Provence. doit acquérir auprès de la Ville de Marseille une emprise totale d'environ 350 m2, surface à parfaire après arpentage à détacher des parcelles 866 E 99 et 101.

Ce tènement comprenant la voie existante et la surface nécessaire à son élargissement sera mis à disposition par la Métropole Aix Marseille Provence au promoteur qui réalisera les aménagements liés à son projet, dès le transfert de propriété effectif par la Ville de Marseille à la Métropole Aix Marseille Provence.

A terme, la voie existante et son élargissement seront versés dans le domaine public de voirie métropolitaine.

Il est précisé que cette transaction est placée sous le régime de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : le bien cédé qui dépend du domaine public de la Ville de Marseille intègrera le domaine public de la Métropole, sans déclassement préalable.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille cette dernière accepte de céder cette emprise moyennant un euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil Municipal approuvant la cession ;
- Le projet d'acte administratif ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant à la Ville de Marseille, située chemin des Campanules / avenue William Booth à Marseille 11^{ème} arrondissement, nécessaire à l'élargissement d'une voie de desserte.»

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la Ville de Marseille d'une emprise de terrain d'environ 350 m² permettra l'élargissement de la voie existante ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvé le projet d'acte en la forme administrative ci-annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain totale d'environ 350 m2 à détacher des parcelles 866 E 99 et 101 situées chemin des Campanules – avenue William Booth à Marseille 11^{ème} arrondissement, moyennant la somme de 1 euros symbolique.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 024-245/18/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille de parcelles de terrain situées 222 boulevard Albert Einstein à Marseille 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16415/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille de parcelles de terrain situées 222 boulevard Albert Einstein à Marseille 13^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement et à l'extension de la déchetterie existante » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Le territoire de Marseille-Provence compte dix-sept déchetteries, dont l'objectif est de faciliter le jet par les usagers de matériels encombrants et/ou recyclables. Celle de Château-Gombert située 222 boulevard Albert Einstein dans le 13^{ème} arrondissement, est très fréquentée mais présente des difficultés d'exploitation liées à sa configuration et de plus, le système de collecte des eaux de ruissellement y est défaillant.

L'amélioration de cette déchetterie est aujourd'hui indispensable par une extension et une modernisation des équipements avec notamment la création de cinq quais supplémentaires de déchargement, une circulation élargie et à sens unique, et la réalisation de nouveaux locaux plus fonctionnels pour les agents d'accueil.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est donc rapprochée de la ville de Marseille afin d'acquérir le périmètre foncier nécessaire à ces travaux soit :

- une emprise de 369 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 49 en nature d'espace végétalisé,
- une emprise de 5094 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 142 essentiellement en nature de voirie et bassin de rétention.

Préalablement, il est précisé que l'emprise foncière sur laquelle est située l'actuelle déchetterie, objet d'un transfert de gestion en 2002 à la Communauté Urbaine, vient d'être transférée en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille-Provence par le biais d'un acte en la forme administrative signé par les deux collectivités.

Conformément à l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : « *les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.* »

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille, cette dernière a accepté de céder ces parcelles de terrain à l'euro symbolique. Compte tenu du fait que les parcelles avaient été acquises par la ville de Marseille pour des équipements aujourd'hui réalisés, notamment le Parc Athéna, et que les emprises requises sont des reliquats imbriqués entre la voie du BHNS et le fossé du parc ne présentant pas d'utilité pour un projet communal, la cession intervient à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille de parcelles de terrain situées 222 boulevard Albert Einstein à Marseille 13^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement et à l'extension de la déchetterie existante ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition :
 - d'une emprise de 369 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge '880) section B n° 49 ;
 - d'une emprise de 5094 m² issue de la parcelle de plus grande contenance cadastrée quartier Croix Rouge (880) section B n° 142 permettra l'aménagement et l'extension de la déchetterie actuelle de Château-Gombert.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille de parcelles de terrain situées 222 boulevard Albert Einstein à Marseille 13^{ème} arrondissement, nécessaire à l'aménagement et à l'extension de la déchetterie existante ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 025-246/18/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Carrières et Bétons BRONZO PERASSO d'une emprise de terrain située chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16220/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Carrières et Bétons BRONZO PERASSO d'une emprise de terrain située chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement,» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voie.

Dans le cadre de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons, à partir d'un emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille (n° 14-015), la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 15 décembre 2016 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier la voie de desserte au niveau du chemin des Bessons quartier Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement, ainsi que la réalisation d'une raquette de retournement. Au delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'exploitation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs au-delà d'un tissu économique pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

En parallèle de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à mener les négociations à l'amiable.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une emprise de terrain appartenant à la SNC Carrières et Bétons BRONZO PERASSO.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à titre onéreux auprès de la SNC Carrières et Bétons BRONZO PERASSO, une emprise de terrain de 515 m² à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0048 sise chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette transaction d'effectuera moyennant la somme de 1 euro (un euro).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau concernant les missions foncières ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-214V01572 en date du 18 août 2017 ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Carrières et Bétons BRONZO PERASSO d'une emprise de terrain située chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 515 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 48 sise chemin des Bessons, permettra la création d'une voie de desserte à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l' « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Carrières et Bétons BRONZO PERASSO d'une emprise de terrain située chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 026-247/18/CT

■ **Acquisition onéreuse auprès des consorts Grisard d'une emprise de terrain située chemin des Bessons nécessaire à la requalification de la voie de desserte les Bessons / Sainte-Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16421/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition onéreuse auprès des Consorts Grisard d'une emprise foncière de terrain située chemin des Bessons, nécessaire à la requalification de la voie de desserte les Bessons/Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre de la création d'une voie de desserte chemin des Bessons, à partir d'un emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille (n° 14-015), la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 15 décembre 2016 a approuvé l'acquisition par voie d'expropriation des parcelles nécessaires à cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de requalifier la voie de desserte au niveau du chemin des Bessons quartier Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement, ainsi que la réalisation d'une raquette de retournement. Au-delà de l'ambition d'offrir une meilleure circulation aux riverains du quartier et des terrains classés en zone UM au Plan Local d'Urbanisme de Marseille, cette voie publique ouvre la possibilité matérielle de poursuivre l'exploitation de la carrière de Sainte Marthe et entraîne aussi la préservation d'emplois directs au-delà d'un tissu économique pour le maintien des entreprises liées à cette activité.

En parallèle de la procédure de déclaration d'Utilité Publique, la Métropole Aix-Marseille-Provence continue à mener les négociations à l'amiable.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une emprise de terrain appartenant aux Consorts GRISARD.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, acquiert à titre onéreux auprès des Consorts GRISARD, une emprise de terrain de 247 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0124 située chemin des Bessons à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette transaction s'effectue moyennant la somme de 15 160 euros (quinze mille cent soixante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 001-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence procédant à l'élection du Président ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de Métropole donnant délégation au Bureau ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-214V01573 du 18 août 2017 ;
- La lettre de saisine du président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition onéreuse auprès des Consorts Grisard d'une emprise foncière de terrain située chemin des Bessons, nécessaire à la requalification de la voie de desserte les Bessons/Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette parcelle de terrain d'une superficie de 247 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 896 A 0124, permettra la requalification de la voie de desserte les Bessons/Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès des Consorts Grisard d'une emprise foncière de terrain située chemin des Bessons, nécessaire à la requalification de la voie de desserte les Bessons/Sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 027-248/18/CT

■ Acquisition à titre gratuit de parcelles de terrain et lots de volume appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée dans la ZAC de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16420/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre gratuit de parcelles de terrain et lots de volume appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée dans la ZAC de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a acquis en 1997 de la SNCF un ensemble de terrains et de bâtiments constitutifs de l'ancienne halte ferroviaire de la Joliette aujourd'hui disparue, qui était située à l'est du bâtiment des Docks, à Marseille 2^{ème} arrondissement et qui était desservie par l'ancien « Tunnel de Lajout », empruntant le linéaire de la rue Melchior-Guinot en provenance de la Gare Saint-Charles.

Cette opération a permis à l'EPAEM de réaliser, dans le cadre de la ZAC de la Joliette, le nouveau quartier d'affaires de la Joliette sur les emprises ainsi libérées par la SNCF, y compris les voies nouvelles.

En vertu des compétences qui lui sont déléguées, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, pour sa part, souhaité acquérir l'ensemble des parcelles et volumes constitutifs des voies, parvis, et emprises d'exploitation du tramway (rails et stations), afin de les intégrer dans son domaine public.

Il s'agit d'une cession gratuite par l'EPAEM à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une première cession est intervenue pour la majeure partie des éléments à rétrocéder. Une seconde est en cours, pour laquelle une délibération a été approuvée le 15 décembre 2016.

Ce protocole vient finaliser ces rétrocessions, en particulier pour des emprises divisées par l'EPAEM pour des élargissements de voies aux environs du Boulevard de Paris et des Places d'Arvieux et Verneuil, à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre gratuit de parcelles de terrain et lots de volume appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée dans la ZAC de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de parcelles et de lots de volume représentant des élargissements de voies dans la ZAC de la Joliette, aux environs du Boulevard de Paris et des Places d'Arvieux et Verneuil, à Marseille 2^{ème}, doit permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de les intégrer dans le domaine public métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre gratuit de parcelles de terrain et lots de volume appartenant à l'Etablissement Public Euroméditerranée dans la ZAC de la Joliette à Marseille 2ème arrondissement ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 028-249/18/CT

■ **Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue Bâtiment E d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement - Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16418/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment E d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront.» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des espaces extérieurs de la copropriété du Parc Bellevue.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires du bâtiment E de la copropriété du Parc Bellevue d'une emprise foncière de 873 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B

n°101 sise rue Félix Pyat à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment E d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment E d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement- Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiment E d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement-Projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront.»

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 029-250/18/CT

■ Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue Bâtiments F - G et H d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16419/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiments F,G et H d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser l'aménagement des espaces extérieurs de la copropriété du Parc Bellevue.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires des bâtiments F,G et H de la copropriété du Parc Bellevue d'une emprise foncière de 3 235 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 813 B n°102 sise rue Félix Pyat à Marseille 3^{ème} arrondissement en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiments F,G et H d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement . »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à La Rénovation urbaine du quartier Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiments F,G et H d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Rénovation urbaine du quartier de Saint-Mauront - Acquisition à titre gratuit auprès des copropriétaires du Parc Bellevue bâtiments F,G et H d'une emprise foncière nécessaire à l'aménagement des espaces extérieurs du Parc Bellevue à Marseille 3^{ème} arrondissement.»

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 030-251/18/CT

■ Transfert de volumes de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la reconfiguration du stade Orange Vélodrome et abords

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 18/16575/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille Provence a été créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

Sur le tènement foncier sis à Marseille, 8ème arrondissement, parcelles cadastrées section 843 D n° 26,43,45,51,52,54,57,59 à 62 et 64 coexistent à présent diverses constructions telles que le stade Orange Vélodrome, le stade Delort, la station d'épuration, une partie de la ligne 2 du métro ainsi qu'un programme immobilier de 100 000 m2, réparti en trois îlots, composé notamment d'un centre commercial, de logements, d'un hôtel et d'un pôle santé.

A l'origine du projet, compte tenu de la complexité de l'opération due à l'imbrication et la superposition des propriétés, de statut et de nature juridiques différents, il a été décidé d'établir un État Descriptif de Division en Volumes permettant ainsi de donner la plus grande indépendance juridique possible aux propriétaires des constructions en créant un certain nombre de volumes ne comprenant aucune quote-part indivise de parties communes mais seulement liés entre eux par des relations de servitudes.

Le modificatif final de cet État Descriptif de Division en Volumes ayant été signé par les parties, il convient à présent d'opérer les transferts de propriété des volumes correspondants aux compétences dévolues à la Métropole Aix-Marseille Provence en matière de transports et déplacements, de gestion de la voirie et d'assainissement et eaux pluviales.

Il convient donc de proposer le transfert des volumes dont la liste et le descriptif sommaire

figurent ci-dessous :

infrastructure et les berges de l'Huveaune pour leur entretien.

- **Volume 2** : « Tube Métro » Ce volume comprend la totalité du gros œuvre du tube Métro, souterrain, émergeant et aérien, la pleine terre en dessous, dans ses parties souterraines et émergeantes, jusqu'au tréfonds général, une marge de 2m de part et d'autre du tube du Métro ; il comprend également les piles et leurs fondations ainsi qu'un édifice construit sous le Métro aérien accueillant divers locaux RTM.
 - **Volume 4** : Ce volume comprend la partie Est de l'allée Ray Grassi, futur domaine public de voirie.
 - **Volume 7** : Ce volume comprend la partie de l'émissaire du boulevard Michelet.
 - **Volume 17** : Ce volume comprend une partie du trottoir de la rue raymond Teisseire en limite d'assiette au Nord-Est de l'îlot Teisseire et autour des trois gaines et grilles de ventilation de son futur parc de stationnement.
 - **Volumes 19 et 20** : Ce volume comprend une partie de l'emprise d'alignement non utilisée en façade du centre commercial et du stade Orange Vélodrome sur l'allée Ray Grassi.
 - **Volume 29** : Ce volume comprend une partie du trottoir de l'allée Ray Grassi surplombant le niveau sous-sol du bâtiment 4 de l'îlot Teisseire.
 - **Volume 36** : Ce volume comprend le tréfonds de la partie est du parking extérieur des hôtels situé entre le tube du métro et l'immeuble de bureaux et accueille un bassin de rétention des eaux pluviales.
 - **Volume 39** : Emprise d'alignement du boulevard Michelet.
 - **Volume 45** : Emprise d'alignement du boulevard Michelet.
 - **Volume 66** : Ce volume comprend la voie située entre les volumes hôtels et pôle santé de l'îlot de l'Huveaune, desservant notamment le parking et les espaces extérieurs nord des hôtels , le parc de stationnement en
 - **Volume 70** : Ce volume comprend la totalité de la station d'épuration ancienne située sous le stade Delort et de son extension située sous l'esplanade Est du stade Vélodrome, la pleine terre en dessous jusqu'au tréfonds général, et diverses émergences, locaux et espaces extérieurs en surface.
 - **Volume 71** : Ce volume comprend une voie intérieure desservant, depuis la rue Raymond Teisseire, la STEP, le stade Delort, le Stade Orange Vélodrome, le parking Huveaune Est, la maison du gardien du stade Delort.
 - **Volume 73** : Ce volume comprend un parking extérieur situé à l'Est du stade Delort, partiellement surplombé par le Métro dans sa partie aérienne.
 - **Volume 79** : « Allée Marcel Leclerc » Ce volume comprend la voie Ouest de desserte intérieure du site du Stade Vélodrome depuis le boulevard Michelet, desservant le Stade Vélodrome, le Stade Delort et les différents bâtiments de l'îlot Huveaune (Hôtels, immeubles de logements et bureaux et leurs parcs de stationnement).
- Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :
- Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**
- Vu**
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
 - La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
 - Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
 - Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
 - Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur le transfert de volumes de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la reconfiguration du stade Orange Vélodrome et abords.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu d'accepter le transfert des volumes ci-dessus énoncés dans le cadre des compétences dévolues à la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert de volumes de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la reconfiguration du stade Orange Vélodrome et abords.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 031-252/18/CT

■ Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des Droits de Préemption sur la commune de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16533/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des Droits de Préemption sur la commune de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Par délibération n°17/2365/EFAG en date du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

La mise en œuvre du Droit de Préemption Urbain (DPU) est une compétence de la Métropole . A ce titre , elles doit assurer l'instruction des déclarations d'intention d'aliéner (DIA)

Sur le territoire de la commune de Marseille , le volume de DIA, près de 8000 en 2017, et la multiplicité des délégataires du droit de préemption, au regard de nombreuses opérations d'aménagement , d'habitat , de périmètres pré-opérationnels et opérationnels , ont conduit à mettre en place une organisation adaptée. Ainsi la Ville de Marseille a assuré depuis la mise en place de la Communauté urbaine en 2001, l'identification des titulaires et délégataires du droit de préemption urbain et leur information , parallèlement à la saisie des DIA dans un outil dédié. Cette organisation a été adoptée afin de garantir à chaque délégataire du droit de préemption les meilleurs délais d'instruction.

Aussi, afin de maintenir le niveau d'efficacité de l'exercice du droit de préemption sur la commune de Marseille et de veiller à la continuité du service public, il y a lieu de permettre à des agents de la Ville de Marseille, de continuer à exercer pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence les missions susmentionnées.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'approuver la conclusion d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Marseille pour la réalisation, par cette dernière, de prestations en matière de gestion des droits de préemption relevant de la compétence métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des Droits de Préemption sur la commune de Marseille » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'«Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des Droits de Préemption sur la commune de Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'«Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des Droits de Préemption sur la commune de Marseille ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	14
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 032-253/18/CT

■ **Approbation d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation des compétences respectives dans le domaine des Nouvelles Technologies de Communication**

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16527/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation des compétences respectives dans le domaine des Nouvelles Technologie de Communication » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Une convention de gestion entre Ville de Marseille et MPM approuvée conjointement par délibération n°15/1264/EFAG du 16 décembre 2015 et du Conseil de Communauté Urbaine n°FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015, visait à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement par la Métropole Aix-Marseille Provence, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce, dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés par la Métropole. Une prorogation d'un an par voie d'avenant a été approuvée par délibération n°16/1116/EFAG du 05 décembre 2016.

Par délibération n°17/2365/EFAG en date du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

Néanmoins, la Ville de Marseille continue d'héberger certains outils informatiques, assure la création de comptes sur des logiciels spécifiques. Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence continuera, sur cette période transitoire, à assumer la gestion des projets relatifs aux permis de construire qu'il convient de mener à terme et à accompagner les utilisateurs.

Afin d'optimiser les organisations municipale et métropolitaine, de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information respectifs et de veiller à assurer la continuité du service public, il y a lieu d'organiser les compétences respectives des deux collectivités.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'approuver la conclusion d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation de leurs compétences respectives en matière de gestion des outils

informatiques et des données métiers SIG, pour les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Approbation d'une convention de services entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour l'organisation des compétences respectives dans le domaine des Nouvelles Technologies de Communication » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'« Approbation d'une convention de

services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation des compétences respectives dans le domaine des Nouvelles Technologies de Communication ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'« Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation des compétences respectives dans le domaine des Nouvelles Technologies de Communication ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 033-254/18/CT

■ **Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la Ville de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine d'intervention de l'Aménagement**

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 18/16460/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la Ville de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine d'intervention de l'Aménagement » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Une convention de gestion entre Ville de Marseille et MPM approuvée conjointement par délibération n°15/1264/EFAG du 16 décembre 2015 et du Conseil de Communauté Urbaine n°FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015, visait à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement par la Métropole Aix-Marseille Provence, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce, dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés par la Métropole. Une prorogation d'un an par voie d'avenant a été approuvée par délibération n°16/1116/EFAG du 05 décembre 2016.

Par délibération n°17/2365/EFAG en date du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

Néanmoins, afin de ne pas pénaliser l'organisation municipale qui ne disposent, ainsi, plus d'agents pouvant assurer le suivi des opérations d'aménagement engagées par la ville de Marseille et ayant trait à l'ambition métropolitaine, et dans les dispositifs de logements et l'habitat développés et mis en place par la Ville de Marseille sur son territoire, et de veiller à assurer la continuité du service public, il y a lieu de permettre à des agents métropolitains, ainsi transférés à la Métropole, de continuer à exercer pour le compte de la commune de Marseille, des missions dans ces domaines.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'approuver la conclusion d'une convention de services entre la commune de Marseille et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la réalisation, par cette dernière, de prestations en matière de suivi opérationnel sur des opérations, dispositifs propres et contractualisés de la Ville de Marseille, portant sur son territoire et demeurant de sa compétence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la Ville de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine d'intervention de l'Aménagement » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'« Approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la ville de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine d'intervention de l'Aménagement » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de services entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la ville de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le domaine d'intervention de l'Aménagement.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 034-255/18/CT

■ Remise d'ouvrage par l'EPAEM - ZAC Cité de la Méditerranée / ZAC de la Joliette Secteur 1-3B

Avis du Conseil de Territoire DBP 18/16572/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier deux ZAC, la ZAC Cité de la Méditerranée et la ZAC de la JOLIETTE.

La ZAC Cité de la Méditerranée (CIMED) qui a été créée par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005. Son Programme des Equipements Publics (PEP) a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 mars 2007.

Par délibération du Conseil municipal du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a donné son accord sur le Programme des Equipements Publics (PEP) de cette ZAC, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

Par délibération du Conseil de Communauté du 18 décembre 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des Equipements publics (PEP) de la ZAC Cité de la Méditerranée, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La ZAC de la Joliette a été créée par arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 et son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 19 avril 2000. Par délibération du Conseil municipal du 5 octobre 1998, la Ville de Marseille a donné son accord sur le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement. Par délibération du Conseil municipal du 28 février 2000, la Ville de Marseille a adopté le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de la Joliette et donné son accord sur la maîtrise d'ouvrage des équipements qui lui incombent.

Ces délibérations ayant été adoptées antérieurement à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, le PEP adopté par la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole comprend à la fois des ouvrages à remettre à la Ville de Marseille et des ouvrages à remettre à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du fait du transfert de compétences à cette dernière, lesdits ouvrages faisant l'objet de procès-verbaux de remise distincts.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Il est par conséquent proposé au Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 1-3B, de la place Henri Verneuil à CMA-CGM, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 8 447 786,99 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 919 804,56 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 1-3B, de la place Henri Verneuil à CMA-CGM pour un montant HT de 8 447 786,99 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 919 804,56 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2018.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA seront inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092– opération 2013109200.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 035-256/18/CT

■ Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée - ZAC Cité de la Méditerranée Secteur 6

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 18/16571/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Cité de la Méditerranée.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 6, entre la Place de la Joliette et le carrefour Vaudoyer, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 11 835 701,78 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 1 170 692,15 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code général des impôts, et notamment l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts .
- Le procès-verbal signé le 21 novembre 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisée par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 6, entre la Place de la Joliette et le carrefour Vaudoyer, pour un montant HT de 11 835 701,78 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 1 170 692,15 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2018.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA seront inscrits au budget 2018 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092– opération 2013109200.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 036-257/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec la SOLEAM**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16441/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28/04/00, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En 2018, une candidature à l'étape 3 du label Ecoquartier sera déposée.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée a été abrogée par le Conseil de Métropole du 13 juillet 2017.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global de construction la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont été réalisés.

L'aménageur a commercialisé 19 520 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 94 % de la surface de plancher de logements à céder. Le reste de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs. L'aménageur a également commercialisé environ 8000m² de surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2017, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire et achevée en 2016.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 euros en diminution de 533 000 euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste « mise en état des sols ».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° 17/3923/CM du 13 juillet 2017. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 597 960 euros TTC était en augmentation de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voirie s'élevait à 1 928 518 euros TTC. Cette participation s'est substituée à celle prévue dans la convention tripartite n°15/1885 abrogée. Elle était en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier CRAC du fait d'un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages de l'Allée des Calanques et du parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que de l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 et l'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2017 et perspectives pour les années à venir :

En 2017, l'aménageur a finalisé l'acquisition auprès d'HMP d'une emprise de terrain de 89 m2 formant partie de la Voie U590 (rue Yann de l'Ecotais) récemment aménagée par SOLEAM.

Un dossier d'enquête préalable à la DUP a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017 pour mettre en œuvre plusieurs acquisitions foncières liées à la réalisation du Parc de la Jarre, au bouclage de l'impasse Karabadjakian sur le chemin du Roy d'Espagne et à la réalisation de l'Allée des Calanques. Ce processus de maîtrise foncière fera également l'objet en parallèle de négociations amiables auprès des propriétaires.

Il est envisagé en 2018 de finaliser les acquisitions de reliquats fonciers à l'angle de l'Avenue de la Jarre et de la rue Irène Calmettes (V6) ainsi qu'à l'angle de l'avenue de la Jarre et de la traverse Valette (V7) afin de terminer l'aménagement de ces voies.

Au cours de l'année 2017, le Groupement Guillermin/A&TU missionné par SOLEAM a engagé les différentes phases de conception de l'aménagement de la portion de l'Allée des Calanques traversant la ZAC, du traitement du débouché de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne, du retournement de l'accès à la copropriété « Castel l'Arenas », du parachèvement d'une partie de l'Avenue de la Jarre au droit des nouveaux programmes immobiliers « La Madrague » et le « Parc de Manon » ainsi que des missions complémentaires liées au montage du dossier de DUP. Au cours de l'année 2018 ces études se poursuivront en lien avec les services de la Métropole et de la Ville de Marseille pour une mise en œuvre sur les années 2019 et 2020.

En 2017, le bureau d'études Opsia a été missionné pour concevoir une aire de stationnement sur l'ilot UzjE4, permettant de répondre aux divers besoins de la partie Est de la ZAC ainsi qu'aux futurs utilisateurs du Parc de la Jarre. Cette conception se poursuivra en 2018 en vue d'une réalisation au premier trimestre 2019.

Une étude de capacité et une fiche de lot ont été réalisées par la société Territoires Urbains en 2017 en vue de la commercialisation de l'ilot UzjC6, relatif à une opération d'environ 40 logements, situé à l'angle de la rue Yann de l'Ecotais et de la rue Irène Calmettes. Le processus de commercialisation sera engagé en 2018 par le biais d'une consultation ouverte auprès de promoteurs. Afin de s'inscrire dans la démarche Ecoquartier engagée sur le secteur, des objectifs de qualité environnementale ambitieux seront poursuivis dès l'appel à projet.

En ce qui concerne les travaux, le parachèvement d'une portion de l'Avenue de la Jarre au droit des Résidences Parc de Manon et la Madrague, initialement prévus en 2017 a été décalée en 2018.

Par ailleurs, un problème de raccordement au trottoir de l'opération immobilière «La Madrague » a nécessité, fin 2017, de réaliser des travaux de reprise imprévus.

Les travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la Serre, située dans l'enceinte du futur Parc, ont été effectués en 2017 pour un montant de 100 836 euros TTC. Parallèlement, Marseille Rénovation Urbaine en charge de la conduite du PRU a engagé au travers d'une démarche innovante d'appel à idées, un processus permettant d'associer largement les acteurs du quartier afin d'imaginer le devenir de ce lieu, faire émerger des propositions et trouver de nouveaux usages au plus proche des attentes et des besoins de la population. Plusieurs propositions ont été remises début 2017 autour de plusieurs axes qui s'inscrivent dans la démarche Ecoquartier et du renouvellement urbain du territoire : vivre ensemble, culture, économie sociale et solidaire, nature en ville.

Cet appel à idées a permis de nourrir la réflexion de la collectivité pour permettre l'émergence d'un projet sur ce bâtiment, via des propositions d'habitants et d'acteurs. Ce processus se poursuivra sur 2018 et 2019 en lien avec Marseille Rénovation Urbaine.

Sur l'îlot UZjC6, des démolitions ont été engagées ainsi qu'un retrait de terres contenant des dépôts amiantés sur le foncier acquis pour le futur parc urbain.

Au regard des échéanciers d'obtention de la déclaration d'utilité publique, dont le dossier a été déposé fin 2017, ainsi que de la mise en œuvre des travaux d'aménagement, notamment l'Allée des Calanques, il est proposé de proroger de 2 années la durée de la concession soit jusqu'au 6 avril 2022.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 216 711 euros TTC, en baisse de 68 493 euros par rapport aux prévisions, ce qui est dû principalement au report en 2018 des travaux de parachèvement d'une portion de l'avenue de la Jarre pour un montant de 64 388 euros ainsi qu'une économie d'environ 13 000 euros sur les travaux de démolitions liés aux emprises du Parc urbain.

Par ailleurs, 9 112 euros n'ont pas été dépensés sur le budget Etudes du fait notamment de la réalisation directe par l'aménageur du dossier de déclaration d'utilité publique et du décalage de la facturation sur l'année 2018 de l'étude réalisée sur l'îlot UZjC6.

D'autre part, des travaux de voirie imprévus liés au raccordement du programme « La Madrague » ont nécessité une dépense de 24 710 euros. Une dépense de 5 647 euros est à noter sur le budget dépenses annexes lié à la mise en sécurité et au nettoyage du terrain composant l'îlot UZjC6.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 18 676 220 euros TTC soit 70 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 611 554 euros soit 87% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses Etudes : 727 342 euros soit 95% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses travaux : 5 821 707 euros soit 51% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses démolitions : 694 558 euros soit 94% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses annexes : 505 813 euros soit 90% du budget prévisionnel à terme,

- dépenses rémunération : 1 640 690 euros soit 73% du budget prévisionnel à terme,
- frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 26 491 633 euros TTC (23 497 437 euros HT). Il se répartit entre :

- budget foncier : 9 946 699 euros soit 42% du coût de l'opération ;
- budget Etudes : 766 819 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- budget travaux : 11 511 927 euros soit 43% du coût de l'opération ;
- budget démolitions : 737 693 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- dépenses annexes : 599 681 euros représentant 2% du coût de l'opération ;
- rémunération : 2 254 257 euros représentant 8% du coût de l'opération ;
- frais financiers : 674 557 euros soit 2% du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 629 768 euros HT par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie notamment par :

- une baisse de 1 773 794 euros HT du budget foncier lié à l'ajustement du projet du parc de la Jarre qui permet d'envisager l'acquisition partielle de la parcelle C19 au lieu de sa totalité comme envisagé initialement, à l'ajustement du coût des acquisitions pour les emprises de l'Allée des Calanques, à la suppression du poste prévision pour préemption du fait que toutes les acquisitions sont déjà engagées.

- une augmentation de 2 512 euros HT du budget études, augmentation qui résulte de la réaffectation du poste initialement prévu pour la constitution du dossier de DUP vers d'une mission d'Architecte conseil concernant la conception d'une fiche de lot et de suivi d'un futur permis de construire sur l'îlot UZjC6 localisé à l'angle de la rue Yann de l'Ecotais et de la rue Irène Calmettes ainsi que d'une augmentation du poste études diverses concernant divers diagnostic à prévoir.

- une augmentation de 2 206 444 euros HT du budget travaux qui résulte essentiellement de la décision d'inscrire un budget pour un projet de réaménagement paysager du bassin de rétention afin d'envisager une meilleure intégration à son environnement et au futur parc de la Jarre mitoyen, de la création d'un poste aléas liés aux provisions de surcoûts pour les aménagements des espaces publics projetés, d'une augmentation du budget concernant le parking sur UZjE4 lié à l'estimation réalisée par le Moe, de l'augmentation du poste honoraires techniques.

- une augmentation de 26 490 euros du budget démolition lié au rajout d'une provision pour les démolitions de bâtiments annexes, non prévues, nécessaires sur l'îlot UzjC6

- une augmentation de 66 306 euros du budget dépenses annexes qui a été réévalué.

- une augmentation de 101 810 euros du budget rémunération qui suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération. Il est soumis par avenant au présent CRAC la demande de l'aménageur de percevoir une rémunération forfaitaire de 5 000 euros pour les dossiers acquis par SOLEAM à l'euro symbolique.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 1 201 442 euros TTC avec un écart à la baisse de 999 106 euros par rapport aux prévisions, essentiellement dû au report du versement d'une partie de la participation de la Métropole liée à l'aménagement de l'Allée des Calanques et voiries connexes, initialement prévue d'être versée en 2017. Une partie de cette participation sera versée à partir de 2019 en cohérence avec la mise en œuvre des travaux.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 : le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole s'élève à 16 619 909 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 84% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

- cession à la Ville de l'emprise du parc : 2 960 000 euros soit 79 % du budget prévisionnel à terme,

- les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 546 237 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme étant donné qu'il n'est plus attendu de mise en œuvre d'opérations sur les terrains privés non maîtrisés par l'aménageur,

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 19 768 154 euros TTC (17 988 561 euros HT) hors participation du concédant, en augmentation de 1 386 375 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette augmentation résulte de l'intégration de deux cessions supplémentaires d'un montant global de 25 825 euros TTC pour les besoins en stationnement de la copropriété Castel Arénas ainsi qu'au bénéfice d'un des copropriétaires.

Par ailleurs, la Serre de la Jarre acquise par SOLEAM en 2010 sera cédée à son prix d'acquisition, augmentée des travaux réalisés de mise hors d'eau/hors d'air, à la collectivité compétente une fois le projet défini.

La cession à la Ville de Marseille des biens nécessaires à la création du parc de la Jarre a été valorisée au prix d'acquisition en ce qui concerne les parcelles C335, C19, C307, C308, C315 ; au montant d'acquisition et des travaux à réaliser en ce qui concerne la voie permettant l'accès mutualisé à la zone technique du futur Parc et à la copropriété Castel Arenas.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs et cessions diverses: 11 111 890 euros (56% des recettes de l'opération)

- la cession à la Ville de Marseille de l'emprise du parc de la Jarre : 4 110 028 euros (21% des recettes de l'opération)

- les participations des constructeurs aux équipements publics, produits financiers et divers : 4 546 236 euros (23% des recettes de l'opération).

Participations constructeurs :

Le montant cumulé au 31 décembre 2017 s'élève à 4 314 179 euros HT dont 28 129 euros HT reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros HT perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 4 848 041 euros TTC en baisse de 749 919 euros TTC au regard du précédent bilan dont 1 744 634 euros sous forme d'apport en foncier et 1 553 366 euros en numéraire versés par la Ville de Marseille, 1 550 041 euros restant à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence en baisse de 750 553 euros du fait de la valorisation du foncier nécessaire au Parc de la Jarre à céder à la Ville de Marseille. L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 674 000 euros

Exercice 2021 et suivants : 876 041 euros

Participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :

Cette participation s'élève à 1 966 857 euros TTC en hausse de 38 339 euros TTC par rapport au dernier bilan. Cette augmentation concerne un ajustement relatif à l'aménagement de l'Allée des Calanques lié à la prise en compte de la rémunération du concessionnaire dans le coût de l'ouvrage.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix Marseille Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2019 : 757 161 euros

Exercice 2020 : 1 209 697 euros

Solde de Trésorerie :

Le solde est positif au 31 décembre 2017 pour un montant de 543 062 euros. Il reste positif sur 2018 avec versement de la participation d'équilibre et positif en 2019.

Un avenant n°21 est soumis à approbation, pour acter les évolutions des participations du concédant à l'équilibre du bilan et au coût de certains équipements publics de voirie, ainsi que leurs calendriers de versement, pour proroger la durée de l'opération de deux ans, pour intégrer une rémunération du concessionnaire supplémentaire liée au foncier d'un montant de 5 000 euros par dossier d'acquisition à l'euro symbolique. Deux dossiers font l'objet à ce jour d'acquisition à l'euro symbolique soit un montant de 10 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec la SOLEAM ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec la SOLEAM.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	9
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 037-258/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession passée avec la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16466/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant 7 à la convention d'aménagement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement « Mardirossian – Madrague-Plan » entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par les délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO (n° Ville 11/0013) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017 le périmètre d'intervention de la Soléam a été réduit au secteur de Mardirossian avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié et la participation du concédant à l'équilibre à l'opération a été portée de 6 303 595 euros à 7 385 121 euros puis à 8 697 745 euros par avenant 6.

Par ailleurs la modification n°3 du PLU approuvée en juillet 2017 a permis d'instaurer sur ce site un zonage permettant d'implanter des activités dans un tissu urbain mixte.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°7 à la convention de concession.

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- Le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée.

- Sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville est condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur est désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville souhaite conserver ces locaux pour y reloger les décors de l'opéra.

- Le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux et l'implantation d'entreprises du secteur privé sont à l'étude sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain. La perspective d'une relocalisation de cette activité reste à l'étude mais la date de libération du foncier n'est pas déterminée.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de la Soléam ne porte plus que sur le secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

Les événements sur l'année 2017 écoulée :

La Soléam a signé les actes authentiques d'acquisition des terrains auprès de l'EPF représentant une superficie totale de 12 587 m² pour un prix de 4 016 205 euros TTC.

Sur ce site, la Soléam a confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service occupant un terrain à libérer dans Euroméditerranée avec les bâtiments que la Ville de Marseille souhaite réaliser pour ses services techniques.

Les orientations pour l'année 2018 et suivantes

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian ont été reportées à 2018 pour une réalisation des travaux en 2019 et 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains.

Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2017.

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017,

Les dépenses s'élèvent à 3 473 349 euros TTC. Ce montant qui est en baisse par rapport au prévisionnel (-1 004 815 euros) se répartit ainsi :

3 346 643 euros TTC pour des études et des acquisitions, en diminution de 80 843 euros TTC correspondant principalement à des études d'urbanisme et environnementales reportées en 2018,

17 196 euros TTC de charges de gestion en diminution de 57 066 euros TTC, le prévisionnel ayant été surestimé,

23 469 euros TTC de rémunération en diminution de 51 748 euros TTC en lien avec le report en 2018 des études et travaux de voiries estimés à 810 747 euros TTC au CRAC précédent,

86 041 euros TTC de frais financiers en diminution de 4 411 euros en lien avec la trésorerie plus favorable que prévue.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017,

Les dépenses réalisées (hors crédit de TVA) s'élèvent à 7 340 245 euros TTC soit 72 % du montant total des dépenses prévisionnelles et correspondent :

- aux études urbaines et acquisitions pour 6 312 778 euros TTC, soit 98 % du budget total Études et foncier,
- aux honoraires techniques pour 23 430 euros TTC soit 1,1% du budget total travaux,
- aux dépenses annexes pour 55 603 euros TTC soit 15 % du budget total correspondant,
- à la rémunération de la Soléam pour 213 825 euros TTC soit 50 % du budget total correspondant,
- aux frais financiers de 734 609 euros TTC, soit 94 % du budget total correspondant.

Au terme de la concession,

Les dépenses prévisionnelles (hors la TVA restituée) qui s'élèvent à 10 183 786 euros TTC sont en diminution de 180 506 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2016 et se répartissent ainsi :

6 635 547 euros TTC de budget d'études et de foncier en diminution de 230 891 euros en raison principalement de l'ajustement du poste études en lien avec la réduction du périmètre d'intervention,

2 197 390 euros TTC de budget travaux en diminution de 7343 euros, soit quasiment stable par rapport au prévisionnel,

368 410 euros TTC de budget dépenses annexes en augmentation de 66 293 euros,

432 110 euros TTC de budget rémunération en diminution de 8 565 euros, en lien avec l'évolution des dépenses et recettes,

et 781 220 euros de frais financiers inchangés par rapport au prévisionnel.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé,

Les recettes perçues d'un montant total de 5 000 719 euros TTC comprennent 719 euros TTC de produits financiers et 5 000 000 euros de participation à l'équilibre du bilan versée par la Métropole.

L'unique recette de cession de 543 004 euros TTC inscrite au prévisionnel en 2017 n'a pas été perçue, la SERAMM n'ayant pas donné suite à son projet d'implantation sur ce site.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017,

Les recettes perçues à fin 2017 s'élèvent à 6 196 183 euros TTC dont 27 383 euros TTC de produits financiers et divers, et 6 168 800 euros de participation du concédant (668 800 euros en apport foncier, et 5 500 000 euros à l'équilibre du bilan).

Au terme de la concession les recettes globales prévisionnelles de l'opération s'élèvent à 9 296 302 euros dont :

1 560 000 euros TTC de cession de charges foncières sur le secteur Mardirossian, en augmentation de 1 023 600 euros par rapport au précédent CRAC en lien avec le nouveau programme envisagé sur le site , basé sur l'hypothèse d'une cession à la Ville de Marseille pour le regroupement de services et à Total pour la relocalisation de la station-service située rue de Lyon,

27 383 euros TTC de produits financiers et divers en diminution de 6 605 euros en lien avec un solde cumulé de trésorerie moins favorable qu'au précédent bilan,

et 7 708 919 euros de participation du concédant qui comprend :

- la participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant de 7 040 119 euros en diminution de 988 823 euros par rapport au précédent CRAC du fait d'une hypothèse de meilleure valorisation des terrains,

- et une participation en nature pour 668 800 euros inchangée correspondant à un apport foncier effectué par la Ville de Marseille en 2013.

Le versement par la Métropole de la participation numéraire est échelonné en prévisionnel de la manière suivante :

5 500 000 euros déjà versés à fin 2017,

1 000 000 euros en 2018,

540 119 euros en 2019.

Les emprunts, la trésorerie et la TVA reversée :

La SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement (un million par an) échelonné jusqu'en 2018.

La trésorerie cumulée au 31 décembre 2017 est positive et s'élève à 95 780 euros.

A la fin 2017 le bilan financier présente un crédit de TVA de 239 842 euros et la TVA reversée à terme à l'opération s'élèvera à 887 483 euros.

L'avenant 6 à la concession :

Le présent avenant soumis à notre approbation vient modifier le montant de la participation du concédant à l'opération qui est ramené de 8 697 742 euros à 7 708 919 euros ainsi que l'échéancier de versement du solde de cette participation comme indiqué précédemment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant 7 à la convention d'aménagement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement établi au 31 décembre 2017 et de l'approbation de l'avenant 7 à la convention d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15^{ème} arrondissement et l'approbation de l'avenant 7 à la convention d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 038-259/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement - approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22

Avis du conseil de Territoire DUFSV 18/16470/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du technopôle de Château Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant à la convention de concession d'aménagement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 04 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte.

Le dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement conservé les dispositions du PAZ qui était en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

PRESENTATION DE L'OPERATION :

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2856 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants de 3 grandes écoles d'ingénieurs (Ecole Centrale Marseille, Polytech Marseille et ISBA TP), de 2 départements UFR Sciences d'AMU (département de Mécanique et département d'Informatique), de 2 écoles d'informatique privées (Institut G4 et SUP INFO), d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un «arc de la connaissance» qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Le quartier d'habitat du plateau de la Croix Rouge accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics majeurs (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m² de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Tous les terrains dédiés au logement sont commercialisés.

Les terrains restant disponibles pour l'activité devraient être commercialisés d'ici la clôture de la concession d'aménagement prévue en octobre 2022.

- Maîtrise foncière : SOLEAM doit encore acquérir 19 600 m² de terrains en friche correspondant à une dizaine de parcelles appartenant au Conseil Départemental, réparties sur le technopôle. Le Conseil Départemental, qui a été saisi dès juillet 2014 à ce sujet, semble favorable à la cession de ces fonciers mais ne s'est pas encore positionné officiellement.

- Commercialisation des droits à construire :

Au 31 décembre 2017, le cumul des constructions autorisées représente 408 000 m² sdp (soit 65,5% de l'objectif de 625 300 m² sdp de la ZAC inscrit au programme global de construction).

Ils sont répartis en 208 000 m² pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 53,5% de l'objectif de 389 646 m² sdp activité de la ZAC) et 200 000 m² pour le logement (soit 85% de l'objectif de 235 654 m² sdp logement de la ZAC).

Déduction faite des terrains déjà affectés (en attente de signature de compromis de vente), la ZAC dispose encore d'un foncier commercialisable d'environ 6 Ha, dont 4 Ha (soit 66,5%) appartiennent à la SOLEAM et près de 2 Ha (33,5%) appartiennent au Conseil Départemental 13.

Ce foncier porte un potentiel constructible d'environ :

- 29 000 m² SDP pour l'activité qui devraient permettre d'atteindre à terme 237 000 m² SDP, soit 61% de l'objectif annoncé pour la ZAC et
- 500 m² SDP en logement qui devraient permettre d'atteindre à terme 200 500 m² SDP de logement, soit 85% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre à terme 437 500 m² SDP (activité et logement confondus), soit 70% des objectifs de la ZAC.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à 90%. Il reste principalement à requalifier les équipements publics existants du cœur du technopôle (continuités des modes doux, mobilité, mobilier, signalétique, éclairage public, etc), à réaliser les derniers travaux de VRD pour finaliser la desserte interne de la ZAC (requalification du carrefour Max Planck/allée des Cytises et de l'allée des Maraîchers), à étudier et réaliser les cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade et à poursuivre les travaux de parachèvement préalables aux remises d'ouvrages.

La construction d'un nouveau groupe scolaire de 15 classes (5 maternelles et 10 élémentaires) est également prévue avec une perspective de livraison pour la rentrée scolaire 2022. Une décision de la Ville de Marseille devrait intervenir en 2018 pour définir les conditions dans lesquelles cet équipement sera réalisé.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2017) :

- Acquisitions :

La SOLEAM a engagé l'acquisition, auprès de la ville, du tronçon de la traverse Belin (désaffectée) en vue de son remembrement avec les fonciers mitoyens .La signature de l'acte authentique est prévue en 2018.

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2017, les sdp autorisées (signatures de compromis de vente et agréments du Concédant) représente 3 900 m² dont :

- 0 m² sdp d'activité

- 3 900 m² sdp de logement (SNI sur terrains « arrière SERETE » et complément de programme SOGIMA allée des Maraîchers)

La SOLEAM a par ailleurs poursuivi le travail de réécriture (clauses de retour et de revoyure, correction d'erreurs dans l'identification des surfaces à céder, etc...) du compromis de vente passé en 2014 avec l'Etat portant sur la cession d'environ 40 000 m² de foncier nécessaires à l'extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille. Cette cession gratuite a été approuvée par la délibération du Conseil Municipal n°15/0474/UAGP du 29 juin 2015. La signature d'un nouveau compromis de vente et l'agrément par la Métropole, initialement prévus en 2016 puis reportés en 2017 suite à plusieurs demandes de corrections émanant des services de l'Etat, interviendront en 2018.

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2017 la SOLEAM a réalisé les travaux de sécurisation de l'accès à la copropriété « les jardins d'Athéna » et évacué les terres polluées déposées sur le terrain devant être cédé à Héliopolis3.

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2017 : 5 PC totalisant 13 543 m² SDP, dont :

- Activité : 4 PC (Héliopolis 3, Eurolinks, SCI MDPro et extension déchèterie Einstein) pour 11 174 m² SDP

- Logement : 1 PC (SOGIMA - allée des Maraîchers) pour 2 369 m² SDP, soit 40 logements collectifs

Constructions livrées en 2017 : seul le kiosque alimentaire de 19 m² de la Place « Haute » SDP a été livré en 2017.

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 3 PROCHAINES ANNEES :

- Maîtrise foncière :

En 2018 est prévue la finalisation de l'acquisition auprès de la Ville de Marseille (approbation du protocole foncier et signature de l'acte authentique) du tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin.

En 2019 et 2020 sont prévues les acquisitions auprès du Conseil Départemental 13 de 19 600 m² de foncier constitués de la parcelle 213879 K0010 (nécessaire au remembrement de terrains SOLEAM mitoyens, rue Néel) et de plusieurs parcelles en friche localisées dans le technopole.

- Prévision de commercialisation des terrains :

- Fives Pillard : En 2018 est prévue la signature du compromis de vente pour la cession d'un foncier d'environ 13 000 m² pour un programme d'activité d'environ 4 300 m² SDP (surfaces et programme à préciser en 2018 par Fives Pillard). La signature de l'acte authentique est prévue en 2019. L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée sur laquelle est implanté le parc "champêtre" du technopole, devra respecter l'unité paysagère et la valeur patrimoniale de la colline et les usages qui y sont liés.

- Viaxoft : le terrain de 3 000 m² situé sur le secteur « La Baronne », initialement identifié pour la construction d'un programme de 800 m² SDP de bureaux, fait désormais partie du foncier réservé pour l'implantation de Fives Pillard. D'autres terrains de substitution ont été proposés à Viaxoft qui n'a pas encore donné de suite.

- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » : une parcelle de 2 700 m² localisée à l'angle Ouest des rues Enrico Fermi et Louis Néel doit être vendue pour la construction d'un restaurant à cuisson solaire et l'aménagement d'un jardin démonstratif. Un compromis de vente sera signé en 2018.

- Les terrasses du Midi (projet extension) : un terrain de 2 100 m2 mitoyen du restaurant « les terrasses du midi » (rue Max Planck) doit permettre la requalification du restaurant et la création de places de stationnement privatives. Un compromis de vente pourrait être signé en 2018 sous réserve du dépôt et de l'obtention d'un Certificat d'Urbanisme opérationnel par le futur acquéreur.

- PROVEPHARM (projet extension) : cette société, déjà présente sur le secteur de « la Baronne » a demandé que le terrain mitoyen (ex EFS) lui soit réservé en vue d'un projet de développement portant sur la construction d'environ 3 000 m2 SDP d'activités supplémentaires. Compte-tenu de l'imprécision du besoin (en termes de surface de terrain, de SDP et de destination des locaux), la SOLEAM va rencontrer PROVEPHARM en 2018 pour affiner son programme et convenir des emprises nécessaires et du découpage foncier en découlant, en cohérence avec le tracé prévisionnel de la future voie LINEA.

- la « Bastide Blanche » - rue John Maynard Keynes : en 2017 la SOLEAM a fait réaliser un audit du bâtiment (bastide) et estimer le coût de sa réhabilitation et de sa remise aux normes. En 2018 la SOLEAM va lancer une commercialisation ouverte dans la perspective d'un prix de vente de 350 000 euros.

- SNI (logement) – terrains « arrière SERETE » rue Augustin Fresnel : le compromis de vente signé en 2017 (cession de 8 000 m2 de foncier pour une SDP autorisée de 3 860 m2 de logements collectifs) sera réitéré par acte authentique en 2019.

- ECM : en 2018 la SOLEAM et l'Etat doivent finaliser et signer le protocole foncier relatif à la cession gratuite d'environ 40 000 m2 de foncier (sur secteur "Becquerel") nécessaires à l'aménagement du campus de l'Ecole Centrale Marseille

- cession au CD13 des emprises nécessaires à la sécurisation du parvis collège André Malraux : le compromis de vente qui devait être signé en 2017 et sa réitération par acte authentique interviendront en 2018

- cession à la Ville de Marseille des emprises nécessaires à la construction d'un nouveau groupe scolaire - 180 rue Albert Einstein : la cession d'un terrain d'environ 2800 m2 (surface à confirmer) est prévue en 2019-2020.

- cession à l'Etat, en 2019, des emprises du parvis du LMA (Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique) constituant un délaissé d'aménagement de la place « Haute ».

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

- Amélioration des équipements publics du Technopole :

Face au constat de difficultés de déplacements en modes doux au sein du technopole (interruptions des continuités résultant d'une approche insuffisante de la topographie du site) et de l'insuffisance de l'attractivité, de la lisibilité et de la sécurité des espaces publics, le service Innovation/Enseignement Supérieur/Recherche - Direction Compétitivité du Territoire – a piloté en 2017 une étude pré-opérationnelle (confiée à un groupement de maîtrise d'œuvre représenté par le paysagiste Gilles BRUSSET, mandataire).

Cette étude a permis d'établir un diagnostic des espaces publics partagé par les usagers du technopole et de définir les bases d'un programme d'interventions devant permettre de requalifier plusieurs points stratégiques ciblés en prenant en compte les contraintes topographiques, la nécessité de rétablir les continuités des modes de déplacement doux (piétons et cycles), de diversifier les modes de déplacements (introduction de véhicules électriques) et de moderniser le mobilier urbain, la signalétique directionnelle et le dispositif d'éclairage public, dans le cadre d'une démarche innovante participant à la mise en valeur du technopole .

Il est ainsi proposé d'augmenter de 2 683 333 HT euros le poste de dépenses de travaux « Amélioration des équipements publics du technopole » (qui passerait ainsi de 416 667 à 3 100 000 euros).

Une consultation pour une mission d'AMO « innovation » sera lancée par la SOLEAM en 2018 afin de préciser le programme d'interventions à mettre en œuvre et d'en vérifier la faisabilité.

Une consultation pour désigner une AMO « BIM » (Building Information Modeling, processus intelligent basé sur un modèle 3D qui offre aux professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction les informations et les outils nécessaires pour planifier, concevoir, construire et gérer) sera également lancée par la SOLEAM en 2018.

Sur la base de ces études préalables et après validation des principes d'aménagement par les futurs services gestionnaires de la Ville et de la Métropole AMP, les études de maîtrise d'œuvre et les travaux de requalification des équipements publics du technopole seront réalisés de 2019 à 2021 :

- Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre a été reporté de 2016 à 2019 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations). Les travaux sont programmés de 2019 à

2021, sous réserve que la compétence GEMAPI ait été transférée à la Métropole AMP.

- Réaménagement du carrefour au niveau du 14 rue Max Planck: les études ont été réalisées en 2017 et les travaux sont programmés en 2018

-Travaux de parachèvement préalables à la remise des ouvrages : les derniers travaux de parachèvement (autres que ceux programmés dans le cadre de l'opération d'amélioration des équipements publics du Technopole) seront réalisés en 2018 et 2019.

- La construction d'un groupe scolaire de 15 classes, dans le cas où la Ville de Marseille déciderait de l'incorporer dans le programme des équipements publics de la ZAC. Les études pourraient démarrer en 2019 et les travaux pourraient démarrer en 2021.

- Permis de Construire :

- PC devant être délivrés en 2018 :

- Activité : Fives Pillard pourrait déposer un PC pour environ 4 500 m2 SDP d'activité

- Logement : SNI pour un programme de 3 860 m2 SDP de logements collectifs, soit environ 64 logements

- Constructions devant être livrées en 2018: 9 755 m2 SDP dont :

- Activité : Grand Frais – 2 035 m2 SDP d'activité commerciale

- Logement : 7 720 m2 SDP, soit 130 logements collectifs (SNC rue Etienne Miège et SCCV 14 rue Max Planck)

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 s'établit comme suit :

DEPENSES :

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions + études)

- le budget Travaux et honoraires techniques

- le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopole)

- le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidation)

- le budget Frais Financiers

- La TVA reversée (ou résiduelle)

- les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 494 276 euros TTC, soit une baisse de -199 957 euros (-29%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse de -186 126 euros du budget Dépenses Annexes provenant essentiellement d'un report des charges de gestions (-66 746 euros) et d'une diminution des dépenses non rémunérables (-142 142 euros) consécutive à la décision de ne pas abandonner en 2017 les créances correspondant aux participations constructeurs impayées, ces diminutions étant partiellement compensées par une hausse des Impôts Fonciers (+22 727 euros) liée au décalage de cessions.

- d'une baisse de -23 652 euros du budget travaux s'expliquant essentiellement par un report en 2018 des dépenses de raccordement des programmes Héliopolis 3 et Eurolinks (-50 000 euros) et du solde du marché de travaux de sécurisation des accès de la copropriété « les jardins d'Athéna » (-32 670 euros). Ces baisses sont partiellement compensées par une hausse du poste Aménagement de Sol (+12 852 euros) due à l'évacuation de terres polluées déchargées sur le terrain devant être cédé à Héliopolis 3 et par une hausse du poste Parachèvement Avant Rétrocession (+66 052 euros) consécutive à des interventions réalisées à la demande des futurs services gestionnaires métropolitains et qui n'étaient pas provisionnées.

- d'une baisse de -15 976 euros du budget foncier provenant principalement d'une réduction du prix d'acquisition du tronçon désaffecté de l'impasse Belin (-22 050 euros) partiellement compensée par une hausse du poste Etudes Générales et Particulières (+7 504) en raison de relevés de géomètre complémentaires en lien avec les opérations de rétrocession.

Les baisses de ces budgets sont partiellement compensées par une hausse de +28 710 euros du budget Rémunération résultant d'une augmentation de la rémunération sur recettes (+39 866 euros) et d'une baisse de la rémunération sur dépenses (-11 262 euros).

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017 le montant cumulé des dépenses, TVA reversée comprise, s'élève à 77 317 869 euros, soit 88,5% du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les budgets suivants:

- Foncier (incluant les études générales et particulières) : 20 626 636 euros, soit 95,5% du budget foncier à terme, les 4,5% restants correspondant essentiellement à l'achat des 19 605 m² de foncier du Conseil Départemental 13 et aux études restant à réaliser.

- Travaux (postes Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 239 816 euros, soit 83% du budget travaux à terme. Quasiment toutes les voies et équipements publics de la ZAC ont été aménagés. Il ne reste principalement qu'à réaliser les travaux d'amélioration des équipements publics du cœur du technopole, l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, les interventions de parachèvement des ouvrages de VRD devant être définitivement remis aux collectivités et la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.

- Dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole + TVA non récupérable) : 8 260 946 euros, soit 92,5% du budget dépenses annexes à terme.

- Rémunération du concessionnaire (Forfaitaire, sur Dépenses, sur Recettes, sur Participations constructeurs et sur Liquidations): 6 400 388 euros, soit 83,5% du budget dépenses de rémunération à terme.

- Frais financiers à court et long terme : 5 915 519 euros, soit 100% du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

- TVA reversée : 3 874 564 euros, soit 89% de la TVA reversée à terme.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA reversée comprise, s'élève à 87 220 221 euros. Il se répartit entre budget "Foncier" (25%), budget "Travaux" (44%), budget "Dépenses Annexes" (10%), les "Rémunérations" du concessionnaire (9%), les "Frais Financiers" (7%) et la « TVA reversée » (5%).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 3 666 084 euros (+4,5%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 (83 554 137 euros). Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une nette hausse du budget « Travaux » (+3 378 235 euros HT) s'expliquant principalement par la proposition d'augmenter le poste « amélioration des équipements publics du technopole » (+ 2 683 333 euros HT) en y incorporant les travaux de requalification des espaces publics du cœur du technopole dont l'intérêt et le contenu sont développés dans la paragraphe « activité de la concession sur les 3 prochaines années » et qui sont susceptibles de bénéficier d'une subvention au titre du CRET 2018-2020, par la nécessité de réaliser des travaux de parachèvement non prévus sur des ouvrages à rétrocéder à la Métropole (+131 148 euros HT) et par la hausse consécutive des imprévus sur travaux (+ 278 116 euros HT) et des honoraires techniques (+274 876 euros HT)

- d'une hausse du budget « Rémunération » (+203 371 euros HT) qui découle essentiellement de l'augmentation de la rémunération sur Dépenses Rémunérables (+162 377 euros HT) en lien avec la forte augmentation du budget travaux

- d'une hausse modérée du budget « Dépenses Annexes » (+51 010 euros) résultant essentiellement d'une augmentation du poste impôts fonciers consécutif au report de plusieurs cessions

Ces hausses sont partiellement compensées par une baisse de la TVA reversée (-690 629 euros)

RECETTES :

• Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2017 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 035 318 euros, en baisse de -223 036 euros (-18%) par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par :

- une diminution de -100 815 euros des recettes de cession résultant principalement de l'annulation de la signature du compromis de vente avec Viaxoft suite au projet d'implantation de Fives Pillard (-8 000 euros), du report en 2018 de la signature du compromis de vente avec le CD13 pour la cession d'une partie du parvis du collège Malraux (-28 860 euros), du report en 2018 des signatures des actes authentiques avec Provence Technologie et Bourrely (-33 640 euros), de l'abandon de la vente Franparo (-363 196 euros) ; ces baisses étant partiellement compensées par la conservation de l'acompte versé par ADIM suite à l'annulation de la cession des terrains « Arrière SERETE » (+161 775 euros) et par la signature d'un nouveau compromis de vente avec SNI portant sur ce même foncier (+135 100 euros)

- une diminution de -160 736 euros des recettes de Participations Constructeurs résultant du non-paiement en 2017 des participations dues par 4 constructeurs. La SOLEAM engagera en 2018 une procédure de recouvrement contentieuse.

Ces diminutions sont partiellement compensées par une augmentation de +38 515 euros des recettes du budget « divers » provenant essentiellement du transfert de l'acompte conservé de Franparo sur le poste Produits divers.

• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 69 147 775 euros, soit 79,5 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cessions secteurs Logement: 30 311 212 euros, soit 91% du poste à terme. Les terrains "Arrière SERETE" ont fait l'objet en 2017 d'un nouveau compromis de vente avec SNI,

- cessions secteurs Activité: 16 958 928, soit 72,5% du poste à terme,

-cessions secteurs Centre Urbain: 14 735 746 euros, soit 92% du poste à terme. La commercialisation des derniers terrains du Centre Urbain (environ 1,2 ha) est dédiée à de l'Activité et des services et dépend en partie de remembrements de foncier appartenant à la SOLEAM avec environ 7 000 m² de terrains en friche à acquérir auprès du Conseil Départemental 13,

- participations constructeurs: 3 250 741 euros, soit 94% du poste à terme,

- budget divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 191 770 euros, soit 96% du poste à terme,

- subventions : 1 325 377 euros, soit 100 % du poste à terme,

- participations du Concédant à l'équilibre de l'opération : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 16% du poste à terme qui représente 8 615 081 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 7 241 081 euros en numéraire par la Métropole.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 87 220 221 euros. Il se répartit principalement entre cessions de charges foncières (83 %), participations du Concédant à l'équilibre du bilan de l'opération (10%) participations constructeurs (4%), produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5%) et subventions (1,5%).

Il est à noter que, depuis l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016, le poste Cessions d'Activités prévoit la cession à la Métropole d'environ 42 000 m² de terrains compris dans les emprises de la future voie LINEA, pour un montant estimé de 1 235 160 euros TTC (soit 25 euros TTC / m² de terrain), anticipant ainsi l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage métropolitaine de cette voie.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 3 666 081 euros (soit +4,5 %), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 (83 554 140 euros). Cette augmentation s'explique principalement par une hausse de la participation du Concédant à l'équilibre du bilan de +3 880 078 euros (+82%) permettant de compenser :

- l'augmentation du budget « Travaux / honoraires Techniques » et plus particulièrement celle des postes Amélioration des équipements publics du Technopole (+ 2 633 333 euros HT), Parachèvement avant rétrocession (+131 148 euros HT) et Imprévus (+278 116 euros) ainsi que des honoraires techniques correspondants,

- la baisse du budget cessions Logements (-177 595 euros HT) s'expliquant principalement par les réductions du prix de cession de la « Bastide Blanche » ré-estimé après prise en compte des travaux de remise en état nécessaires (-140 000 euros HT) et du terrain « arrière SERETE » (-89 000 euros HT) suite à une réduction de la densité du programme immobilier de SNI,

- la baisse du budget Cessions Centre Urbain (-154 250 euros HT) résultant du réajustement du prix de cession du terrain d'assiette du projet de restaurant solaire Le Présage suite à une surestimation dans les précédents CRAC et à une diminution de densité liée à la nature du projet.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement,

participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 3 453 394 euros.

Au 31 décembre 2017 l'Aménageur a encaissé 3 250 741 euros, soit 94% des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC. Une partie du montant des participations constructeurs encore dues au 31/12/2017 a fait l'objet d'une provision pour abandon de créances qui été intégrée dans le budget « Dépenses annexes » sous le poste Dépenses non Rémunérables. Ces participations constructeurs non honorées feront l'objet de dossiers au contentieux en 2018. L'Aménageur prévoit néanmoins de percevoir le solde des participations en 2018.

Il est rappelé que le programme de logements sociaux pour étudiants et les équipements sportifs et lieux de vie pour étudiants projetés dans le cadre de la mise en œuvre du campus de l'Ecole Centrale Marseille, sur les 40 000 m² environ de foncier que la SOLEAM doit céder gratuitement à l'Etat en 2018, sont exonérés du paiement des participations constructeurs aux équipements publics.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 8 615 081 euros, en augmentation de 3 880 078 euros (+82%) par rapport au CRAC au 31 décembre 2017 et décomposée comme suit :

- la participation en numéraire de la Métropole qui s'élève à 7 241 081 euros et augmente ainsi de +3 880 078 euros. Elle doit être versée en totalité en 2022,

- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros. La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation, inchangée, a été versée dans son intégralité.

SUBVENTIONS :

L'opération a bénéficié de 1 325 377 euros de subventions qui ont déjà été versés en intégralité par le FEDER.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le CRET (Contrat Régional d'Equilibre Territorial) 2018 - 2020 passé avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le CRET a retenu l'opération de requalification du cœur du technopole pour un montant de subvention de 1 500 000 euros sur la base d'un montant prévisionnel de dépenses de 4 200 000 euros HT. Cette subvention n'est pas intégrée à ce jour au bilan de la ZAC en raison d'incertitudes sur le montant des aménagements et de la subvention qui en découlera.

AVANCE :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base d'un déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Sur l'exercice 2017, la SOLEAM n'a pas effectué de remboursement à la Métropole, conformément au CRAC au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédent concédant, s'élève à 12 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 8 894 026 euros.

La SOLEAM propose de modifier l'échéancier de remboursement de l'avance à la Métropole approuvé avec le CRAC établi au 31 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole AMP du 19 octobre 2017, comme suit :

- 1 000 000 euros en 2018
- 900 000 euros en 2019
- 0 euro en 2020
- 0 euros en 2021
- 6 994 026 euros en 2022

Ces montants pouvant être ajustés selon l'évolution de la trésorerie de l'opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2017 le solde cumulé de trésorerie

est positif et s'élève à 827 313 euros. Ce niveau de trésorerie est proche de celui prévu au CRAC au 31 décembre 2016 (771 698 euros).

Le solde de trésorerie cumulée prévisionnel restera positif de 2018 à 2021.

EMPRUNTS:

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT :

L'avenant n°22 à la concession d'aménagement permettra d'acter l'augmentation de 3 880 078 euros de la participation en numéraire de la Métropole, l'introduction d'une rémunération forfaitaire de 5 000 euros pour la mission « biens sans maître » menée par la SOLEAM sur les parcelles bordant le chemin des Amphoux qui n'était pas prévue initialement et le nouvel échéancier de remboursement à la Métropole de l'avance versée par anticipation par la Ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant à la convention de concession d'aménagement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant à la convention de concession d'aménagement.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du technopole de Château Gombert à Marseille 13^{ème} arrondissement – participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant à la convention de concession d'aménagement.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 039-260/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Zone d'aménagement Concerté Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements - Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession passée avec la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16463/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Saint Just à Marseille 4^{ème} et 13^{ème} arrondissements – Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

La concession d'aménagement a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant n°21 approuvé par le conseil de la Métropole lors de la séance du 17 Octobre 2016 la durée de la concession a été prorogée de deux années portant son échéance au 12 Mars 2019.

La délibération du conseil de la Métropole du 13 Juillet 2017 a approuvé le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 et l'avenant n°22 prévoyant la participation d'équilibre de l'opération restant à la charge de la Métropole d'un montant de 1 779 730 euros et la participation aux équipements publics (voies nouvelles) de 1 682 320 Euros TTC.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°23 à la concession.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges Bus/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer les travaux de requalification des voies existantes engagés en 2016 sont partiellement différés jusqu'à mi 2019, les emprises occupées par les chantiers de constructions n'étant libérées qu'à cette date. La voie nouvelle reliant le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin en surplomb du site et la voie nouvelle d'insertion à la ZAC qui se connecte au boulevard du Maréchal Juin sont en service depuis janvier 2017.

L'activité sur l'exercice 2017

La Soléam a réalisé les aménagements de la plateforme logistique du Dôme après la démolition du local de stockage remplacé par une structure provisoire dans l'attente de la livraison et de l'aménagement du local acquis dans l'opération d'AMETIS.

Le programme «la Calanque» à dominante de logements (28 682 m²SDP et 546 logements) de la société AMETIS conçu par l'architecte Jean Nouvel est en cours de construction pour une livraison prévue en 2020.

Le programme de logements «le Patio des Chartreux» (7137m² SDP) de l'architecte André Stern et le programme d'Hotel «le Décisium» (5430m²SDP) de l'architecte JM. Wilmotte à réaliser par la société PROGEREAL ont démarré début 2017 pour une livraison prévue en Mai 2019.

Les perspectives 2018 et suivantes

Une nouvelle liaison entre le bd St Bruno et la station de métro sera étudiée suite à l'avis défavorable de la direction départementale de la sûreté publique et des gestionnaires des équipements publics d'ouvrir un passage public entre le Dôme et le bâtiment du conseil départemental qui générerait un risque en matière de sécurité des personnes.

La réalisation d'un parking public sur le terrain sis au 42 avenue de St Just sera étudiée.

Les études de maîtrise d'œuvre et les travaux à venir concernent :

- les travaux de finition de la rue Sainte Adélaïde et de parachèvement du boulevard Meyer et du Boulevard ST Bruno.

- les derniers travaux liés à la zone logistique du Dôme avec la construction d'une salle de restauration et l'aménagement du local acquis par la Ville dans l'opération AMETIS,

- le renforcement du mur du centre de tri de la poste suite à la démolition de la construction mitoyenne.

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2017

Les dépenses :

- sur l'exercice écoulé les dépenses s'élèvent à 2 310 957 euros TTC (y compris la TVA de 25 512 euros) en diminution de 1 046 678 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent ainsi :

- 1 347 988 euros TTC pour le foncier correspondant à la régularisation d'un acte notarié avec la Ville de Marseille ; ce poste est en diminution de 164 076 euros en raison de l'abandon de l'acquisition du parking du centre de tri,
- 8 208 euros TTC d'études générales, en diminution (-45 780 euros) par rapport au prévisionnel en lien avec le report des interventions du géomètre et des missions de bureaux d'études non reconduites,
- 883 929 euros TTC pour les travaux et honoraires en diminution (- 898 031 euros) par rapport au prévisionnel en raison principalement du report de travaux de la zone logistique dont le projet de réaménagement a évolué et de l'abandon des travaux prévus en 2017 sur le centre de tri suite à la suspension de la négociation avec Poste Immo,
- 7 414 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+409 euros) qui restent globalement stables,
- 37 894 euros TTC de rémunérations en diminution (-38 788 euros) en lien avec la diminution des dépenses de travaux et des recettes de cession constructeurs,
- et 12 euros TTC pour les frais financiers en diminution (-1 612 euros), la trésorerie étant moins déficitaire que prévue.

- état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les dépenses réalisées (y compris la TVA de 979 136 euros) s'élèvent à 22 333 324 euros TTC, soit

91 % du montant total des dépenses prévisionnelles et se répartissent ainsi :

- 9 789 351 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget foncier total prévisionnel,
- 1 212 617 euros TTC pour les études soit 95% du budget études total prévisionnel,
- 7 944 870 euros TTC pour les travaux soit 79% du budget travaux total prévisionnel,
- 870 218 euros TTC pour les dépenses annexes soit 96 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,
- 1 417 914 euros TTC de rémunérations soit 90 % du budget rémunération total prévisionnel,
- 119 218 euros TTC pour les frais financiers soit 95% du montant total prévisionnel des frais financiers.

- Au terme de la concession, le montant global des dépenses estimées à 24 402 620 euros TTC (y compris la TVA de 603 391euros) est en diminution de 188 117 euros TTC par rapport au bilan précédent, et se répartit ainsi :

- 9 789 352 euros TTC pour le budget foncier (40% du total des dépenses) en diminution de 164 076 euros en raison de l'abandon de l'acquisition du parking du centre de tri
- 1 275 933 euros TTC pour le budget études générales (5,2 % du total des dépenses) en diminution (-18 000), les études d'extension des bureaux du Dôme ne sont pas poursuivies car les prescriptions de la zone inondable trop contraignantes remettent en question ce projet.
- 10 124 666 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (41 % du total des dépenses) en augmentation de 70 687 euros TTC due principalement à un ajustement des estimations des travaux restant à réaliser pour le Dôme. Les dépenses économisées du fait de l'abandon des travaux prévus sur le centre de tri de la poste sont venues alimenter un budget affecté à la réalisation d'un parking public et au confortement du mur pignon de la poste suite à la démolition du bâtiment mitoyen.
- 1 572 880 euros TTC de rémunérations (6,4% du total des dépenses) en diminution de 56 865 euros liée à l'évolution des dépenses et des recettes,

- 911 398 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (3,7 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 31 467 euros en lien avec la prorogation de deux ans de la concession.
- et 125 000 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) qui demeurent stables.

Les recettes :

- Sur l'exercice écoulé, les recettes d'un montant de 615 808 euros TTC correspondent aux produits divers et financiers pour 3 808 euros et au versement de la participation de la Métropole au titre des équipements publics pour 612 000 euros.

La cession du terrain mitoyen du centre de tri (montant prévisionnel de 190 800 euros) n'a pas eu lieu, les négociations avec Post-Immo n'ayant pas abouti.

- Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les recettes s'élèvent à 22 164 570 euros TTC dont :
 - 18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 100 %,
 - 678 941 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit 100% de ces postes,
 - et 2 614 388 euros TTC de participations des Collectivités soit 54% des participations totales.

- Au terme de la concession, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 402 620 euros TTC en diminution de 188 117 euros TTC par rapport au CRAC précédent et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 678 941 euros TTC (2,7% des recettes totales) qui sont en augmentation de 2 683 Euros TTC en lien avec la trésorerie de l'opération,

- les recettes de cessions d'un montant de 18 871 241 euros TTC (77,3% des recettes totales) en diminution de 190 800 euros correspondant à l'abandon de cession du terrain mitoyen du centre de tri,

-la participations des collectivités d'un montant de 4 852 438 euros TTC (20% des recettes totales) inchangé par rapport au précédent CRAC qui est réparti de la manière suivante :

1 390 388 euros versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole,

1 779 730 euros à verser par la Métropole au titre de la participation à l'équilibre du bilan (2018 : 1 000 000 euros, 2019 : 779 730 euros)

1 682 320 euros à verser par la Métropole au titre de voiries nouvelles (1 224 000 euros déjà versés, solde en 2018 pour 458 320 euros).

La trésorerie et la TVA

Le solde cumulé de trésorerie de l'opération est négatif (-168 754 euros) au 31 décembre 2017 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 603 391 euros, en diminution de 47 934 euros par rapport au précédent CRAC

Avenant à la concession

L'avenant 23 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet la prorogation de deux ans de la durée de la concession portant son échéance au 12 mars 2021 pour mener les travaux de parachèvement des voiries conditionnés par la finition du gros œuvre des constructions. Cet avenant acte l'échéancier des versements de la participation par la Métropole en 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Saint Just à Marseille 4^{ème} et 13^{ème} arrondissements – Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Saint Just à Marseille 4^{ème} et 13^{ème} arrondissements – Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la ZAC Saint Just à Marseille 4^{ème} et 13^{ème} arrondissements – Approbation de l'avenant 23 à la convention de concession.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 040-261/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession et de l'avenant 3 à la convention d'avance passée avec la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16469/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession et de

l'avenant 3 à la convention d'avance » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, il prévoit principalement environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal de Marseille.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la Ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros déterminant ainsi une participation de la Ville de Marseille d'un montant de 9,15 millions d'euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de logement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de logement des locataires de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de

10,74 millions d'euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de logement d'un montant de 297 256 euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du logement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a augmenté la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à hauteur de 14,307 millions d'euros tenant compte de la hausse de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit + 14,891 millions d'euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'euros (+ 8,5 millions d'euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 10 octobre 2014 augmentant la participation de la Ville de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 a augmenté la participation d'équilibre de 271 637 euros, soit un montant de 22,15 millions d'euros en raison de la modification du programme de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Dans ce cadre un avenant n°18 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et de proroger d'une année la concession. A cette occasion la convention d'avance conclue entre la

Ville de Marseille et la SOLEAM pour un montant de 3 000 000 d'euros a été transférée à la Métropole avec un remboursement de l'avance en 2017.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 a augmenté la participation d'équilibre de 109 424 euros, soit un montant de 22,26 millions d'euros en raison d'une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes (création entre autres d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des ouvrages). Dans ce cadre un avenant n°19 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et un avenant 2 de la convention d'avance a été conclu pour un remboursement de l'avance en 2018.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017.

Cette opération est proche de son terme avec une activité réduite du concessionnaire.

L'année 2017 a permis de réaliser les travaux d'élargissement de la rue Charles Allé préalablement à l'ouverture du groupe scolaire, la phase de concertation concernant le projet immobilier restant à réaliser avec la SCI Régent, ainsi que d'entamer les missions liées à la rétrocession des ouvrages.

Pour les années à venir, il est prévu de finaliser la rétrocession des voies à la Métropole, ainsi que de réaliser la requalification de la rue Rège suite à la réalisation du programme immobilier restant.

La signature de l'acte authentique avec la SCI Régent, ainsi que la cession du bien situé 9 rue Blanche sera effectuée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2017 s'élève à 146 038 euros, en diminution de 59 236 euros.

- Les dépenses foncières / études générales s'élèvent à 3 689 euros correspondant au montant estimé au CRAC 2016 pour la mission d'urbaniste conseil.

- Les dépenses de travaux s'élèvent à 18 355 euros, en augmentation de 2 779 euros. Cette augmentation est liée aux travaux d'élargissement de la rue Charles Allé.

- Les dépenses annexes s'élèvent à 21 823 euros, en diminution de 50 040 euros en raison d'un report de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des voies, ainsi qu'à la baisse du montant lié à la concertation pour le projet de la SCI le Régent.

- La rémunération s'élève à 102 171 Euros, en baisse de 10 864 euros.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2017 s'élève à 67 636 654 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 98,7% du coût prévisionnel de l'opération.

Les dépenses pour le foncier au 31 décembre 2017 s'élèvent à 45 026 478 euros, ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Les dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2017 s'élèvent à 10 926 465 euros, soit un taux d'avancement de 96% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Les dépenses annexes y compris la rémunération et les frais financiers au 31 décembre 2017 s'élèvent à 11 683 711 euros, soit un taux d'avancement d'environ 96,2% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 74 246 164 euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 026 713 euros, soit 60.6 % du coût de l'opération

- Travaux : 11 386 569 euros, soit 15,3 % du coût de l'opération

- Dépenses annexes y compris rémunération et TVA : 15 316 229 euros, soit 20,6 % du coût de l'opération

- Frais Financiers : 2 516 653 euros, soit 3,4 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 300 491 euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par les travaux liés à la rétrocession des ouvrages et à la requalification de la rue Rège.

Recettes :

Sur l'exercice 2017 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Les recettes totales (hors participation) s'élèvent à 1 503 euros en baisse de 95 Euros par rapport aux prévisions. Il s'agit de recettes liées aux produits de gestion et produits financiers.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2017 s'élève à 47 939 033 euros (hors participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 92,9% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Les recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2017 s'élèvent à 45 174 485 euros, soit 87,6% des recettes totales prévisionnelles.

Les recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2017 s'élèvent à 740 960 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Les recettes en matière de produits de gestion et financiers au 31 décembre 2017 s'élèvent à 1 407 118 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 580 891 euros, en baisse de 104 845 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2016.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élèvent à 48 809 145 euros, soit 94,6% des recettes totales, hors participation. Ce montant baisse de 93 790 Euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2016 en raison d'une diminution des recettes de cessions relatives à l'opération de la SCI Régent et au 9 rue Blanche.

Le montant prévisionnel des recettes à terme relatif aux produits de gestion et financier, s'élève à 1 407 118 euros, soit 2,7% des recettes totales, hors participation. Ce montant diminue de 248 euros par rapport au CRAC précédent.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond au remboursement par le promoteur de la concertation pour le projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5 pour un montant de 7 200 Euros, les produits divers pour un montant de 616 473 euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 euros.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 665 270 euros, en hausse de 405 335 euros.

La participation déjà versée par la Ville de Marseille est de 21 549 981 euros.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole, désormais concédant, est porté de 709 955 euros à 1 115 290 euros, dont 500 832 euros ont été versés en 2017.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2017, la trésorerie de l'opération se situe à 111 825 euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2018 est fixé à 3 168 644 euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Prorogation :

Il est proposé de proroger la concession de 3 années supplémentaires pour permettre la réalisation des travaux de requalification de la rue Rège qui seront réalisés postérieurement aux travaux de construction du programme du Régent.

Avenant n°20 :

Le présent rapport a également pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil métropolitain un avenant au traité de concession en vue de proroger la concession de 3 années supplémentaires et de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier du versement du solde comme suit :

- 2018 : 209 123 euros

- 2019 : 405 336 euros

Avenant n°3 à la convention d'avance :

La convention d'avance passée initialement entre la Ville de Marseille et la SOLEAM a été transférée à la Métropole Aix Marseille Provence par délibération du 17 octobre 2016 (avenant n°1) avec un remboursement de l'avance de 3 000 000 d'euros par la SOLEAM à la Métropole en 2017.

Ce remboursement a été repoussé en 2018 par un avenant n°2 à la convention d'avance. Il sera effectué en 2019 après commercialisation du dernier terrain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement, à l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et à l'approbation de l'avenant 20 à la convention de concession et de l'avenant 3 à la convention d'avance.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement, à l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et à l'approbation de l'avenant 20 à la convention de concession et de l'avenant 3 à la convention d'avance;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concertée du Rouet à Marseille 8^{ème} arrondissement – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 20 à la

convention de concession et de l'avenant 3 à la convention d'avance ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 041-262/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16464/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 21 au contrat de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 20 avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2020.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'implanter une école de la deuxième chance et une Mosquée pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

L'enjeu de cette opération est également d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne.

Ainsi le programme des équipements publics initial de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et le réaménagement des voies existantes périphériques, la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons à la charge de la collectivité concédante, la Ville de Marseille puis la Métropole depuis janvier 2016.

La Ville de Marseille ayant résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016, il est envisagé d'orienter l'affectation du terrain concerné pour des bureaux et pour de l'activité économique. La mention d'un lieu de culte dans la ZAC prévue dans l'orientation d'aménagement Saint-Louis du PLU a été supprimée à l'issue de la

procédure de 3ème modification du PLU approuvée en Juillet 2017.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2017 et l'avenant 21 à la concession d'aménagement.

L'avancement de l'opération :

Les implantations réalisées dans le périmètre de la ZAC comportent un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises, l'école de la deuxième chance, le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

La Soléam a mené les études de l'ensemble des voies nouvelles de la ZAC et a réalisé la voie centrale reliant le boulevard Ledru Rollin et la place de l'horloge ainsi que les tronçons de voiries et les réseaux divers desservant les opérations de constructions achevées.

La Communauté Urbaine MPM a réalisé les travaux de requalification de la Place des abattoirs en 2012/2013.

L'activité sur l'exercice écoulé (2017) :

Le permis de construire déposé par l'association formation et métier en vue de la réalisation d'une plateforme d'insertion innovante professionnelle a été accordé le 31 mai 2017 et celui déposé par l'association catholique pour la réalisation d'une cuisine centrale a été accordé le 19 Janvier 2017. La construction de cet équipement engagée par l'association catholique en 2017 s'est achevée en début 2018.

La Soléam a réalisé les travaux de confortement du mur de soutènement en limite du Boulevard Ledru Rollin et a procédé l'évacuation de dépôts sauvages.

Les travaux de voiries et de réseaux divers qui se sont poursuivis début 2017 ont permis une mise en service en avril 2017 de la voie centrale du Nord de la ZAC reliant le boulevard Ledru Rollin à la place des abattoirs.

Les prévisions d'activité sur les années suivantes :

Le terrain réservé pour un parking public lié à un futur tramway sera mis à la disposition temporaire du service de l'éclairage public de la Ville de Marseille qui doit libérer une emprise occupée par un parc à poteaux dans Euroméditerranée.

La Soléam réalisera les travaux de plateforme et de clôture pour le stockage des poteaux d'éclairage. Le coût de ces aménagements sera mis à la charge de la Ville de Marseille au travers d'un loyer sur sept ans qui sera versé au bilan de l'opération d'aménagement jusqu'à la clôture de la concession puis à la Métropole.

Il est prévu courant 2018 la signature des actes authentiques de vente concernant les terrains destinés à la plateforme d'insertion innovante professionnelle, à un programme de bureaux et restauration, et à la construction d'un poste source de distribution d'énergie électrique liée aux besoins de l'extension d'Euroméditerranée. Dans l'attente de la réalisation de ce projet ENEDIS proposera une occupation temporaire du terrain.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront durant les années 2018 et 2019 afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre l'ouverture totale de ce site sur le quartier.

Le CRAC au 31 décembre 2017

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses (hors crédit de TVA de 28 699 euros) s'élèvent à 1 022 183 euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel de 378 678 euros, et se répartissent ainsi :

- 4 059 euros pour le foncier correspondant à des frais supplémentaires de notaires liés à la fusion des biens entre Marseille Aménagement et la Soléam non prévus au précédent CRAC,
- 927 515 euros TTC pour des études, travaux, démolitions, honoraires techniques en diminution de 327 017 euros TTC, en raison de reports de paiements de travaux et de décalage de travaux en 2018,
- 24 230 euros pour les dépenses annexes qui restent stables par rapport au prévisionnel,
- 65 448 euros TTC de rémunération sur dépenses et sur recettes en diminution de 55 813 euros en lien avec la diminution des postes cessions et travaux,
- 931 euros TTC de frais financiers court terme qui restent stables par rapport au prévisionnel,

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 :

Les dépenses réalisées (hors TVA payée de 231 449 euros) qui s'élèvent à 7 632 113 euros

TTC soit 79 % du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le foncier soit 100 % du budget total de ce poste,
- 4 196 362 euros TTC pour les études, les démolitions, les travaux VRD et honoraires techniques soit 69% du budget total de ce poste,
- 519 899 euros TTC pour les dépenses annexes soit 95 % du budget total de ce poste,
- 660 205 euros TTC de rémunération soit 78 % du budget total de ce poste,
- 12 359 euros TTC pour les frais financiers soit 100 % du budget total de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses (hors crédit de TVA de 10 959 euros) s'élèvent à 9 728 002 euros TTC. Elles sont en augmentation de 489 727 euros (5 %) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2016 et se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le budget foncier qui est en augmentation 4 059 euros correspondant aux frais de notaires supplémentaires liés à la fusion des biens entre les sociétés Marseille Aménagement et la SOLEAM,
- 6 082 243 euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 460 113 euros TTC (+8%) par rapport au prévisionnel en lien avec les travaux prévus pour accueillir le parc à poteaux du service de l'éclairage public,
- 548 788 euros TTC pour le budget des dépenses annexes, en diminution de 1 346 euros TTC par rapport au prévisionnel,
- 841 323 euros TTC pour le budget des rémunérations en augmentation de 31 117 euros TTC suivant l'évolution des dépenses et recettes,
- et 12 360 euros TTC pour le budget des frais financiers soit une diminution de 4 216 euros TTC.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 23 %, 62,6 %, 5,7 %, 8,6 %, et 0,1 % du montant total des dépenses de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues d'un montant de 126 647 euros TTC qui sont en diminution de 1 744 444 euros par rapport au prévisionnel comprennent :

- les recettes de cessions constructeurs de 126 643 euros en diminution de 1 744 444 euros TTC par rapport au précédent CRAC en raison du décalage à 2018 de la signature des actes de vente.

- des produits financiers d'un montant de 4 euros inchangés par rapport au prévisionnel

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017 : les recettes (hors la participation Ville et Métropole) s'élèvent à 4 140 858 euros TTC et se répartissent ainsi :

- 4 054 621 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 65 %,
- 86 237 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, soit 60 % du poste.

Au terme de la concession les recettes globales de l'opération (hors la participation Ville et Métropole) s'élèvent à 6 361 118 euros TTC. Elles sont en hausse de 244 463 euros et se répartissent de la manière suivante :

- 6 217 740 euros TTC de cessions en augmentation de 187 826 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec la révision de prix appliquée à la signature des actes authentiques et avec la commercialisation prévisionnelle d'un terrain (lot Fb) de 2000m²,
- 143 378 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, en augmentation de 56 637 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le loyer que versera la Ville de Marseille pour la location du terrain aménagé pour accueillir le parc à poteaux du service de l'éclairage public.

La participation du concédant :

Elle s'élève à 3 355 929 euros en augmentation de 209 718 euros par rapport au CRAC précédent en lien avec les travaux supplémentaires à réaliser pour l'aménagement d'un parc à poteaux et elle comprend :

2 209 829 euros d'apport foncier (inchangé par rapport au CRAC précédent), apporté par la Ville de Marseille entre 2007 et 2013,

936 382 euros en numéraire (inchangé par rapport au CRAC précédent) versés par la Ville en tant que collectivité concédante avant le 31 décembre 2015,

et 209 718 euros en numéraire restant à verser par la Métropole en 2019.

Cette dépense pour la Métropole sera compensée par le loyer annuel que la Ville de Marseille lui versera pour le parc à poteaux à la clôture de l'opération. Une convention Ville de Marseille/Soléam/Métropole est en cours d'établissement.

La TVA et la trésorerie :

Au terme de l'opération il est prévu que le Trésorier Payeur restitue de la TVA à la Soléam. Ainsi le montant prévisionnel total de la TVA (payée et remboursée) en fin d'opération est estimé à +10 959 euros contre +24 082 euros au CRAC précédent.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération qui s'élève à -576 493 euros au 31 décembre 2017 est plus défavorable que prévu du fait du décalage des cessions de 2017 à 2018.

L'avenant 21 à la convention de concession,

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit l'augmentation de la participation du concédant à l'opération d'un montant de 209 718 euros restant à verser par la Métropole en 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur «Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 21 au contrat de concession ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 21 au contrat de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2017 de la ZAC Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 21 à la convention de concession

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel

MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 042-263/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16440/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15^{ème} arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartie sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage

entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

La seconde phase du projet à échéance de 2026 à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 14 décembre 2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession et sur les moyens financiers liés aux nouvelles acquisitions par l'aménageur avec notamment une participation du concédant en hausse de 1 793 772 euros.

L'objet du présent rapport est de présenter au conseil de la métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2017.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017

Le PRU de la Savine est engagé dans sa phase opérationnelle : la SOLEAM a finalisé le projet d'aménagement de l'ensemble des voiries et espaces publics de la phase 1 du PRU, a passé un marché de travaux pour un montant de 2 966 023 euros HT en vue de requalifier le boulevard de la Savine, créer un mail entre le chemin du Vallon des Tuves et le centre social ainsi qu'un pôle bus.

Le bailleur social LOGIREM a livré 145 logements sociaux en lisière du parc.

Par ailleurs sur le site bas de la Savine la société d'HLM Immobilière Méditerranée a obtenu les permis de construire pour la réalisation de 66 logements sociaux et de commerces, et la Ville de Marseille a lancé le marché de travaux pour la crèche et le centre social.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2017 a porté principalement sur :

- la finalisation des dossiers de DUP et d'enquête parcellaire déposés en Préfecture en juin 2017,
- les négociations foncières à l'amiable auprès des propriétaires privés et l'acquisition d'un immeuble abritant des commerces qui seront à transférer dans le futur immeuble le Bosphore,

-l'acquisition des terrains nécessaires à l'opération auprès de la Ville et de la Métropole estimés à 330 000 euros TTC (apport en nature). Les délibérations des collectivités ont été prises en 2017 et les actes notariés définitifs seront passés en 2018.

- la poursuite des études de maîtrise d'œuvre en phase projet sur le secteur du parc du canal et de la voie de maillage et l'attribution du marché de travaux sur le secteur du Bd de la Savine,

- la démolition d'un local au chemin du Vallon des Tuves appartenant à la Ville libéré de son occupant et le dévoiement de réseaux divers présents sous les emprises constructibles sur le site bas.

• Les perspectives 2018 et années suivantes vont porter sur :

- la poursuite des acquisitions des biens nécessaires aux aménagements de la première phase du PRU,

-l'acquisition des terrains nécessaires à la phase 2 du PRU, notamment ceux au cœur de la Savine dont la libération s'échelonnera jusqu'en 2022 et pour lesquels des études de recomposition urbaine sont à mener dans le cadre du NPNRU.

Ces biens qui seront valorisés ultérieurement en fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU qui n'est pas arrêté à ce jour, sont identifiés en l'attente dans le bilan de l'aménageur comme biens rétrocédés intégralement à la Métropole au prix d'acquisition. Le montant restant concrètement à la charge de la Métropole sera budgétisé lorsque le programme du NPNRU permettra d'émettre des hypothèses de recettes sur ces terrains.

- les études et travaux d'aménagement de voiries et du Parc du Canal qui vont s'échelonner jusqu'en fin 2020,

- la réitération des actes authentiques de cessions des lots TU 01 et TU 05,

- la commercialisation des îlots TU 02 et TU03 sur le site bas destinés à un programme de logements libres qui sera confrontée à un marché de l'immobilier sur ce secteur peu porteur pour la réalisation de ce type de programme.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2017

Le dernier bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2016 actualisé au 31 décembre 2017 et approuvé au conseil Métropolitain du 14 décembre 2017.

Les dépenses :

Sur l'année écoulée, les dépenses réalisées qui s'élèvent à 2 846 882 euros TTC sont en diminution

de 564 614 euros TTC par rapport au bilan approuvé et se décomposent ainsi :

121 498 euros TTC d'études, poste en légère hausse sur notamment des études complémentaires de détection de réseaux et d'expertises commerciales,

2 042 711 euros TTC d'acquisitions, en diminution de 579 869 euros du fait principalement des reports, de l'indemnité du fonds de commerce du bar brasserie et de l'acquisition d'un bien vacant par voie judiciaire (- 914 634 euros), compensés par la signature des protocoles du foncier concédant avancée en 2017 (+ 337 745 euros),

471 425 euros TTC de travaux et honoraires techniques, en légère diminution par rapport au budget prévisionnel en raison du report en 2018 du démarrage des missions d'OPC,

27 315 euros TTC de dépenses annexes en augmentation sur les frais de communication,

132 892 euros TTC de rémunération en augmentation (+ 9 900 euros) correspondant à l'ajustement de la rémunération sur les acquisitions auprès des partenaires institutionnels.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017

Les dépenses réalisées s'élèvent à 4 751 421 euros TTC (15% du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

239 016 euros TTC pour les études soit 39% du budget total prévisionnel des études,

2 993 660 euros TTC pour le foncier soit 44% du budget total prévisionnel du foncier,

688 047 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 3% du budget total de ces postes,

59 248 euros TTC pour les dépenses annexes soit 27% du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

2 067 euros de frais financiers court terme soit 1,5% du budget prévisionnel en frais financier, et

769 383 euros de rémunération soit 53% du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses prévisionnelles totales de l'opération d'aménagement qui sont estimées à 31 843 897 euros TTC sont en augmentation de 1 416 894 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 614 447 euros TTC pour le budget études (1,9% des dépenses totales) qui est en augmentation (+123 173) par rapport au CRAC précédent, en raison de besoins complémentaires d'études diverses (dépollution, géotechniques, expertise commerciale),
- 6 766 183 euros TTC pour le foncier (21% des dépenses totales) ; la diminution de ce budget de 84 125 euros résulte de l'ajustement à la baisse des surfaces de terrains à acquérir,
- 22 573 166 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (70% des dépenses totales) en augmentation de 1 156 667 euros par rapport au CRAC précédent. Cette estimation tient compte du montant à la hausse des marchés attribués en 2017 et des réévaluations principalement à la hausse du coût des projets en phase PRO sur la voie de maillage et le parc du canal, et en phase AVP sur l'entrée du Vallon des Tuves.
-
- 315 056 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+155 819) (0,9% des dépenses totales), pour des frais de commercialisation et de communication complémentaires,
- 138 337 euros TTC de frais financiers stable par rapport au bilan précédent,
- 1 436 708 euros TTC de rémunération (4,5% des dépenses totales) en augmentation de 65 362 euros en lien avec l'augmentation des dépenses et recettes

Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2017 d'un montant de 1 664 568 euros TTC en diminution de 55 857 euros par rapport au prévisionnel comprennent :

Aucun produit de commercialisation, la réitération de l'acte authentique de cession de l'ilot Tu05 ayant été décalée en 2018 (- 386 460 euros),

20 418 euros de produits divers (financiers et de gestion locative),

1 314 150 euros versés par la Ville au titre de la participation aux équipements publics du PRU tel que prévu au CRAC précédent,

330 000 euros de participation en nature au titre du foncier cédé gratuitement par le concédant prévu au CRAC précédent en 2018.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2017, les recettes s'élèvent à 5 913 880 euros TTC, soit 19% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 41 348 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 18%, et aux produits de gestion locative et produits financiers pour 36 363 euros soit un taux d'avancement de 43%,

- aux participations des collectivités, la Ville de Marseille pour 1 814 150 euros, et la Métropole pour 2 730 000 euros, dont 330 000 euros d'apport foncier et 2 400 000 euros pour équipements publics,

soit un total de 5 836 169 euros et un taux d'avancement de 38%,

- à la subvention de l'ANRU pour 1 292 019 euros (15% des subventions attendues de l'ANRU).

Au terme de la concession les recettes qui s'élèvent à un montant global de 30 365 865 euros TTC (en augmentation de 1 210 031 euros) reposent sur :

- les cessions aux constructeurs à hauteur de 2 265 941 euros TTC, montant stable par rapport au bilan précédent, établi suivant un programme de logements libres qui reste à confirmer en regard du marché,

- les cessions des biens de retour au concédant pour 2 631 324 euros TTC, montant en augmentation de 154 354 euros du fait du réajustement du prix d'acquisition de la parcelle LOGIREM (plateau de la Savine haute),

- les produits financiers, produits de gestion locative et divers pour un montant de 83 648 euros TTC, montant en augmentation de 14 606 euros,

- la participation financière des différentes collectivités et de l'ANRU, à savoir :

- la Ville de Marseille pour 3 942 450 euros TTC au titre du financement du programme des équipements publics dont le parc du canal (montant inchangé) et pour 500 000 euros au titre de la participation d'équilibre versée avant le transfert de l'opération à la Métropole,

- la Métropole pour 11 046 041 euros TTC en augmentation de 981 941 euros et comprenant :

9 056 109 euros TTC de participation aux équipements publics, montant inchangé,

1 500 902 euros TTC de participation à l'équilibre du bilan, en augmentation de 911 188 euros TTC, en raison de la hausse des dépenses de l'opération non compensée par des recettes de commercialisation ou diverses subventions.

489 030 euros par apport foncier en augmentation de 70 753 euros d'ajustement de biens cédés par le concédant,

- l'ANRU pour 8 613 461 euros TTC prévu dans l'avenant n°3 à la convention ANRU, montant inchangé,

- la Région pour 1 283 000 euros TTC au titre de l'aménagement et au titre de l'attractivité commerciale du Vallon des Tuves, montant inchangé.

La participation de la Métropole

La Métropole versera une participation de 9 056 109 euros TTC au titre des équipements publics de la manière suivante :

Déjà versé au 31 décembre 2017 : 2 400 000 euros TTC

2018 : 699 098 euros TTC

2019 : 3 538 231 euros TTC

2020 : 2 418 780 euros TTC

La participation d'équilibre d'un montant de 1 500 902 euros TTC sera versée en 2018.

L'apport foncier en nature (gratuit) du concédant à la Soléam est estimé à 489 030 euros TTC et se répartit au CRAC pour 330 000 euros TTC en 2017 et 159 030 euros TTC en 2018.

Enfin les biens de retour d'un montant de 2 631 324 euros TTC correspondent aux terrains qui n'auront pas été commercialisés à racheter par la Métropole en 2022.

Le recours à l'emprunt

La Soléam prévoit de mettre en place un emprunt en 2019 d'un montant de 3 500 000 euros.

La TVA et la trésorerie

La TVA reversée à l'opération est estimée à 1 478 034 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est de 848 984 euros à fin 2017 en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

Avenant à la concession

L'avenant 7 à la concession d'aménagement du site bas de la Savine T1600909CO (ex n°11/1342) soumis à votre approbation a pour objet :

- d'acter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, l'apport foncier en nature, la participation aux équipements publics, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM,

- de fixer le montant prévisionnel des biens de retour au concédant en fin d'opération,

- et d'actualiser les rémunérations sur dépenses versées annuellement de manière forfaitaire à la Soléam.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15ème arrondissement et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'« Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15ème arrondissement et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant l'« Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15ème arrondissement et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession ».

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 043-264/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille 1er 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville 4ème quartiers Blancarde et Cinq Avenues- 5ème - 6ème- 7ème - 8ème - 9ème- 10ème -11ème et 12ème arrondissements - Approbation de l'avenant 21 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat

Avis du conseil de Territoire DUFSV 18/16471/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte rendu annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille 1^{er}, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements - Approbation de l'avenant n°21 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

97 immeubles entraient dans le champ de la concession lot n°1 au 31 décembre 2017.

Conformément aux objectifs redéfinis dans le cadre du CRAC au 31 décembre 2016, 67 immeubles devaient être traités entièrement ou partiellement ainsi que 24 lots de copropriétés. Le CRAC arrêté au 31 décembre 2017 met en avant la nécessité de retirer de la liste des immeubles à traiter deux immeubles dont la maîtrise et le recyclage seront réalisés dans le cadre d'une autre opération, ramenant ainsi le nombre d'immeubles à traiter de 67 à 65. Prévisionnellement, ces deux opérations (de l'acquisition jusqu'à la vente avec cahier des charges) ne génèrent pas de déficit.

En revanche, le traitement de 11 immeubles n'aura pas abouti au 31 décembre 2018, soit car la maîtrise et/ou les procédures contentieuses ne seront pas achevées, soit car la commercialisation sera toujours en cours. L'augmentation du déficit de ces opérations est estimée à 140 000 euros et la rémunération afférente du concessionnaire est estimée à 50 000 euros.

Afin de mener à leur terme ces 11 opérations, il est donc proposé d'augmenter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération de 190 000 euros (soit 140 000 euros pour combler le déficit et 50 000 euros pour la rémunération du concessionnaire) et de proroger la concession d'un an supplémentaire portant ainsi la fin de la concession au 31 décembre 2019.

Pour les 32 immeubles restant, le concessionnaire ne prévoit pas d'engager d'action foncière d'ici la fin de la concession car les procédures ne peuvent être menées à leur terme dans ces délais. Toutefois, il exercera une vigilance pour saisir, au cas par cas, toute opportunité permettant d'aboutir à une réhabilitation. Si elle n'aboutissait pas, la réhabilitation de ces immeubles sera recherchée dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

La concession présente au 31 décembre 2017 le bilan opérationnel suivant :

48 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

18 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

5 autres immeubles n'ont pas encore fait l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le cadre de la concession.

27 immeubles présentent à ce jour des avancées qui ne sont pas suffisantes pour affirmer que leur traitement complet soit envisageable avant fin 2019. Toutefois, le concessionnaire demeure vigilant, au cas par cas, si des opportunités se présentent ou si des situations se débloquent, pour accélérer et finaliser le traitement des immeubles concernés. Ces immeubles seront traités dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », OPAH à mettre en place, etc.

Le bilan d'activité de la concession pour l'année 2017 s'établit ainsi :

Acquisitions

2 immeubles entiers ont été acquis par voie d'expropriation (51, rue du Petit Saint-Jean et 15, rue de l'Arc – 13001)

1 lot a été acquis, de manière amiable, dans 1 copropriété, dans la perspective de son redressement (4 Porte Baussenque – 13002) ;

6 lots ont été acquis dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble (8 Halle de Lacroix).

Procédure de Carence

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre de deux procédures de carence pour l'acquisition des immeubles sis 63 rue d'Aubagne - 13001 (déconsignation des indemnités d'éviction commerciale) et sis 8 Halle Delacroix - 13001 (paiement des indemnités d'éviction commerciales et d'expropriation).

Relogements

Le concessionnaire n'a procédé à aucun relogement en 2017.

Cessions

3 cessions ont été réalisées :

- cession à Marseille Habitat société de 2 immeubles aux 61 et 63, rue d'Aubagne – 13001 en vue de créer une micro-crèche en rez-de-chaussée (10 berceaux) et 5 logements sociaux aux étages

- cession à un privé avec cahier des charges d'1 immeuble sis 23, rue d'Aubagne – 13001

Etudes

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2017, des diagnostics et études spécifiques « avant travaux » ont été réalisés sur 2 immeubles.

Travaux.

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 1 immeuble de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 3 immeubles (travaux de désamiantage, démolition, débarras).

Travaux d'office

Pas de travaux d'office réalisés en 2017.

Gestion transitoire

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 14 immeubles et de lots dans 6 immeubles en copropriété.

Communication

Depuis 2010, dans le cadre de la campagne de communication sur la lutte contre l'Eradication de l'Habitat Indigne, le concessionnaire assure la production et la diffusion d'une lettre annuelle à l'ensemble des partenaires de l'opération EHI.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 et l'avenant n°21 à la convention de concession. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses réalisées s'établissent à 653 489 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2016 qui les estimait à 1 151 741 euros, essentiellement pour les raisons suivantes :

Le montant global des acquisitions est de 384 003 euros, inférieur aux prévisions à hauteur de 608 279 euros. Cette baisse est due à la longueur des procédures d'expropriation et des contentieux qui n'ont pas permis d'acquérir en 2017 deux immeubles dont le paiement du prix avait été prévu au CRAC de 2016.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 44 549 euros par rapport aux 205 832 euros prévus au CRAC au 31 décembre 2016. Cette baisse provient essentiellement d'un retard engendré par le contentieux sur un immeuble sur lequel des travaux importants devaient être engagés en 2017 par le concessionnaire.

Le montant des frais financiers s'établit à 825 euros en légère baisse par rapport aux prévisions (4 500 euros).

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 18 944 411 euros soit un taux d'avancement de 86,6% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des acquisitions d'immeubles et de lots de copropriétés (84,9%) et des travaux de réhabilitation (80,8%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 186 760 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2016 (629 288 euros). Cet écart, essentiellement dû à des recettes de cession en retard sur les prévisions, résulte de la lenteur des procédures contentieuses afférentes à la maîtrise de ces biens destinés ensuite à être cédés.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 277 256 euros soit un taux d'avancement de 77,5 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont ceux de la cession d'immeubles à réhabiliter (67,6%) et de lots d'immeubles restructurés (89,7%).

Au terme de la concession, en décembre 2019 :

- les dépenses sont estimées à 21 875 025 euros en hausse de 2,1% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 (21 405 526 euros).
- les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 680 257 euros en hausse de 2,7% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 396 433 euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses s'est donc confirmé pour les opérations restant à conduire, les déficits d'opérations étant toujours très élevés compte tenu de l'écart entre les montants d'acquisition de biens très dégradés par voie d'expropriation et le montant de cession avec cahier des charges de ces immeubles à des investisseurs privés ou des bailleurs sociaux chargés de les réhabiliter.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 11 200 000 euros a augmenté de 190 000 euros par rapport au CRAC approuvé en 2016 (11 010 000 euros) et résulte principalement de l'augmentation des déficits d'opérations due aux paiements d'indemnités dans le cadre de contentieux engagés par les propriétaires expropriés.

L'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de la concession nécessite l'approbation par le conseil métropolitain d'un avenant n°21 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Solde de trésorerie

Fin 2017, la trésorerie de l'opération présentait un solde négatif de – 466 729 euros.

La durée de l'opération

11 opérations présentent une situation qui nous permet de penser qu'elles ne pourront pas être menées à terme dans les délais actuels de la concession dont la clôture est prévue au 31 décembre 2018, compte tenu des procédures contentieuses en cours ainsi que des acquisitions et cessions non encore abouties.

Pour cette raison il est proposé de proroger l'opération d'un an et de porter l'échéance de la concession au 31 décembre 2019 en augmentant la participation du concédant de 190 000 euros passant ainsi de 11 010 000 euros à 11 200 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte rendu annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille 1^{er}, 2^{ème} quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4^{ème} quartiers Blancarde et Cinq

avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements - Approbation de l'avenant n°21 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du compte rendu annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille 1^{er}, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements et à l'approbation de l'avenant n°21 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte rendu annuel 2017 à la Collectivité de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 à Marseille 1^{er}, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements et l'approbation de l'avenant n°21 à la convention de concession passée avec Marseille Habitat.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 044-265/18/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Eradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement et approbation de l'avenant 20 à la convention de concession**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 18/16468/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un

avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° 07/1455 en date 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

La concession présente au 31 décembre 2017 le bilan opérationnel suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,
- 51 lots maîtrisés pour portage dans 12 immeubles : 27 logements ont été revendus à ce jour,
- 94 logements livrés dont 43 étaient sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement.

Sur les 75 immeubles inscrits, 55 ont été traités.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2017 :

Acquisitions :

La maîtrise foncière et l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de cette concession ont lieu soit par négociation amiable, soit par préemption soit par expropriation. En 2017, ont été réalisés :

- 7 traverse du Prieur (13015) : acquisition amiable pour un montant de 200 000 euros.
- 36 rue du Bon Pasteur (13002) : prise de possession du dernier lot pour un montant de 34 000 euros.
- 11 Battala (13003) : ordonnance d'expropriation rendue le 5 mai 2017.

Procédures publiques :

- Des arrêtés liés au péril ou à l'insalubrité ont été pris en 2017 :

- 3 Boulevard Burel (13003) : un arrêté de péril imminent pris en mars ordonnant l'évacuation des occupants sans droit ni titre puis la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité le 23 novembre 2017 suite à la démolition de l'immeuble par Urbanis.
- 30 rue du Bon Pasteur (13002) : arrêté de péril imminent le 20 décembre 2017 avec évacuation et relogement temporaire des locataires concernés.

- L'aboutissement d'une procédure de carence engagée à l'encontre du syndicat des copropriétaires du 11 boulevard Battala (13003) : ordonnance d'expropriation en mai 2017 au profit d'Urbanis Aménagement.

- Des immeubles sous procédure de restauration immobilière : poursuite du pilotage et de l'animation de l'Opération de Restauration Immobilière (ORI) sur les immeubles situés 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille. Saisine du Préfet fin 2017 pour la demande d'ouverture des enquêtes parcellaires préalable à la cessibilité des immeubles même si des travaux doivent être engagés en 2018 sur les 4 immeubles.

Relogements

En 2017, le dernier propriétaire occupant de l'immeuble situé 36 rue du Bon Pasteur (13002) a été définitivement relogé ce qui a permis de vider entièrement l'immeuble.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2017, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Pour rappel, 51 lots ont été acquis dans ce cadre depuis le début de la concession.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14ème arrondissement :

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro +). En 2017, les actions les plus importantes ont été :

- la participation active à l'assemblée générale du 15 mars 2017,
- l'aide au Conseil Syndical dans le cadre de la consultation pour la mise en concurrence du syndic (cahier des charges, analyse offre, réception des candidats),
- la réalisation d'un film sur les actions menées dans la copropriété.

Travaux

En 2017, 9 sites ont fait l'objet de travaux :

- 3 chantiers sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement :

- 34 rue du Bon Pasteur (13002) : chantier en cours pour la livraison de plateaux à aménager,
- 4b rue Duverger (13002) : travaux de réhabilitation de locaux bruts réceptionnés en décembre 2017,
- 3 boulevard Burel (13003) : démolition du bâtiment, mise en état des sols, clôture et réalisation d'une fresque en collaboration avec l'association qui sera bénéficiaire du terrain ainsi libéré. Les travaux ont été réceptionnés en octobre 2017.

- 2 chantiers sous maîtrise d'ouvrage de bailleurs sociaux (fonciers ayant fait l'objet de DUP) :

- le site de la RHI Lyon/Séraphin (13015) : Nouveau Logis Provençal a livré une opération de 30 logements sociaux,
- 270 avenue Roger Salengro (13015) : travaux de création de logements sociaux en cours par LOGEO méditerranée.

- 4 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privée ayant fait l'objet de cessions avec cahier des charges :

- 6 traverse Antoine Caria (13015) : 1 logement à créer (maison de ville).
- 3 rue Roger Schiaffini (13003) : 4 logements locatifs.
- 21 rue Edgar Quinet (13015) : 2 logements locatifs.
- 7/9 bd Jean Salducci (13016) : 7 logements locatifs

Cessions

Les cessions en 2017 concernent les adresses suivantes :

- 31 avenue Pelletan (13002) : vente de tous les lots d'habitation à un particulier (4 logements).
- 6/8 rue Desaix (13002) : vente de 2 logements déjà loués.
- 32 rue du Bon Pasteur (13002) : vente de 3 logements.
- 80 bd National (13003) : vente d'1 logement à un particulier.
- 50 rue Félix Pyat (13003) : vente d'un local à une association.
- 78 rue de la Belle de Mai (13003) : vente de 2 lots réhabilités à un particulier.
- 21 rue Edgar Quinet (13015) : vente de 2 logements à réhabiliter.
- 23 rue Antoine Donaz (13015) : vente de 2 logements réhabilités.
- 7/9 bd Jean Salducci (13016) : vente de l'immeuble entier.

La commercialisation par lots des biens acquis dans le cadre de la concession (en remplacement d'une vente en bloc) a permis une accélération des ventes et engagements courant 2017. L'objectif de céder la totalité des biens acquis d'ici la fin de la convention devrait être rempli.

Etudes

- Domaine Duverger (13002) : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement est propriétaire d'un immeuble situé au 4B et la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt avait été lancé en 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Au cours de l'année 2017 :

- La totalité des lots ont été attribués courant 2017 par une commission composée à cet effet,
- Urbanis Aménagement a par ailleurs rédigé avec les services fonciers de la Ville les cahiers des charges de cession,
- Le concessionnaire a également assisté les futurs propriétaires dans le montage de leurs dossiers de permis de construire qui ont tous été accordés en 2017,

- Urbanis Aménagement a enfin assisté la Ville pour la convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui devait aboutir au vote de travaux en parties communes concernant la toiture d'un local.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un îlot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 bd Burel 13003). La dernière version de l'étude a été rendue en juillet 2017. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres. En attendant, l'immeuble situé 3 bd Burel a été démoli par le concessionnaire et une convention d'occupation précaire a été signée avec l'association mitoyenne « la Fraternité » qui gèrera le terrain et y aménagera des équipements légers et démontables pour enfants et adolescents.

Travaux d'office

Il n'y a pas eu de travaux d'office en 2017.

A ce stade d'avancement de la concession, au regard des dossiers complexes encore en cours et qui devraient n'aboutir qu'en 2019, une prorogation de la durée de la concession d'un an s'avère nécessaire (jusqu'au 31 décembre 2019). En effet, cette année supplémentaire devrait permettre :

- la commercialisation et la revente de l'intégralité des biens acquis dans le cadre de la concession,
- l'aboutissement des procédures contentieuses encore en cours et des déconsignations dans le cadre des expropriations,
- le suivi des cahiers des charges après revente,
- le suivi et l'animation d'opérations complexes comme la RHI/THIRORI Bon Pasteur (13002),
- l'assistance auprès de la copropriété du Mail G encore fragile.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 joint en annexe.

Il s'agit également d'approuver l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2019 et joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2019. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses s'élèvent à 1 341 616 euros et sont quasiment conformes aux prévisions qui les estimaient à 1 300 406 euros.

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 17 127 550 euros soit un taux d'avancement de 84% par rapport au prévisionnel final. Le poste le plus avancé est logiquement celui des acquisitions de terrains et immeubles bâtis (92%) et de ses frais annexes. Le poste le moins avancé est celui des travaux avant recyclage et réhabilitation. En effet, un certain nombre de chantiers importants et coûteux sont actuellement en cours.

Au terme de la concession en décembre 2019, le montant prévisionnel des dépenses atteint 20 265 513 euros. Il est en hausse de 0,3 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31 décembre 2016 ce qui est dû notamment à une hausse des dépenses du poste travaux et une hausse de la rémunération consécutive à la prorogation d'une année. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (30%), « travaux d'aménagement » (5,5%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (6%), « honoraires sur travaux » (2,5%), « travaux de reconstruction et de parking » (22%), « frais annexes » (3,5%), « rémunération Urbanis Aménagement » (28%) et « frais financiers » (0,1%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 1 267 030 euros. La participation du concédant à l'équilibre du bilan en 2017 de 37 924 euros a été versée début 2018. Le CRAC au 31 décembre 2016 prévoyait des recettes à hauteur de 1 502 898 Euros. Cette baisse s'explique essentiellement par le report de cessions initialement prévues en 2017. Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 7 689 935 euros soit un taux d'avancement de 74 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont les postes autres produits (93%), cession d'immeubles (91%), subventions (84%) et cession de terrains (71%). Les postes les moins avancés sont les cessions de lots réhabilités (31%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions de lots, elles se poursuivront en 2018 avec notamment la vente des 10 logements sur le Bvd des Italiens (13015). Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 Bvd Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Au terme de l'opération en décembre 2019, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 362 577 euros en hausse de 3% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 027 071 euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

Malgré la prorogation du délai de la concession d'une année, la participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste inchangée à 10 287 924 euros grâce à une trésorerie estimée bénéficiaire à fin 2020.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2017 une participation du concédant de 10 000 000 d'euros soit 97 % du total des versements prévus. La participation 2017 de 37 924 euros a été versée par la Métropole début 2018. Le versement du solde de la participation interviendra en 2018 pour un montant de 250 000 euros. Il n'est pas prévu de participation du concédant en 2019.

Solde de trésorerie brute

Fin 2017, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 643 476 euros, inférieur au prévisionnel du CRAC 2016. Les recettes ont été inférieures au prévisionnel et les dépenses légèrement supérieures.

Avenant 20 à la convention de concession

Il est nécessaire d'approuver un avenant n°20 à la convention de concession pour proroger la durée de la convention de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019, et ce à participation à l'équilibre du bilan inchangée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement – Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème}, Joliette et Arenç, 3^{ème}, 4^{ème}, Chartreux et Chutes Lavies, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements et l'approbation de l'avenant 20 à la convention de concession..
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2017 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 Marseille passée avec Urbanis Aménagement et l'approbation de l'avenant 20 à la convention de concession.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 045-266/18/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement avec Marseille Habitat du Parc Kallisté à Marseille 15ème arrondissement - Approbation de l'avenant 4 à la convention de concession

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16467/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine

du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement du Parc Kallisté passée avec Marseille habitat à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant 4 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 753 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,

- coordination et animation des actions précitées.

Le bilan d'activité de la concession sur l'année 2017 est synthétisé comme suit :

- Acquisitions de lots en copropriété :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2017 : 43 lots ont été acquis par Marseille Habitat dont 39 à l'amiable et 4 en prise de jouissance suite à l'expropriation du bâtiment B.

Copropriété	Logements acquis en 2017	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	1	12
B	13	109
C	0	4
D	1	12
E	0	4
F	0	8
G	9	39
H	18	94
I	1	15
Total	43	297

Au total, ce sont donc 297 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat.

Le montant de la globalité de ce poste incluant les acquisitions et ses frais annexes ainsi que les frais liés à la conduite des expropriations et les diagnostics divers s'élève à 558 229 euros en 2017 . Les acquisitions représentent la majorité des dépenses de ce poste soit 468 817 euros. Ce montant résulte du solde entre la valeur réelle des biens acquis en 2017 (1 237 231.67 euros) et la déduction des déconsignations pour 19 lots (768 415 euros).

Pour rappel, la procédure de carence engagée par la Ville de Marseille en avril 2011 envers le syndicat des copropriétaires du bâtiment B a abouti au prononcé de l'état de carence du syndicat le 24 avril 2015. Le dossier simplifié d'acquisition publique a été approuvé en Conseil Municipal du 29 juin 2015 et a été mis à disposition du public du 14 septembre au 16 octobre 2015. Le dossier a ensuite été adressé par le concessionnaire à la Préfecture fin décembre 2015. L'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité de l'acquisition du bâtiment B a été pris le 18 mai 2016. Marseille Habitat a ensuite transmis en octobre 2016 le dossier permettant la saisine du juge de

l'expropriation afin d'obtenir l'ordonnance d'expropriation des lots non encore maîtrisés.

L'ordonnance d'expropriation sur les lots restants à maîtriser a été prise le 24 mai 2017.

L'intégralité des montants des indemnités compensatoires avait été consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en 2016.

Les transports du juge consécutifs à des contentieux sur le prix ont été effectués les 26 avril, 16 mai et 19 décembre 2017. Marseille Habitat a relevé appel de 4 jugements.

Ces procédures trouveront leur aboutissement en 2018.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements vendus à des propriétaires occupants de logements des bâtiments B et H prévu à la démolition.

5 logements leur ont été ainsi vendus courant 2017 pour permettre leur relogement : ces logements se situent tous dans le bâtiment D.

Les propriétaires bénéficiant de ce dispositif sont ceux ayant été identifiés comme en capacité d'être maintenus dans un statut de copropriétaire. 4 sont issus du bâtiment B et 1 est issu du H.

Le montant de ces 5 cessions s'élève à 191 659 euros.

- Travaux :

Ce poste, qui s'élève à 89 790 euros en 2017 concerne :

- Des travaux de VRD et d'aménagement réalisés sur le foncier de la Bastide Valcorne pour un montant de 64 041 euros. Cette bastide accueille aujourd'hui une maison de santé. En 2016, des travaux de mise en sécurité de la bastide, de réfection de toiture, de raccordement au réseau électrique et des propriétés extérieures avaient été effectués pour un montant de 34 000 euros. En 2017 il s'agit, de travaux relatifs au raccordement au réseau de la bastide, à l'entretien des espaces verts et au remplacement d'une porte.

- La neutralisation et la protection des logements acquis sur les bâtiments B et H, soit un coût de 25 749 euros en 2017.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 868 039 euros en 2017 dont :

- 446 548 euros de charges de copropriétés,
- 186 888 euros d'impôts et taxes : Le concessionnaire n'avait pas reçu un accueil favorable des services fiscaux l'année dernière concernant sa demande d'exonération d'impôts sur les logements neutralisés. Une nouvelle demande de minoration de l'assiette imposable est en cours d'instruction concernant les logements neutralisés aux bâtiments B et H.
- 179 771 euros de frais de remise en état de logements sur différents bâtiments : 12 logements ont été intégralement réhabilités sur les bâtiments D, G, A et I permettant ainsi le relogement de propriétaires occupants ou de locataires.

- Relogements :

Le montant de ce poste s'élève à 33 849 euros en 2017 et concerne les frais de 9 déménagements de propriétaires occupants du bâtiment B et 2 déménagements de locataires du B et du H.

38 familles issues du Parc de Marseille Habitat sur Kalliste ont été relogées en 2017, ce qui représente 56 adultes et 71 enfants. 18 familles sont issues du bâtiment B, 12 du bâtiment H, 5 du G, 1 du bâtiment

I et 2 du bâtiment A. Pour 22 de ces ménages, le relogement se fait sur Kalliste. Pour les autres, il se répartit entre le parc d'autre bailleurs ou le parc privé.

Les derniers relogements se poursuivront en 2018.

Comme l'annonçait le rapport au Conseil métropolitain relatif à l'approbation du CRAC 2016, il convient aujourd'hui de recalculer le CRAC 2017 sur la réalité opérationnelle.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les objectifs de l'opération (maîtrise totale des bâtiments B et H, derniers relogements et démolitions), il est nécessaire de proroger la durée de l'opération d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2020. En effet, la démolition du bâtiment B initialement envisagée en 2018 ne pourra être réalisée qu'au courant de l'année 2019. Quant au bâtiment H, la procédure visant à maîtriser les derniers lots du bâtiment H sera initiée au cours du premier semestre 2018. La démolition de ce bâtiment est donc envisagée de manière réaliste en 2020.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2017 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2020. Il s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2017, les dépenses réalisées s'élèvent à 2 211 340 euros. Elles sont donc largement inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 3 790 206 euros. Tous les postes sont concernés et en premier lieu celui des acquisitions auprès des propriétaires privés et des postes qui en découlent (frais annexes, travaux, charges de copropriété, impôts). Le réalisé concernant les acquisitions de lots en copropriété (558 229 euros) est inférieur aux prévisions (1.2M euros) lié au ralentissement du rythme des dépenses et à la baisse importante des valeurs immobilières sur site. Le poste rémunération du concessionnaire est également inférieur aux prévisions (463 158 euros en 2017 pour une prévision de 531 060 euros) puisqu'il est lié en partie à la réalisation de certaines dépenses prévisionnelles non atteintes (acquisition/cession, relogement, foncier, démolition).

Au 31 décembre 2017, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 19 643 863 euros, soit un taux d'avancement d'environ 66% par rapport au prévisionnel final. Les deux postes les plus avancés par rapport à ce prévisionnel final sont ceux de l'intervention dans les copropriétés (79%) et

rémunération du concessionnaire (67%). Le poste le moins avancé est celui nommé « intervention en renouvellement urbain » qui concerne les opérations de démolition des bâtiments B et H dont les dépenses s'accéléreront en 2018.

Au terme de la concession en 2020, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 29 749 645 euros. Il se répartit principalement entre budget « intervention dans les copropriétés » (70%), budget « rémunération du concessionnaire » (13%), et budget « intervention en renouvellement urbain » (10%).

Ce montant prévisionnel des dépenses est en légère hausse de 431 340 euros par rapport au CRAC 2016 soit 1.5%. Cette variation s'explique ainsi essentiellement par une hausse des dépenses de gestion transitoire (impôts, charges de copropriété, contentieux, remises en état).

Concernant les dépenses liées à la démolition des bâtiments B et H, une évaluation plus fine pourra être connue courant 2018 suite à la désignation du maître d'œuvre de l'opération et à la réalisation des diagnostics sur la présence potentielle d'amiante. Aussi, le coût de la démolition pourrait être réévalué lors du prochain CRAC.

Recettes :

Sur l'exercice 2017, les recettes s'élèvent à 2 432 928 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan soit une baisse de l'ordre de 30% par rapport aux prévisions du CRAC 2016 (3 534 176 euros).

Cela s'explique par la baisse des recettes du poste subventions : Marseille Habitat a reçu un premier acompte de l'ANRU en 2017 de 1 765 097 euros pour le bâtiment B. Cette subvention est inférieure aux prévisions car proportionnelle à la réduction des dépenses d'acquisition.

Par ailleurs, les subventions escomptées du Conseil Départemental et du Conseil Régional de 408 000 euros au total n'ont pas été perçues en 2017. Des discussions avec ces collectivités sont en cours quant aux modalités de financement.

Les autres postes sont conformes aux prévisions.

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 7 545 855 euros, soit un taux d'avancement de 41% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève l'échéancier prévisionnel ainsi :

à 18 352 393 euros. Il se répartit entre produits de cession (22%), produits de gestion (16%) et subventions (62%). Le montant prévisionnel des recettes est en baisse de 2M euros par rapport aux prévisions du CRAC 2016. Cette évolution résulte :

- du réajustement de la subvention escomptée de l'ANRU pour le bâtiment H (subvention actuellement non contractuelle puisque fléchée dans le cadre de la future convention NPNRU): la prise en compte des dépenses par l'ANRU sur le H étant la date de publication du règlement général de l'ANRU (août 2015), les dépenses antérieures ne seront pas prises en compte pour le calcul de la subvention (60% des dépenses d'acquisition ont été faites avant cette date). Par ailleurs, le taux de prise en compte des dépenses éligibles est également inférieur au taux appliqué pour le bâtiment B (50% des dépenses éligibles au lieu de 75%).

- des recettes liées aux cessions de logements ont été largement revues à la baisse : les valeurs immobilières du Parc Kalliste ont chuté depuis 2012.

Participation à l'équilibre du bilan :

Pour rappel, le bilan initial de l'opération ne prenait pas en compte les éléments suivants :

- La nette baisse de subvention ANRU escomptée pour le bâtiment H (de 7M d'euros initialement à 3.3M d'euros aujourd'hui) et qui n'est toujours pas à ce jour conventionnelle,
- la forte diminution des produits de cession liée à une chute des prix du marché sur le Parc Kalliste,
- la dépense d'acquisition de la Bastide Valcorme pour y implanter un centre de santé et les dépenses liées à ses travaux de rénovation (environ 650 000 euros de dépenses supplémentaires), essentielle au projet social du site.

Les prévisions initiales du bilan d'aménagement doivent donc être réajustées en fonction de ces évolutions du programme et ces aléas. La hausse des dépenses prévisionnelles conjuguée à la nette baisse des recettes font apparaître un déficit supplémentaire d'environ 2.6M d'euros.

La participation actuelle du concédant à l'équilibre de l'opération est de 8 875 588 euros. Le concessionnaire Marseille Habitat a déjà perçu au 31 décembre 2017 une participation de 8 800 000 d'euros.

Pour ne pas compromettre la fin de l'opération et au regard de l'ensemble des éléments précédemment exposés, il convient de proposer de porter cette participation à l'équilibre du bilan à 11 475 588 euros. Il est donc proposé de modifier

	Participation approuvée en euros	Participation actualisée en euros
2018	75 588	2 600 000
2019	0	75 588
2020	0	0

L'objet du présent rapport est donc également d'approuver l'avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat prorogeant la convention jusqu'au 31 décembre 2020 et modifiant la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de l'opération.

Solde de trésorerie :

Fin 2017, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde positif de 39 036 euros.

Emprunts :

Le concessionnaire a mobilisé un emprunt de 3,6 millions d'euros en 2013 remboursable en 2017, 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement du Parc Kallisté passée avec Marseille habitat à Marseille 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant 4 à la convention de concession ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement du Parc Kallisté passée avec Marseille habitat à Marseille 15^{ème} arrondissement et à l'approbation de l'avenant 4 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 de la concession d'aménagement du Parc Kallisté passée avec Marseille habitat à Marseille 15^{ème} arrondissement et à l'approbation de l'avenant 4 à la convention de concession.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 046-267/18/CT

■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement - Concession d'aménagement Kalliste Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16490/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement n°2015120200 « Concession d'aménagement Kalliste – Marseille », la participation du concédant à l'équilibre de l'opération délibérée à la signature de la convention de concession en juillet 2012 était fixée à 8 875 588 euros.

L'évolution de l'opération et les aléas rencontrés ont fait qu'un certain nombre d'éléments n'étaient pas initialement prévus :

- Des conditions de financement de l'opération d'acquisition/démolition du bâtiment H (dans le cadre du NPNRU) différentes de celles du bâtiment B : la subvention escomptée de l'ANRU sur le bâtiment H a été initialement estimée à 7 000 000 euros dans les bilans d'aménagement par analogie avec la subvention obtenue sur le Bâtiment B.

Lors du comité d'engagement de l'ANRU en décembre 2016, l'ANRU a indiqué que seules les dépenses postérieures à l'approbation du nouveau règlement financier de l'ANRU du 5 août 2015 pouvaient être prises en compte pour le calcul de la subvention du H. Or, les dépenses d'acquisition sur le H avaient été engagées dès la signature de la convention de concession en juillet 2012 (l'acquisition/démolition du bâtiment H étant une condition de financement du bâtiment B...). Par ailleurs, le taux de prise en compte des dépenses éligibles est aujourd'hui de 50% dans le cadre du NPNRU au lieu des 75% dans le PRU actuel.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé courant 2017 à l'ANRU que le bâtiment H soit financé dans les mêmes conditions que le bâtiment B. Cette demande de dérogation n'a pas été acceptée. Aussi, la subvention ANRU attendue pour le bâtiment H est aujourd'hui estimée à 3 300 000 euros dans le CRAC établi au 31/12/2017 soit une perte de 1 600 000 euros par rapport aux estimations de l'année dernière.

- La diminution des recettes de cession de logements dans le Parc Kalliste : la recette escomptée au CRAC initial était de 6 500 000 euros pour une cession prévisionnelle d'environ 130 logements sur les bâtiments A-C-D-E-F-I-G.

A ce jour, seule une dizaine de logements a été vendue à des propriétaires occupants à des prix nettement inférieur aux prévisions (30 000 euros au lieu du prévisionnel de 48 000 euros en moyenne selon les bâtiments). Tous les autres logements dont Marseille Habitat est propriétaire ont été mobilisés pour le relogement des locataires des bâtiments B et H. Leur valorisation est largement minorée compte

tenu de leur occupation et de la baisse très nette des prix du marché depuis 2012. La majorité des logements propriété de Marseille Habitat se trouvent sur le bâtiment G dont la moyenne des prix pratiqués se situe autour de 25 000 euros aujourd'hui.

La recette (attendue en fin de concession) a été ramenée à 3 000 000 euros.

- L'acquisition de la Bastide Valcorme et les travaux de réhabilitation pour une dépense d'environ 650 000 euros supplémentaires (bastide transformée en centre de santé) : la propriété Valcorme avait été intégrée au périmètre de la concession par avenant n°2 à la convention approuvée par délibération du conseil municipal du 14/09/2015. Il s'agissait de permettre d'envisager un projet urbain plus ambitieux grâce à l'acquisition de cette propriété (bastide + terrain).

Le bilan d'aménagement a donc été réajusté en fonction de tous ces éléments et fait apparaître la nécessité d'une augmentation d'Autorisation de Programme de 2 600 000 euros. Compte tenu des problèmes de trésorerie, il apparaît indispensable de verser le solde initial 75 588 euros auxquels doivent s'ajouter 2 600 000 euros en 2018.

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence passerait donc de 8 875 588 euros à 11 475 588 euros.

Afin de pouvoir assumer la participation en hausse de la Métropole, l'opération d'investissement n°2015120200 inscrite au budget pour un montant initial de 3 900 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement « Concession d'aménagement Kalliste - Marseille » .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement « Concession d'aménagement Kalliste - Marseille ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 047-268/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du Parc Corot - Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16459/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Parc Corot est une copropriété abritant une population estimée à 1000 habitants. L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares : 7 immeubles d'habitation comportant 375 logements et 377 caves, 4 bâtiments comprenant 40 garages, dont 2 sont utilisés comme lieu de culte, et un petit centre commercial (5 commerces). Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que les commerces et les garages. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé » englobant principalement les groupes d'habitat social de Saint-Paul, du plateau de Villecroze, de Malpassé et des Olivers A, Lilas et Mimosas. Le protocole de préfiguration a été signé par la Métropole avec l'ANRU le 21 décembre 2017. L'objectif est de contractualiser avec l'ANRU dans les 24 mois sur chaque site.

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années : ainsi le bâtiment B a été démolé en 1989 dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat Insalubre (RHI) conduite par la Ville de Marseille, et le Parc a été intégré en 2006 au Programme de Rénovation Urbaine (PRU) de Saint-Paul. Le PRU a notamment permis de contribuer au désenclavement du Parc par la création par notre collectivité de la rue Jean Marsac, de réhabiliter le groupe d'habitat « Saint Paul » mitoyen (HMP), et de lancer la création par la Ville de Marseille d'un nouvel équipement social pour le quartier.

De plus une offre locative diversifiée a été apportée par l'édification à proximité par l'Association Foncière Logement de la résidence « Les Terrasses du Parc ».

Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles est confrontée la copropriété, aussi bien du point de vue de sa gestion, que de la vétusté du bâti et des équipements communs, de l'état de dégradation avancé des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Ces constats ont conduit la Ville de Marseille à saisir M. le Préfet des Bouches du Rhône en vue de la mise en place d'un plan de sauvegarde (PDS), dont il a fixé par arrêté du 22 janvier la composition de la commission d'élaboration.

Le 13 janvier 2017 le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Marseille a désigné Vincent Gillibert, SCP Gillibert et associés, comme administrateur provisoire du syndicat principal et des syndicats secondaires des bâtiments A, C, E, F, G et H, à l'exception du bâtiment D, du centre commercial, et des garages. Puis, le 31 octobre 2017, la SCP Gillibert et associés a également été chargée par le TGI de l'administration provisoire du centre commercial.

Le programme d'action proposé dans ce projet repose sur trois modes d'interventions différents :

- Il s'agit d'une part d'engager l'appropriation publique, à fonder sur un constat de carence, des syndicats secondaires des deux bâtiments les plus élevés, A et C (95 et 66 logements). Ces bâtiments très dégradés cumulent les handicaps et s'en trouvent fortement fragilisés : absence de propriétaires occupants, concentration des bailleurs indécents ou absenteïstes, indécence de nombreux logements, dégradation des équipements collectifs et impayés de charges très élevés. L'objectif est d'acquiescer au plus vite la totalité des lots de ces 2 immeubles par voie amiable et/ou d'expropriation et de déterminer leur devenir dans le cadre du projet de développement du site. Les lots ainsi acquis seront neutralisés.
- Par ailleurs, il est également envisagé d'apporter un soutien aux petites copropriétés D, E, F, G et H (soit 214 logements), et aux commerces. Ces immeubles pourraient bénéficier d'aides financières de l'ANAH et des collectivités dans le cadre de travaux de requalification des parties communes et privatives. Des logements pourraient être acquis, d'une part pour résorber les dettes de charges, d'autre part pour accueillir les occupants des immeubles A et C. Ces acquisitions permettront également d'éviter l'installation de « marchands de sommeil » et contribueront à renforcer la gestion syndicale.
- Enfin l'opération vise également à accompagner le démantèlement du syndicat principal et d'individualiser chacun des immeubles, en conservant, dans un premier temps, la gestion des équipements communs par une Union Syndicale Libre (USL). Une deuxième phase, à réaliser dans le contexte du NPNRU, permettra d'accompagner l'autonomisation complète des copropriétés, leurs réseaux, leurs aires de stationnements ainsi que leurs espaces verts, autour d'un nouveau maillage d'espaces publics, et de confier à chacune un statut de copropriété.

Pour la réalisation de cette opération d'aménagement, il est proposé d'avoir recours à une concession d'aménagement en application des articles L300-4 et suivants du Code de l'urbanisme et désigner ainsi un opérateur spécialisé. Le concessionnaire devra mettre en œuvre le projet défini par la Métropole et financé par l'ANRU, et assurer les missions suivantes :

- Les acquisitions par voie amiable des immeubles ou des lots, par voie de préemption ou d'expropriation ;
- l'acquisition de terrains voisins, maîtrisés par la ville de Marseille, le bailleur social Habitat Marseille Provence ou autres, en vue de leur valorisation dans le cadre du NPNRU ;
- les relogements nécessaires préalables aux démolitions et l'accompagnement social des ménages ;
- La neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à la démolition ;
- La gestion et l'entretien courant des logements acquis dans les immeubles à conserver ;
- La démolition des bâtiments et la remise en état des sols ;
- La cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés ;
- La réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD) liés à l'individualisation des copropriétés ainsi que la réfection et la création des voies et des espaces publics nécessaires.
- la coordination d'ensemble et l'animation nécessaire à la conduite de ces actions ;

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine sera appelée à participer au déficit du bilan d'opération au meilleur taux fixé par son règlement ou son Conseil d'administration.

L'opération d'investissement « Concession d'aménagement Parc Corot », d'un montant de 18 000 000 euros TTC , inscrite au budget et enregistrée dans le programme 09, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'opération d'aménagement du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'opération d'aménagement du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 048-269/18/CT

■ Opération Grand Centre Ville de Marseille - Requalification de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites 1er et 2ème arrondissements - Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 18/16482/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand centre-ville – Requalification du centre-ville de Marseille – Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites à Marseille 1^{er} et 2^{ème} arrondissements – Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille

actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est concédante de l'opération « Grand Centre-Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, a pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazargan, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Dans le cas où ce dispositif s'avère insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il est prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffit pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du code de l'urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Ce recours à la restauration immobilière a fait l'objet d'une concertation publique au titre de l'article L103.2 du code de l'urbanisme dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2018.

Il est aujourd'hui proposé d'engager la procédure pour obtenir du Préfet la déclaration d'utilité publique d'un premier programme de travaux sur quinze immeubles dégradés de l'OPAH RU multisites « Grand centre-ville » :

- 31, rue Coutellerie 13002
- 43, rue Coutellerie 13002
- 47, rue Coutellerie 13002
- 11, rue Saint Saëns 13001
- 7, rue Molière 13001
- 2, rue Bernard du Bois 13001
- 6, rue Bernard du Bois 13001
- 3, rue Francis de Pressensé 13001
- 43, rue Francis Davso 13001
- 49, rue Francis Davso 13001
- 63, rue Francis Davso 13001
- 44, rue d'Aix 13001
- 39, rue des Dominicaines 13001
- 8, rue Mazagran 13001
- 25, rue Coutellerie 13002

La mise en œuvre du programme de travaux à déclarer d'utilité publique sur ces immeubles vise leur restauration en parties communes sur le clos et le couvert – y compris structurelle –, ainsi que l'amélioration de l'habitabilité des logements et leur mise aux normes.

L'objet du présent rapport est d'habiliter Monsieur le Président de la Métropole, ou son concessionnaire, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, la délivrance de l'arrêté déclarant d'utilité publique les travaux de restauration immobilière qui en découlera sur avis de commissaire enquêteur, et à solliciter alors les actes subséquents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Opération Grand centre-ville – Requalification du centre-ville de Marseille – Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites « grand centre-ville » à Marseille 1^{er} et 2^{ème} arrondissements – Premier programme de travaux à déclencher d'utilité

publique.».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand centre-ville – Requalification du centre-ville de Marseille – Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites 1^{er} et 2^{ème} arrondissements – Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique..
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Grand centre-ville – Requalification du centre-ville de Marseille – Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites 1^{er} et 2^{ème} arrondissements – Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 049-270/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 18/16414/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent

les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville à Marseille » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences l'Habitat et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir la politique d'amélioration de l'habitat et du logement sur son territoire.

Pour cela, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte-d'Azur (EPF PACA) l'accompagne, notamment sur les secteurs en renouvellement urbain, tel que sur le périmètre de l'opération Grand Centre-Ville de Marseille, qui fait l'objet d'une convention d'aménagement avec la SOLEAM.

L'opération Grand Centre-Ville doit permettre sur la période 2011-2021 le renouvellement urbain selon une programmation glissante, avec pour objectif de produire 1 500 logements, réaliser 20 000 m² de locaux d'activité ou à vocation d'équipement, inciter la réhabilitation par les propriétaires privés de 2 000 logements, le ravalement de façade et l'amélioration des devantures commerciales de 800 immeubles, la requalification de 15 000 m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet.

La convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville de Marseille », signée le 2 mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA a pour objectif d'intervenir sur des pôles de projet ou îlots prioritaires identifiés par la Ville et la Métropole sur le périmètre d'opération du Grand Centre-Ville. Elle doit préparer les futures opérations de renouvellement urbain et contribuer

ainsi à la production de logements, locaux d'activités et équipements.

Dans ce contexte, des îlots prioritaires ont été identifiés et sur lesquels une action foncière est engagée par l'EPF PACA. En dehors de ces îlots, l'action de l'EPF PACA s'inscrit en anticipation dans un rôle de surveillance et de saisine d'opportunités, ceci en complémentarité de la mission confiée par la Métropole à la SOLEAM.

Il y a lieu aujourd'hui de faire évoluer ce dispositif.

En effet, d'une part, la Ville de Marseille et la Métropole se sont engagées dans une démarche expérimentale de « viager social à vocation intergénérationnelle » conduite par la Caisse des Dépôts et Consignations au travers d'une démarche LAB.

Les objectifs stratégiques du « viager social à vocation intergénérationnelle » sont de créer, organiser et animer sur un territoire, un dispositif partenarial qui permette le renouvellement intergénérationnel, dans la durée, sous une contrainte forte de mixité sociale et avec une prise en compte de la précarisation des seniors et des jeunes ménages actifs.

Concrètement, il s'agit de mettre en place un projet pilote à Marseille Centre-Ville et plus particulièrement à titre expérimental sur les 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements permettant :

1/ de maintenir à leur domicile des personnes âgées propriétaires dans de bonnes conditions, (principe de viager social associant des services à la personne).

2/ lorsque le logement est libre, de l'affecter de façon à favoriser l'installation de ménages solvables mais pas classiquement finançables (vente ou location).

Afin d'accompagner cette démarche et tester le modèle économique dans le respect des objectifs précités, la Ville de Marseille et la Métropole sollicitent l'intervention de l'EPF PACA pour l'achat de biens en viager », et le portage foncier nécessaire le temps de la constitution des structures juridiques et financières adaptées au développement du projet dans sa globalité.

Un test portant sur une estimation de 10 biens et un montant de 3 millions d'euros maximum est dévolu à l'achat en viager, sur l'engagement conventionnel initial autorisé de 30 millions d'euros.

D'autre part, suite à la délibération n° 2017-54 du Conseil d'Administration de l'EPF PACA en date du 30 novembre 2017, les modalités de calcul des prix de revient des opérations ont été modifiées.

Pour les opérations avec équilibre contraint notamment, au cas par cas, les recettes locatives pourront venir en déduction des prix et être intégrées à la stratégie de développement du projet.

Enfin, les modalités de gestion des biens acquis par l'EPF PACA sont précisées et clarifiées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au bureau de la Métropole la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le périmètre grand centre-ville ;
- La délibération N°2017/54 du 30 novembre 2017 du Conseil d'administration de l'Etablissement public Foncier PACA ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville à MARSEILLE ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la production de foncier en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Que l'expérimentation d'un « viager social à vocation intergénérationnelle » doit favoriser le renouvellement intergénérationnel, avec une prise en compte de la précarisation des seniors et des jeunes ménages actifs.
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de poursuivre et optimiser l'action foncière partenariale sur ce secteur

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière Grand Centre-Ville à Marseille ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 050-271/18/CT

■ Approbation du Rapport Politique de la Ville 2017

Avis du Conseil de Territoire DHCS 18/16506/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Rapport Politique de la Ville 2017 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant la métropole Aix-Marseille-Provence, les quartiers ciblés par la politique de la ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants :

- 38 pour le Contrat de Ville Marseille Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-Les-Vallons, soit 244 000 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.
- 4 pour le contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à Aix en Provence, 1 à Gardanne, 1 à Pertuis et 2 à Vitrolles, soit 23220 habitants.
- o 4 pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2 à Berre -L'Etang et 2 à Salon de Provence, soit 8000 habitants. A ceux-ci s'ajoute 1 quartier de veille à Salon de Provence
- o 1 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant 2300 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers de veille également à Aubagne.
- o 3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas , soit 10 400 habitants . A ceux-ci s'ajoutent 7 quartiers dits de veille : 4 à Port Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2 à Miramas.
- o 5 pour le Contrat de Ville du Pays de Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc soit 11 800 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 5 quartiers de veille : 4 à Martigues et 1 à Port de Bouc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Dans sa rédaction issue de la loi n° 2014-173 , le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville prévu aux articles L1111-2 et L 1811-2 du code général des collectivités territoriales , paru au Journal Officiel du 5 septembre 2015 prévoit que

« Dans les communes et établissement publics de coopération intercommunale(EPCI) signataires d'un Contrat de Ville, le maire et de le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les

orientations et programmation de nature à améliorer cette situation.

Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire.

Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet du rapport. Le présent décret précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel »

Les six rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2017 des Contrats de Ville par la Métropole Aix- Marseille-Provence.

Ils décrivent notamment la mise en œuvre en 2017 des contrats de ville sur chaque conseil de territoire, l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'articulation entre les actions menées au niveau des différents volets du contrat de ville, et s'il y a lieu avec les opérations d'aménagement au titre du Programme National de Renouvellement Urbain, l'accompagnement des conseils citoyens et l'ingénierie mobilisée.

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Au regard du caractère transversal de la politique de la ville, le projet métropolitain déterminera les modalités selon lesquelles les compétences de la Métropole concourent aux objectifs de cohésion sociale et territoriale.

De même, le pacte de gouvernance, financier et fiscal adopté par la métropole par délibération du 30 juin 2016 participe déjà de la solidarité territoriale dans une logique de redistribution financière mais également de développement d'un projet métropolitain.

Le principe d'une évaluation à mi-parcours des contrats de ville a donc été validée à l'échelle de la Métropole par délibération du 13 juillet 2017 avec une seule évaluation pour les six territoires, copilotée par la Métropole et l'Etat, en associant l'ensemble des partenaires des contrats et les conseils citoyens.

La délibération du conseil métropolitain du 19 octobre 2017 a approuvé une convention de partenariat entre le Groupement d'intérêt Public du Centre de Ressource pour la Politique de la Ville PACA, la Métropole et l'Etat pour la réalisation de cette évaluation intermédiaire.

Cette évaluation s'appuiera sur des outils d'observation du territoire, l'analyse et l'évaluation des politiques conduites dans le cadre de la programmation annuelle, un zoom territorial sur une ou des actions spécifiques financées par les crédits spécifiques de la politique de la ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le projet de délibération portant sur le rapport « Politique de la Ville 2017 »
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Rapport Politique de la Ville 2017 » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du « Rapport Politique de la Ville pour 2017 » ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur «l'approbation du Rapport Politique de la Ville 2017»

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	14
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 051-272/18/CT

■ Approbation d'actions complémentaires à la programmation associative 2018 du Contrat de Ville du Territoire de Marseille Provence DGDU 18/16502/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale

- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique.

Un appel à projet associatif commun aux quatre communes concernées a été lancé début octobre 2017 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires. Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets associatifs ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 23 mars 2018 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental, des représentants des conseils citoyens et des autres partenaires.

Une première programmation correspondant au vote de 489 actions a été approuvée par délibération du 15 mai 2018 pour un montant de 3 029 155 euros.

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 23 mars dernier, il est proposé d'approuver le financement de 33 actions complémentaires, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du conseil de territoire du 15 mai 2018, pour un montant 127 495 euros répartis comme suit :

- 1 - Actions mises en œuvre par les gestionnaires de Maisons pour tous de Marseille :

L'approbation de certaines actions correspondant à des projets mis en œuvre par les gestionnaires de Maisons pour Tous (MPT) a été décalée dans l'attente de l'attribution des nouvelles délégations de service public par la Ville de Marseille.

Les nouveaux gestionnaires ayant été désignés par délibération du Conseil municipal n°18/0180/ECSS du 9 avril 2018, le présent rapport propose l'attribution de subventions d'un montant de 81 100 euros pour les 21 actions dont les porteurs ont vu leurs contrats de délégation de service public renouvelés.

L'attribution de subventions pour les nouveaux délégataires sera présentée à un Conseil ultérieur sous réserve qu'ils confirment la reprise des actions et qu'ils fournissent des dossiers administratifs complets.

- 2 - Actions complémentaires pour le territoire de Kallisté :

Le principe d'un plan d'action sociale renforcé pour le parc Kallisté a été validé en comité de pilotage du 13 juillet 2017 du Plan De Sauvegarde (PDS) et du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU) présidé par la Métropole et la Préfecture. Il vise à mettre en œuvre un accompagnement social sur la durée des opérations de renouvellement urbain et de faire levier sur les conditions de vie des habitants.

Dans l'attente de la validation de ce plan d'action par l'ensemble des partenaires et compte-tenu des conditions de vie particulièrement précaires des habitants, notamment des plus jeunes, 9 actions complémentaires viennent d'ores et déjà renforcer les interventions sur ce territoire en 2018 pour un montant de 43 895 euros.

- 3 - Actions portées par les Conseils citoyens :

En complément de l'appel à projet 2018 de la politique de la Ville, des subventions peuvent être accordées aux Conseils Citoyens. Cette année, trois projets sont retenus pour un montant de 2500 euros :

- 2 actions pour un montant 500 euros chacune pour des projets concernant le soutien à la mise en œuvre des conseils citoyens du 14^e ouest et de Nord Littoral Ouest
- 1 action pour un montant de 1 500 euros du conseil citoyen du Nord littoral ouest concernant le soutien à la communication du conseil citoyen de Nord littoral Ouest.

Il est donc proposé à l'EPCI d'attribuer une participation financière à ces actions selon le tableau ci-annexé, pour un montant de 127 495 euros.

Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les associations qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification
- Pour les associations qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé à l'association dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par l'association avant le 30 juin 2019 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2019 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.
- Conformément à la réglementation, les associations qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 septembre 2018.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation

comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 23 mars 2018 .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 33 projets associatifs émergeant de l'appel à projets du Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence en octobre 2017 ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 23 mars 2018 rassemblant l'ensemble des partenaires .

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions décrites en annexe sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix-Marseille- Provence ».

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 5 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Les crédits nécessaires, soit 127 495 euros TTC, sont inscrits à l'Etat spécial du territoire Marseille Provence Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Article 7 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	14
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 052-273/18/CT

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence -**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16491/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Pour la période de 2015 à 2020, le Contrat de Ville constitue le nouveau cadre de cette politique de cohésion sociale et urbaine en direction des quartiers les plus défavorisés.

Le Contrat de Ville Marseille-Provence fixe des orientations en matière d'investissement qui permettent notamment, dans les quartiers en difficulté, l'aménagement d'espaces extérieurs, de locaux ou de leur équipement en matériel en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants et les offres d'accueil.

Pour le financement de ce type de projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose d'allouer des crédits d'investissement à hauteur de 1 000 000 euros sur trois ans.

L'attribution des subventions par la Métropole Aix-Marseille-Provence sera conditionnée par le respect des principes suivants :

- Les projets devront se situer dans les 38 quartiers prioritaires de Marseille, Septèmes Marignane ou dans leur immédiate périphérie et dans les trois quartiers de « veille active » de la Ciotat conformément au décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 qui fixe la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.
- Seules les associations loi 1901, les bailleurs sociaux, et les syndicats de copropriété pourront bénéficier de ces subventions.
- Le montant des subventions accordées ne pourra avoir pour effet de porter le montant des aides publiques à plus de 80% du coût total d'un projet. Les bénéficiaires devront par conséquent financer une partie de leurs projets (20% minimum) soit par autofinancement, soit en obtenant des financements privés.
- Les subventions seront attribuées par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la limite de 50% maximum du coût du projet sur la base d'un dossier complet.
- Les projets retenus devront répondre aux priorités définies dans les axes du Contrat de Ville Marseille-Provence et concerner en particulier l'aménagement (travaux de construction, d'amélioration ou de réparation) des espaces extérieurs et des locaux ou l'équipement en matériel. Les investissements financés devront être destinés à servir de façon durable à l'activité du bénéficiaire.
- Les projets ne devront pas être commencés avant le vote de la subvention qui interviendra après une décision favorable

des instances d'instruction de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- La décision attributive de subvention fera l'objet d'une convention qui définira précisément les modalités d'application.

Ainsi, il convient de créer une opération d'investissement n°2018105800 « Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence » afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse allouer des subventions d'investissement dans le cadre du Contrat de Ville et selon les critères susmentionnés. Cette opération sera réalisée sur le Territoire Marseille Provence.

L'opération d'investissement, « Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence », d'un montant de 1 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 181103BP du programme 10 doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération "investissement " Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Financement des investissements Politique de la Ville sur le Territoire Marseille Provence.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 053-274/18/CT

**■ Approbation de la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la participation au fonctionnement du GIP-MRU pour les années 2017-2019
DHCS 18/16336/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 a entraîné de facto le transfert à ce nouvel EPCI des droits et obligations détenues jusqu'alors par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans le GIP Marseille Rénovation Urbaine (9,6% des droits).

Avec les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, de programmation pour la ville du 21 février 2014, et celle du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais la compétence en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain.

Le GIP pour le GPV « Marseille - Septèmes » devenu « Marseille Rénovation Urbaine » le 9 décembre 2011, a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003. Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du GIP, approuvée par le Conseil de Communauté du 14 février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003. Son programme

d'intervention consiste à élaborer et mettre en œuvre les projets de rénovation urbaine de Marseille du Programme National de Rénovation Urbaine et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Le Bureau de la Métropole a adopté lors de la séance du 15 décembre 2016 l'avenant n°8 à la convention constitutive du GIP Marseille Rénovation Urbaine qui a modifié la répartition des droits et obligations dans le GIP à masse constante entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'adapter les participations financières de ces deux membres du GIP aux charges du groupement.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'adopter la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la participation aux frais de fonctionnement pour les années 2017-2019 et d'autoriser le Président ou son représentant à signer la présente convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté Urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand

Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;

- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 3/578/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 approuvant un avenant n°1 à la convention constitutive prolongeant la durée du GIP jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;
- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 003-2112/10/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2010 approuvant l'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP pour le Grand Projet de Ville concernant l'élargissement de son territoire d'intervention ;
- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération RNOV 007-607/12/CC du Conseil de Communauté du 26 octobre 2012 approuvant l'avenant n°4 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa dénomination en GIP Marseille Rénovation Urbaine et prolongeant la durée du groupement jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- La délibération RNOV 003-675/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant n°5 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public concernant sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 17 mai 2011 portant sur le statut du personnel (de droit public), les modalités de contrôle, le rôle du Commissaire du Gouvernement et les relations avec le Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville ;

- La délibération HPV 004-1110/15/CC du Conseil de Communauté du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 à la convention constitutive du GIP prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 1 janvier 2017 ;
- La délibération DEVT 005-676/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 à la convention constitutive prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- La délibération DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive modifiant les droits et obligations entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place les règles et modalités de financement du GIP Marseille Rénovation Urbaine par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément au engagement de celle-ci .

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la participation aux frais de fonctionnement pour les années 2017-2019 ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants – Sous-politique E110 – Chapitre budgétaire 65748 – Fonction 52.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 054-275/18/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine DHCS 18/16340/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 a entraîné de facto le transfert à ce nouvel EPCI des droits et obligations détenues jusqu'alors par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans le GIP Marseille Rénovation Urbaine (9,6% des droits).

Avec les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, de programmation pour la ville du 21 février 2014, et celle du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais la compétence en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain.

Le GIP pour le GPV « Marseille - Septèmes » devenu « Marseille Rénovation Urbaine » le 9 décembre 2011, a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003. Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du GIP, approuvée par le Conseil de Communauté du 14 février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003. Son

programme d'intervention consiste à élaborer et mettre en œuvre les projets de rénovation urbaine de Marseille du Programme National de Rénovation Urbaine et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'adopter l'avenant N°1 à la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence et d'autoriser le Président ou son représentant à signer le présent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté Urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;
- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 3/578/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 approuvant un avenant n°1 à la convention constitutive prolongeant la durée du GIP jusqu'au 31 décembre 2013 ;

- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;
- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 003-2112/10/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2010 approuvant l'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP pour le Grand Projet de Ville concernant l'élargissement de son territoire d'intervention ;
- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération RNOV 007-607/12/CC du Conseil de Communauté du 26 octobre 2012 approuvant l'avenant n°4 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa dénomination en GIP Marseille Rénovation Urbaine et prolongeant la durée du groupement jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- La délibération RNOV 003-675/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant n°5 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public concernant sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 17 mai 2011 portant sur le statut du personnel (de droit public), les modalités de contrôle, le rôle du Commissaire du Gouvernement et les relations avec le Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville ;
- La délibération HPV 004-1110/15/CC du Conseil de Communauté du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 à la convention constitutive du GIP prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 1 janvier 2017 ;
- La délibération DEVT 005-676/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 à la convention constitutive prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- La délibération DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive modifiant les droits et obligations entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEVT 001-2799/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en place les règles et modalités de financement du GIP Marseille Rénovation Urbaine par la Métropole conformément au engagement de celle-ci .

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 de la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants – Sous-politique E110 – Opération 2018106900.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VU 055-276/18/CT

■ Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux - Attribution de subventions aux propriétaires privés

DHCS 18/16465/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Anah et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique », et a approuvé une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole ainsi qu'un avenant N°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Les objectifs du PIG « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique » du territoire Marseille Provence sont :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés ;
- résorber la vacance.

Afin d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyers modérés, la convention du PIG prévoit la mise en place par la

Métropole Aix-Marseille-Provence de deux primes, complémentaires aux subventions de l'Anah :

- Une prime « Habiter Mieux » valorisant les travaux générant un gain énergétique important, qui correspond à l'objectif de réduction des besoins énergétiques, en lien avec le Plan Climat. Elle vise à inciter les propriétaires occupants aux revenus modestes à réaliser des travaux d'ampleur permettant un gain énergétique supérieur à 25 % et par conséquent, une baisse des charges et des consommations énergétiques ;
- Une prime « de réduction de loyer » valorisant la mise en place de loyers sociaux, qui correspond à l'objectif du PLH de production de logements locatifs sociaux. Elle vise à inciter les propriétaires bailleurs à appliquer un loyer modéré pour des locataires sous plafonds de ressources. La convention de logement social ou très social passée pour une durée de 9 ans avec l'Anah permet aux locataires de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement versée par la Caisse d'Allocations Familiales. De plus, le logement est comptabilisé dans l'inventaire des logements sociaux (loi SRU) réalisé par l'Etat dans chaque commune pendant la durée de la convention.

Chaque prime accordée est adossée aux aides de l'Anah, qu'elle complète et majore. L'animation du dispositif a été confiée par appel d'offres à 4 prestataires : Soliha, ETH, ADRIM, Urbanis, qui couvrent ainsi l'ensemble du territoire Marseille Provence. Le demandeur est aidé dans toutes ses démarches par l'opérateur du PIG agissant sur le territoire où se trouve le logement. Celui-ci vérifie les critères d'éligibilité et la performance énergétique atteinte après travaux ou l'application du loyer social ou très social après travaux.

Les demandes de primes faites auprès de la Métropole sont instruites sur la base de tableaux fournis par les équipes d'animation du PIG, synthétisant le nom et le prénom des bénéficiaires, leur statut (bailleur ou occupant), l'adresse des travaux, la typologie du logement, la surface habitable et le type de loyer de sortie pour les logements locatifs, la nature des travaux réalisés et le montant des travaux, le montant des subventions et primes de l'Anah, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la Région PACA, et autres financeurs s'il y a lieu.

La résidence Château St Jacques, 56 boulevard de la Valbarelle- 13011 Marseille, est une copropriété de 21 bâtiments construits en plusieurs tranches entre 1970 et 1990. Le syndicat se compose de 933 copropriétaires qui sont majoritairement des propriétaires occupants (71%). Au vu de la dégradation des façades (infiltrations, chutes d'éléments mettant à nu les ferrallages des panneaux préfabriqués), le conseil syndical des copropriétaires a proposé différents plans de rénovation de 2007 à 2015, sans succès. En 2014, une rapide consultation de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) et

d'Urbanis, opérateur conseil agissant dans le cadre du PIG de Marseille Provence Métropole, montre qu'une isolation par l'extérieur, générant plus de 25% de gain énergétique, permettrait aux propriétaires éligibles de bénéficier d'une aide significative. Le montant global des travaux s'élevant à plus de 4.2 millions d'euros, une solution pour aider les propriétaires occupants aux ressources modestes est recherchée.

Par suite un dossier est monté par le syndicat de copropriétaires avec l'appui du syndic, déposé à l'Anah et engagé par la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du 20 septembre 2016.

188 propriétaires occupants aux ressources modestes sont concernés par des subventions représentant plus de 60% de leur quote-part sur les travaux.

Les aides engagées par l'Anah s'élèvent à 847 221 euros pour un montant de travaux de près de 1 270 000 euros pour ces 188 propriétaires.

Il est donc proposé de subventionner 188 propriétaires à hauteur de 500 euros par logement car les travaux répondent à l'objectif de performance énergétique (gain énergétique après travaux > 25%).

La somme totale engagée par la Métropole sur fonds propres s'élève à 94 000 euros.

Les travaux se sont déroulés de novembre 2016 à juin 2018 et l'Anah s'apprête à régler le solde de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le décret n° 2014-1740 du 29 décembre 2014 relatif au règlement des aides du fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART) ;
- La délibération HPV 006-479/14/CC du 09 octobre 2014 approuvant la convention avec l'Anah et le Conseil Régional PACA pour un programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et approbation de la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération HPV 005-1111/15/CC du 03 juillet 2015 approuvant le dispositif des aides propres MPM Région et l'avenant N°1 à la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
- La délibération n°14-1327 du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention de la Région en matière de logement et d'habitat ;
- La circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La convention du programme d'Intérêt Général Habiter Mieux « Lutte contre la précarité énergétique » et la convention financière avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, signées le 15 décembre 2014.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu d'inciter les propriétaires à s'engager dans des travaux de réhabilitation durables et de mettre sur le marché des logements à loyer modérés, au moyen de subventions complémentaires à celles de l'Anah ;
- Qu'il convient de valider l'octroi des subventions aux propriétaires bénéficiant d'aides de l'Anah et réalisant des réhabilitations qui atteignent qualitativement les objectifs prioritaires du PIG « Habiter Mieux ».

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions aux copropriétaires dont la liste est jointe en annexe, pour un montant de 94 000 euros.

Article 2 :

Les subventions sont versées sur présentation par la délégation locale de l'Anah de la copie de l'ordre de paiement après travaux de l'Anah.

Article 3 :

Sont approuvées les dépenses relatives à ces aides, inscrites au budget pour un montant de 94 000 euros, Sous politique E110 « Amélioration Habitat Ancien », Nature 20422 Fonction 52 au sein de l'opération 2018104600 : « Amélioration Habitat Ancien Phase 1 ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VU 056-277/18/CT

■ **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 18/16484/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°DEVT 005-1840/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété), dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage, sur la résidence Plombières à Marseille (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH-Copropriété afférente avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département et la Ville de Marseille établissant les objectifs et les conditions de l'opération.

Parmi les objectifs de cette OPAH-Copropriété figure notamment la réalisation de travaux sur les parties communes. Le dispositif est prévu pour se dérouler en deux temps :

- le redressement de la copropriété et la réalisation des travaux de parties communes concernant la sécurité des équipements communs, sur une durée de 18 à 30 mois,
- la réalisation des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives. Le lancement de ces travaux sera conditionné à la restauration de la capacité financière de la copropriété et de ses indicateurs de gestion.

Sur le volet technique, il s'agit de mener à bien les travaux de lutte contre l'habitat indigne et l'habitat très dégradé restant à réaliser sur les parties communes.

Parmi ces travaux figurent des travaux de mise en sécurité des équipements communs, essentiellement les façades dont le problème principal est celui de la carbonatation des bétons, avec risque de chute à terme, et un risque sur la stabilité de l'immeuble.

En application de la convention OPAH-Copropriété, le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit comme suit :

- ANAH : 50% du montant HT pour les travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 20% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Région PACA : 10% du montant HT des travaux et honoraires, correspondant à 50% du montant attribué par la Métropole ;
- Département des Bouches-du-Rhône : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles ;
- Ville de Marseille : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles.

Lors de son assemblée générale spéciale du 16 juin 2017, la copropriété de la Résidence Plombières a voté la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades, en cohérence avec les objectifs de la première phase de l'OPAH-Copropriété rappelés ci-dessus.

Le montant des travaux ainsi voté est fixé à 1 258 091 TTC présentant une base subventionnable HT à hauteur de 1 086 643 euros HT.

Dans ce cadre, le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit entre l'ANAH, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille pour un montant total de 917 127 euros.

Il convient d'approuver le montant de l'aide accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux. Le montant de cette aide s'élève à la somme de 217 329 euros. Pour rappel, il a été convenu entre les parties à la convention OPAH-Copropriété que la Métropole ferait l'avance des subventions départementale et régionales.

Pour sa part, la Ville de Marseille attribuera au syndicat des copropriétaires une aide d'un montant de 23 906 euros.

Dans ce cadre, la Ville de Marseille et la Métropole ont souhaité conclure une convention commune avec le syndicat des copropriétaires pour le financement de ces travaux.

L'objectif de cette convention de financement des travaux de mise en sécurité des façades est :

- d'une part, de fixer la participation financière de la Métropole et de la Ville de Marseille, et les modalités d'utilisation de ces aides ;
- d'autre part, d'organiser la gestion des financements de la Métropole et de la Ville de Marseille par le recours à la consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC).

En effet, s'agissant d'une copropriété avec de nombreux propriétaires aux ressources modestes, il convient de privilégier un mode de versement des subventions qui permet de réduire les délais de versement.

Outre la sécurisation et la conservation des participations, la consignation est effectivement un outil permettant de réduire les délais de versement sans coût et avec rémunération des fonds.

L'article L.518-17 du code monétaire et financier prévoit que la Caisse des dépôts et consignations est chargée de recevoir les consignations de toute nature, en numéraire ou en titres financiers, prévues par une disposition législative ou réglementaire ou ordonnées soit par une décision de justice soit par une décision administrative.

En application de ces dispositions, la Ville de Marseille et la Métropole conviennent, dans le cadre de la convention de financement jointe en annexe, que la consignation du montant de leurs financements respectifs sera ordonnée par arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui autorisera la Caisse des dépôts et consignations à procéder à l'ouverture d'un compte de consignation, libellé « OPAH – Copropriété Résidence Plombière – travaux de mise en sécurité des façades », et qui fixera le montant que devront respectivement consigner la Ville et la Métropole ainsi que les modalités de déconsignation.

Le versement des aides au profit du syndicat des copropriétaires s'effectuera ainsi par voie de déconsignation des sommes préalablement consignées par la Ville et la Métropole.

Il convient de préciser que la somme consignée à cette fin par la Métropole comportera également le montant des aides départementales et régionales dont celle-ci s'est engagée à faire l'avance dans le cadre de la convention OPAH-Copropriété.

Concernant l'organisation du suivi de l'attribution des aides au syndicat des copropriétaires, il est prévu la constitution d'un comité technique composé de deux représentants de la Ville de Marseille et de deux représentants de la Métropole, choisis parmi leur

personnel. Il sera présidé par l'un des représentants de la Métropole.

Ce comité sera chargé :

- d'assurer le suivi administratif, financier et qualitatif de l'opération ;
- de veiller au respect des modalités de paiement auxquelles la Ville et la Métropole se sont engagées dans la convention ;
- d'ordonner les déconsignations au profit du syndicat des copropriétaires, selon les modalités prévues par la convention ;
- de décider du sort des intérêts produits sur les sommes consignées ;
- et de décider de la répartition entre la Ville et la Métropole des sommes consignées non utilisées.

S'agissant des modalités de versement des aides, et donc des modalités de déconsignation des sommes au profit du syndicat des copropriétaires, la convention prévoit que la demande de versement adressée par le syndicat bénéficiaire sera présentée au comité technique par l'équipe de suivi animation de l'OPAH Copropriété, accompagnée des pièces justificatives.

A l'issue de la réunion du comité technique, un relevé de décision sera établi. Ce relevé de décision, signé par le Président de la Métropole, vaudra décision de déconsignation. Il sera ainsi transmis, accompagné d'autres documents, à la Caisse des dépôts et consignations qui procèdera à la déconsignation des sommes au profit du syndicat des copropriétaires, dans un délai de 10 jours à compter de la demande qui lui sera adressée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires pour la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

Commission "Proximité"

PROX 001-278/18/CT

■ **Approbation d'une convention relative au déplacement et au renouvellement du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS dans le cadre des travaux de requalification de la Rocade du Jarret à Marseille 4ème, 5ème et 10ème arrondissements**
DIFRA 18/16496/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret.

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de par sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte de la ville de Marseille. Cet axe majeur à l'échelle du département devrait voir son trafic diminuer prochainement, à la mise en service de la L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale

voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité du tracé de la rocade du Jarret.

Les concessionnaires, et notamment ENEDIS, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par ENEDIS dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique d'électricité situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de requalification de la rocade du Jarret.

Il est donc nécessaire de dévier ou de modifier une partie du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ENEDIS doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'ensemble des études et des travaux de déplacement du réseau de distribution publique d'électricité sont portées par ENEDIS.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a phasé les travaux de requalification de la rocade du Jarret en cinq sections identifiées en tranche ferme et en tranches optionnelles :

- *Tranche Ferme (Section 1) : du boulevard Chave à l'avenue de la Timone,*
- *Tranche Optionnelle 1 (Section 2) : du boulevard de la Blancarde au boulevard Chave,*
- *Tranche Optionnelle 2 (Section 3) : de la rue Roche au boulevard de la Blancarde,*
- *Tranche Optionnelle 3 (Sections 4 & 5) : de St Just à la rue Roche et de l'Avenue de la Timone à la place de Pologne.*

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des déplacements et des renouvellements du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la rocade du Jarret, il est nécessaire qu'ENEDIS dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique d'électricité ;
- Que la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ces travaux sur le réseau d'électricité sont portées par ENEDIS ;
- Qu'il convient de rembourser ENEDIS de la part des travaux de déviation et de modification de réseaux électriques réalisés pour l'implantation de conteneurs enterrés et pour des raisons esthétiques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec ENEDIS relative à la réalisation des déplacements et des renouvellements du réseau de distribution publique d'électricité d'ENEDIS, dans le cadre des travaux du projet de requalification de la rocade du Jarret, à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 Nature : 4581151085 - Fonction : 851 – Sous-Politique : C311

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 002-279/18/CT

■ **Approbation d'une convention relative aux études de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques avec ORANGE dans le cadre des travaux de requalification de la Rocade du Jarret à Marseille 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements**
DIFRA 18/16497/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret.

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de par sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte de la ville de Marseille. Cet axe majeur à l'échelle du département devrait voir son trafic diminuer prochainement, à la mise en service de la L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité du tracé de la rocade du Jarret.

Les concessionnaires, et notamment Orange, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Orange a notamment fourni ses plans réseaux dans le périmètre de l'opération et, après analyse de ces derniers, il a été confirmé qu'une partie des réseaux de communications électroniques d'Orange situés dans l'emprise du projet était impactée par les travaux.

La requalification de la rocade du Jarret nécessite donc qu'il soit procédé au déplacement ou à la protection d'une partie des réseaux de communications électroniques d'Orange, afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, Orange doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses réseaux de communications électroniques.

La présente convention précise les modalités de réalisation de ces études et de leur prise en charge financière. Leur finalité consiste en l'élaboration d'un projet de dévoiement et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange, afin de les rendre compatibles avec la requalification de la rocade du Jarret.

Les travaux seront réalisés par le concessionnaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification de la rocade du Jarret, il est nécessaire qu'Orange approfondisse les études de déviation ou de protection de ses réseaux de communications électroniques ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec Orange relative à la réalisation des études de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange, dans le cadre des travaux du projet de requalification de la rocade du Jarret (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 Nature : 4581151085 - Fonction : 851 – Sous-Politique : C311

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 003-280/18/CT

**■ Approbation d'une convention relative aux travaux de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques avec Orange dans le cadre des travaux de requalification de la rocade du Jarret - Section Blancarde - Timone à Marseille 4ème, 5ème et 10ème arrondissements
DIFRA 18/16503/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret.

Composé de cinq boulevards et d'une longueur de 4,2 km, la rocade du Jarret, de part sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit pénalisant pour la desserte de la ville de Marseille. Cet axe majeur à l'échelle du département devrait voir son trafic diminuer prochainement, à la mise en service de la L2.

Le projet de requalification de la rocade du Jarret va ainsi permettre de redonner de l'espace aux mobilités douces (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Il est enfin l'occasion de mettre en valeur et d'améliorer les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité du tracé du projet.

Les concessionnaires, et notamment Orange, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Il est donc nécessaire de procéder au déplacement ou à la protection d'une partie des réseaux de communications électroniques d'Orange afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, Orange doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses réseaux de communications électroniques sur l'intégralité du tracé du Jarret. Ces études font l'objet d'une convention spécifique.

En outre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a phasé les travaux de requalification de la rocade du Jarret en cinq sections identifiées en tranche ferme et en tranches optionnelles :

- *Tranche Ferme (Section 1) : du boulevard Chave à l'avenue de la Timone,*
- *Tranche Optionnelle 1 (Section 2) : du boulevard de la Blancarde au boulevard Chave,*
- *Tranche Optionnelle 2 (Section 3) : de la rue Roche au boulevard de la Blancarde,*
- *Tranche Optionnelle 3 (Sections 4 & 5) : de St Just à la rue Roche et de l'Avenue de la Timone à la place de Pologne.*

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant le démarrage des travaux du Jarret par sa section objet de la tranche ferme et de la tranche optionnelle 1, la consistance des travaux de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange sur ces deux tranches est définie dans la convention annexée à la présente délibération.

Le coût total de ces travaux a été évalué à 198 390.26 euros HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement des travaux de réseaux dits « d'amélioration de l'environnement et d'enjolivement » liés au projet de requalification de la rocade du Jarret qui ont été estimés à 186 090.06 euros HT.

Orange supporte financièrement la totalité des frais d'études engagés pour les travaux de dévoiements et de protection de ses ouvrages de communications électroniques sur cette section du Jarret, qui représentent 12 300.2 euros HT.

Afin d'acter les dispositions, ci-dessus, entre les parties concernées, la convention ci-annexée précise les modalités techniques, temporelles et financières des travaux à apporter aux réseaux de communications électroniques d'Orange et nécessités par la réalisation du projet de requalification de la rocade du Jarret, dans sa section comprise entre le Boulevard de la Blancarde et l'avenue de la Timone.

Les travaux sur les autres sections du Jarret seront traités ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de requalification de la rocade du Jarret, sur sa section comprise entre le Boulevard de la Blancarde et l'avenue de la Timone, il est nécessaire qu'Orange réalise la déviation et la protection de ses réseaux de communications électroniques ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et Orange participent respectivement à hauteur de 186 090.06 euros HT et de 12 300.02 euros HT à ces travaux.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec Orange relative aux travaux de déviation et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange, dans le cadre des travaux sur la section boulevard de la Blancarde et l'avenue de la Timone dans le cadre du projet de requalification de la rocade du Jarret, à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108500 Nature : 4581151085 - Fonction : 851 – Sous-Politique : C311

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 004-281/18/CT

**■ Approbation d'une convention cadre relative aux études de déviation et de protection de réseaux avec ENEDIS dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - Section - Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite-à Marseille 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements
DIFRA 18/16499/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS).

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment ENEDIS, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par ENEDIS dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau électrique d'ENEDIS situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

La réalisation du BUS nécessite donc le dévoiement ou la protection d'une partie des installations et réseaux enterrés ou aériens d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ENEDIS doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses installations et réseaux enterrés et aériens, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant le démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud par sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, une première convention relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés et aériens d'ENEDIS sur cette section du BUS (Phase 1) a été approuvée lors de la séance du 13 juillet 2017 du Bureau de la Métropole et signée entre les parties le 15 septembre 2017.

Les études menées ont ainsi permis d'établir un projet de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés et aériens d'ENEDIS compatible avec les aménagements du projet du Boulevard Urbain Sud (section « Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse » - phase 1), et les travaux de réseaux correspondants ont pu démarrer.

Les travaux du Boulevard Urbain Sud devant se poursuivre sur la section comprise entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite (phase 2), les parties ont décidé de conclure, sur les mêmes principes que pour la phase 1, la présente convention cadre relative aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés et aériens d'ENEDIS. Cette convention concerne la section «Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite» du BUS ; les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée,

précise les modalités de réalisation de ces études et de leur prise en charge financière.

Leur finalité consiste en l'élaboration d'un projet de dévoiement et de protection des installations et réseaux d'ENEDIS, afin de les rendre compatibles avec la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux correspondants seront réalisés par le concessionnaire ENEDIS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite, il est nécessaire qu'ENEDIS approfondisse les études de déviation et de protection de ses installations et réseaux aériens et enterrés.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, conclue avec ENEDIS relative à la réalisation des études de déviation et de protection des installations et des réseaux aériens et enterrés d'ENEDIS, dans le cadre des travaux de la section « Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite » du projet du Boulevard Urbain Sud, à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 4581151084 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311 – Budget Territoire.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 005-282/18/CT

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement relative aux études et aux travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques d'Orange dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - Section - Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite - à Marseille 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements**
DIFRA 18/16500/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS).

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de

l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment ORANGE, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par ORANGE dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie des réseaux de communications électroniques situés dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

La réalisation du BUS nécessite donc le déplacement ou la protection d'une partie des réseaux de communications électroniques d'ORANGE, afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ORANGE doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses réseaux de communications électroniques, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant le démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud par sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, une première convention relative aux études de déplacement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE sur cette section du BUS (Phase 1) a été approuvée lors de la séance du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole et signée entre les parties le 24 octobre 2017.

Les études menées ont ainsi permis d'établir un projet de déviation et de protection des installations des ouvrages de communications électroniques d'ORANGE compatible avec les aménagements du projet du Boulevard Urbain Sud (section « Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse » - phase 1).

Les travaux de réseaux correspondants ont alors fait l'objet d'une convention entre les parties, approuvée lors de la séance du 15 février 2018 du Bureau de la Métropole, et ces derniers ont pu démarrer.

Les travaux du Boulevard Urbain Sud devant se poursuivre sur la section comprise entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite (phase 2), les parties ont décidé de conclure, sur les mêmes principes que pour la phase 1, la présente convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement relative aux études et aux travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE. Cette convention concerne la section «Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite» du BUS ; les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Le coût total des travaux correspondants a été évalué à 53 000,00 euros HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement des travaux de génie civil de déplacement des installations et des réseaux d'ORANGE qu'elle réalise en maîtrise d'ouvrage déléguée estimés à 42 000,00 euros HT.

ORANGE, en sa qualité d'occupant du domaine public routier, assure le financement des travaux de câblage de dévoiement de ses équipements de communications électroniques, évalués à 11 000,00 euros HT.

ORANGE supporte également financièrement la totalité des frais d'études engagés pour les travaux de dévoiements et de protection de ses ouvrages de communications électroniques sur cette section du BUS, estimés à 7 707,58 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement, ci-annexée, précise les modalités techniques, temporelles et financières de réalisation des études et des travaux à apporter aux réseaux de communications électroniques d'Orange nécessités par la réalisation du projet du Boulevard Urbain Sud, dans sa section comprise entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° VOI 002-2649/17/BM du 19 octobre 2017 du Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° VOI 003-3502/18/BM du 15 février 2018 du Bureau de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre le Chemin du Vallon de Toulouse et le Boulevard Sainte Marguerite, il est nécessaire qu'ORANGE approfondisse les études pour que soient déviés et protégés plusieurs réseaux de communications électroniques d'ORANGE ;
- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique, temporelle et financière, qu'ORANGE délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil de déplacement et de protection portant sur ses installations ;
- Qu'ORANGE demeure maître d'ouvrage des travaux de câblages correspondants ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et ORANGE participent respectivement à hauteur de 42 000,00 euros HT et de 18 707,58 euros HT aux études et travaux.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement, ci-annexée, conclue avec ORANGE relative aux études et aux travaux de déplacement des réseaux de communications électroniques d'ORANGE, dans le cadre des travaux de la section « Chemin du Vallon de Toulouse / Boulevard Sainte Marguerite » du projet du Boulevard Urbain Sud, à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 458115184 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311 – Budget Territoire.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 006-283/18/CT

■ **Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement d'études et de travaux portant sur l'aménagement du parking Saint-Pierre, de la place Camille Desmoulins et des rues attenantes sur la commune de Marignane**

DAEP 18/16498/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Commune de Marignane s'est engagée dans la mise en œuvre opérationnelle du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD). Ainsi, une convention partenariale, pour une durée de sept ans, a été signée le 2 février 2012 avec l'État, l'ANRU, l'ANAH, la Commune de Marignane, la Communauté Urbaine

de Marseille Provence Métropole devenue Métropole AMP, la Région, le Département, la Caisse des Dépôts, Action Logement.

Le centre ancien de Marignane se distingue par une très forte propriété foncière de la ville dans le cœur historique et par un ensemble de bâtiments presque intégralement vide et très dégradé.

Ce projet majeur doit permettre :

- De traiter durablement les problèmes liés à l'habitat : insalubrité structurelle, logements sociaux de fait, marchands de sommeil... Ce sont près de 362 logements qui doivent être traités sur les 7 ans du projet, selon différentes procédures (RHI, requalification d'îlots dégradés, OPAH, Bail à réhabilitation...),
- De remédier à la vacance (essentiellement sur les bâtiments communaux) en rénovant plus de 160 logements,
- De rénover les espaces publics pour créer des lieux de vie agréables et attractifs,
- De revitaliser le commerce en lien avec une opération FISAC,
- D'offrir des équipements publics de qualité.

Le projet urbain doit donc faire face à un double défi :

- Mettre en œuvre une opération de requalification globale complexe qui relève de l'habitat, des aménagements urbains, des commerces, des services à la population, pour redonner au centre-ville de Marignane le rôle qu'il doit tenir au niveau communal et au sein du bassin de vie dans lequel s'inscrit la Commune,
- Assurer la réalisation de ces opérations dans un temps suffisamment court et de manière stratégique pour pouvoir engager une dynamique forte et un retournement d'image. Ces quartiers devenant attractifs permettront aux habitants de revenir y vivre et aux commerces de s'y implanter.

En conséquence, le volet rénovation des espaces publics est un axe majeur du programme. La Métropole Aix-Marseille Provence constitue de ce fait un des principaux Maîtres d'ouvrage du programme.

Plusieurs opérations de rénovation d'espace public ont été réalisées (cours Mirabeau nord, Avenue Jean Jaurès nord, rue de Verdun, Parking Pilote Larbonne, Parking Camoin partie ouest, Parking Libération) ou sont en cours (centre ancien, Avenue Jean Jaurès Ouest).

Deux nouvelles opérations d'aménagement doivent passer en phase opérationnelle :

- Parking Saint-Pierre,
- Place Camille Desmoulins et rues attenantes (finalisation de la ceinture du centre ancien).

L'opération de requalification de ces espaces publics nécessite la passation d'une convention de transfert

temporaire de maîtrise d'ouvrage afin d'autoriser la Métropole Aix-Marseille Provence à réaliser les ouvrages qui relèvent de la compétence de la Commune.

Le coût prévisionnel de l'opération (valeur avril 2018) est de 1 498 550,00 euros HT, réparti de la façon suivante :

- 449 565,00 euros HT pour les travaux et études relevant de la compétence de la Commune.
- 1 048 985,00 euros HT pour les travaux et études relevant de la compétence de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'aménagement du parking Saint-Pierre et l'aménagement de la Place Camille Desmoulins et de ses rues attenantes ;

- L'importance de ces aménagements, en lien avec la requalification des bâtiments par les autres acteurs, permettant ainsi de rendre attractif le centre de Marignane.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, conclue avec la commune de Marignane, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement d'études et de travaux portant sur l'aménagement du parking Saint-Pierre, de la place Camille Desmoulins et des rues attenantes.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

PROX 007-284/18/CT

■ Approbation des conventions relatives aux protections acoustiques des bâtiments riverains des travaux de la Voie U430 entre le giratoire Audoli et le Boulevard de Saint Loup à Marseille 10ème arrondissement DIFRA 18/16473/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de vie du quartier Saint Loup, la Métropole, sous sa maîtrise d'ouvrage, a réalisé la voie U430. Il s'agit d'un boulevard urbain constitué d'une chaussée bidirectionnelle équipée de pistes cyclables et de cheminements piétonniers, le tout, bordé par un alignement d'arbres. L'inauguration a eu lieu en mai 2016.

En vertu de l'article R571-51 du Code de l'Environnement, il revient au maître d'ouvrage d'une infrastructure nouvelle de prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les nuisances sonores occasionnées par cette infrastructure à l'égard des bâtiments voisins. C'est pourquoi des conventions ont été passées avec les riverains pour la prise en charge des travaux d'isolation acoustique par la collectivité.

En 2010-2011, suite à la réalisation du premier tronçon, une première campagne d'indemnisation des logements situés entre le giratoire Audoli et la traverse Chanteperrix a conduit à la conclusion de 172 conventions entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et les propriétaires impactés par l'infrastructure créée.

Le principe d'une seconde campagne d'indemnisation a été approuvé sur le deuxième tronçon entre la traverse Chanteperrix et les boulevards de Saint Loup et de la Valbarelle par délibération VOI 004-3016/17/BM du 14 décembre 2017.

A cet occasion, le Bureau de la Métropole a approuvé des conventions types relatives aux modalités de règlement des dépenses entre la Métropole et les bénéficiaires de la protection acoustique.

Dans ce cadre, il convient d'approuver une première série de 16 conventions, selon les modèles approuvés par la délibération susvisée, pour un montant total à la charge de la Métropole de 182 583,67 euros TTC, à savoir :

- 11 conventions de délégations de paiement afin de payer directement l'entreprise réalisant les travaux
- 5 conventions mixtes prévoyant de plus le remboursement aux propriétaires des travaux déjà effectués.

Pour les 11 conventions de délégation de paiement et afin de satisfaire au Décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales l'entreprise désignée ci-dessous (2C 3T) deviendra au regard de ce décret mandataire du bénéficiaire de la subvention. A cet effet, le mandat de paiement devra être émis au nom du bénéficiaire désigné en annexe de la délibération attributive mais sur le compte bancaire du mandataire 2C3T.

L'entreprise intervenante qui sera réglée directement par la Métropole est :

Société : 2C3T
N°SIRET : 52415647800017

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, notamment l'article R 571-51
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3016/17/BM du 14 décembre 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de prendre en charge les aménagements de protection acoustique en façade des logements le long de la Voie U430.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le tableau récapitulatif ci-annexé recensant les premiers logements à conventionner.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est habilité à signer les premières conventions sur la base des modalités approuvées antérieurement au Bureau de la Métropole.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Opération n° 2010102100 – Nature : 4581101021 – Fonction : 851 – Sous politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 008-285/18/CT

■ **Approbation de la convention relative à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation d'une voie nouvelle au chemin des Aubagnens à Allauch en vue de desservir de nouveaux équipements publics**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 18/16413/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après..

L'opération consiste à créer une voie nouvelle depuis le chemin des Aubagnens au niveau du chemin du Cassaou sur la commune d'Allauch.

Elle permettra de desservir de nouveaux équipements publics (caserne des pompiers, centre technique municipal et cuisine centrale) et un bâtiment d'habitations de 44 logements.

La déclivité du terrain et l'emprise disponible nécessiteront la construction de murs de soutènement. De plus, les réseaux seront prévus pour permettre la viabilisation des différentes opérations.

A cette fin, les travaux comprennent l'extension de toutes les canalisations existantes. La réalisation de ces travaux nécessite un raccordement sur les réseaux publics existants.

En matière d'adduction d'eau potable, deux maillages sur les réseaux publics sont nécessaires ainsi que la reprise du branchement existant du Centre Technique Municipal. Ces prestations imposent la réalisation de travaux par le délégataire du contrat de Délégation de Service Public de l'Eau Potable. Pour réaliser ces derniers, l'article 62 du contrat 120221DSP prévoit qu'une convention soit signée lorsque le maître d'ouvrage de l'opération n'est pas la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial.

Elle a deux objectifs:

- garantir que la Direction opérationnelle effectuera les travaux conformément aux prescriptions du Délégataire
- préciser la nature des travaux à réaliser par le Délégataire dont le coût s'élève 13 618,52 euros TTC

Il convient, par conséquent, d'approuver la convention annexée avec la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM) afin de lui fixer les modalités de réalisation des travaux et la prise en gestion des ouvrages après réception du chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-602/14/CC du 19 décembre 2014 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour la création d'une voie nouvelle au quartier des Aubagnens à Allauch .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de créer une voie nouvelle au quartier des Aubagnens sur la commune d'Allauch pour desservir des équipements publics existants (Centre Technique Municipal) et à venir (cuisine centrale, caserne des pompiers) ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux d'adduction d'eau potable avec la SEMM.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention relative à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation d'une voie nouvelle au chemin des Aubagnens sur la commune d'Allauch en vue de desservir de nouveaux équipements publics

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 009-286/18/CT

■ Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16520/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de son Budget supplémentaire 2018, sont inscrites trois opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme respectives. Il s'agit de :

- l'opération n°2015106601 intitulé « DNL – MPM – Etudes de voirie », d'un montant initial de l'autorisation de programme arrêté à 4 123 201,83 Euros TTC, révisée à 4 127 201,83 Euros TTC (soit + 4 000 Euros TTC). Les crédits de paiements s'établissent à 860 000 Euros TTC pour l'année 2018.
- l'opération n°2015106607 intitulé « DNL – MPM – Acquisition de matériel pour la DPEPVC et la DPU Années 2015 à 2018 », d'un montant initial de l'autorisation de programme arrêté à 5 700 000 Euros TTC, révisée à 5 696 000 Euros TTC (soit - 4 000 Euros TTC). Les crédits de paiements s'établissent à 2 510 000 Euros TTC pour l'année 2018.
- l'opération n°2017106700 intitulé « Gignac-La-Nerthe – Aménagement accès nouvelle école Chemin des Minots », d'un montant initial de l'autorisation de programme arrêté à 1 000 000 Euros TTC, révisée à 1 300 000 Euros TTC (soit + 300 000 Euros TTC). Les crédits de paiements s'établissent à 20 000 Euros TTC pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération « Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence » dans les autorisations de programme 151141 et 171141 du programme 14.1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant total de 300 000 euros TTC des opérations d'investissement visées ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la révision et de l'affectation des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence » dans les autorisations de programme 151141 et 171141 du programme 14.1.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 010-287/18/CT

■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à l' Axe Littoral sens Nord-Sud à Marseille 2ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16492/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'opération Axe littoral sens Nord-Sud consistait notamment à démolir le viaduc autoroutier au droit des Docks et à construire le tunnel de la Joliette sous la voie des quais, jusqu'au tunnel sous le Vieux-Port, a permis la reconquête de la façade littorale notamment dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée,

Pour mener à bien cette opération structurante, par délibération n° VOI 4/218/B du 16 mai 2003, le Bureau de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a autorisé le lancement d'un appel d'offres restreint en vue de désigner un Maître d'Œuvre chargé des missions de conception et de suivi de réalisation de l'ouvrage.

Le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS ROUTE SCETAUROUTE / André MASCARELLI a été attributaire du marché.

A l'issue de l'exécution du marché, le titulaire a transmis au Maître d'Ouvrage un décompte final incluant des rémunérations complémentaires.

Une séance de conciliation s'est tenue au CCIRAL le 22 février 2018. A l'issue de cette séance, le CCIRAL a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel le protocole transactionnel prévoit un versement de 694 014,88 euros TTC.

Par délibération VOI 001-152/12/CC en date du 13 février 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la revalorisation de l'opération Euromed - Axe littoral Nord/Sud pour un montant de 15 000 000 euros faisant ainsi passer celle-ci à 150 000 000 euros TTC.

Par délibération FCT 001-557/12/CC en date du 26 octobre 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le vote du Budget Supplémentaire 2012 dans lequel l'opération Axe littoral Nord/Sud a été revalorisée pour un montant de 2 300 000 euros la portant à 152 300 000 euros TTC.

Ainsi, l'opération d'investissement n° 2006102400 Axe littoral Nord/Sud, d'un montant de 152 300 000 euros TTC inscrite au budget Territoire Marseille Provence enregistrée dans l'autorisation de programme n° 141082BP du programme 08 doit être révisée pour un montant de 350 000 euros. Cette revalorisation porte le montant final de l'opération à 152 650 000 euros, permettant le règlement du protocole transactionnel et le solde de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision portant le montant total à 152 650 000 euros TTC afin de permettre de solder cette opération d'investissement ;
- Qui convient de procéder à l'affectation de la révision portant l'opération au montant total de 152 650 000 euros TTC ;
- Qu'il est nécessaire à l'exercice budgétaire en cours d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Budget de Territoire – Approbation de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'Axe Littoral sens Nord-Sud à Marseille.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 011-288/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue des Catalans à Marseille 13007

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16516/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Emblème de la rade de Marseille, la Corniche Kennedy s'apprête à subir d'importants travaux de rénovation. La Métropole Aix-Marseille Provence

envisage, dans la continuité de ces travaux, d'aménager la rue des Catalans.

Le projet d'aménagement concerne la portion de voie située entre les carrefours du boulevard Charles Livon et de l'avenue de la Corse. Il implique la création d'une piste cyclable bidirectionnelle, la réorganisation des stationnements avec élargissement des trottoirs sur une surface de 4 000 m².

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106400 « Marseille 7ème – Aménagement de la rue des Catalans », pour un montant de 1 150 000 euros, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération «Budget supplémentaire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue des Catalans à Marseille 13007 » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue des Catalans à Marseille (13007)» dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 012-289/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue de la Caravelle à Marseille 13003

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16518/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de l'extension d' Euroméditerranée, prévoit la reconfiguration de la rue Caravelle, située dans le 3^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille.

Le projet de voirie envisagé (élargissement, rectification et nivellement) est justifié par plusieurs motifs d'intérêt général :

- Assurer la desserte inter-quartier par l'axe Anthoine — Caravelle — rue de Bellevue, vers l'A7 ;
- Maintenir la continuité végétale du parc Bougainville jusqu'à la mer, par la rue d'Anthoine ;
- Sortir la copropriété Bellevue de sa position d'oppidum ;
- Permettre la desserte correcte de logements et d'équipements nouveaux : immeubles Nexity Docks Libres, groupe scolaire Bougainville, école Ruffi, parc Bougainville ;

Il est envisagé en outre l'aménagement de l'esplanade Parc Bellevue et de l'extrémité de la rue Edouard Crémieux.

Ce projet concerne une surface totale de 10 300m² (voie Caravelle, esplanade Parc Bellevue et rue E. Crémieux)

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106500 « Marseille 3ème – Aménagement de la rue de la Caravelle », pour un montant de 4 600 000 euros, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération « Budget supplémentaire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue de la Caravelle à Marseille 13003 » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de la rue de la Caravelle à Marseille (13003) » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 014-290/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16512/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence souhaite procéder, en prévision de l'ouverture du futur groupe scolaire de Laure, à la rénovation et à l'aménagement de l'Allée de Laure sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

Cette opération permettra de requalifier l'allée sus-visée en réaménageant les trottoirs et la chaussée.

A cet effet, une opération d'investissement « Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe », pour un montant de 720 000 €, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget supplémentaire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget supplémentaire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de l'Allée de Laure à Gignac-la-Nerthe » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 015-291/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol à Gignac-La-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16515/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite ré-aménager un parking proche du groupe scolaire Pagnol sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

Cet aménagement permettra une meilleure accessibilité du site avec la création d'une piste cyclable et améliorera le stationnement (augmentation et rationalisation) en lien avec l'extension du groupe scolaire Pagnol.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106300 « Gignac-La-Nerthe – Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol », pour un montant de 480 000 euros, inscrite au budget supplémentaire enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol à Gignac-La-Nerthe » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement du parking Groupe Scolaire Pagnol à Gignac-La-Nerthe » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 016-292/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de l'impasse Bocoumajour à Carry-le-Rouet

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16514/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage d'aménager l'impasse Bocoumajour sur la commune de Carry-Le-Rouet.

Cette impasse, qui dessert l'avenue éponyme sur cette commune, fera l'objet d'une reprise globale de sa chaussée, avec mise en place d'une signalisation horizontale adaptée.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018106200 « Aménagement de l'impasse Bocoumajour à Carry-le-Rouet », pour un montant de 350 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération «Budget supplémentaire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de l'impasse Bocoumajour à Carry-le-Rouet » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement de l'impasse Bocoumajour à Carry-le-Rouet » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 017-293/18/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du carrefour Hermitage Montblanc, Mistral RD 908 sur la commune de Plan-De-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16522/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'objectif de cette opération d'investissement est l'aménagement d'un carrefour dangereux entre une route départementale, qui vient être transféré à MAMP, et une voie très étroite servant de bretelle de liaison entre les communes d'Allauch et de Plan de Cuques.

L'opération d'investissement n°2017102100 « Plan-de-Cuques – Carrefour Hermitage/Mont Blanc/Mistral (RD 908) » pour un montant de 500 000 euros TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 171141BP du programme 14 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du carrefour Hermitage Montblanc, Mistral RD 908 sur la commune de Plan-De-Cuques. »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement du carrefour Hermitage Montblanc, Mistral RD 908 sur la commune de Plan-De-Cuques ».

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 018-294/18/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'un parking au droit du futur groupe scolaire Les Peupliers sur la commune de Ceyreste

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 18/16526/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La commune de Ceyreste a pris en charge la construction d'une école au droit du rond-point Saint Antoine / Peupliers. Cette école devrait ouvrir pour la rentrée de septembre 2018.

Compte tenu de cet aménagement scolaire, la Métropole Aix-Marseille Provence a souhaité aménager un parking au droit du futur établissement scolaire. Ce parking public desservira les riverains et les parents d'élèves.

La surface à aménager est de 4 500m².

A cet effet, l'opération d'investissement n°2017101200 « Ceyreste – Création parking au droit futur groupe scolaire Les Peupliers » pour un montant de 1 000 000 euros TTC inscrite au budget Métropole et enregistrée dans l'autorisation de programme 171141BP du programme 14 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération «Budget Supplémentaire - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'un parking au droit du futur groupe scolaire Les Peupliers sur la commune de Ceyreste ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget Supplémentaire - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la création d'un parking au droit du futur groupe scolaire Les Peupliers sur la commune de Ceyreste »

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 019-295/18/CT

■ Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 18/16472/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 ; I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, la métropole Aix-Marseille Provence avait approuvé la création et l'affectation de l'opération d'aménagement relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat d'un montant de 7 750 000 euros TTC.

Cette autorisation de programme permettait la réalisation d'une première phase de travaux entre le rond-point Pons et le rond-point des Messageries Maritimes. Les études ont toutefois été menées sur la totalité des quais du port. Dans un souci d'homogénéité de traitement et de cohérence d'aménagement, il apparaît aujourd'hui opportun de réaliser une deuxième phase de travaux entre le rond-point des Messageries Maritimes et l'avenue Victor Giraud.

Les études opérationnelles plus avancées ont permis d'aboutir à un montant total de l'opération de 10 750 000 euros TTC.

L'opération d'investissement n° 2016102300 Requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat, d'un montant de 7 750 000 euros TTC inscrite au budget territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 161064BP du programme 06 du territoire Marseille Provence doit être révisée pour un montant de 3 000 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2016102300 de 7 750 000 euros TTC à 10 750 000 euros TTC.

Dans le cadre de cette requalification le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, propriétaire du Domaine Public Maritime, a rédigé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage tripartite avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEMIDEP. Cette convention a été signée le 23 novembre 2016.

Dans le cadre des compétences de chaque entité, il a été acté une répartition des financements lors du conseil du 18 mai 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM approuvant la création et l'affectation de l'opération d'aménagement relative à la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 10 750 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qui convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 10 750 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le Budget du Territoire - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la requalification du Port-Vieux de la Ciotat.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 020-296/18/CT

■ Demande de subvention relative à l'opération - requalification du Cours Lieutaud à Marseille -

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16474/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 ; I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Cours Lieutaud forme, avec le boulevard Garibaldi, un axe majeur du centre-ville de Marseille, reliant, du nord au sud, la Canebière au boulevard Baille.

Les multiples dysfonctionnements constatés (saturation automobile, inconfort des cheminements piétons, stationnement anarchique), ont mis en évidence la nécessité d'une requalification de l'axe avec les objectifs suivants :

- Assurer un écoulement satisfaisant de la circulation par une réduction du profil de voirie, rendu possible par la mise en service de la rocade L2, intégrant un traitement qualitatif des deux grands carrefours intermédiaires (Cours Julien et boulevards Thurner et Salvator);

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Créer un alignement d'arbres sur chaque rive ;
- Offrir des itinéraires continus pour les modes doux et des cheminements piétons plus confortables;
- Organiser un stationnement unilatéral rationnel, intégrant des aires de livraison et des emplacements pour les deux roues ;
- Mettre en valeur le patrimoine bâti remarquable, notamment par un projet de mise en lumière.

Le projet prévoit sur la majorité du Cours Lieutaud une réduction du profil de voirie à 2x1 voies, au profit d'un élargissement des trottoirs. Une bande d'usage en rive de trottoir accueille les activités commerciales, le stationnement et certaines fonctions urbaines (propreté, éclairage). Des itinéraires cyclables continus sont prévus sur la totalité de l'axe.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13 333 333 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	9 000 000€HT
Métropole AMP	4 333 333€HT
Total financement	13 333 333€HT

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 003-2844/17/CM affectant l'opération 2015108500 relative à la requalification du cours Lieutaud à Marseille ;
- La lettre de saisine de Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 021-297/18/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - requalification de la Rocade du Jarret à Marseille -**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16479/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 ; I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La rocade du Jarret constituée des boulevard Maréchal Juin, François Duparc, Sakakini et Jean Moulin est issue de la couverture du ruisseau du Jarret réalisée entre 1955 et 1968. Cet axe constitue à ce jour l'unique itinéraire de contournement du centre-ville de Marseille.

Sur plus de 4km, ses caractéristiques (2 x 3 voies de circulation) apparaissent peu adaptées au regard des fonctions qu'elle assure, à travers un environnement urbain très dense.

La réalisation de la rocade L2 prévue pour fin 2018, permettra de limiter le trafic de transit actuellement supporté par cet axe notamment le trafic de poids-lourds. Une fois l'allègement de trafic opéré, la requalification du Jarret pourra être entreprise suivant un parti d'aménagement plus urbain.

Le Plan de Déplacement Urbain approuvé par MPM le 28 juin 2013 prévoit par ailleurs la requalification du Jarret en Boulevard Urbain Multimodal dont l'objectif est de garantir une circulation des véhicules fluide, une circulation efficace des transports en commun, des aménagements cyclables continus et des espaces publics de qualité.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 60 000 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	41 000 000€HT
Métropole AMP	19 000 000€HT
Total financement	60 000 000€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC approuvant le principe de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille ;
- La délibération VOI 017-784/15/CC affectant l'opération 2015108500 relative à la requalification de la rocade du Jarret ;
- La lettre de saisine de Président de du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative à la requalification de la Rocade du Jarret à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 022-298/18/CT

■ Approbation d'une offre de concours avec la Société Auchan Hypermarché France pour l'amélioration des conditions d'accès au centre commercial Saint Loup depuis le Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement DIFRA 18/16524/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S) entre la traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a délivré l'arrêté d'Utilité Publique des travaux du B.U.S le 08 septembre 2016.

La section du B.U.S entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon comprend une succession de trois tranchées couvertes sur environ 1km, dont les travaux vont prochainement être engagés.

Le centre commercial Auchan Saint-Loup est impacté par le projet du B.U.S par la suppression de l'accès depuis le rond-point Charles Haddad.

La société Auchan a fait réaliser plusieurs études, concluant dans certaines hypothèses, à des difficultés dans l'écoulement du trafic aux abords du centre commercial. Certaines dispositions techniques étaient ainsi envisagées pour améliorer le fonctionnement : création de deux bretelles d'accès depuis les tranchées couvertes du B.U.S, aménagement de carrefours, élargissements ponctuels de rues.

Par délibération VOI 003-2650/1BM du 19 octobre 2017, la Métropole a accepté que la société Auchan approfondisse les études de ces ouvrages dans le cadre d'une convention d'étude.

Conformément à l'article 7 de la convention d'études, il est convenu que la Métropole réalisera sous sa maîtrise d'ouvrage la bretelle de sortie du B.U.S, les modalités et la prise en charge financière par Auchan sont définies dans la présente offre de concours

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- La délibération VOI 003-2650/1BM du 19 octobre 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Considérant qu'il est nécessaire de créer une bretelle de sortie en vue d'améliorer l'accès au centre commercial Auchan Saint-Loup depuis le Boulevard Urbain Sud.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'offre de concours ci-annexée, conclue avec la société Auchan France, pour l'amélioration des accès au centre commercial Auchan Saint-Loup depuis le Boulevard Urbain Sud.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette offre de concours

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 023-299/18/CT

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille -**

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 18/16480/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 ; I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de requalifier les espaces publics du centre-ville de Marseille dans la dynamique initiée par le projet Vieux-Port mis en œuvre pour 2013. Ainsi, plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est mis en place. La présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 50 000 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département : Subvention sollicitée	32 000 000€HT
Métropole AMP	18 000 000€HT
Total financement	50 000 000€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM affectant l'opération n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La lettre de saisine de Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 024-300/18/CT

■ Ambition Centre Ville

Lancement de la concertation préalable pour la requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16529/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans la continuité des aménagements réalisés dans le centre-ville de Marseille (Vieux-Port, rue de Rome, partie basse de la rue Paradis...), la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence ont décidé de poursuivre la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation «Ambition Centre-Ville», afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-ville » et vise à poursuivre la requalification des espaces publics du centre-ville sur la base des éléments de programme suivants :

- Piétonniser la Canebière,
- Restructurer la gare de bus Bir Hakeim dans la perspective d'accueillir un parc électrique,
- Mettre en œuvre une piétonnisation progressive de l'hyper-centre,
- Améliorer la place accordée aux vélos au sein de l'espace public,
- Retrouver une unité d'ensemble et une cohérence de traitement des espaces publics,
- Envisager des plantations sur les nouveaux aménagements en s'adaptant aux contraintes et restaurer les espaces arborés.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, le Département des Bouches-du-Rhône a décidé d'être partenaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en s'engageant sur un financement à hauteur de 32 000 000 euros HT pour un coût total du projet estimé à 50 000 000 euros HT.

La réalisation des études de maîtrise d'œuvre a été confiée au groupement INGEROP Conseil et Ingénierie/Michel DESVIGNE Paysagiste / TANGRAM architectes.

Le marché a été notifié en février 2018 et les études sont actuellement en cours.

Au regard de l'avancement de l'opération, et conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, il convient désormais de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de la concertation,
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux du siège institutionnel de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que dans les mairies de secteur concernées.

Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme supports plusieurs panneaux de présentation. Un registre destiné à recueillir les remarques et suggestions sera mis à la disposition du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant soumettra le bilan de celle-ci à l'approbation du Conseil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le programme synthétique de l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et l'affectation de l'opération d'investissement correspondante.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de lancer la procédure de concertation préalable pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la concertation préalable pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de concertation suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de la concertation,
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux du siège institutionnel de la Métropole Aix-Marseille Provence ainsi que dans les mairies de secteur concernées :

La concertation sera annoncée par voie de presse et utilisera comme supports plusieurs panneaux de présentation. De plus, un registre destiné à recueillir les remarques et suggestions sera mis à la disposition du public.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement et au déroulement de la concertation ainsi qu'à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 025-301/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 9 au procès-verbal de transfert initial n° 02/1052 des voies avec la Ville de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 18/16416/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7.I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole.

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des Communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 Communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique appartenant aux 18 communes membres.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de Marseille doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Monsieur le Président à signer l'avenant n°9 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02/1052 portant :

-sur une portion de la rue de La Largade (13015 – quartier la Viste), située entre deux voies transférées, avenue de La Viste et rue de l'Eissero, à ajouter au procès-verbal pour une longueur de 242 mètres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La délibération N°17/2346/UAGP du 11 décembre 2017 de la Ville de Marseille portant approbation de l'avenant n°9 au procès verbal de transfert du domaine public routier de la commune de Marseille n°02/1052.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont transférés de plein droit en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire ;
- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1052, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'approbation de l'avenant n°9, ci-annexé, au procès-verbal n° 02/1052 constatant l'ajout de la voie :

- Portion de la rue de La Largade, située entre l'avenue de La Viste et la rue de l'Eissero- 13015

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 026-302/18/CT

■ Délégation de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille- Provence sur le territoire de la Ville de Marseille - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

Avis du Conseil de Territoire DRM 18/16542/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel,

l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Par délibération n°VOI 005-2846/17/CM du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous forme d'un affermage pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'une durée de 5 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 19 décembre 2017 au BOAMP et le 21 décembre 2017 à la Provence.

L'avis de publicité fixait au 31 janvier 2018, 16 heures 30, la date limite de réception des candidatures et des offres.

Un pli a été réceptionné dans les délais impartis émanant de la société GIBBES PHARO.

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie le 1er février 2018 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Après vérification des différents documents composant le dossier de candidature, il a été constaté que le pli remis le 31 janvier 2018, par la société GIBBES PHARO comportait un certificat délivré par l'URSSAF en date du 22 février 2016 attestant du versement de cotisations et contributions sociales et de fourniture de déclarations des candidats attributaires d'un marché public au 31/12/2015, périmé.

Un nouveau document a ainsi été demandé à la société GIBBES PHARO attestant qu'elle est en règle au regard de ses obligations sociales au plus tard à la date du 31 juillet 2017, par un courrier en date du 8 février 2018, avec une date limite de remise fixée au 16 février 2018. La société GIBBES PHARO a régularisé sa candidature dans les délais impartis

La commission s'est réunie le 1er mars 2018 en vue de sélectionner la candidature et procéder à l'ouverture de l'offre. Elle a retenu que la candidate respectait les obligations d'emploi des travailleurs handicapés et qu'elle offrait par ailleurs des garanties professionnelles et financières satisfaisantes la

rendant apte à assurer la continuité du service public d'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence, ainsi que l'égalité des usagers devant ce service public. La Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture de l'offre.

Après analyse détaillée, la Commission de Délégation de Service Public a rendu son avis sur l'offre lors de sa séance du 13 avril 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec le candidat sus-désigné.

Le rapport joint en annexe du projet de délibération du Conseil de la Métropole, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la société GIBBES PHARO.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 5 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de Délégation de Service Public confie à l'attributaire l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille, à ses risques et périls, le délégataire se rémunérant par la perception des tarifs sur les usagers.

Les tarifs sont listés en annexe du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. Le délégataire verse annuellement à la Métropole une redevance annuelle proportionnelle au chiffre d'affaires global hors taxe.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport établi conformément à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, ci-annexé, il sera proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L’ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 005-2846/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant le principe d’une délégation de service public pour l’enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l’article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l’exécutif et l’économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 octobre 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d’Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation du choix de la société GIBBES PHARO en qualité de délégataire de service public pour l’enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence et sur l’approbation du contrat de délégation de service public sous forme d’affermage établi

pour une durée de cinq ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

DELIBERE

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l’approbation du choix de la société GIBBES PHARO en qualité de délégataire de service public pour l’enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence et sur l’approbation du contrat de délégation de service public sous forme d’affermage établi pour une durée de cinq ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 027-303/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCADIS ESG/SMM/EGIS France/André MASCARELLI concernant le marché n°04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception et le suivi de réalisation du tunnel Joliette à Marseille 2ème arrondissement**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16487/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a assuré la Maîtrise d’Ouvrage du projet de l’Axe Littoral sens Nord-Sud à Marseille (2ème arrondissement).

Cette opération, consistant notamment à démolir le viaduc autoroutier au droit des Docks et à construire le tunnel de la Joliette sous la voie des quais, jusqu’au tunnel sous le Vieux-Port, a permis la reconquête de la façade littorale notamment dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée,

Pour mener à bien cette opération structurante, par délibération n° VOI 4/218/B du 16 mai 2003, le Bureau de la Communauté urbaine de Marseille avait autorisé le lancement d’un appel d’offres restreint en vue de

désigner un Maître d'Œuvre chargé des missions de conception et de suivi de réalisation de l'ouvrage.

Le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS ROUTE SCETAUROUTE / André MASCARELLI a été attributaire du marché n°04/021 notifié le 27 février 2004 pour un forfait provisoire de rémunération égal à 3 109 600,00 euros HT.

A l'issue des études d'Avant-Projet, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux a été déterminée. Dès lors, après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, conformément aux dispositions de l'article 19 III du Code des marchés publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, le forfait définitif de rémunération a été arrêté par Avenant n°1, en date du 10 mars 2008 au montant de 3 759 009,00 euros HT.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un Avenant n°2 au marché a été conclu avec le groupement en date du 20 décembre 2010, afin de rémunérer les prestations complémentaires de Maîtrise d'Œuvre et modifier les délais d'exécution des missions VISA, ACT et AOR de l'opération pour assurer une cohérence de ces délais avec les marchés de travaux correspondants.

Ainsi, le forfait de rémunération du Maître d'Œuvre s'établissait à 4 567 063,44 euros HT.

Par avenant N°3 notifié le 13 mars 2012, il a été acté que la société EGIS France se substituait dans tous les droits et obligations à la société EGIS ROUTE SCETAUROUTE, cotraitant du groupement de maîtrise d'œuvre.

Le 28 octobre 2013, le titulaire a transmis au Maître d'Ouvrage son projet de décompte final qui établissait un montant de la rémunération à 5 846 757,44 euros HT hors révisions, et qui incluait un montant de rémunération complémentaire s'élevant à 1 279 694,00 euros HT, hors révision de prix.

Par ordre de service n°14 du 28 novembre 2013, le Pouvoir Adjudicateur a rejeté le projet de Décompte Final et a notifié le Décompte final modifié portant le montant de la rémunération à 4 567 063,44 euros HT, hors révisions.

L'exposé des réserves a été développé par le groupement de Maîtrise d'œuvre dans un mémoire en réclamation remis à la Maîtrise d'Ouvrage dans un délai de 45 jours à compter de la date de réception de l'O.S. susvisé.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-PI, l'absence de décision de la personne publique dans un délai de deux mois compté à partir de la réception du mémoire de réclamation vaut rejet de la réclamation. En vertu de l'article 40.2 du CCAG-PI, le rejet implicite de cette réclamation a conduit le groupement de Maîtrise

d'Œuvre à saisir le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille (CCIRAL) le 2 juin 2015 au titre de l'indemnisation demandée pour un montant de 1 647 594,88 euros HT (révisions de prix inclus).

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 13 avril 2017, analysant les prétentions du Titulaire et concluant au rejet partiel de la réclamation.

Conformément aux dispositions prévues par le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, après instruction contradictoire de la réclamation et suite à l'audience du 22 février 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 16 mars 2018, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI d'une somme de 580 280 euros HT soit 694 014,88 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 28 901 euros.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 1 647 594,88 euros HT à 580 280 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement

amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre du tunnel Joliette à Marseille ;
- La réclamation présentée par le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI le 2 juin 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 22 février 2018 notifié à la Métropole le 16 mars 2018 concernant l'affaire n° 2015-23 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°04-021 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°04-021, et entraîne que le groupement de maîtrise d'oeuvre renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCADIS ESG/SMM/EGIS France/André MASCARELLI concernant le marché n°04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception et le suivi de réalisation du tunnel Joliette à Marseille 2ème arrondissement.

PROX 028-304/18/CT

■ **Approbation du principe d'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification de la promenade Port-Vieux de La Ciotat**

Information du Conseil de Territoire DIFRA 18/16462/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct, dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une procédure expérimentale sur le territoire de La Ciotat en souhaitant porter des projets structurants et transversaux de compétence métropolitaine sur un territoire communal.

Dans ce contexte, la requalification du Port-Vieux a été identifiée comme un enjeu pour le développement de la commune permettant ainsi d'élargir son rayonnement comme commune littorale.

Au vu des enjeux économiques, le Conseil de la Métropole a approuvé par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, le principe de requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat.

Par délibération VOI 001-3614/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux la Ciotat.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux qui seront réalisés sur la promenade du Port-Vieux de la Ciotat, suivant le périmètre d'intervention joint à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 029-305/18/CT

■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire DAJA 18/16538/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Quatre dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à **6 635.42 euros** (six mille six cent trente-cinq euros et quarante-deux centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- Copropriété 103 bd Baille – sinistre du 4 janvier 2018 – Montant : 1 262.64 euros,
- M. PASTOR Erick – sinistre du 31 mars 2016 – Montant : 746.40 euros
- M. BIBOLINI Bruno – sinistre du 19 mars 2017 – Montant : 3 893.80 euros

- Mme CHAPLAIN Elise – sinistre du 26 novembre 2017 – Montant : 732.58 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 030-306/18/CT

■ Approbation d'une convention avec la Société Eaux de Marseille Métropole pour les travaux de déviation du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement DIFRA 18/16452/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des déviements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par la SEMM dans le périmètre de l'opération, il est apparu qu'une partie du réseau public de distribution d'eau était impactée par la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux du BUS nécessitent donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau public de distribution d'eau, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés. La maîtrise d'ouvrage de ces travaux de réseaux réalisés à l'avancement des travaux de génie-civil et de voirie du BUS est portée par la Métropole.

Dans le cadre des dévoiements liés au BUS, les nouveaux réseaux d'eau créés seront intégrés au domaine public de la Métropole. Ainsi, conformément aux termes du contrat de Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable, une convention doit être établie entre le maître d'ouvrage et le Délégataire (SEMM) pour préciser les conditions techniques d'exécution des travaux, les modalités du contrôle exercé par la SEMM, et les modalités de paiement des raccordements aux réseaux publics existants réalisés exclusivement par le Délégataire aux frais du maître d'ouvrage.

Les travaux de la première tranche du BUS ont démarré depuis Octobre 2017 avec le lancement du marché de génie-civil des tranchées couvertes entre l'échangeur Florian et le boulevard Verdillon ; la présente convention ne porte que sur cette section du projet. Les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

La présente convention concerne donc les réseaux neufs d'eau potable ci-dessous qui seront posés par le maître d'ouvrage puis intégrés dans le périmètre de la Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable :

- 100 ml de conduite fonte DN 300 mm (Romain Rolland)
- 95 ml de conduite fonte DN 200 mm (Pont de Vivaux)
- 70 ml de conduite fonte DN 150 mm (Achille Marcel)
- 45 ml de conduite fonte DN 200 mm (Verdillon)

Sur la présente section du BUS, le coût total, à la charge de la Métropole, des travaux de raccordement sur les réseaux d'eau existants s'élève à 116 770,91 TTC en valeur de base au 01/01/2014. Ce montant sera actualisé à la date effective de réalisation des travaux. Ces raccordements étant induits par des dévoiements liés à la création du BUS, ils sont pris en charge par la Métropole sur les crédits de l'opération du BUS.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle de réalisation des travaux d'eau potable sur des ouvrages incorporés ultérieurement au service public délégué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération du Boulevard Urbain Sud.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux du Boulevard Urbain Sud entre l'échangeur Florian et le boulevard Verdillon nécessitent le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau public de distribution d'eau ;
- Que la maîtrise d'ouvrage de ces travaux est portée par la Métropole ;
- Que les nouveaux réseaux créés seront intégrés au domaine public de la Métropole et incorporés dans le périmètre de la Délégation du Service Public de l'Eau Potable.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec la Société Eau de Marseille Métropole relative au dévoiement ou à la modification des réseaux publics de distribution d'eau impactés par les travaux du Boulevard Urbain Sud sur la section comprise entre l'échangeur Florian et le boulevard Verdillon à Marseille (10^{ème} arrondissement).

Le montant des travaux de raccordement sur les réseaux existants à la charge de la Métropole est de 116 770,91 TTC en valeur de base au 01/01/2014, actualisable à la date effective de réalisation des travaux.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 - Nature : 458115184 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311 – Budget Territoire.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 031-307/18/CT

■ **Approbation d'une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable DN 600 dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement**

DIFRA 18/16488/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de l'opération à compter du 1er janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8ème, 9ème et 10ème arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n°2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception du projet, la Métropole, au titre de sa compétence Eau, et son délégataire la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), ont informé le maître d'œuvre du BUS que la création d'un FEEDER DN 600 mm était envisagée le long du tracé du B.U.S. en vue de la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Marseille. En effet, conformément au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Territoire Marseille Provence, la création d'un feeder DN 600 mm sur le tracé du BUS permettrait de renouveler les maillages anciens et sous dimensionnés des feeders de l'étage 1 Sud du réseau de distribution d'eau de Marseille.

Dès lors, il a été convenu que ces travaux seraient réalisés concomitamment à ceux de la voirie afin d'éviter la détérioration d'une chaussée récente. Les crédits d'investissement correspondant à ces travaux sont impactés sur le budget annexe de l'Eau de la Métropole. Ainsi, par délibération DEA 014-3322/17/CM le Conseil de la Métropole dans sa séance du 14 décembre 2017 a approuvé la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour la pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS).

La pose du feeder DN 600 mm sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement des travaux routiers. Elle est comprise dans le périmètre des marchés de Voirie et Réseaux Divers du BUS, selon la répartition suivante :

- Marché M3 : Ouvrage d'Art sur l'Huveaune (boulevard Mireille Lauze)
- Marché M1 : Secteur rue d'André Bardon /boulevard Romain Rolland

- Marché M6 : Secteur boulevard Romain Rolland / rue Verdillon
- Marché M4 : Secteur rue Verdillon /Chemin du Vallon de Toulouse
- Marché M5 : Secteur chemin du Vallon de Toulouse / boulevard Sainte Marguerite

Les réseaux d'eau créés seront intégrés au domaine public de la Métropole. Ainsi, conformément aux termes du contrat de Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable, une convention doit être établie entre le maître d'ouvrage et le Délégitaire (SEMM) pour préciser les conditions techniques d'exécution des travaux, les modalités du contrôle exercé par la SEMM, et les modalités de raccordement aux réseaux publics existants réalisés exclusivement par le Délégitaire aux frais du maître d'ouvrage.

La présente convention concerne les réseaux neufs d'eau potable qui seront posés par la Métropole puis intégrés dans le domaine public communautaire au fur et à mesure de l'avancée de la section du BUS comprise entre le boulevard Mireille Lauze et le boulevard de Sainte Marguerite, à savoir la pose de 3000 ml de conduite fonte DN 600 mm.

Les raccordements sur le réseau public existant seront réalisés au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Les travaux de raccordement feront l'objet de plusieurs avenants à la présente convention.

Sur la présente section du BUS, le contrôle du délégataire sera réalisé gratuitement conformément aux termes du contrat de Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle des travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable DN 600 mm qui sera incorporé ultérieurement au service public délégué de l'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la Déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° DEA 014-3322/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour la pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Marseille nécessite la création d'un FEEDER DN 600 mm de maillage utilisant le tracé du B.U.S conformément au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable du Territoire Marseille Provence ;
- Que les travaux de création du FEEDER DN 600 mm sont intégrés aux marchés du BUS dont la maîtrise d'ouvrage est portée par la Métropole ;
- Que les nouveaux réseaux créés seront intégrés au domaine public de la Métropole et incorporés dans le périmètre de la Délégation du Service Public de l'Eau Potable.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation d'une convention avec la Société Eau de Marseille Métropole pour les travaux d'extension du réseau FEEDER d'eau potable DN 600 dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud à Marseille 10ème arrondissement.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous politique F160 – natures 2031 et 2315.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 033-308/18/CT

■ Ajustements des opérations budgétaires travaux pluviaux et études, travaux et aménagements pluviaux dans le cadre du budget supplémentaire 2018

Information du Conseil de Territoire DEASV 18/16489/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du budget supplémentaire 2018, il est proposé d'ajuster les montants de deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	TRAVAUX PLUVIAUX GR	3 500 000	+ 280 000	3 780 000
F180	2015100100 (ancienne 2015/00001)	CT	Etudes et Travaux Aménagements Pluviaux	1 500 000	-280 000	1 220 000
TOTAL F180				5 000 000	0	5 000 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 024-708/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'approbation de l'affectation d'une opération générique nouvelle liée au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération DEA 001-3649/15/CM du 22 mars 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille-Provence .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur les ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue des ajustements des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille-Provence

PROX 034-309/18/CT

■ Cession des actions détenues par la Ville de Marseille au sein de la Société du Canal de Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 18/16521/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Société du Canal de Provence (SCP) est une Société d'Aménagement Régional (SAR) créée en 1959 qui est investie d'une mission générale pour l'aménagement hydraulique de la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

Sa concession principale, conclue avec l'État jusqu'en 2038 a fait l'objet d'un transfert à la Région en 2009 à la faveur d'une possibilité offerte par la Loi de décentralisation de 2004. Ceci fut acté après accord de tous les actionnaires, le Conseil Régional est donc à ce jour autorité concédante principale de cette Société.

La Ville de Marseille y est actionnaire historique à hauteur de 18,239 % et dispose de droit de vote au sein de son Conseil d'Administration. Cependant, alors qu'elle était jusqu'en 2001 compétente en matière d'eau potable sur son territoire, le transfert de cette compétence à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, puis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016, conjugué au remboursement en 2009 des avances qui avaient été antérieurement consenties à la SCP par la Ville de Marseille, minimisent l'enjeu stratégique pour la Ville de Marseille du maintien en son nom propre de cet actionnariat.

Par contre, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais compétente en matière d'eau potable, est pour sa part fortement intéressée. Un rapprochement a donc eu lieu en vue d'une cession des parts de la Ville de Marseille à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une évaluation à la valeur nominale de l'actionnariat a permis de fixer, en accord avec le cessionnaire, le prix de vente des 45 019 actions de la Ville à 686 090,00 euros (soit 15,24 euros l'action).

Aucun droit de préférence ni aucun agrément préalable du cessionnaire n'étant prévus dans les statuts pour les actions détenues par les collectivités locales, cette vente n'est soumise à aucune formalité spécifique. Elle emportera suppression des deux sièges d'administrateur et du siège de censeur de la Ville de Marseille au sein du Conseil d'Administration et transfert de ces sièges au nouvel actionnaire, permettant ainsi à la Métropole d'être directement impliquée dans la gestion de la ressource en eau de son territoire.

A cet effet, il revient donc au Conseil de Métropole de désigner les deux membres administrateurs et un membre censeur, sur proposition du Président de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la cession des actions détenues par la Ville de Marseille au sein de la Société du Canal de Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération relative à la cession des actions détenues par la Ville de Marseille au sein de la Société du Canal de Provence à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PROX 035-310/18/CT

■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets - loi Oudin-Santini - 2017/2018 - Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions

Information du Conseil de Territoire DGECE 18/16509/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu que la Société Eau de Marseille Métropole verse une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement».

Grâce à ce fonds, la Métropole et son délégataire de l'eau, la Société Eau de Marseille Métropole, souhaitent mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par délibération n°DEA 013-2831/17/CM, la Métropole a lancé le 19 octobre 2017 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Fortement impliqué dans le développement de la coopération internationale, en particulier via le dispositif Oudin-Santini, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a décidé de s'engager aux côtés de la Métropole AMP et de son délégataire.

Ainsi, il a été décidé de créer un « Guichet Unique » permettant aux structures de solidarité internationale de déposer leurs demandes de financement.

20 dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 31 janvier 2018. Le montant total des projets s'élève à 4 897 779,12 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 2 016 947,08 €.

Le jury, composé de 10 membres (3 représentants des élus, 4 représentants de l'administration, 2 représentants de la SEMM et 1 représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 30 mai 2018. 9 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 500 641.60 euros, soit 17% du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 10/5331/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération n°DEA 013-701/16/CM du 30 juin 2016 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La décision du jury en date du 30 mai 2018.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets : Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini et l'approbation des conventions de partenariat afférentes.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau ».

PROX 036-311/18/CT

■ **Mise en application du schéma Métropolitain des Déchets - Approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence, de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification**

Information du Conseil de Territoire DRSDP 18/16370/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté-ci après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver la délibération ci-après :

Par délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017, le conseil métropolitain a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets en soulignant :

- en termes de prévention de déchets, la priorité à établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires avec la mise en place de la redevance spéciale, avec notamment les effets attendus de réduction des tonnages pris en charge par la collectivité,
- en termes de valorisation matière et organique, la nécessité de recentrer les flux des professionnels vers des équipements professionnels qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin,
- en termes de principes généraux, la recherche d'optimisations financières et de recettes supplémentaires.

La redevance spéciale est l'une des orientations majeures retenues pour les déployer. Instaurée sur le territoire de la Ville de Marseille en 1995, transférée à la Communauté urbaine qui l'a étendue en 2010 à tout son territoire, puis maintenue par la Métropole, avec le transfert de la compétence collecte et traitement des déchets, elle sera amenée à s'étendre à tout le territoire métropolitain en application de la délibération précitée.

Ce dispositif s'appuie sur le principe essentiel de responsabilité des producteurs de déchets tels que les commerçants, artisans, établissements publics ou privés, professionnels divers (quelle que soit leur forme juridique) affirmé par le code de l'Environnement. Activités de production ou de

service, établissements hospitaliers, scolaires, sociaux, ou sportifs, administrations... sont responsables de l'élimination de leurs déchets au sens de son article L541-2 et sont des acteurs incontournables de la propreté de nos territoires.

Les communes ou leurs groupements assurent la collecte et l'élimination des déchets autres que ceux produits par les ménages, définis par décret, qu'elles peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions techniques particulières. (cf art L2224-14 CGCT).

Le service d'enlèvement des ordures ménagères est financé par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères dont l'assiette est la valeur locative des locaux occupés.

Lorsqu'une collectivité assure, en plus de la collecte des déchets ménagers, la collecte et le traitement des déchets non ménagers, mais assimilables aux déchets ménagers, elle peut mettre en place une redevance spéciale pour financer ce service conformément à l'article L-2333-78 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aujourd'hui, en application des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, la gestion des déchets assimilables des activités présentes sur le territoire de Marseille Provence appelle à la mise en place d'un nouveau dispositif, pour en améliorer la gestion et s'adapter au contexte réglementaire et environnemental qui a connu de nombreuses évolutions ces dernières années. Cette action publique volontariste permettra de :

- développer une politique environnementale poursuivant les objectifs de :
 - favoriser l'émergence de nouveaux comportements et solutions éco responsables en encourageant de toutes les façons possibles :
 - la réduction et la valorisation des déchets, et pour cela l'accroissement de l'offre privée de collecte, tri, recyclage, valorisation, à travers un dispositif public incitatif
 - le respect de l'espace public.
 - appliquer le principe du « pollueur-payeur », en ciblant notamment les entités les plus productrices de déchets sur les 180 000 déclarées sur le territoire de Marseille Provence,

- fixer les règles égalitaires et opposables à tous en contrepartie des services rendus, conformément au dispositif réglementaire, et notamment de :

- harmoniser sur l'ensemble du territoire l'application d'un nouveau dispositif, en appliquant des forfaits automatiques en fonction de la quantité de déchets produits, basée sur la nature de l'activité, et le nombre de salariés.
 - Définir à 13 860 litres hebdomadaires, le seuil haut des prestations au-delà duquel Marseille Provence estime devoir mettre en œuvre des sujétions techniques particulières qui n'entrent pas dans le champ de ses compétences. Les moyens de collecte libérés seront redéployés pour améliorer la qualité du service rendu aux ménages et autres usagers du service.
 - viser l'exhaustivité et l'égalité de traitement des producteurs ou détenteurs de déchets assimilés, en leur demandant d'apporter la preuve qu'ils font appel à une société privée de collecte et de recyclage pour pouvoir sortir partiellement ou totalement du dispositif de facturation automatique.
 - prendre en compte par une bonification, les efforts des producteurs ou détenteurs de déchets qui remettent et entretiennent leurs bacs, en préservant ainsi la propreté des espaces publics,
 - prendre en compte les efforts collectifs d'amélioration de la gestion des déchets, d'une part en appliquant une révision tarifaire basée sur les coûts réels du service, d'autre part en procédant régulièrement à de nouvelles caractérisations pour faire évoluer les grilles déterminant les forfaits applicables en fonction de la nature des déchets et du nombre de salariés,
- intégrer la recommandation n°6 de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport publié en juillet 2016 poursuivant les objectifs de :
- assurer l'exhaustivité du fichier des redevables et réévaluer le tarif pour couvrir le coût du service.

Pour atteindre ce dernier objectif, le prix au litre évalué sur la base des coûts issus du rapport annuel sur le prix et la qualité du service de collecte est rapporté à chaque forfait. Les grilles de tarification sont annexées à la présente délibération.

Le déploiement de ce nouveau dispositif réclame des moyens de gestion modernes, devra s'ouvrir sur le monde économique et ses représentants et s'appuyer sur une campagne de communication d'envergure afin d'en expliquer les enjeux.

Afin de permettre d'en décliner tous les aspects et de préparer du mieux possible les différentes phases, il est proposé d'en approuver dès à présent les principes fondateurs à travers :

- la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, et notamment de ses articles relatifs aux déchets assimilables aux déchets ménager posant les principes de gestion de ces déchets opposables à l'ensemble des professionnels du territoire Marseille Provence,
- la refonte du règlement de la redevance spéciale, précisant les modalités applicables aux professionnels assujettis à la redevance spéciale
- l'approbation de la tarification en application du règlement de la Redevance Spéciale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2224-14 et L2333-78 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment son article L541-2 ;

- La délibération du conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole PEDD001-1016/15/CC du 22 mai 2015 portant harmonisation du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés applicable à l'ensemble du territoire ;
- La délibération du conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole PEDD 003-1404/15/CC du 23 octobre 2015 modifiant le règlement de la redevance spéciale et portant notamment la franchise applicable de 120 à 70 litres jours ;
- La délibération MET 17/4757/CM du 19 octobre 2017 du conseil métropolitain, approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets et engageant notre Etablissement Public à relever les défis d'une politique publique environnementale volontariste.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la métropole de faire évoluer sa gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères, d'initier sur le territoire de Marseille Provence un nouveau dispositif de la redevance spéciale en vue de l'étendre ensuite à tout le territoire métropolitain, d'approuver dans ce sens, la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés et le nouveau règlement de la redevance spéciale fixant les principes fondateurs du nouveau dispositif applicable sur le territoire de Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'approuver les règlements de collecte des déchets ménagers et assimilés, le règlement de la redevance spéciale et sa tarification ci-annexée.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la mise en application du schéma Métropolitain des Déchets par l'approbation de l'évolution de la gestion des déchets assimilables aux ordures ménagères sur le territoire de Marseille Provence de la modification du règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, du nouveau règlement de la redevance spéciale et de sa tarification.

PROX 037-312/18/CT

■ Réforme d'engins de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DMT 18/16523/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules et équipements indiqués dans le tableau ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de la Réforme d'engins de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

PROX 038-313/18/CT

■ **Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation du Salon Anti Gaspi en octobre prochain pour l'exercice 2018 - Approbation de la convention d'objectifs**

Information du Conseil de Territoire

DGPROP 18/16510/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Association Brigade Anti Gaspi organise la deuxième édition du salon « Anti-Gaspi et du Partage » en octobre 2018 sur Marseille.

Le bilan de l'édition 2017 du salon est positif avec plus de 3.800 visiteurs accueillis, dont 450 scolaires, et la récupération de 2,8 tonnes d'objets qui seront réemployés ou recyclés (vêtements, livres, produits high tech).

Le public présent, demandeur d'informations sur les bons gestes de l'anti-gaspi, a pu se renseigner lors des différentes animations, des trois ateliers (*Villages 3R, village Énergie habitat, village enfants*) et 8 tables rondes organisées (*A propos d'économie circulaire, Le gâchis des talents, L'énergie d'aujourd'hui : l'énergie verte ; Produire et se nourrir autrement ; Le Gaspillage alimentaire : ça suffit !, Moins ou mieux consommer et autoconsommation énergétique, La vie quotidienne sans déchets, Mobilité et transports verts*). Plusieurs élus de la Métropole ont participé à ces tables rondes afin de mettre en avant les actions d'Aix-Marseille-Provence.

Ces différents temps ont permis au public d'apprendre, à travers les explications données, toute l'importance de l'Anti Gaspi et de découvrir, par les stands présents, des solutions simples et locales.

La deuxième édition du salon « Anti-Gaspi et du Partage » se déroulera en octobre prochain sur Marseille afin de poursuivre la promotion des pratiques éco-responsables permettant de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la réduction des déchets.

Plusieurs conférences, ateliers et villages thématiques seront organisés afin d'informer et sensibiliser le public à l'antigaspi en lui donnant les outils pour lui permettre de changer son comportement au quotidien. Cette démarche représente une étape incontournable pour transformer le consommateur en consom'acteur averti et responsable.

Ce projet s'inscrit dans la politique environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au sens large, et plus spécifiquement en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, par délibération du 17 octobre 2016, le Conseil de Métropole a engagé l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Métropolitain qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie et de production

d'énergie renouvelable. La mise en œuvre concrète de cette ambition doit s'appuyer sur bon nombre de politiques métropolitaines : agenda de la mobilité, agenda du développement économique, politique de l'habitat, aménagement, prévention des déchets, économie circulaire, circuits courts agricoles et charte forestière...

Dans ce cadre, un des éléments essentiels de la réussite de la politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre sur le territoire de la Métropole passe par une évolution comportementale du citoyen (rénovation énergétique de son logement, utilisation des transports en commun et/ou des modes actifs, achat de produits locaux, consommation d'énergies renouvelables, tri et valorisation des déchets...).

L'organisation de ce salon AntiGaspi contribue donc à cet objectif.

Le Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, concrétisé par la signature d'un « Contrat d'Objectifs

Déchets et Économie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC est doté d'une subvention de l'ADEME pour les 3 années de 450 000 euros.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit, dans son axe 2, la mobilisation des habitants par la promotion des solutions permettant de réduire les déchets et d'économiser de la ressource.

Le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation d'un salon, présentant les solutions contre le gaspillage, participe aux objectifs de la démarche Environnementale de la Métropole et aux objectifs du CODEC du Territoire Marseille Provence. Dans ce cadre, l'association sollicite la Métropole pour l'attribution d'une subvention de 30.000 euros.

Il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi pour le salon « Anti-Gaspi et du Partage » à hauteur de 17 000 euros soit 7 000 euros sur le budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2018 du Territoire Marseille Provence et 10 000 euros sur le budget Environnement 2018 de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat d'Objectifs Déchets et Économie Circulaire avec l'ADEME.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet de salon « Anti-Gaspi et du Partage » représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de territoire prend acte du projet de rapport en vue de l'attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation du Salon Anti Gaspi en octobre prochain et pour l'approbation de la convention d'objectifs

PROX 039-314/18/CT

■ Approbation d'une convention avec l'association CPIE Côte Provençale et attribution d'une subvention DGPROP 18/16511/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les 3 années de 450 000 euros, est la concrétisation de l'appel à projets « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit dans son axe 2 le développement de l'économie circulaire sur le territoire par la mise en œuvre d'actions de sensibilisation des habitants permettant de réduire les déchets et d'économiser de la ressource.

Le CPIE Côte Provençale a pour objectif d'agir pour promouvoir des comportements de citoyens responsables, actifs et respectueux de leur cadre de vie, en particulier en milieu scolaire.

Dans ce cadre elle développe le projet « Educ'Tour jeunes sur les déchets » avec les conseils municipaux des jeunes des villes de la Ciotat et Cassis ainsi qu'un groupe de délégués de classes d'écoles marseillaises, rassemblés en conseil des délégués.

Il s'agit de former et mobiliser les jeunes sur la prévention et la sensibilisation concernant la pollution en mer et sur les plages notamment du fait des déchets plastiques. Plusieurs journées et ateliers, ainsi que des rencontres avec des acteurs du territoire (gestionnaire, élus, professionnels), leur permettront de construire et diffuser un message de prévention des déchets efficace auprès de leurs pairs et de leurs familles, et d'organiser un événement global de présentation de leur démarche à l'occasion d'une journée de ramassage de déchets.

Par cette action l'association participe à l'objectif du territoire de sensibilisation des habitants à la réduction des déchets et à l'économie de la ressource.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le projet de sensibilisation des habitants à la réduction des déchets et à l'économie de la ressource représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 4 200 euros à l'Association CPIE Côte Provençale.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association CPIE Côte Provençale.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2018 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 65748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

PROX 040-315/18/CT

**■ Approbation de conventions de partenariat avec l'éco-organisme CITEO pour le financement d'actions pour l'optimisation du dispositif de tri des bouteilles plastiques
DTD 18/16530/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son agrément comme éco-organisme pour la prise en charge des déchets d'emballages, CITEO a lancé le projet : « Vous Triez, Nous Recyclons » pour répondre à la problématique de la stagnation du geste de tri des bouteilles plastique. Il s'agit d'un projet expérimental déployé sur les territoires de Paris et Marseille afin d'augmenter le

recyclage des bouteilles PET. Il cible à la fois la consommation au sein du foyer et hors foyer et teste des dispositifs de tri innovants et visibles, au cœur des quartiers et des lieux de consommation.

Le projet poursuit 3 objectifs à court terme :

- Installer des nouveaux dispositifs de tri a minima pour les bouteilles PET dans des lieux où les performances de tri sont basses ;
- Mobiliser les habitants afin de systématiser leur geste de tri ;
- Tester l'impact de différents leviers d'incitation au geste de tri.

Les actions qui seront mises en place comprendront un dispositif important de communication engageante avec des méthodes de mobilisation issues de la psychologie sociale.

Le projet expérimental « Vous Triez, Nous Recyclons » prévoit le déploiement de plusieurs projets sur Marseille. Deux d'entre eux nécessitent le passage de conventions avec MAMP.

Le **premier projet** concerne l'optimisation du dispositif de collecte des emballages et l'intégration paysagère des points d'apport. Il comprend 2 volets :

- la participation au déploiement de bacs gros volumes à préhension latérale avec pour objectifs de rapprocher systématiquement les points de collecte des ordures ménagères et des déchets d'emballage et d'améliorer leur visibilité et leur signalétique. Cette participation concernera une soixantaine de bacs en 2018 et une cinquantaine en 2019.
- la mise en place de points de tri innovants et intégrés dans le paysage. Cela consiste à fabriquer et tester en 2019 des îlots de tri innovants et intégrés sur l'année 2019. L'intégralité de ce volet sera prise en charge financièrement par CITEO.

Cette convention s'exécutera jusqu'au 31 décembre 2019. Les périmètres pourront évoluer durant la convention s'ils sont validés par les 2 parties.

Le **second projet** concerne l'accompagnement au changement de comportement quant à la gestion des déchets sur les plages urbaines. L'expérimentation se déroulera sur 3 plages marseillaises du 1er juin au 30 août 2018, en partenariat avec la ville de Marseille. CITEO s'engage à :

- Changer le dispositif de collecte par le retrait des corbeilles et l'installation d'abri-bacs regroupant les ordures ménagères et les emballages,
- Accompagner le changement de comportement des usagers par de la signalétique, de la communication sur site, et par l'intervention d'ambassadeur du tri,
- Participer financièrement pour acquérir des mobiliers de tri, des supports de communication et des prestations de service de communication.

Pour l'ensemble des projets, le Territoire de Marseille Provence s'engage à prendre en charge les frais de travaux de génie civil nécessaires à l'accueil des conteneurs, et l'exploitation : collecte, entretien et maintenance des conteneurs, tri des flux, recyclage des matériaux et production d'indicateurs de suivi de l'expérimentation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du 23 août 2017 portant agrément de CITEO .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la signature de ces conventions permettra la mise en place et le financement par CITEO d'actions d'amélioration de la collecte des bouteilles plastiques sur le territoire Marseille Provence,
- Que la mise en œuvre de ces actions permettra à terme d'améliorer les

performances du recyclage sur le territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire approuve les conventions de partenariat avec l'éco-organisme CITEO pour le financement d'actions pour l'optimisation du dispositif de tri des bouteilles plastiques.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer ledit conventions.

Article 3 :

Les équipements acquis par CITEO dans le cadre de ces projets seront cédés automatiquement au territoire de Marseille Provence pour la somme de 1 euro à compter de leur complet amortissement. Les montants seront imputées au budget annexe Collecte et traitement des Déchets du Territoire de Marseille Provence Nature : 7478 ; Sous Politique : G130 ; Fonction 812 ; Nature 1328

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 041-316/18/CT

■ **Approbation de la révision de l'opération d'investissement Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges et de son affectation**

Avis du Conseil de Territoire DMET 18/16014/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre du prolongement vers le nord de la ligne 2 de métro, depuis la station Bougainville jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze, opération initiée par la Communauté Urbaine, à laquelle s'est substituée la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016, date de sa création, ont été réalisés :

- Le prolongement de la voie entre la station Bougainville (terminus actuel) et le boulevard du Capitaine Gèze et la création d'une nouvelle station terminus Capitaine Gèze.
- La création d'un pôle d'échanges multimodal qui regroupera à terme, autour de la station de métro, les bus urbains, les cars interurbains et un parc relais.

Les travaux du pôle multimodal Gèze sont à ce jour terminés, aussi bien en ce qui concerne le génie civil que l'ensemble des équipements qui vont permettre d'assurer le fonctionnement de l'ensemble de la station.

Ce chantier a toutefois subi des retards liés à des facteurs externes portant, principalement :

- pour ce qui relève des travaux de génie civil, sur la nécessité d'organiser, à la demande des services de l'Etat (Direction des Affaires Culturelles) une fouille archéologique préventive dont l'ampleur -nettement plus conséquente que prévue- a été redimensionnée à hauteur des besoins, en entraînant un retard global de l'ordre d'une année sur le déroulement du chantier.

- pour ce qui concerne les équipements d'exploitation, sur le constat que les équipements du poste Zoccola, datant de l'origine de la mise en service du métro en 1977, ne pouvaient, pour des raisons techniques, intégrer certaines modifications indispensables à l'exploitation des systèmes de nouvelle génération nettement plus sophistiqués, dans les conditions de sécurité optimales requises.

La Métropole a donc décidé de refaire une partie de ces équipements (notamment ceux liés à la signalisation ferroviaire et sécuritaire du métro), ce qui a induit un nouveau retard sur les délais de chantier initialement prévus.

A ce jour, l'arrêté préfectoral approuvant le dossier de sécurité conditionnant l'autorisation des tests et essais a été signé fin janvier 2018.

Ceci a permis de procéder à l'électrification des voies ferrées entre la station Bougainville et la nouvelle station Gèze.

Le démarrage des essais statiques avant l'ouverture des voies a donc pu démarrer en février pour s'achever en mars 2018.

L'arrivée de la première rame de métro de la station Bougainville jusqu'au nouveau terminus Gèze a eu lieu le 30 mars 2018.

Les essais statiques, dynamiques et d'ensemble, après ouverture des voies, devraient se dérouler sur une période évaluée à six mois, afin de permettre l'instruction finale du Dossier de Sécurité par les organismes extérieurs habilités et les services de l'Etat et l'obtention de l'autorisation de mise en service.

Par délibération n° DTUP 003-2157/10/CC du 28 juin 2010, le Conseil de Communauté a approuvé une affectation globale de 79 995 528 euros d'Autorisation de Programme pour la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro et la création d'un pôle d'échanges.

Par délibération n° DTUP 006-2288/10/CC du 1^{er} octobre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière provisoire affectée aux travaux.

Par délibération n° DTUP 005-129/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de Communauté a approuvé une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations 2009/00104 (Budget principal) et 2009/0104T (Budget annexe transport) pour un montant de 13,1 millions d'euros, portant ainsi le coût total de l'opération à 93 100 000 euros.

Par délibération du Conseil de Communauté n° DTM 003-444/14/CC du 9 octobre 2014, ce montant a été réparti entre les deux opérations précitées, et fixe le montant à 14 100 000 euros TTC en Budget principal et le montant à 66 053 511.67 euros HT en Budget annexe transport.

Par délibérations n° DTM 020-768/15/CC du 19 février 2015 et n° DTM 001-1144/15/CC du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations précitées en portant le montant de l'opération n° 2009/00104 (Budget principal) à 15 773 000 euros TTC et le montant de l'opération n° 2009/0104T (Budget annexe transport) à 76 687 740,67 euros hors taxes.

L'opération n° 2009/0104T (Budget annexe transport), prend à ce jour, dans le cadre du budget de la Métropole, le nom suivant : opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville – Capitaine Gèze. (Cette opération est enregistrée dans l'autorisation de programme 141410TP du programme n° 41 de la Métropole).

C'est le montant HT inscrit au budget annexe transport, de cette opération d'investissement, qui doit faire l'objet, à ce jour, d'une révision.

A ce titre, il est proposé de réviser le montant inscrit sur le budget annexe transport (opération d'investissement n° 2009190400) pour un montant de 8 500 000 euros hors taxes, ce qui porte son montant total à 85 187 740.67 euros HT.

Cette enveloppe globale permettra de prendre en compte :

- les montants déjà connus et/ou, à prévoir, pour solder, dans les meilleures conditions, les litiges financiers nés de l'exécution des différents marchés passés dans le cadre de l'opération dont il s'agit.

En effet, diverses réclamations formulées par les titulaires de différents marchés liés à l'opération de prolongement de la ligne 2 du Métro, de Bougainville au boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges, ont été instruites après saisine du Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et Litiges en matière de marchés publics et doivent donner lieu au paiement des indemnités qui feront l'objet de protocoles transactionnels, suite aux avis émis par cette instance.

Il apparaît en effet, que l'analyse faite par le CCIRAL prend en compte la grande complexité du chantier, évoquée ci-dessus, son étendue et la prise en considération de sujétions importantes non normalement prévisibles, qui ont entraîné d'importants surcoûts non susceptibles d'être traités par avenants.

- les coûts supplémentaires liés au décalage de planning, ainsi que des travaux de finition indispensables à la mise en service de l'ouvrage, mais aussi pour faire face aux demandes du Service Techniques des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés, dit STRMTG (autorité qui contrôle les modalités de la mise en service des transports guidés) pouvant être formulées à l'occasion de l'analyse du dossier de sécurité et dont la prise en compte serait indispensable à l'obtention de l'autorisation de mise en service de la ligne et du pôle d'échanges.

Le montant inscrit sur le budget principal, pour cette opération, reste inchangé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 003-2157/10/CC du 28 juin 2010 portant approbation du pré-programme et actualisation de l'autorisation de programme pour le prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 003-2157/10/CC du 28 juin 2010 approuvant une affectation globale de 79 995 528 euros d'Autorisation de Programme pour la réalisation de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro et la création d'un pôle d'échanges.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 006-2288/10/CC du 1er octobre 2010 approuvant le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière provisoire affectée aux travaux de cette opération.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTUP 005-129/13/CC du 22 mars 2013 approuvant une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux opérations 2009/00104 et 2009/0104T pour un montant global de 13,1 millions d'euros, portant ainsi le coût total de l'opération à 93 100 000 euros.
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTM 003-444/14/CC du 9 octobre 2014 approuvant la répartition de l'affectation de l'opération entre le budget principal (opération 2009/00104) et le budget annexe Transports (opération 2009/0104T).
- La délibération du Conseil de Communauté n° DTM 020-768/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération n° 2009/0104T, relative au prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges, pour un montant de 3 580 000 euros hors taxes.
- Par délibération n° DTM 001-1144/15/CC du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé une revalorisation de l'affectation de l'autorisation de programme relative aux

opérations 2009/00104 et 2009/0104T, portant ainsi le montant de l'opération n° 2009/00104 en budget principal à 15 773 000 euros TTC et le montant de l'opération n° 2009/0104T en budget transports à 76 687 740,67 euros hors taxes ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 8 500 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville afin d'en permettre l'achèvement ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 8 500 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2009190400 - Etudes et travaux extension ligne 2 métro Bougainville ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation de la révision de l'opération d'investissement Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et de son affectation.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 042-317/18/CT

■ **Extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage - Approbation des conventions relatives aux études de déviation et de protection des installations et réseaux enterrés avec les sociétés SFR- SFR Fibre- Completel et Colt**

**Avis du Conseil de Territoire
DMET 18/16436/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel-Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon.

Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication (téléphonie, fibre) afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. Ces réseaux sont gérés par différents opérateurs qui sont à ce titre occupants du domaine public.

Il y a lieu en conséquence d'établir une convention ayant pour objectif de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage des différents opérateurs, en l'occurrence les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt nécessitées par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les conventions actent le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par les différents occupants. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt, opérateurs de réseaux de téléphonie et fibre, sont maîtres d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de leurs installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention respectivement avec les sociétés SFR, SFR Fibre, Completel et Colt fixant les modalités et les conditions de réalisation et

de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la signature de conventions avec les opérateurs SFR, Numéricable, Completel et Colt ayant pour objectif de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage des différents opérateurs nécessités par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway de Marseille.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 043-318/18/CT

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16494/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le projet de «développement de l'intermodalité à Malpassé – Frais vallon : BHNS et modes doux» se situe dans les quartiers Nord-Est de Marseille, dans le 13ème arrondissement.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé en juin 2013 son Plan de Déplacements Urbains, qui prévoyait la réalisation d'une ligne de transport collectif en site propre (TCSP) entre Capitaine Gèze et Frais Vallon dénommée ligne B4. Le projet d'intermodalité, est localisé sur le linéaire de la future ligne de Bus à Haut Niveau de Service B4, énoncée dans l'agenda de la Mobilité Métropolitaine.

La ligne B4 participe à la création de la ligne majeure de contournement de Marseille et coïncide pour partie avec le tracé de la rocade L2, entre les autoroutes A7 et A50. La rocade L2 avec le Boulevard Urbain Sud, entre l'A50 et la Pointe Rouge, permettront d'organiser une desserte en bus performante sur cet itinéraire. Cette desserte est très attendue par la population marseillaise, car elle permet une liaison directe entre quartiers périphériques sans passer par le centre-ville.

L'opération comprend la réalisation d'un couloir bus type BHNS (Bus à Haut Niveau de Service), accompagné de pistes cyclables et de voies piétonnes qui permettront de relier les quartiers traversés aux stations de bus, par le biais d'espaces apaisés, élargis et accessibles à tous. Des stations « le vélo », des parcs de stationnement pour vélos particuliers, ainsi qu'une coulée douce, seront également aménagés pour faciliter les déplacements des modes doux.

La présente opération vise à approuver la création et l'affectation de l'opération n° 2017103701 Marseille BHNS Ligne B4 d'un montant de 31 000 000 euros inscrite sur le Budget Annexe Transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 171494TP du programme 49 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de créer et affecter l'opération d'investissement relative à la réalisation de la ligne BHNS B4 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant la réalisation de la ligne BHNS B4 entre le terminus du Capitaine Gèze et la Fourragère à Marseille 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 044-319/18/CT

■ **Sollicitation d'une aide financière auprès du Conseil Régional PACA dans le cadre du CRET pour le co-financement des études portant sur la réalisation de la ligne BHNS B4, entre les terminus - Capitaine Gèze - et - La Fourragère - à Marseille 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 18/16501/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il

importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'aménagement d'une rocade de contournement de Marseille, constituée de la L2 entre les autoroutes A7 et A50 et du boulevard urbain sud entre l'A50 et le quartier de la Pointe Rouge, offre l'opportunité pour organiser une desserte bus rapide et à haut niveau de service sur cet itinéraire. Cette desserte permet une liaison directe entre quartiers périphériques, en évitant le centre-ville.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole a approuvé, en juin 2013, son Plan de Déplacements Urbains qui prévoit l'aménagement et la mise en service à l'horizon 2023 d'un BHNS de rocade entre Cap Pinède et la Pointe Rouge, en passant par Frais-Vallon et La Fourragère. L'itinéraire sera parcouru par deux lignes, énoncée dans l'agenda de la mobilité Métropolitaine.

- Cap Pinède - La Fourragère, dénommée B4 ;
- La Fourragère - Pointe Rouge, dénommée B5 ;

La ligne BHNS B4 vise à desservir les quartiers périphériques à assurer un maillage fort du réseau de transport en commun (nombreuses correspondances), à atteindre un haut niveau de service (amplitude horaire, fréquence, régularité) et à favoriser le report modal.

Le projet d'aménagement de la ligne B4 s'inscrit entre deux pôles d'échanges structurants, « Métro Gèze » et « Métro La Fourragère », à Marseille, dans les 12^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements. La ligne BHNS B4 est une ligne de rocade entièrement nouvelle. Elle organise un maillage de premier plan du réseau de transport en commun avec les lignes de métro et le TER, et apporte une desserte majeure et efficace aux nombreux quartiers prioritaires qu'elle traverse.

Le projet s'inscrit dans un programme d'opérations plus vaste et de grande envergure :

- aménagement dans le périmètre d'Euroméditerranée ;
- aménagements de surface en parachèvement de la rocade L2, entre le bd. Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme ;
- opérations de rénovation urbaine (Saint-Barthélemy) - Picon - Busserine, Les Flamants - Iris, Saint-Paul, Malpassé, Frais-Vallon, Le Petit Séminaire) sur la quasi-totalité de son tracé.

Le projet prévoit la réalisation d'un couloir bus en site propre, accompagné de pistes cyclables et de voies piétonnes qui permettront de relier les quartiers traversés aux stations de bus, par le biais d'espaces

apaisés, élargis et accessibles à tous. La ligne bénéficiera de priorité aux carrefours équipés de feux tricolores.

Plan de financement des études :

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 4 – Mobilités) signé le 16 février 2018

entre la Métropole et le Conseil Régional, susceptible d'apporter sa contribution financière aux études portant sur le BHNS B4.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de création de la ligne BHNS B4 est estimé à **1,5 M€ HT**.

Le Plan de financement prévisionnel de ces études est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur « CRET de la Métropole Aix-Marseille Provence »	20 %	300 000 €
Union Européenne « Fonds FEDER » (déjà sollicité)	5 %	75 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	75 %	1 125 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conclu le 16 février 2018 entre la Métropole et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le cofinancement des études relatives au projet de création de la ligne de BHNS B4 à Marseille, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

PROX 045-320/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Rail / Clemessy concernant le marché dit M5 Lignes aériennes de contact, Energie de traction et basse tension, Génie civil de sous-station pour le Prolongement du tramway de Marseille Canebière-Rome-Castellane**

Information du Conseil de Territoire DMET 18/16309/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le marché n°13/143, dit marché M5, relatif aux travaux de mise en place des lignes aériennes de contact, des équipements permettant l'utilisation de l'énergie de traction et de la basse tension nécessaires au fonctionnement de l'extension de ligne et de génie civil de sous-station pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille Canebière – Rome - Castellane, a été notifié au groupement d'entreprises Colas Rail (mandataire), Clemessy le 27 août 2013.

Il a été attribué pour un montant global de 2 179 100,60 euros HT (dont 1 958 978,53 euros HT, au titre de prix unitaires selon un détail estimatif et 220 122,07 euros HT au titre d'un prix forfaitaire).

Par ordre de service n°1 du 02 septembre 2013, a été notifié au titulaire le démarrage des prestations du marché à compter du 02 septembre 2013, pour une durée de 15 mois. Par les ordres de service n° 14 et 22, le délai global d'exécution des travaux a été porté de 15 à 20 mois, pour une fin contractuelle au 03 mai 2015. Le marché a été réceptionné avec effet au 30 avril 2015.

Un avenant n°1 a été notifié au titulaire le 21 novembre 2013 permettant de clarifier le délai d'exécution ainsi que les modalités de révision des prix du marché.

Un avenant n°2, d'un montant de 166 845,48 euros HT, a été notifié au titulaire le 1er octobre 2014.

Un avenant n° 3, d'un montant de 206 709,66 euros HT, a été notifié au titulaire le 1er juillet 2015 et a porté le marché à un montant de 2 552 655,74 euros HT, correspondant à une augmentation cumulée de 17,14 % par rapport au montant initial du marché.

Par courrier du 11 septembre 2015 notifié le 15 septembre 2015, le groupement d'entreprises a transmis un mémoire de réclamation pour un montant de 615 941,79 euros HT.

Le Maître d'ouvrage, au vu des justifications fournies par le groupement, a concédé un complément de rémunération acceptable à verser au groupement à hauteur de 71 713,26 euros HT.

Le groupement titulaire du marché, au vu du désaccord sur sa demande de rémunération complémentaire, a saisi le CCIRAL de Marseille, dans le cadre de l'affaire enregistrée sous le n° 2016-44 en date du 21 novembre 2016. Les parties ont produit des mémoires développant l'argumentaire justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Les sociétés Colas Rail et Clemessy ont parallèlement déposé une requête auprès du Tribunal administratif le 14 novembre 2016 en vue d'une procédure contentieuse.

Après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 25 janvier 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 27 février 2018, un avis au terme duquel il préconisait aux parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, d'une somme de 250 000 euros HT.

Les parties se sont rapprochées et ont accepté de se conformer à l'avis rendu par le CCIRAL. Un protocole transactionnel a été établi permettant de mettre fin au litige.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le marché n° 13/143 relatif aux travaux de mise en place des lignes aériennes de contact, des équipements permettant l'utilisation de l'énergie de traction et de la basse tension nécessaires au fonctionnement de l'extension de ligne et de génie civil de sous-station pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille Canebière – Rome – Castellane ;
- La réclamation définitive présentée par le groupement Coals Rail (mandataire) / Clemessy, le 15 septembre 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2018 notifié à la Métropole AMP le 27 février 2018 concernant l'affaire n° 2016-44, concernant la réclamation du groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, portant sur le marché de travaux n° 13/143 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Rail (mandataire) / Clemessy, relatif au marché dit M5 – Marché n°13-143 ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Colas Rail / Clemessy concernant le marché n° 13-143 dit M5 Lignes aériennes de contact, Energie de traction et basse tension, Génie Civil de sous-station pour le prolongement du tramway de Marseille Canebière-Rome-Castellane.

PROX 046-321/18/CT

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement SOLETANCHE BACHY France mandataire et INTERTRAVAUX concernant le marché dit MET1 se rapportant aux travaux de gros œuvre Tranchée couverte et équipements trémie d'accès et passerelle piétons fondations de la voie métro et adaptation de la trémie Zoccola - Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges**

Information du Conseil de Territoire DMET 18/16315/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le marché n°13/109, dit marché MET1, est un marché à prix unitaires comprenant les travaux de génie civil du métro et la gestion du compte prorata.

Son montant initial est de 8 775 697,42 euros HT (7 822 716,47 euros HT pour SBF et 952 980,95 euros HT pour ITX), soit 10 495 734,11 euros TTC.

La durée du marché de 21 mois, dont deux de préparation, est assortie de trois délais partiels.

Le délai partiel n°1, d'une durée de 16,5 mois à compter de la notification du marché, porte sur la totalité de l'exécution des travaux, hors gestion du compte prorata.

Le délai partiel n° 2, d'une durée de 7,5 mois à compter de la notification du marché, porte sur la livraison de la plate-forme en charge des travaux de voie ferrée métro, depuis l'origine Sud du projet jusqu'au tympan Nord de la trémie Zoccola.

Le délai partiel n° 3, d'une durée de 3,5 mois à compter de la mise à disposition de la zone chantier rond-point Capitaine Gèze notifié par ordre de service, porte sur la réalisation des parois moulées, de la dalle de couverture et du remblaiement du tronçon PM1.

Trois avenants ont été passés.

L'avenant n° 1 en date du 24 février 2014, d'un montant de 1 293 023,20 euros HT, portant le montant du marché à 10 068 720,62 euros HT, prend en compte notamment, les adaptations du projet et des travaux supplémentaires liés à l'archéologie préventive.

L'avenant n° 2 en date du 10 juillet 2014, d'un montant de 856 270,06 euros HT, portant le montant du marché à 10 924 990,68 euros HT, a pour objet de prendre en compte notamment, les adaptations de projet générées par les sujétions techniques imprévues rencontrées au cours de l'exécution du contrat.

L'avenant n° 3 en date du 12 novembre 2015, pour un montant de 466 571,46 euros HT, porte le montant du marché à 11 391 562,14 euros HT (9 424 135,01 euros HT pour SBF et 1 967 427,13 euros HT pour ITX) a pour objet notamment, de prendre en compte les augmentations des quantités prévisionnelles du marché générées par l'exécution des travaux.

Les nombreux aléas subis par le marché ont entraîné plusieurs prolongations de délais dont, notamment :

Le délai partiel n°1, prolongé de 5,5 mois.

Le délai partiel n°2, prolongé de 8,5 mois.

Le délai global du marché, qui devait prendre fin initialement au 2 avril 2015, a été prolongé jusqu'au 1er juin 2015.

Le marché a été réceptionné le 1er juin 2015 et les réserves ont été levées le 16 mars 2016.

Le groupement a transmis son projet de décompte final le 1er juillet 2016 assorti d'une demande de rémunération complémentaire à hauteur de 3 774 193,85 euros HT.

Après analyse, le Maître d'ouvrage a estimé les sommes dues au groupement au titre de sa réclamation à un montant de 684 894,21 euros HT.

Compte tenu de cette divergence d'appréciation, le Groupement SOLETANCHE BACHY (SBF) / INTERTRAVAUX (ITX), a présenté une demande d'avis au CCIRAL qui a été enregistrée sous le n° 2016-48.

Au cours de l'instruction du dossier, le rapporteur du CCIRAL, a considéré :

- Que si la finalité du projet était restée la même, les conditions réelles de réalisation des ouvrages et leur ordonnancement avaient été sensiblement différents de ceux initialement prévus, notamment en ce qui concerne les terrassements.

- Qu'en outre, de nombreuses difficultés imprévues avaient été rencontrées du fait de l'exécution d'opérations préliminaires ou de travaux préalables faisant l'objet d'autres marchés ayant connu des retards ;

- Que la prolongation substantielle de la durée de la mise à disposition des emprises pour permettre la réalisation des fouilles archéologiques, avait eu un impact particulièrement sensible sur le déroulement du chantier ;

- Qu'il fallait tenir compte de la nécessité et des conditions d'évacuation des terres polluées situées sur l'emprise du chantier, ainsi que de la complexité du dévoiement de certains réseaux influant sur la mise à disposition des zones occupées par les concessionnaires.

- Que des retards concernant la mise à disposition par l'exploitant des emprises nécessaires avaient été enregistrés ;

- Qu'il n'était pas contesté que la passation d'un marché complémentaire avait été envisagée pour faire face aux surcoûts ainsi engendrés et prendre en compte les frais n'ayant pas pu faire l'objet d'avenants, à savoir les coûts indirects (frais de chantiers, moyens supplémentaires mis en œuvre, pertes de rendements, sujétions imprévisibles et désorganisation du chantier), et ce, sans que cette procédure ait été menée à son terme.

Pour l'ensemble de ces raisons et après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 25 janvier 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis aux termes duquel il préconise aux parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement SOLETANCHE BACHY (Mandataire) / INTERTRAVAUX, d'une somme de 2 300 000,00 euros HT.

Les parties, après s'être rapprochées, ont convenu d'accepter la proposition du CCIRAL afin de mettre fin au litige. Un protocole transactionnel matérialisant cet accord a été établi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le marché n° 13/109 relatif aux travaux de gros œuvre (tranchée couverte, et équipements, trémie d'accès et passerelle piétons, fondations de la voie métro et adaptation de la trémie Zoccola) du prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille, de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze.
- La réclamation présentée par le groupement Soletanche Bachy France (mandataire) / Intertavaux, le 1^{er} juillet 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2018 concernant l'affaire n° 2016-48, relative à la réclamation du groupement Soletanche Bachy France (mandataire) / Intertravaux, portant sur le marché de travaux n° 13/109 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement SOLETANCHE BACHY France (SBF) mandataire, et INTERTRAVAUX (ITX), concernant le marché n° 13-109, dit MET1, se rapportant aux travaux de gros œuvre (Tranchée

couverte, et équipements, trémie d'accès et passerelle piétons, fondations de la voie métro et adaptation de la trémie Zoccola) - Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte l'avis du CCIRAL en date du 25 janvier 2018, dans l'affaire n° 2016-48, en se prononçant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Soletanche Bachy (mandataire) / Intertravaux, relatif au marché dit MET 1– Marché n°13-109 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement SOLETANCHE BACHY France (SBF) mandataire, et INTERTRAVAUX (ITX), concernant le marché n° 13-109, dit MET1, se rapportant aux travaux de gros œuvre (Tranchée couverte, et équipements, trémie d'accès et passerelle piétons, fondations de la voie métro et adaptation de la trémie Zoccola) - Prolongement de la ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges.

PROX 047-322/18/CT

■ Approbation de la nouvelle gamme tarifaire M, L, XL et mesures particulières applicable sur les réseaux de transport du territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DPMOD 18/16390/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Une délibération inscrite au présent Conseil propose la création d'une nouvelle tarification scolaire homogène sur l'ensemble du territoire Métropolitain en créant 2 titres destinés aux élèves scolarisés jusqu'au lycée:

- Un abonnement annuel à 60€ permettant aux élèves d'emprunter tous les services de transport collectifs métropolitains à l'exception du réseau RTM historique (Marseille, Septèmes les Vallons, Allauch et Plan de Cuques)
- Un abonnement à 220€ permettant aux élèves d'emprunter tous les services de transport collectif métropolitains y compris les services de la RTM

En conséquence, il est proposé d'harmoniser la gamme tarifaire M, L et XL au 1^{er} juillet pour une application à la rentrée scolaire 2018/2019 en précisant en particulier pour les gammes M et XL utilisées sur le réseau RTM, les conditions d'accès aux tarifications destinées aux personnes de moins de 26 ans continuant leurs études après le lycée.

Ainsi, le tarif du pass Annuel Jeune destiné aux bénéficiaires de la CMUC de moins de 26 ans est baissé de 119 euros à 110 euros afin d'être en cohérence avec la réduction de 50% accordée à ce type d'usagers ; le titre annuel classique étant à 220€. Cette modification permet ainsi d'avoir une continuité tarifaire logique entre le titre scolaire et le titre jeune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la nouvelle gamme tarifaire M, L, XL et mesures particulières, applicable sur les réseaux de transport du territoire Marseille Provence.

PROX 049-323/18/CT

■ Approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019

Information au Conseil de Territoire DPMOD 18/16395/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoires

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

A ce dernier titre, 85 000 élèves sont pris en charge par la Métropole et ses prestataires.

Cette unification des transports scolaires sous l'autorité de la Métropole met en relief une tarification complexe et très hétérogène sur l'ensemble de son territoire.

Afin de la simplifier, de l'harmoniser et la rendre plus juste sans pour autant mettre en péril le financement des transports métropolitains, la création d'un véritable pass scolaire est proposée, fondée sur deux tarifs cibles annuels :

- Un tarif à 220 euros pour les élèves circulant sur le réseau RTM (Marseille, Allauch, Plan de Cuques, Septèmes-les-Vallons) mais aussi sur tous les réseaux de transports publics du territoire métropolitain
- Un tarif à 60 euros pour les élèves circulant sur tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence (hors réseau RTM historique)

Ces deux abonnements annuels seront proposés à tous les enfants et adolescents résidant sur le territoire métropolitain et scolarisés dans les établissements primaires et secondaires sans aucune restriction d'usage ni de distance entre le domicile et l'établissement où l'élève est scolarisé.

Plus que de simples titres scolaires, ces pass constituent de véritables titres de libre circulation sur les réseaux Métropolitains, valables toute l'année (vacances scolaires comprises) sur toutes les lignes.

Cela encouragera une fréquentation accrue des transports publics. La distinction entre la zone couverte par le réseau RTM historique et le reste de la Métropole se justifie par la densité bien plus élevée des services de transports qui y sont proposés.

Afin de faciliter l'accès aux transports pour les plus défavorisés, il est prévu 2 types de réduction :

- 50% pour les élèves boursiers, ou bénéficiaires de la CMU C
- 20% pour les élèves issus de familles nombreuses (3 enfants et plus)

Le montant des indemnités kilométriques versées aux familles qui ne peuvent utiliser un transport collectif restera fixé à 0,12 euro par kilomètre. Le remplacement de la carte pour perte et vol (duplicata) est fixé à 10€.

Cette harmonisation a également comme objectif de préserver le niveau actuel des recettes de transports scolaires pour maintenir, voire développer l'offre de service dans le cadre d'un budget annexe des transports de la Métropole maîtrisé.

Il faut à cet égard rappeler que les recettes issues de ces abonnements ne couvrent à ce jour qu'une faible partie des dépenses réalisées par la Métropole pour le transport des élèves vers les établissements scolaires.

Néanmoins, compte tenu des augmentations sensibles que devront notamment financer certaines familles qui aujourd'hui payent la carte scolaire 10€ ou moins, il est proposé une mise en œuvre d'un tarif qui convergerait sur les 4 prochaines années. Un tarif qui sera progressif pour les abonnements actuels entre 10 et 60 € et dégressif pour les abonnements actuels entre 60 et 170 €. Cf tableau ci-dessous

ABONNEMENT 2017	ABONNEMENT 2018	ABONNEMENT 2019	ABONNEMENT 2020	ABONNEMENT 2021
0,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
10,00€	20,00	30,00	45,00	60,00
50,00€	60,00	60,00	60,00	60,00
103,00€	92,00	81,00	70,00	60,00
170,00€	140,00	110,00	80,00	60,00
RTM /90€	115,00	150,00	185,00	220,00
RTM /220€	220,00	220,00	220,00	220,00

Ce tableau porte sur la base du plein tarif. Le même mécanisme s'appliquera sur les tarifs bénéficiant de réductions (boursiers, CMU C, familles nombreuses)

Tant que la gratuité est en vigueur dans le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, elle s'applique pour les élèves circulant à l'intérieur du Conseil de Territoire. Néanmoins, les nouveaux tarifs s'appliqueront pour ceux qui se déplaceront dans la Métropole à l'extérieur de ce périmètre territorial.

Le souhait des Communes, concernant ces éventuelles prises en charge, sera mis en œuvre au plus tard fin juin 2018 pour permettre la vente des pass scolaires auprès des familles (notamment par internet) au début du mois de juillet.

Les communes qui le souhaitent pourront prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements des élèves de leur ressort. Cette prise en charge est organisée par la convention approuvée le 22 Mars 2018, en Conseil Métropolitain.

De plus, les Conseils de Territoires qui délibéreront en ce sens pourront prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements des habitants de leur ressort territorial. Les montants correspondants seront ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et ajoutés à la participation d'équilibre du Budget Général vers le Budget Annexe Transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019.

PROX 050-324/18/CT

■ **Approbation du tarif annuel étudiant, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, du réseau urbain des Bus de l'Etang**

Information au Conseil de Territoire DPMOD 18/16444/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information aux Conseils de Territoire Marseille Provence, Territoire du Pays d'Aix et Territoire du Pays Salonais.

La Métropole dans la perspective d'harmoniser progressivement la tarification propose pour plus de cohérence d'adapter le profil requis pour bénéficier de la tarification jeune- 26 ans appliquée sur le réseau Bus de l'Etang.

La tarification jeune – 26 ans de la gamme tarifaire urbaine du réseau des Bus de l'Etang sera désormais réservée aux étudiants, stagiaire de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans, le niveau de tarif est inchangé à 17 € mensuel et 170 € annuel. Ces abonnements permettent une libre circulation uniquement sur le réseau des Bus de l'Etang.

Il convient donc par la présente délibération d'adapter le profil requis pour bénéficier de cette tarification tel que décrit ci-dessus.

Les conseils de territoire Marseille-Provence, du Pays d'Aix et du Pays Salonais délibérant en ce sens, pourraient prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements annuel étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans de leur ressort territorial. Les montants correspondants seraient ainsi soustraits de la dotation du Budget Général Métropolitain aux Etats Spéciaux des Territoires (E.S.T.) concernés et reversés au Budget Annexe des Transports dans le cadre de la subvention d'équilibre.

Les communes qui le souhaiteraient pourraient également prendre en charge en tout ou partie le coût des abonnements étudiants de leur ressort. Cette prise en charge devra faire l'objet de conventions avec la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

PROX 051-325/18/CT

■ **Extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban - Modifications des statuts de la régie**

**Information du Conseil de Territoire
DVDPAG 18/16569/CT**

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la modification du profil requis pour bénéficier de la tarification jeune – 26 ans du réseau urbain des Bus de l'Etang à compter du 1^{er} septembre 2018 comme suit :

Nouveau profil jeune – 26 ans	Tarifs (inchangés)
étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de moins de 26 ans	Abonnement annuel : 170 €
	Abonnement mensuel : 17 €

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent Code », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, le même article précise que les

- Gréasque,
- Mimet,
- Saint Savournin,
- Cadolive,
- Peypin,

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Simiane-Collongue

La régie exerce ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie s'inscrit également dans ce cadre et est discutée avec la Métropole avant toute mise en œuvre.

Un contrat d'objectifs, qui devra être approuvé avant la fin de l'année 2018, viendra par ailleurs préciser les relations entre la Métropole et la Régie.

La présente délibération a pour objet d'étendre le périmètre de la régie à la commune de Roquevaire au 1^{er} janvier 2019 pour le service public de la distribution d'eau potable et par conséquent de modifier ses statuts, notamment son article 3.

Les communes de Gémenos partie villageoise et de

communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1^{er} janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et eau », ce qui a notamment motivé l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences du syndicat intercommunal du Bassin minier, dit SIBAM.

Compte tenu de cette échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1^{er} janvier 2018, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Quartier Bèdelin, Auberge neuve, 13 124 PEYPIN.

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suite au jour de sa création :

- La Destrousse,
- La Bouilladisse,
- Belcodène,
- Simiane-Collongue

Plan-de-Cuques intégreront également « la régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » dans le courant de l'année 2019, ce qui fera l'objet d'une modification ultérieure des statuts.

A cet effet, Les biens nécessaires à l'activité de la Régie lui seront affectés sans transfert de propriété par une opération d'ordre non budgétaire.

Compte tenu de l'extension du périmètre, il est proposé également de modifier la composition du conseil d'administration comme suit :

Le Conseil d'administration est composé de 21 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole : 11 représentants
- Personnalités qualifiées : 10 représentants des communes sur le territoire d'intervention de la Régie.

Il peut être procédé à la désignation dans les mêmes conditions d'un nombre égal de délégués suppléants des personnalités qualifiées, appelés à siéger en lieu et place d'un titulaire absent ou empêché.

Dès lors, il est proposé au Conseil de la Métropole de désigner les nouveaux membres au sein du Conseil d'Administration de la Régie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération DEA 09-3357/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban »
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017 ;
- L'avis du Comité Technique du 5 décembre 2017.
- L'avis du Comité Technique du 12 juin 2018.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban, à la commune de Roquevaire au 1^{er} janvier 2019 pour le service public de la distribution d'eau potable ;
- Que les communes de Gémenos partie villageoise et de Plan-de-Cuques intégreront également « la régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » dans le courant de l'année 2019, ce qui fera l'objet d'une modification ultérieure des statuts.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte :

- du projet de délibération portant sur l'extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban - à la commune de Roquevaire au 1^{er} janvier 2019 pour le service public de la distribution d'eau potable et des modifications des statuts de la régie.

- de l'intégration des communes de Gémenos partie villageoise et de Plan-de-Cuques à la régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban dans le courant de l'année 2019, ce qui fera l'objet d'une modification ultérieure des statuts.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-326/18/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association
APAGE - Approbation d'une convention
DPEATSV 18/16443/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien aux associations des zones d'activités (l'APAGE, Athélia Entreprendre, Cap Au Nord Entreprendre, la Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée, les Entrepreneurs de l'Huveaune

Vallée et Roca Fortis) dans des actions de développement du nombre d'adhérents ou pour faciliter le recrutement de candidats dans des filières en tension permet de satisfaire aux orientations stratégiques prioritaires.

Le Parc d'Activités de Gémenos a été créé en 1989, simultanément à ceux d'Aubagne et de la Ciotat, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer).

L'Association du Parc d'Activités de Gémenos APAGE, régie par la loi de 1865, a été créée en même temps que le Parc d'Activités dont le périmètre est de 80 hectares. Tous les propriétaires sont adhérents mais les cotisants volontaires, représentés par les locataires et les entreprises de la commune de Gémenos se situant en dehors de son périmètre, sont également admis. L'association regroupe, en 2017, 143 adhérents.

Aujourd'hui, le Parc d'Activités de Gémenos c'est :

- quelques 275 entreprises de tailles et activités très diversifiées,
- plus de 4 000 emplois.

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des propriétaires,
- Mutualiser les actions vis-à-vis des nouvelles réglementations,
- Représenter les adhérents auprès des compétences territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Activités,
- Assurer la bonne gestion du territoire du Parc d'Activités,
- Mettre en œuvre tout projet d'intérêt commun (exemple : mise en œuvre du tri sélectif des déchets).

Les actions menées par l'association

- Permettre aux entreprises d'avoir les moyens humains de se développer et de pérenniser leurs activités.
- Recenser et mettre en adéquation l'offre et la demande d'emplois sur le territoire.
- Mettre en place des actions permettant la rencontre entre les offreurs et les demandeurs d'emplois.
- Renforcer les aides au développement des entreprises sur les thèmes suivants :
 - o L'emploi
 - o Mobilités (Plan de déplacement Inter Entreprises)
 - o La gestion collective des déchets
 - o La sécurité

- o La signalétique

Action 2018 :

Faciliter la mise en adéquation des besoins des entreprises et les offres des demandeurs d'emplois.

Le budget prévisionnel 2018, qui s'élève à 97 750 euros, est en hausse par rapport à l'année précédente (budget prévisionnel 2017 : 88 300 euros).

L'association a sollicité la Métropole pour une subvention à hauteur de 11.000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros à l'association APAGE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- que conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axé sur les économies productives et de la connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 euros au titre de l'année 2018 à l'association Apage.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Apage.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VECO 002-327/18/CT

■ Délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat - Approbation du contrat de délégation de service public avec la LCS Yachting Village, filiale de la SPL Semidep

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 18/16540/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° 006-3621/18 en date du 22 mars 2018, le Conseil Métropolitain a retenu le principe du recours à une délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat.

Il s'agit, de développer les capacités d'accueil des entreprises du refit et du yachting, pour porter ce site en un pôle de référence mondiale aux yachts de très grande taille.

Par cette même délibération, le Conseil Métropolitain a également décidé que cette délégation de service public, d'une durée de trente ans, serait conclue sans publicité ni mise en concurrence, avec la société LCS Yachting Village, filiale détenue à 100% par la SPL Semidep-Ciotat, en application de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession.

Le délégataire accepte de prendre en charge le financement, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du Village d'Entreprises et d'assurer les missions de service public qui y sont attachées dans les conditions du contrat.

Le délégataire sera chargé de la conception et de la construction d'un programme immobilier d'une surface de plancher de l'ordre de 12 000m², dont 8 000m² pour des locaux d'activités et 4 000m² pour des locaux tertiaires.

Ce programme se réalisera en 4 phases successives, en corrélation avec le développement du site.

Le délégataire fera son affaire des demandes d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la construction et à l'exploitation du Village d'entreprises.

Le délégataire sera maître d'ouvrage chargé d'établir à ses frais et risques l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, dans les conditions et limites prévues au contrat.

Il sera responsable du fonctionnement du service et sera autorisé à percevoir sur les occupants et usagers les sommes calculées dans les conditions prévues au contrat et qui sont destinées à rémunérer les obligations mises à sa charge.

Il assurera la gestion de ces immobiliers et l'ensemble des travaux d'entretien et de réparation.

Le délégataire sera rémunéré substantiellement par loyers perçus auprès des occupants et usagers du site.

Le délégataire sera chargé d'assurer les missions générales liées à la gestion et à l'exploitation du village d'entreprises à savoir notamment :

- La gestion du Village d'Entreprises en cohérence avec le site naval adjacent, notamment sur ses besoins et en terme tarifaire ;
- La sélection et l'accueil des entreprises par une procédure ouverte et transparente ;
- La fourniture de services communs comme notamment le contrôle de l'accès au site, l'entretien et la mise en valeur des espaces communs et la prise en charge des grosses réparations ;
- L'animation et la promotion du Village d'Entreprises ;
- Toute action favorisant la valorisation du domaine et l'insertion dans l'environnement partenarial et le tissu économique local ;

Le délégataire engagera et financera un programme d'investissement de 15.7 M€ (€ valeur 2018), comprenant les travaux d'aménagements et de construction. Ce montant tient également compte des coûts de dépollution du terrain d'assiette nécessaire à l'opération, dans la limite de 540 000€/HT.

Financement de ce programme de travaux par le délégataire :

- Par un emprunt équivalent à 70% du montant des travaux. La garantie sur cet emprunt est apportée à hauteur de 50% par la ville de la Ciotat et à 50% par le compte de réserve qui sera constitué par le délégataire puis réabondé en fonction des besoins par l'excédent d'exploitation.
- Par des fonds propres apportés par la Semidep dans la limite d'un montant cumulé de 4,5M€ sur la durée du contrat

Prise en charge des surcoûts par le délégant :

- Dans le cas où des surcoûts de dépollution venaient à être supérieurs au montant estimé et pris en charge par le délégataire au titre du bilan prévisionnel à savoir 540 000€/HT,
- Dans le cas où des travaux de mise en sécurité des nefs conservées sur site sont supérieurs au montant de 50 000€/HT, pris en charge au titre du bilan prévisionnel par le délégataire,

En contrepartie de la mise à disposition des surfaces au délégataire, le délégant se verra verser une redevance d'occupation annuellement. Le dispositif de cette redevance est fondé sur l'excédent d'exploitation constaté au terme de chaque année. Il représente 15% de cet excédent.

Ce montant pourra toutefois être différé si le solde du compte de réserve, n'est pas suffisant pour être affecté au nantissement de l'emprunt auprès des organismes prêteurs.

Le présent contrat de délégation de service public est assorti d'une condition résolutoire. Ainsi, en l'absence de conclusion, au plus tard le 31 décembre 2018, de la convention tripartite de type « Auxifip », entre la Métropole, le délégataire et les établissements de crédits ou crédits bailleurs participant au financement du programme de travaux, le présent contrat de délégation de service public sera résilié de plein droit.

Cette convention a pour objet de garantir les contrats dans le cas où des circonstances viendraient à mettre fin prématurément au contrat de DSP. L'approbation de cette convention se fera lors d'un prochain conseil de la Métropole, après signature du contrat de DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°005-3620/18 du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole, relative à l'approbation de la création de la société LCS Yachting Village, filiale détenue à 100% par la SPL Semidep-Ciotat ;

- La délibération n° 006-3621/18 du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole, relative à l'approbation du principe de la délégation de service public avec la LCS Yachting Village et les caractéristiques générales du service délégué.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que par délibération n° 006-3621/18 en date du 22 mars 2018, le Conseil Métropolitain a retenu le principe du recours à une délégation de service public, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat ;
- Que par cette même délibération, le Conseil Métropolitain a également décidé que cette délégation de service public, d'une durée de trente ans, serait conclue sans publicité ni mise en concurrence, avec la société LCS Yachting Village, filiale détenue à 100% par la SPL Semidep-Ciotat, en application de l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession ;
- Que le délégataire accepte de prendre en charge le financement, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du Village d'Entreprises et d'assurer les missions de service public qui y sont attachées dans les conditions du contrat ;
- Que le délégataire sera chargé de la conception et de la construction d'un programme immobilier d'une surface de plancher de l'ordre de 12 000m², dont 8 000m² pour des locaux d'activités et 4 000m² pour des locaux tertiaires. Que ce programme se réalisera en 4 phases successives, en corrélation avec le développement du site ;
- Que le délégataire sera maître d'ouvrage chargé d'établir à ses frais et risques l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, dans les conditions et limites prévues au contrat ;
- Le délégataire engagera et financera un programme d'investissement de 15.6 M€ (€ valeur 2018), comprenant les travaux d'aménagements et de construction ;

- Que le délégataire sera rémunéré substantiellement par les loyers perçus auprès des occupants et usagers du site ;
- Que le contrat de délégation de service public est assorti d'une condition résolutoire tenant à l'absence de conclusion d'une convention tripartite de type « Auxifip » ;
- Que cette convention sera approuvée lors d'un prochain conseil, après la signature du contrat de DSP.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation du contrat de délégation de service public, sous la forme d'une concession de travaux et de service public d'une durée de 30 ans, avec la LCS Yachting Village, filiale à 100% de la SPL Semidep, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des chantiers navals de la Ciotat.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	133	
Voix Contre	0	
Abstention	1	
Ne prend pas part au vote		1

S'est abstenu :

Yann FARINA

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 003-328/18/CT

■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre PLIE MP CENTRE - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16450/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont des dispositifs co-portés par l'Etat, le Département, la Région, l'Etablissement public ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique et de l'aide à la recherche d'emploi sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils existent 6 PLIE qui assurent cette mission adaptée aux particularismes des territoires. En même temps, depuis le 1^{er} Janvier 2018, la Métropole est devenue Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) des 6 PLIE de son territoire cela lui confère une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE de la Métropole et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Le principal objectif des PLIE est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés.

Pour ce faire, la rédaction d'un protocole d'accord idoine a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville ou de Veille (QPV ou QV),
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Ainsi, par délibération N° VECO 013-1157/17/CT du 12 Décembre 2017, le Conseil de Territoire a émis un Avis favorable à l'approbation, par le Bureau de la Métropole du 14 Décembre 2017, le protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve l'intégration des éléments fournis par la Région au titre du protocole PLIE MP CENTRE 2018-2022.

La présente délibération a donc pour objet de compléter la délibération N° VECO 013-1157/17/CT du 12 Décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

• Préambule :

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en août 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein

des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

- Article 10 – Les moyens

« L'appui de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un plan local pour l'insertion et l'emploi au service des bénéficiaires et des entreprises du territoire et à l'inscrire dans une dynamique de développement territorial. A partir des besoins du public ciblé par le plan local pour l'insertion et l'emploi, l'ingénierie de projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants.

Le soutien de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi vise le renforcement des programmes d'actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises ;
- Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics ;
- Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique.

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 315 000 €. L'action des plans locaux pour l'insertion et l'emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre, calendrier, etc.), coût des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des indicateurs d'évaluation seront proposés aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi. »

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VECO 013-1157/17/CT du 12 Décembre 2017 relative à l'émission préalable d'un Avis favorable à l'approbation, par le Bureau de la Métropole, du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) ;
- La délibération du 15 décembre 2017 de la Région PACA concernant le soutien financier des 6 PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 Février 2018, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Centre.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération N°VECO 013-1157/17/CT du 12 Décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre (PLIE MP CENTRE) doit être complétée par celle intégrant les derniers points validés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Qu'il convient d'intégrer dans le protocole 2018-2022 du PLIE MP CENTRE la vision et la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif :

- Au complément de la délibération N°EMP 001-2893/17/BM du 14 Décembre 2017 liée à l'approbation du nouveau protocole d'accord 2018-2022 PLIE MP CENTRE.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 004-329/18/CT

■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est PLIE MP EST - Approbation d'un protocole - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16456/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont des dispositifs co-portés par l'Etat, le Département, la Région, l'Etablissement public ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique, de l'aide à la recherche d'emploi et l'association porteur du procédé sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils existent 6 PLIE qui assurent cette mission adaptée aux particularismes des territoires.

En même temps, depuis le 1^{er} Janvier 2018, la Métropole est devenue Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) des 6 PLIE de son territoire cela lui confère une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE de la Métropole et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Le principal objectif des PLIE est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés.

Pour ce faire, la rédaction d'un protocole d'accord idoine a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville ou de Veille (QPV ou QV),
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Ainsi, par délibération N° VECO 013-1158/17/CT du 12 Décembre 2017, le Conseil de Territoire a émis un Avis favorable à l'approbation, par le Bureau de la Métropole du 14 Décembre 2017, du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve l'intégration des éléments fournis par la Région au titre du protocole PLIE MP EST 2018-2022.

La présente délibération a donc pour objet de remplacer la délibération N° VECO 013-1158/17/CT du 12 Décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

- Préambule :

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les

métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

- Article 10 – Les moyens

«Article 10.1 : La Région Provence Alpes Côte d'Azur

L'appui de la Région aux plans locaux pour l'insertion est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un plan local pour l'insertion et l'emploi au service des bénéficiaires et des entreprises du territoire et à inscrire dans une dynamique de développement territorial. A partir des besoins du public ciblé par le plan local pour l'insertion et l'emploi, l'ingénierie de projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants.

Le soutien de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi vise le renforcement des programmes d'actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises ;
- Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics ;
- Axe 3 : Le soutien des structures de l'insertion par l'activité économique

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 36 000€.

L'action des plans locaux pour l'insertion et l'emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre, calendrier etc...), coûts des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit

commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des indicateurs d'évaluation seront proposés aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi. »

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de

la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération VECO 013-1158/17/CT du 12 Décembre 2017 relative à l'émission préalable d'un Avis favorable à l'approbation, par le Bureau de la Métropole, du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) ;
- La délibération du 15 décembre 2017 de la Région PACA concernant le soutien financier des 6 PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 Février 2018, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP EST ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération N° VECO 013-1158/17/CT du 12 Décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST) doit être complétée par celle intégrant les derniers points validés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Qu'il convient d'intégrer dans le protocole 2018-2022 du PLIE MP EST la vision et la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif :

- Au complément de la délibération N°EMP 002-2894/17/BM du 14 Décembre 2017 liée à l'approbation du nouveau protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP EST).

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote	1	

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 005-330/18/CT

■ Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest PLIE MP OUEST - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16461/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Les Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont des dispositifs co-portés par l'Etat, le Département, la Région, l'Etablissement public ainsi que les communes. Les acteurs du développement économique, de l'aide à la recherche d'emploi et l'association porteur du procédé sont associés pour leur expertise dans la matière.

Sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils existent 6 PLIE qui assurent cette mission adaptée aux particularismes des territoires. En même temps, depuis le 1^{er} Janvier 2018, la Métropole est devenue Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) des 6 PLIE de son territoire cela lui confère une gestion et

un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE de la Métropole et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Le principal objectif des PLIE est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés.

Pour ce faire, la rédaction d'un protocole d'accord idoine a pour but de préciser :

- La durée de réalisation du projet,
- Le bassin d'action,
- Le nombre de personnes à accueillir sur 5 ans, dont une fraction annuelle, ainsi qu'un pourcentage de Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (BRSA), d'habitants en Quartier Politique de la Ville ou de Veille (QPV ou QV),
- Les contributions financières annuelles des différents partenaires du dispositif.

Ainsi, par délibération N° VECO 013-1159/17/CT du 12 Décembre 2017, le Conseil de Territoire a émis un Avis favorable à l'approbation, par le Bureau de la Métropole du 14 Décembre 2017, du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) afin de sécuriser financièrement la poursuite de l'accompagnement à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Toutefois, à cette date, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur n'avait pas pu valider sa vision et sa participation.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve l'intégration des éléments fournis par la Région au titre du protocole PLIE MP OUEST 2018-2022.

La présente délibération a donc pour objet de compléter la délibération N° VECO 013-1159/17/CT du 12 Décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

• Préambule :

« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge

et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégialement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

- Article 10 – Les moyens

« L'appui de la Région aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi est centré sur la fonction d'ingénierie qui contribue à enrichir l'offre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi au service des bénéficiaires et des entreprises du territoire et à l'inscrire dans une dynamique de développement territorial. À partir des besoins du public ciblé par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, l'ingénierie de projet doit permettre d'impulser et de développer des actions novatrices dans une perspective de retour à l'emploi durable des participants.

Le soutien de la Région aux Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi vise le renforcement des programmes d'actions des Plans Locaux pour

l'Insertion et l'Emploi assurant le lien entre l'insertion et le secteur économique à travers trois axes :

- Axe 1 : Le développement des relations avec les entreprises
- Axe 2 : La mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics
- Axe 3 : Le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique

Le financement de la Région portera sur un ou plusieurs de ces axes et interviendra sur la base d'un montant annuel de 68 400 €. L'action des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sur la fonction ingénierie sera appréciée notamment à partir des éléments suivants : contenu des actions proposées (méthode, outils mobilisés, moyens mis en œuvre, calendrier, etc...), coût des actions et cofinancements mobilisés, plus-value des actions par rapport au droit commun, impact de l'action au plan qualitatif et quantitatif sur le retour à l'emploi. Des indicateurs d'évaluation seront proposés aux Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi. »

Les autres articles du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) restent inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VECO 013-1159/17/CT du 12 Décembre 2017 relative à l'émission préalable d'un Avis favorable à l'approbation, par le Bureau de la Métropole, du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST) ;
- La délibération du 15 décembre 2017 de la Région PACA concernant le soutien financier des 6 PLIE de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 Février 2018, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Ouest.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération N° VECO 013-1159/17/CT du 12 Décembre 2017 relative à l'approbation du protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est (PLIE MP OUEST) doit être complétée par celle intégrant les derniers points validés par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

- Qu'il convient d'intégrer dans le protocole 2018-2022 du PLIE MP OUEST la vision et la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif :

- Au complément de la délibération N°EMP 003-2895/17/BM du 14 Décembre 2017 liée à l'approbation du nouveau protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest (PLIE MP OUEST).

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 006-331/18/CT

■ **Approbation du principe d'une Délégation de Service Public par voie d'affermage pour l'exploitation et la gestion de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DGEDPSV 18/16495/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

En octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réceptionné une piscine intercommunale à Cassis, premier équipement reconnu d'intérêt intercommunale par le Conseil de Communauté (délibération du 27 juin 2002).

Cet équipement est un véritable stade nautique, doté d'installations performantes et dimensionné pour accueillir des compétitions de niveau régional. Il s'adresse à une population de plus de 60 000 habitants, résidant dans le bassin de vie Est du Territoire Marseille Provence.

Ce complexe aquatique comprend les équipements suivants :

- un bassin sportif de 25 x 21m (525 m²), pouvant accueillir des compétitions de niveau régional : 8 lignes d'eau, gradins de 206 places assises, dont 6 places pour personne à mobilité réduite,
- un bassin d'apprentissage de 310 m² (20 m x 12 m = 240 m²) permettant l'apprentissage scolaire, l'entraînement et également les pratiques de loisirs ludiques (70 m²), agrémentée d'une rivière et jeux d'eau de type fontaine et cascade
- un pataugeoire de 25 m²,
- des vestiaires et sanitaires
- un espace kinésithérapie de 120 m²
- un espace snack
- des plages extérieures
- un logement de gardien type F4 (environ 90 m² sur 2 niveaux)

Par ailleurs, la piscine offre des activités de loisirs extra-sportives pour tous les âges et répond à des besoins sociaux, éducatifs et sportifs. Cet équipement est destiné à trois types de public : les scolaires, les sportifs et le grand public. Elle accueille ainsi la majeure partie des écoles et collèges du bassin Est de Marseille Provence.

Par délibération du 23 décembre 2009, la Communauté Urbaine a décidé de confier, par voie d'affermage, la gestion et l'exploitation de cet équipement pour une durée de 3 ans. En effet, au regard des compétences et du savoir-faire nécessaires pour respecter les objectifs définis en termes de compétitions sportives, de pédagogie, d'accueil et de surveillance du public, cette dernière ne disposait pas des moyens propres suffisants pour garantir une gestion en régie optimale et performante.

Elle a ensuite conforté son choix en décidant, par délibération du 29 juin 2012, de maintenir ce mode de gestion pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2019.

Depuis la mise en service de la piscine fin 2010, ce mode de gestion a donné satisfaction aux usagers en termes de qualité du service et à l'administration en termes de suivi des prestations et de maîtrise des coûts de fonctionnement. Cet équipement a ainsi vu sa fréquentation augmenter continuellement pour atteindre près de 200 000 entrées en 2016.

Au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés et a décidé par délibération du 17 mars 2016, de déléguer la compétence de gestion et d'animation de la piscine CAP PROVENCE au Territoire Marseille Provence

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un professionnel dans le cadre d'une délégation de service public, sous la forme d'un affermage et pour une durée de cinq ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Elles peuvent être résumées ainsi :

- Le futur délégataire sera chargé d'e prendre les ouvrages mis à sa disposition et d'en assurer l'exploitation et la gestion des ouvrages mis à sa disposition, c'est-à-dire l'accueil des différents usagers dans le cadre d'un service public adapté en direction des populations scolaires, associatives et publiques ;
- Il devra assurer au mieux une diversification des prestations liées à l'apprentissage et au perfectionnement de la natation mais aussi aux différentes activités payantes dans le cadre d'une tarification adaptée ;
- Le futur délégataire aura également à charge de fournir les prestations de maintenance générale de l'établissement ainsi que la fourniture des fluides (eau, gaz, électricité) nécessaire au bon fonctionnement du service ;
- Il devra assurer le petit et gros entretien des installations mises à sa disposition.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux a été saisie pour avis, conformément aux dispositions de l'article L 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- L’ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération EPPS 001-1731/09CC du Conseil de Communauté du 23 décembre 2009 approuvant le principe d’une délégation de service public pour la gestion et l’exploitation de la piscine communautaire à Cassis ;
- La délibération EPPS 001-2184/10/CC du conseil de Communauté du 28 juin 2010 portant approbation du choix du délégataire et du contrat ;
- La délibération EPPS 001-466/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012, approuvant le principe d’une délégation de service public pour la gestion et l’exploitation de la piscine communautaire à Cassis ;
- La délibération EPPS 002-683/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l’exploitation de la piscine communautaire Cap Provence à Cassis ;
- La délibération HN 011-17/03/16 CM du conseil de la Métropole du 17 mars 2016, portant Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Chateaufort-Les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-La-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-Les-Pins, Septèmes-Les-Vallons ;
- L’avis de la commission consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la piscine Cap Provence à Cassis est actuellement gérée par une société privée dans le cadre d’un contrat d’affermage d’une durée de 6 ans et que ce contrat arrivera à échéance au 31 décembre 2019 ;
- Qu’au vu du rapport de présentation joint, le recours à une délégation de service public par voie d’affermage apparaît être le mode de gestion le mieux adapté à la gestion et à l’exploitation de la piscine Cap Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du principe d'une délégation de service public, par voie d'affermage, d'une durée de cinq ans, pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence localisée sur la commune de Cassis.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	111
Voix Contre	0
Abstentions	23
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC
- Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO
- Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET
- José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 007-332/18/CT

■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER sur le territoire de Marseille Provence DUF 18/16342/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, créée le 1^{er} janvier 2016, regroupe 92 communes pour une population d'un million huit cent cinquante mille habitants, sur un territoire de plus de 315 000 hectares dont 60 000 hectares de surface agricole utile.

Les territoires et les communes membres ont exprimé dans leurs documents de planification SCOT, PLU leur ambition de maintenir et développer les activités agricoles dans ses fonctions tant économique que paysagère et environnementale mais ainsi que l'angle de l'aménagement du territoire.

A l'échelle des territoires, différentes actions ont été menées pour le maintien et le développement d'une agriculture de proximité de qualité contribuant à la valorisation des circuits courts.

Il convient de poursuivre ces actions.

Ainsi, la Métropole s'est engagée le 17 octobre 2016 à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône, dans une démarche d'élaboration d'un projet alimentaire territorial (PAT) dont la pierre angulaire est la mise en œuvre de cette stratégie de la proximité.

Une politique foncière d'anticipation est nécessaire pour permettre l'accessibilité du foncier aux agriculteurs et garantir la vocation des espaces agricoles sur le long terme. De fait, la connaissance du marché foncier rural et des secteurs de frange ainsi que le remembrement rural sont des enjeux majeurs pour mener une politique d'aménagement de l'espace agricole et améliorer la structure des exploitations

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, la mise en place d'un partenariat s'est avérée pertinente et a conduit certains territoires et certaines communes, dont le territoire Marseille Provence, à conclure une convention d'intervention foncière (CIF), outil de connaissance et d'appropriation du foncier rural et agricole leur permettant de bénéficier d'un fort ancrage local.

La Métropole a souhaité décliner ce dispositif foncier partenarial au niveau métropolitain et à conclu avec la SAFER une nouvelle CIF, approuvée par délibération du 22 mars 2018, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2019.

Toutefois, le Conseil de Territoire de Marseille Provence est doté d'outils spécifiques à travers un dispositif basé sur l'animation de terrain et des outils techniques et financiers destinés à dynamiser l'activité agricole. La communauté Urbaine Marseille Provence a approuvé le 26 mars 2012, la conclusion d'une convention d'aménagement rural (CAR) pour la mise en œuvre d'actions complémentaires.

Cette convention plus incitative que la CIF qui consiste en une offre de service élaborée « sur mesure » en fonction des problématiques rencontrées sur le territoire, s'appuie sur un ensemble de dispositifs techniques et financiers susceptible d'être mis en œuvre par la SAFER et destinés à accélérer le remembrement foncier, à proposer des aides aux exploitants pour l'accès au foncier et favoriser la mise en location des friches.

Par ailleurs, le schéma directeur agricole communautaire (SDAC), approuvé le 3 juillet 2015, qui est destiné à coordonner l'ensemble des actions visant à conserver et développer le potentiel agricole de Marseille Provence Métropole et à aller vers une agriculture durable, a confirmé la nécessité de poursuivre ces dispositifs fonciers mis en place en partenariat avec la SAFER.

Afin de poursuivre ce partenariat, il convient aujourd'hui de proroger, pour une nouvelle durée de trois ans, la durée de validité de la convention d'aménagement rural (CAR).

Il convient que le Conseil de Territoire approuve l'avenant n° 2 prorogeant pour une nouvelle durée de trois ans la durée de validité de la CAR conclue avec la SAFER.

Il y a lieu de prévoir une enveloppe financière globale et annuelle de 55 000 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération URB 004-1157/07/CC du 17 décembre 2007 du Conseil de Communauté, approuvant le principe de mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable sur le territoire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération AEC 005-2016/10/CC du 25 mars 2010 DU Conseil de Communauté approuvant la convention d'intervention foncière conclue avec la SAFER pour la mise en œuvre d'actions en faveur du maintien d'une agriculture durable ;
- La délibération AEC 005-244/12/CC du Conseil de Communauté du 26 mars 2012 approuvant la convention d'aménagement rural (CAR) conclue avec la SAFER ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 du Conseil de Communauté approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération AEC 009-1122/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le schéma directeur agricole communautaire (SDAC) ;
- La délibération ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 octobre 2016 approuvant l'élaboration d'un projet alimentaire territorial PAT à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant la convention d'intervention foncière métropolitaine .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la prorogation pour une nouvelle durée de trois ans de la durée de validité de la convention d'aménagement rural (CAR) conclue avec la SAFER permettra de poursuivre sur le territoire intercommunal agricole et naturel ce partenariat basé sur l'animation de terrain et des outils techniques et financiers destinés à orienter l'activité agricole.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention d'aménagement rural (CAR) conclue avec la SAFER.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant .

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 et suivants du Conseil de Territoire Marseille Provence – Nature 6228 - Fonction 581 - Sous Politique C 130

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 008-333/18/CT

■ **Plan Climat Energie Territorial : Attribution d'une subvention et approbation d'une convention avec l'association Heko pour la sensibilisation et la mise en place d'une végétalisation comestible à Frais Vallon Marseille - 13^{ème} arrondissement DEE 18/16445/CT**

2) La proposition de l'association Heko

L'association HEKO basée à Marseille a été créée en juin 2016.

Ces axes stratégiques d'intervention sont :

- Développer des «micro-fermes» productives en milieu urbain et périurbain,
- Créer des espaces ressources dédiés à l'agriculture urbaine,
- Transformer les espaces verts collectifs,
- Développer des outils pédagogiques destinés au milieu urbain.

En cohérence avec les objectifs du Contrat de Ville et du Plan Climat Energie Territorial (PCET) et en lien avec l'élaboration du projet urbain piloté par Marseille Rénovation Urbaine, l'association, propose de développer des activités d'initiation à l'agriculture urbaine en co-construction avec les habitants et acteurs associatifs locaux.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1) Le quartier de Frais Vallon : lieu d'expérimentation

Quartier du 13^{ème} arrondissement de Marseille, Frais-Vallon (5 000 habitants) est construit à proximité immédiate du noyau villageois de La Rose, lieu de transit et carrefour entre le Nord et l'Est de l'agglomération.

Ce quartier est marqué par une prédominance de logements locatifs sociaux (1 400 logements environ) et connaît de nombreuses problématiques qui se posent sur les PRU marseillais, de sorte que les actions qui y seraient expérimentées pourraient ensuite être étendues et transposées.

Malgré des indicateurs sociaux préoccupants, ce quartier présente un potentiel de mutation fort et de réels atouts relevés par l'ensemble des diagnostics urbains réalisés dans le cadre de la politique de la ville et du renouvellement urbain, à savoir :

- Des équipements publics en nombre qui peuvent être rénovés ou reconstruits (exemple: piscine),
- Un secteur très connecté avec deux stations de métro et prochainement l'ouverture de la Rcade L2,
- Un tissu associatif dynamique,
- La proximité immédiate de la technopole de Château-Gombert.
- Une colline de 8 hectares et des espaces verts peu valorisés mais valorisables

C'est en tirant avantage de ses atouts que Frais-Vallon peut et doit innover pour changer son image et «se renouveler».

Dans la continuité du programme d'actions 2017, l'association propose cette année :

- Atelier de sensibilisation à l'activité potagère au sein du quartier,
- Construction d'îlots de bacs potagers en chantier participatif en cœur de quartier,
- Constitution de collectifs d'habitants en charge de l'exploitation et de l'entretien des bacs,
- Formation et accompagnement à la maintenance des bacs
- Intervention auprès de groupes scolaires primaires/secondaires autour du végétal comestible
- Prise en charge de 4 stagiaires en formation qualifiante en permaculture.

Le projet de l'association permettra une première étape indispensable à l'implantation d'un projet de

«micro-ferme» en permaculture sur le quartier dans le cadre du programme environnemental innovant appelé « SIRIUS » porté par la Métropole, à savoir :

susciter l'adhésion et mobiliser les habitants autour de ces questions.

Ce programme d'action est financé comme suit :

Financeurs	Montants (€)
Politique de la Ville	11 000
Métropole - CT 1 (Droit commun)	20 000
Mécénat	4 000
Autofinancement	8 800
Coût total (€)	43 800

3) Cohérence de la proposition avec les dynamiques existantes sur le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le Plan Climat Energie Territorial adopté par la Communauté urbaine MPM, devenue Conseil de

territoire Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, a pour ambition de développer l'agriculture de proximité autour de modes de production et de consommation responsables répondant aux enjeux de préservation des milieux et des ressources (biodiversité, sols, eau), d'épanouissement de tous (sécurité alimentaire, santé publique...) et concourant à une alimentation de qualité avec des produits locaux .

En 2016, la Métropole a été retenue dans le cadre d'un AMI appelé «Ville et Territoires Durables» porté par l'ANRU pour un projet à Frais-Vallon appelé «SIRIUS».

«SIRIUS» est un projet d'innovation visant à augmenter le reste pour vivre «mieux» des habitants en diminuant les dépenses contraintes des habitants et en facilitant l'accès à des services de proximité plus qualitatifs.

Enfin, l'amélioration du cadre de vie et l'implantation d'activités économiques nouvelles sont des enjeux également relevés dans le cadre du Contrat de ville 2017 porté par la Politique de la ville et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les Conseils de Territoire et le Conseil de la Métropole ;
- La délibération HN 049-092/16/CT du 24 juin 2016, du conseil de Territoire : Avis sur le rapport du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ;
- La délibération ENV 016-425/16/BM du 30 juin 2016, du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour

l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables.

CP 2019 : 4 000 euros

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'action s'inscrit pleinement dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial (PCET) porté par le Conseil de Territoire Marseille Provence (et avant par MPM) depuis 2012 ;
- Que l'action permettra une véritable sensibilisation des habitants à l'importance d'une alimentation locale et de qualité par le contact avec le végétal comestible ;
- Que l'action permettra d'étudier la faisabilité d'un système alimentaire territorialisé durable dans les quartiers nord de Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association « Heko » au titre de l'opération 25-3 du Plan Climat Energie Territorial « *Soutenir et développer une agriculture responsable de proximité* » pour l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvé le programme d'actions de l'association « Heko » pour l'année 2018, ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'association Heko et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial 2018 et suivants du Territoire Marseille-Provence.
Sous-politique G610 – Nature 65748 – Fonction 71
CP 2018 : 16 000 euros

VECO 009-334/18/CT

**■ Contrat de Baie - Approbation d'une convention et attribution d'une subvention pour l'année 2018 au Conservatoire du littoral et des rivages lacustres pour la réalisation d'une étude préalable à la création d'un lieu d'accueil à la Villa Marine sur l'archipel du Frioul
DEE 18/16448/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était engagée dans la démarche d'élaboration du Contrat de Baie de la métropole marseillaise.

Le Contrat de Baie de la métropole marseillaise 2015-2021 est issu d'une construction concertée entre tous les acteurs du littoral allant de Martigues à Saint-Cyr-sur-Mer, et sur la partie terrestre, entre tous les acteurs du bassin versant.

Il est la traduction opérationnelle d'objectifs partagés visant à préserver, améliorer et valoriser 130 km de linéaire côtier et le bassin versant de l'Huveaune. Ce contrat constitue un engagement de l'ensemble des partenaires concernés à réaliser un programme d'aménagement et de gestion des écosystèmes.

Le contenu technique du programme d'action a été approuvé par délibération n° PEDD 014-927/15/CC du Conseil communautaire du 10 avril 2015.

Parmi les actions inscrites au Contrat de Baie, figure l'action 1404 intitulée « Etude préalable à la création d'un lieu d'accueil à la Villa Marine ». Cette action, récemment mise en œuvre par le Conservatoire du littoral, vise à la restauration et à la valorisation culturelle et touristique de ce bâtiment (également appelée « Villa Amiral ») sur l'archipel du Frioul. Dressée sur une parcelle de 6000m² surplombant la mer sur l'île de Ratonneau et située sur la voie d'accès à la plage et à l'hôpital Caroline, la villa est inoccupée depuis plusieurs années. Son état général est considéré comme mauvais. L'étude en question a pour objectif de dresser un diagnostic sur l'état de

conservation du bâtiment et d'évaluer la faisabilité d'une réhabilitation visant la création d'une structure pour l'accueil du public et la sensibilisation aux enjeux naturels présents sur l'île. La Villa pourra, en plus du grand public de passage, accueillir de petits groupes scolaires et être utilisée par les acteurs de gestion (salle de réunion, etc.). La restauration de ce bâtiment en cœur de Parc national est souhaitée selon des exigences environnementales exemplaires afin de servir d'exemple concret de mise en œuvre de pratiques de développement durable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que partenaire du projet, s'est engagée dans le financement de cette étude à hauteur de 20 % du budget de celle-ci.

Le plan de financement définitif de cette opération est le suivant :

- Conservatoire du littoral
7 500 euros
- Ville de Marseille 4 500 euros
- Métropole Aix-Marseille-Provence 3 000 euros
- Coût total
15 000 euros
-

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération DDIP 002-170/12/CC du 13 février 2012 relative à l'élaboration et mise en œuvre d'un Contrat de Baie relatif à la préservation du littoral méditerranéen ;
- L'avis favorable du comité de Baie du 9 avril 2015 ;
- La délibération PEDD 014-927/15/CC du 10 avril 2015 portant approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération n°2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'agrément du bassin Rhône-Méditerranée
- La Fiche opération 1404 inscrite au Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La mise en œuvre de la phase opérationnelle du Contrat de Baie de la métropole marseillaise, agréé le 12 juin 2015 en Comité de Bassin.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la subvention de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 3 000 euros pour la réalisation d'une étude préalable à la création d'un lieu d'accueil à la « Villa Marine ».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres définissant le cadre et les modalités de ce financement.

Article 3 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de l'Etat Spécial du Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous-politique G610- Nature 65748 – Fonction 731.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 010-335/18/CT

■ Evaluation et gestion des nuisances sonores environnementales - Approbation de la cartographie réglementaire du bruit dans l'environnement du Territoire Marseille Provence DEE 18/16485/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores environnementales, la Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris, sur le territoire Marseille Provence, les travaux concourant à la réalisation d'une cartographie du bruit puis à un plan d'actions associé (le «Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement» ou PPBE).

Pour toute agglomération de plus de 100 000 habitants, cette cartographie est une obligation née de la loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation du bruit dans l'environnement, intégrée depuis lors au Code de l'Environnement.

La cartographie a notamment pour objet d'évaluer et prévenir, voire réduire, les nuisances sonores résultant d'activités humaines, à savoir les moyens de transport et les activités industrielles. Seules les sources de bruit suivantes doivent être prises en compte dans cette démarche: le bruit émis par les trafics routier, ferroviaire, et aérien ainsi que celui généré par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation (ICPE-A).

La cartographie du bruit dans l'environnement représente, pour chacune des sources de bruit, une évaluation globale de l'exposition au bruit et précise les prévisions générales de son évolution sur le territoire concerné. Ces cartes sont notamment établies au moyen des indicateurs de niveau sonore L_{DEN} (indicateur 24h) et L_N (indicateur nuit) définis au Code de l'Urbanisme (article R. 147-1).

Les cartes et les plans de prévention seront réexaminés, et le cas échéant révisés, au moins tous les cinq ans.

Les cartes de bruit n'ont pas de caractère prescriptif en matière d'urbanisme. Ce sont des documents d'information, non opposables, qui peuvent cependant compléter un Plan Local d'urbanisme (PLU), et ainsi servir de base, par exemple, à l'instruction d'un permis de construire.

Et, dans le cadre d'un Plan de Déplacements Urbains (PDU), les cartes peuvent être utilisées pour cibler les zones où une meilleure gestion du trafic est nécessaire.

Pour ce qui concerne le Territoire Marseille Provence il s'agit, ici, de procéder à la révision de la cartographie existante, à savoir: évaluer l'exposition globale de la population au bruit dans l'environnement et établir les prévisions générales de son évolution sur le territoire pour les sources sonores précédemment citées.

Conformément à la réglementation, cette cartographie fondera une proposition ultérieure de plan d'actions (PPBE), qui sera soumise au Conseil de Territoire Marseille Provence, dans le souci de prévenir les effets du bruit, réduire les niveaux de bruit, et de protéger les zones calmes.

La présente cartographie du bruit dans l'environnement a préalablement été soumise aux acteurs-clés du territoire, tels que services de l'Etat (DREAL), communes, gestionnaires de voie (Escota, SnCF Réseau, Aéroport Marseille Provence...), services métropolitains concernés (Urbanisme, Mobilité, Stratégie environnementale), en vue de recueillir leurs avis et remarques pour intégration au futur PPBE.

Au titre de la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement, ces cartes doivent être publiées électroniquement sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence et tenues à la disposition du public en son siège.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La Loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;
- Le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conduire et approuver la cartographie du bruit dans l'environnement du Territoire Marseille Provence qui introduit les futures propositions et programmation d'actions d'évaluation et de gestion des nuisances sonores environnementales.

DELIBERE

Article 1:

Sont approuvées les cartes de bruit stratégiques dans l'environnement du Territoire Marseille Provence ci-annexées.

Les cartes de bruit stratégiques sont composées de quatre familles de documents graphiques imposées par la réglementation :

- ☐ ☐ Les cartes de type A localisent les zones exposées au bruit à l'aide de courbes isophones indiquant les niveaux moyens de bruit ambiant ;
- ☐ ☐ Les cartes de type B localisent les secteurs du classement des infrastructures de transport terrestre ;
- ☐ ☐ Les cartes de type C localisent les zones où les valeurs limites sont dépassées ;
- ☐ ☐ Les cartes de type D localisent les évolutions du niveau de bruit connues ou prévisibles.

Les cartes de bruit sont accompagnées de :

- ☐ ☐ Un résumé non technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour son élaboration ;
- ☐ ☐ Une estimation du nombre de personnes occupant des bâtiments d'habitation et des établissements d'enseignement et de santé situés dans les zones exposées au bruit (estimation intégrée au résumé non technique).

La cartographie du bruit du Territoire Marseille Provence inclut les cartes des grandes infrastructures de transport situées sur son périmètre géographique (routes de plus de 3 millions de véhicules par an et voies ferrées supportant au moins de 30 000 trains par an).

Article 2 :

Les cartes de type B localisant les secteurs du classement sonore des infrastructures de transport terrestre seront annexées au PLUi métropolitain.

Article 3 :

Les cartes de bruit stratégiques seront tenues à la disposition du public pour consultation au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Pharo, Marseille.

Article 4 :

Ces cartes seront mises en ligne sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : <http://www.marseille-provence.fr>.

Article 5 :

Seront entreprises les investigations permettant de soumettre ultérieurement au Conseil de Territoire un projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement pour le Territoire Marseille Provence.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VECO 011-336/18/CT

■ Approbation du modèle de Charte de Partenariat pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les développeurs

Information au Conseil de Territoire DEE 18/16451/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information:

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et de leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT). Pour autant, en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie et contributrice à la transition énergétique à travers son Plan climat-air-énergie, la Métropole a un rôle de coordination et de facilitation de la production d'énergie renouvelable (EnR) sur son territoire et doit élaborer un plan de développement

des EnR. A ce titre, la Métropole peut accompagner, soutenir, voir porter des projets de production EnR.

Forte de ses compétences, la Métropole souhaite accompagner le développement des installations photovoltaïques de son territoire et fournir un soutien opérationnel aux développeurs de projets animés d'une approche territoriale. Pour cela, elle doit connaître les acteurs et être informée des projets et des potentiels de production sur son territoire.

Ainsi, la Métropole souhaite organiser et optimiser sa relation avec les « développeurs », entreprises chargées d'installer puis d'exploiter des équipements de production photovoltaïque, susceptibles d'intervenir sur son territoire.

Elle leur propose pour cela de signer une Charte de partenariat, non onéreuse, qui fixe les principes de coopération entre les développeurs et la Métropole. Cette charte définit les rôles et les engagements de chacune des parties afin d'initier les principes d'un développement local concerté et conforme aux attentes et objectifs de développement des énergies renouvelables sur le territoire de la Métropole. Elle aborde les questions liées aux échanges d'information, aux objectifs de développement économique local, à l'investissement participatif des collectivités locales et de la société civile, au raccordement au réseau public d'électricité, à la transmission de données et à la communication.

La Charte, dont le modèle est présenté en annexe, pourra être signée par la Métropole avec tout développeur qui en fera la demande et qui fournira aux services métropolitains, les informations demandées dans le cadre de ce partenariat et s'engagera à respecter les engagements de la Charte.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le modèle de Charte présenté en annexe et d'autoriser le Président ou son représentant à la signer avec les développeurs qui en feront la demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitaine « Approbation du modèle de Charte de Partenariat pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les développeurs ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitaine « Approbation du modèle de Charte de Partenariat pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les développeurs ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine « Approbation du modèle de Charte de Partenariat pour le développement d'installations photovoltaïques entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les développeurs ».

VECO 012-337/18/CT

■ Approbation de la Charte Métropole - Grand Port Maritime de Marseille entre les partenaires du territoire

Avis du Conseil de Territoire DGDU 18/16486/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Ensemble le territoire métropolitain et le port sont confrontés à des enjeux majeurs en termes de prise de leadership et de positionnement en Europe en Méditerranée et dans le monde .

La charte Ville-Port signée en 2013 entre la ville de Marseille et les partenaires du territoire a constitué une réponse forte en proposant une vision d'avenir partagé ; elle voit aujourd'hui ses objectifs en cours de réalisation :

Les grands chantiers qu'elle a identifiés produisent des projets concrets dans les domaines de l'économie portuaire et territoriale (SmartPort ; TTC), des infrastructures portuaires et dessertes terrestres (porte 4) et aussi de l'aménagement urbain et synergies Ville-port (EUGJ, Estaque Maritime, OAP, MP).

La structure de pilotage retenue a également porté ses fruits avec un processus de travail collectif en comité de pilotage animant la démarche et regroupant les signataires avec un comité technique organe instructeur des projets préparés par les chantiers.

Comme le notait la charte Ville-Port, elle ne constitue pas « un aboutissement, mais le début d'un processus de renouveau », le port s'ouvrant à la ville et le territoire soutenant le développement du port et de ses activités.

La charte Ville Port demeure ainsi active et ses projets continuent d'être portés par ses partenaires.

C'est dans cette continuité que la CMP intègre le Port dans le territoire métropolitain, définissant un grand projet collectif et une forme de gouvernance entre l'ensemble des partenaires éprouvée au sein de la Charte Ville-Port depuis 2013 et élargie au territoire d'Aix-Marseille-Provence, afin de renforcer le développement économique du port et de la métropole, de mieux les insérer dans les flux méditerranéens et mondiaux, et d'en faire un leader sur le plan de l'excellence environnementale.

Pour ce faire la charte métropole port :

- s'inscrit en cohérence avec l'ensemble des documents stratégiques des partenaires et en premier lieu ceux de la métropole, du port et de l'Etat – mais également avec les stratégies et les projets d'investissements du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'azur, notamment dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région ;
- renforce la volonté de concertation à l'instar de la concertation continue des bassins ouest afin de favoriser la compréhension et l'adhésion au projet de développement des espaces du territoire métropolitain auprès des élus des associations et de la population ;
- fixe un cadre partenarial visant à identifier en commun les axes de développement du secteur de la logistique, des énergies renouvelables, de l'économie numérique, autour des enjeux d'environnement, de foncier, d'énergies renouvelables ou de mobilité des personnes comme des marchandises.
- détaille des projets d'investissements opérationnels, financés ou à financer, à réaliser dans un calendrier défini à l'horizon du contrat de plan Etat-région en cours ;
- décrit des actions constituant des démarches de développement et d'accompagnement.

Ces projets et ces actions sont organisés autour de trois grands axes stratégiques :

- développer l'attractivité et la compétitivité de l'ensemble du territoire en créant de la valeur ajoutée et en favorisant l'innovation
- Intensifier l'intégration d'une armature multimodale au service de la mobilité des marchandises et des personnes
- Aménager une métropole portuaire durable dans la performance environnementale et la bonne intégration du fonctionnement portuaire dans son environnement humain, eux-mêmes déclinés en programmes pour un meilleur suivi collectif.

Leur mise en œuvre sera suivie par la gouvernance de la charte, comité de pilotage et comité technique, au regard de critères communs détaillés et d'indicateurs de réalisation, témoins des axes stratégiques définis.

Le conseil de développement du GPMM a été saisi le 16 avril 2018 du projet de document par Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône et a rendu son avis lors de sa séance du 15 juin 2018.

Il émet globalement un avis très favorable au projet en soulignant l'importance qu'il faut accorder à la mise en place effective d'une nouvelle gouvernance fluide, rassemblant tous les acteurs publics et privés afin d'atteindre les objectifs affichés.

Toutefois, la synthèse des échanges organisés au sein de chacun de ses groupes de travail lui a permis de faire part de remarques et de suggestions, organisées en six points concernant le devenir de la Charte Ville Port, les thèmes couverts par la charte,

les modalités d'association des communes, les enjeux entre les bassins et les territoires, la question du transport de marchandises et les indicateurs proposés pour le suivi de la charte.

L'ensemble de ces observations devra être considéré et mis en œuvre dans le cadre de la charte gouvernée par son comité de pilotage, assurant ainsi une parfaite convergence des acteurs concernés.

Le texte présenté tient compte de cet avis dans tous ses aspects de fond et de forme et assure ainsi une parfaite convergence des acteurs concernés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Développement du GPMM émis le 15 juin 2018 ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« approbation de la Charte Métropole Port entre les partenaires du territoire ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de la Charte Métropole Port pour le territoire métropolitain ;
- Le rôle de la Métropole, du GPMM et des partenaires du Territoire métropolitain pour son développement et son équilibre.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la Charte Métropole Port entre les partenaires du territoire .

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prends pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 013-338/18/CT

■ **Budget Annexe Ports de plaisance - Revalorisation de l'autorisation de programme liée à l'opération modernisation des ports dans le cadre du budget supplémentaire 2018**

Information du Conseil de Territoire DIPOR 18/16513/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du budget supplémentaire 2018, il est proposé de revaloriser le montant de l'autorisation de programme liée à l'opération « modernisation des ports » conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
B220	2013111700	CT	Modernisation des ports	5 003 076.93	+ 2 428 000	7 431 076.93
TOTAL B220				5 003 076.93	2 428 000	7 431 076.93

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération POR 006-692/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de six autorisations de programme liées aux travaux de grosses réparations effectués sur les ports communautaires ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 Juillet 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la revalorisation de l'autorisation de programme liée à l'opération « modernisation des ports » dans le cadre du budget supplémentaire 2018.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la revalorisation de l'autorisation de programme liée à l'opération « modernisation des ports » dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille-Provence.

VECO 014-339/18/CT

■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16475/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Par délibération MER 001-2095/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)
- le Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL).

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du

candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit le CNTL.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, dénommés périmètre 1, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant est de 540.000 euros HT en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 001-2095/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du choix du CNTL en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1 - et sur l'approbation du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation du choix du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1 - et l'approbation du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	111	
Voix Contre	2	
Abstentions	21	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Martine MATTEI - André MOLINO - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ont voté contre :

Patrick MAGRO - Christian PELLICANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 015-340/18/CT

■ **Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes**

**Avis du Conseil de Territoire
DIPOR 18/16476/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Par délibération MER 002-2096/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)
- La Société Nautique de Marseille (SNM)

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la SNM.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, dénommés périmètre 2, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégué, ainsi que des travaux

et prestations restant à la charge du Délégrant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 400.000 euros en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 002-2096/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du choix de la SNM en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2 - et sur l'approbation du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation du choix de la Société Nautique de Marseille (SNM) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2 - et l'approbation du contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	111	
Voix Contre	2	
Abstentions	21	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Martine MATTEI - André MOLINO - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ont voté contre :

Patrick MAGRO - Christian PELLICANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 016-341/18/CT

■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16478/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Par délibération MER 003-2097/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)
- Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR).

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes

contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit l'YCPR.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille, dénommés périmètre 3, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégué, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 530.000 euros en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L’ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 003-2097/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d’une délégation de service public sous la forme d’un affermage comme mode de gestion ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l’article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l’exécutif et l’économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole d’Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation du choix de l’YCPR en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l’animation de plans d’eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 - et sur l’approbation du contrat de délégation de service public sous forme d’affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l’approbation du choix du Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l’animation de plans d’eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 - et l’approbation du contrat de délégation de service public sous forme d’affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	111	
Voix Contre	2	
Abstentions	21	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC
- Martine MATTEI - André MOLINO - Marc
POGGIALE - Georges ROSSO

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques
BESNAÏNOU - Sandrine D’ANGIO - Sandra DUGUET
- José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS -
Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel
MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne
RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ont voté contre :

Patrick MAGRO - Christian PELLICANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 017-342/18/CT

■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 4 - Approbation du choix du délégataire - Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

Avis du Conseil de Territoire DIPOR 18/16477/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code général des collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Dans ce cadre, le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet pour avis au Conseil du Territoire Marseille Provence le projet de délibération ci-annexé.

Par délibération MER 004-2098/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 12 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) ;
- L'Union Nautique Marseillaise (UNM).

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de

consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit la CCIMP.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 12 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, dénommés périmètre 4, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexe 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 30.000 euros en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :

- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4 ;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L’ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 004-2098/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d’une délégation de service public sous la forme d’un affermage comme mode de gestion ;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l’article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l’exécutif et l’économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation du choix de la CCIMP en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l’animation de plans d’eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4 - et sur l’approbation du contrat de délégation de service public sous forme d’affermage établi pour une durée de douze ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération concernant l’approbation du choix de la Chambre de Commerce et d’Industrie Marseille Provence (CCIMP) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l’animation de plans d’eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille - Périmètre 4 - et l’approbation du contrat de délégation de service public sous forme d’affermage établi pour une durée de douze ans, ainsi que de ses annexes, ci-joints.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	109	
Voix Contre	16	
Abstentions	7	
Ne prend pas part au vote		3

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Martine MATTEI - André MOLINO - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D’ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Patrick MAGRO - Christian PELLICANI

Ne prennent pas part au vote :

Gérard CHENOZ – Yves MORAINÉ - Dominique TIAN

VECO 018-343/18/CT

■ Approbation de la création d'une commission consultative pour les attributions d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à caractère économique et approbation de son règlement intérieur

Information du Conseil de Territoire DAJA 18/16574/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Elle s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, intégrant ainsi 24 ports et depuis le 1er janvier 2018, 4 autres ports communaux sont devenus métropolitains.

Les ports contribuent fortement à l'image du territoire, à son attractivité et à la qualité de vie de ses habitants. Ils constituent également pour le territoire métropolitain et ses acteurs un atout majeur de rayonnement participant au développement économique et touristique.

De nombreux professionnels exercent une activité au sein des ports de plaisance et bénéficient, pour cela, d'autorisations d'occuper le domaine public. Cela concerne environ 200 parcelles de terre-plein et/ou plan d'eau.

Les modalités d'attribution de ces autorisations d'occupation temporaire du domaine public à caractère économique ont été réformées par l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017. Désormais, ce texte applique à leur délivrance les principes juridiques de mise en concurrence posés par l'Union Européenne.

Seules les activités qui ne font l'objet d'aucun marché concurrentiel échappent à cette qualification. Cela modifie les modalités d'attribution des conventions à caractère économique utilisées jusqu'à présent par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui doivent désormais être octroyées à la suite d'une mise en concurrence.

En conséquence, il apparaît nécessaire de créer une *commission consultative* dont le rôle sera d'émettre, à la suite des consultations, des avis sur l'attribution des conventions *d'autorisation d'occupation*

temporaire (AOT) du domaine public maritime des ports de plaisance du territoire métropolitain.

Il est proposé de fixer la composition de cette commission aux membres suivants:

- Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant;
- Le Président du Conseil de Territoire concerné, ou son représentant
- Le Maire de la commune du port de plaisance concerné, ou son représentant.

Les représentants des territoires et des communes ne pourront émettre des avis que pour les dossiers les concernant.

Il est proposé d'acter le *règlement intérieur* de cette commission annexé à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour attribuer les autorisations d'occupation temporaire du domaine public à caractère économique ;
- La modification des règles d'attribution des autorisations d'occupation du domaine public à caractère économique par l'Ordonnance du 19 avril 2017 ;
- L'intérêt d'approuver la création de cette commission consultative d'attribution ;
- La nécessité de procéder à la désignation de leurs représentants ;
- La nécessité d'acter le règlement intérieur de cette commission consultative d'attribution.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation de la création d'une commission consultative pour les attributions d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à caractère économique et approbation de son règlement intérieur

VECO 019-344/18/CT

■ Octroi d'une subvention à l'association Arpoador pour l'organisation du festival international de guitare DCOMSV 18/16535/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Arpoador a été créée en 2015 , elle porte le nom d'un morceau de guitare composé par Sergio ASSAD célèbre guitariste brésilien d'origine libanaise. L'objectif de l'association est de faire connaître et développer la musique en organisant des manifestations, et de permettre aux jeunes talents de s'exprimer.

Les éditions 2016 et 2017 ont posé les jalons d'un concours international de très haut niveau, avec un jury d'exception, présidé par Judicael Perroy, concertiste, pédagogue, promu en septembre 2017 au prestigieux conservatoire de San Francisco. En deux ans le concours est devenu une référence dans le monde de la guitare, grâce aux personnalités musicales présentes et aux récompenses attractives.

Il fait partie des 2 concours en France ayant autant de candidats de nationalités étrangères.

Le projet 2018 élargit son concept, il devient un festival avec 3 concerts, 4 master class, conférences, luthiers, éditeurs, tout en conservant le concours international. Il se déroulera sur 4 jours.

Cette manifestation se déroule du 7 au 10 juin au théâtre de verdure de Carry le Rouet et s'adresse :

- à de jeunes guitaristes étudiants de 8 à 20 ans pour s'évaluer, s'exprimer devant un jury de grands professionnels et leur permettre d'écouter des futurs professionnels
- à de jeunes professionnels sans limite d'âge pour se faire connaître

Le festival propose chaque soir un concert avec des concertistes internationaux de grande qualité, ainsi qu'un concert du lauréat 2017.

Il permet également de promouvoir le monde professionnel de la guitare autour de luthiers, fabricants de cordes, éditeurs, etc...

Le concours et son festival contribuent à la notoriété, à l'attractivité et au rayonnement de Carry le Rouet et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, en complétant l'offre d'événements culturels et touristiques.

A ce titre il est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 euros TTC à l'association Arpoador.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 5 000 euros TTC à l'association Arpoador.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

VECO 020-345/18/CT

■ Octroi d'une subvention à l'association Musica Intima pour l'organisation du festival Musique au Centre DCOM 18/16560/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Musica Intima œuvre pour la promotion et la diffusion des œuvres musicales sous forme de concerts et festivals.

A ce titre elle organise le festival de musique de chambre « Musique au Centre » qui se déroule les 24 et 25 août 2018 à Marseille Lycée Mongrand.

Trois concerts, duos et quintette avec piano, mettront en musique les thèmes de l'amour, en résonnance avec le thème de MP 2018, et celui du centenaire de l'armistice.

L'ensemble des activités de l'association en 2018 est tourné vers la mise en place du festival. Tout au long de l'année, l'association a posé les jalons du festival de l'été par une mise en commun des réseaux avec plusieurs associations afin d'accroître la taille du public, la sensibilisation du public à la mise en place du festival Musique au Centre, l'incitation à l'émission de dons pour soutenir le projet.

Ainsi l'association a organisé en février un récital de Violon-Piano au château de la Buzine en collaboration avec le LYONS CLUB et le ZONTA Marseille.

En Mars, l'association a organisé une semaine de résidence des artistes au lycée Montgrand dans le cadre des répétitions du festival Musique au Centre.

Le Festival Musique au Centre contribuant au rayonnement du territoire à la fois culturel et touristique, il est proposé de le soutenir à hauteur de 3000 euros TTC versé au titre de subvention à l'association organisatrice.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de 3 000 euros TTC à l'association Musica Intima

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU -
Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José

GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 021-346/18/CT

■ Octroi d'une subvention à l'association Zik animation pour l'organisation de la journée Frater Cité

DCOM 18/16539/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Zik animation, à l'initiative du projet Frater Cité est une association dont le but est d'organiser des événements sportifs culturels et citoyens en direction des habitants et des associations de proximité.

Partenaire de référence reconnu dans le secteur, elle apporte son concours aux animations et fêtes de quartiers.

Zik animation a créé la journée Frater Cité dont la troisième édition s'est déroulée le 13 Mai 2018 au château de Fontainieu, Marseille 14^{ème}.

Cette manifestation gratuite réunit le temps d'une journée récréative un public multi générationnel autour d'un pique nique géant, tournoi de foot, démonstration d'arts martiaux, concerts mais aussi stand d'information emploi, prévention drogues et alcool, citoyenneté, sécurité routière.

Plus de 1000 visiteurs et une trentaine d'associations étaient présents.

La manifestation est encadrée par des médiateurs, les marins pompiers et la Croix Rouge.

Il est proposé d'octroyer une subvention de 3 000 euros TTC à l'association Zik animation pour l'organisation de la journée Frater Cité.

En ce qui concerne les modalités de versement de la subvention, il est précisé qu'il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 3 000 euros TTC à l'association ZIK Animation.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 022-347/18/CT

■ Octroi d'une subvention à l'association les amis du théâtre Sylvain pour l'organisation du festival des mots et des étoiles
DCOM 18/16545/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association les amis du théâtre Sylvain organise le festival des mots et des étoiles les 4 et 5 juillet 2018 à Marseille au théâtre Sylvain.

Premier festival de théâtre généraliste et en plein air des Bouches du Rhône, le festival des mots et des étoiles a pour objectif d'inviter des artistes de talent pour partager, diffuser le goût des beaux textes dans le cadre exceptionnel du théâtre Sylvain.

L'exigence artistique corrélée à une accessibilité large grâce à une tarification basse font de ce festival un événement convivial destiné un public varié.

La programmation propose des œuvres de qualité, simples pour que tous les publics s'y rendent avec plaisir. La convivialité de cet événement offre des soirées uniques pour un public toujours plus nombreux.

Près de 14 000 spectateurs attendus, des parrains prestigieux tels que Jacques WEBER, Francis HUSTER, Michel PICCOLI, une billetterie nationale, des retombées dans les médias locaux et nationaux, sont autant d'atouts qui garantissent le rayonnement de notre territoire à la fois culturel et touristique.

A ce titre il est proposé d'octroyer une subvention de 30 000 euros TTC à l'association sus citée pour l'organisation du festival.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets d'envergure nationale conduisent le Conseil de Territoire à répondre au cas par cas en 2018 et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire notamment en matière de communication.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée la subvention suivante au titre de l'exercice 2018 :

- Festival des mots et des étoiles / association les amis du théâtre sylvain : 30 000 euros (trente mille euros)

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens, annexée à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur les crédits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence, nature budgétaire 6574, fonction 022.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 023-348/18/CT

■ Octroi d'une subvention complémentaire au théâtre NONO DCOM 18/16566/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le théâtre NONO souhaite développer une activité novatrice : le pôle Arts et Economie.

A ce titre le Conseil de Territoire réuni en séance le 20 Mars 2018 a approuvé l'octroi d'une subvention de 50 000 euros TTC à l'association le Théâtre NONO .

Dans cette perspective le pôle Arts et Economie explorera les thématiques spécifiques :

Art et développement durable
Réseaux de circulation artistiques et transports urbains
Ruralité et urbanisme : quelles cultures actuelles ?
Multiplication des supports
Innovation numérique
Information des publics
Formation et emploi
Territoires industriels et emploi

Le pôle art et Economie s'inscrit dans la filiation symbolique de la formidable action de la Comtesse Lily Pastré, mécène et complice d'artistes qu'elle héberge, soutient, fait connaître, et soigne parfois pendant l'occupation rendant pérenne de grands événements culturels dont le festival d'art lyrique d'Aix en Provence.

Son association « pour que l'esprit vive » place un idéal artistique fondé sur la rencontre d'écritures venues de toute l'Europe.

Renouer avec l'héritage de la Comtesse dans la perspective d'un territoire culturel et économique créatif c'est permettre aux spectacles emblématiques de créateurs européens originaux, échappant aux circuits classiques de l'offre culturelle, d'accéder à la scène.

La gouvernance du pôle Arts et Economie est inédite : un collège de 7 sages issus du monde de l'entreprise et des arts qui détermine la programmation et les manifestations.

Ainsi le projet artistique 2018 est riche et varié : créations françaises, parcours culturel itinérant en extérieur, spectacle hors les murs, cabaret, danse, spectacles lyriques, rencontres Sciences et Arts dans le cadre de la deuxième édition des rencontres Lily Pastré, musiques contemporaines, gastronomie..Etc.

Compte tenu de l'ambition et de la qualité du projet, et de l'intérêt pour le Conseil de territoire de soutenir les initiatives qui contribuent au rayonnement culturel et touristique du territoire, il est proposé d'abonder la subvention de 30 000 euros TTC supplémentaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 30 000 euros TTC au théâtre NONO.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le théâtre NONO.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018
EST CT1 – A710/65748/022

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU -
Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José
GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard
MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER -
Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne
TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 024-349/18/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association TEAM Henri-Fabre anciennement dénommée Association Inovsys

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/15160/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I
du Code Général des Collectivités Territoriales, le
Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport
présenté ci-après :

Dès 2005, à l'annonce des très fortes ambitions de
développement d'Eurocopter, Ex-MPM a orienté ses
projets d'aménagement de Parcs d'activités à
Marignane et Saint-Victoret vers les besoins de la
filière aéronautique afin de permettre l'accueil de
fonctions ou de sous-traitants devant quitter le site de
Marignane et l'implantation de nouvelles entreprises

souhaitant développer des relations commerciales et
des synergies avec Eurocopter.

Le Projet Henri Fabre, né en fin d'année 2011 à la
suite de la Conférence Régionale de l'Industrie
Provence-Alpes-Côte-d'Azur, traduit la volonté
commune des acteurs de déployer et mettre en
cohérence des initiatives concrètes au service du
développement industriel de la région. Sa dynamique
repose en effet sur une démarche collective
réunissant sur un « cœur de zone », les entreprises,
les acteurs du monde de la formation, de la recherche
et de l'innovation.

Objectif de l'association TEAM Henri Fabre (TEAM
signifiant Technologies et Expertise en Advanced
Manufacturing) :

L'Association a pour objet de structurer le tissu
industriel sur le modèle d'entreprise étendue : plus
collaboratif, multi-filières et favorisant l'innovation.
L'objectif poursuivi étant l'amélioration de la
compétitivité de l'ensemble des filières industrielles de
la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et notamment
des PME.

Ce développement se concrétise par l'émergence et
l'animation de pôles d'excellence en Advanced
Manufacturing, dans les domaines de la mécanique,
des matériaux, des procédés et de l'ingénierie
numérique et virtuelle. L'Association permet aux
partenaires privés et publics de mettre en synergie
leurs expertises, de partager des ressources, des
compétences et des projets et de se mettre en réseau
avec tous les acteurs de l'innovation et de la
recherche.

L'Association a également pour objet la prise à bail,
l'aménagement et la sous-location de tous locaux
nécessaires à la réalisation de son objet social.
L'Association favorise l'innovation collective et la mise
en place de toutes actions transverses favorisant la
performance industrielle entre les acteurs des filières
« marché » présentes en Provence-Alpes-Côte-d'Azur
au travers, notamment :

- d'une mutualisation de moyens ;
- d'une mise à disposition d'expertise ;
- d'un accompagnement des acteurs dans leur
projet de croissance ;
- d'une mise en réseau pour favoriser les
opportunités de business, d'alliances ou de
montée en gamme ;
- et d'une offre de formation adaptée.

L'Association développe une offre de services pour
les grandes entreprises et les PME sur les axes
suivants : intelligence industrielle et partenariats ;
expertise technique et performance industrielle ;
plateformes technologiques.

L'Association assure avec le Comité pour le Développement Territorial, la cohérence avec les objectifs des membres en lien avec : - l'aménagement du territoire ; - la formation et le développement des compétences ; - l'attractivité et la promotion à l'international.

L'année 2017 fut la première année pleine d'existence de l'association TEAM Henri Fabre au sein du Technocentre implanté au cœur du Technoparc des Florides à Marignane. L'année 2017 a été marquée par la montée en puissance du projet régional Henri-Fabre, le changement de présidence de l'association (d'Airbus Helicopters vers EDF), par la structuration et le développement de 11 projets collaboratifs inter-filières, 5 plateformes techniques et 1 Programme d'Investissement d'Avenir « Emploi-Formation » remporté à l'été 2017.

L'année 2018 sera marquée par la réactivation du comité de pilotage regroupant les acteurs institutionnels impliqués dans ce projet à vocation régionale.

Actions 2018

Les actions menées en 2018 contribueront à développer des actions visant à renforcer le tissu industriel, le faire grandir, améliorer sa productivité et à rendre attractif le territoire pour de nouvelles implantations industrielles venant chercher des conditions favorables au développement de leur business. En ce sens les 3 actions phares décrites ci-dessous seront conduites :

I. Développer le sourcing technologique

Afin de renforcer la compétitivité du territoire dans les secteurs de l'aéronautique, du spatial, de l'énergie, du naval et du biomédical, TEAM Henri-Fabre poursuit son travail d'identification des technologies clés de l'industrie 4.0 à développer et déployer au niveau du tissu industriel régional.

Axe 1 : Consolidation de la feuille de route technologique régionale en mécanique, matériaux, procédés et ingénierie numérique pour répondre aux futurs besoins des Donneurs d'Ordres (DO), des Entreprises de Tailles Intermédiaires (ETI) et des grands projets structurants de la région. Fin 2017, la feuille de route technologique Henri-Fabre a été consolidée et les contenus détaillés des actions à mener sur chaque axe ont été approfondis, comme notamment pour l'axe développement de revêtements fonctionnels innovants ou l'axe fabrication additive. De nouveaux axes stratégiques sont apparus comme par exemple la maintenance rapide. Cette feuille de route continuera d'être alimentée et mise à jour en 2018 au

travers de RDV annuels avec les Donneurs d'Ordres et avec les grands projets structurants régionaux. Le Conseil Scientifique Henri-Fabre poursuivra sa mission de conseil et arbitrage des axes technologiques prioritaires.

Axe 2 : Mettre à disposition des industriels des plateformes mutualisées sur le Technocentre pour soutenir le développement des technologies prioritaires et aider les entreprises du tissu économique local à monter en compétences sur ces technologies.

A l'issue de l'année 2017, les plateformes du Technocentre ont été enrichies principalement sur les axes fabrication additive et essais tribologiques.

L'année 2018 sera consacrée à consolider l'exploration et préparer la mise en place de nouvelles plateformes sur les thématiques suivantes : IOT / Big Data pour la maintenance prédictive, robotisation / automatisation, tomographie RX haute énergie, etc... Cette action permettra de conforter la montée en puissance du Technocentre Henri-Fabre et d'alimenter le dossier technico-économique de la future implantation au sein du Technocentre full-size.

Axe 3 : Promouvoir et accompagner la réalisation de projets innovants, en lien avec l'ensemble des structures d'aide au développement économique régional.

A fin 2017, une dizaine de projets collaboratifs ont été réalisés ou initiés. La majorité de ces projets, portés en grande partie par des PME partenaires, vont entrer en phase opérationnelle en 2018. De nouvelles pistes de projets seront explorées et instruites sur les thèmes de la feuille de route technologique TEAM Henri-Fabre.

II. Développer l'offre « fertilisation croisée, diversification des marchés et open innovation » : contribuer au développement et/ou à l'émergence de filières industrielles d'excellence

Axe 1 : Organiser la 4^{ème} édition Business & Industrie TEAM Henri Fabre regroupant des donneurs d'ordre et des PME sur le thème du « business et de l'accès aux marchés dans le but de favoriser la diversification et la fertilisation croisée.

Axe 2 : Créer et animer une plateforme d'Open Innovation numérique inter filière comprenant une plateforme numérique sécurisée venant renforcer l'animation de l'écosystème régional et la mise en réseau des acteurs de l'innovation en région pour favoriser l'innovation ouverte et contribuer à bâtir

l'industrie du futur tout en aidant les entreprises à gagner en compétitivité.

III. Déployer l'offre emploi-formation

Axe 1 : Labellisation des parcours

Le premier objectif de cet axe est de rendre lisibles et opérationnelles les formations du territoire :

- Renforcer l'adéquation entre le besoin des entreprises et les acteurs de la formation,
- Favoriser l'employabilité des étudiants,
- Répondre aux besoins (élèves/entreprises),
- Proposer un accompagnement renforcé aux étudiants et aux entreprises (définition du projet de stage, un parcours co-construit).

Axe 2 : Animer le groupe de travail PERF Henri Fabre

Ce second axe a pour objectif de fédérer les partenaires emploi-formation de TEAM Henri-Fabre autour du dossier PIA PERF Henri-Fabre suite au dossier remporté en août 2017.

Il s'agit d'animer les réunions : comités des financeurs, comités de pilotages, comités opérationnels ainsi qu'être participant à certains groupes de travail

Equipe dédiée au projet :

En sus des personnels mis à disposition par les partenaires industriels (5 personnes), l'association emploie 2 salariés à temps plein :

- Un responsable technique « mécanique matériaux et procédés » (MMP) qui a pour mission d'être l'expert technique et opérationnel de l'axe MMP
- Un PMO/responsable communication en charge du suivi opérationnel de la gestion du projet, du suivi des finances et de la communication interne et externe.

Le budget prévisionnel 2018, qui s'élève à 1 268 934 euros, est stable, voire en légère baisse par rapport à l'année précédente (budget prévisionnel 2017 : 1 274 460 euros)

L'association Team-Henri Fabre a bénéficié d'une subvention de 75.000 euros au titre de l'année 2017 répartie comme suit :

- Territoire de Marseille Provence : 50.000 euros
- Territoire d'Aix : 25.000 euros

Afin de permettre le développement de son offre de projets collaboratifs à destination des PMI, il est

proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2018, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 85.000 euros à l'association TEAM Henri-Fabre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 85.000 euros au titre de l'année 2018 à l'association TEAM Henri-Fabre.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence axé sur les économies productives et de la connaissance, le projet Henri Fabre représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emploi ;
- L'intérêt de soutenir la dynamique industrielle engagée sur le Technoparc des Florides et de l'intensifier dans le cadre du projet Henri Fabre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution d'une subvention de 85.000 euros au titre de l'année 2018 à l'association TEAM Henri-Fabre.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VECO 025-350/18/CT

■ Attribution d'une subvention au Pôle Eurobiomed - Approbation d'une convention d'objectifs

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16318/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle EUROBIOMED

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité EUROBIOMED est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière, les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau,
- support aux projets de R&D,
- aide à la levée des fonds,
- soutien à la croissance des entreprises.

L'animation du réseau EUROBIOMED

Le Pôle regroupe à ce jour 269 adhérents dont 228 entreprises, principalement des PME/TPE. L'équipe du Pôle s'efforce de suivre au plus près la vie des membres, grâce à plus de 200 visites d'entreprises ou de laboratoires effectuées dans le courant de l'année.

En 2017, EUROBIOMED a organisé 22 événements ayant réuni plus de 1.000 participants et abouti à de nouveaux partenariats. Pour 2018, le Pôle prévoit d'aller à la rencontre de tous les adhérents ayant une

activité de R&D et d'adresser des informations personnalisées aux membres.

Plusieurs grands événements sont déjà programmés : Le Forum parlementaire de la Santé Connectée, RARE (Rencontre des Maladies rares, à Paris), un événement à monter avec le Syndicat National de l'Industrie des Technologies Médicales, l'Université d'été de la e-santé à Castres, le Congrès CEPS à Montpellier sur les interventions non médicamenteuses, l'AFSSI (Rencontres annuelles de la recherche préclinique à Marseille), l'AGEINGFIT à Nice (convention d'affaires dédiée à l'innovation dans la Silver Economy) ... Pour l'ensemble des événements, le Pôle souhaite renforcer le volet des rencontres d'affaires bilatérales.

L'action en faveur de la R&D

Sur les 111 projets étudiés par le Pôle EUROBIOMED en 2017, 36 ont été labellisés et 12 financés, pour un budget total de R&D de plus de 71 millions d'euros. L'activité dédiée aux projets fait d'ailleurs l'objet d'un tableau de bord précis basé sur les indicateurs identifiés dans le contrat de performance. En 2017, le Pôle a lancé une nouvelle offre permettant de favoriser les financements FEDER.

En 2018, EUROBIOMED poursuivra son action de détection et de stimulation de l'innovation et prendra les dispositions nécessaires pour augmenter les chances de succès des projets présentés. Les projets non retenus seront systématiquement réorientés, et le Conseil Stratégique des Projets devrait être associé davantage à l'amont du process. Outre le travail habituel sur les appels à projets à venir, un effort particulier sera réalisé sur l'émergence de projets structurants de type PSPC, programme financé par BPI France. Le Pôle prévoit également de collaborer plus étroitement avec les SATT.

Le soutien à la compétitivité des entreprises

Pour soutenir la croissance des entreprises, le Pôle a mis en place un important dispositif d'accompagnement personnalisé à toutes les étapes du développement de l'entreprise innovante.

Le programme « CellComp » comprend des accompagnements individuels ainsi que des ateliers de formation sur de nombreuses problématiques comme le développement stratégique, le business model, les ressources humaines, les partenariats, l'optimisation des produits, les enjeux réglementaires, le développement industriel et commercial, le financement de l'entreprise...

A ce titre, le Pôle anime aussi un comité d'investisseurs dédié aux biotechs. Quant à l'accélérateur GO4BIOBusiness, il est réservé à des pépites particulièrement prometteuses, soigneusement sélectionnées. Les trois entreprises

accélérées durant la première phase en 2017 ont déjà créé

10 emplois et levé 7,5 millions d'euros. Un nouvel appel à candidatures vient d'être lancé.

En 2018, l'offre du Pôle en faveur de la compétitivité s'inscrira dans la continuité, avec un effort particulier pour améliorer sa lisibilité.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle EUROBIOMED, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 55.000 euros, représentant 3,02 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.818.645 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 48.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence

- 7.000 euros seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 55 000 euros au pôle Eurobiomed et de l'approbation de la convention d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le pôle Eurobiomed.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 55 000 euros au pôle Eurobiomed.

Adoptée

Monsieur Dominique TIAN ne prend pas part au vote

VECO 026-351/18/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16365/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de
Les résultats sont ainsi ventilés par CT :

Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'association dénommée : Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) a été créée en 1989 par Maria Nowak en adaptant à la France le principe du microcrédit, mécanisme financier qui a largement fait ses preuves dans les pays en voie de développement, en Asie, Afrique et Amérique Latine.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

Les résultats 2017 :

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31/12/2017, 442 personnes ; dont 325 personnes pour un projet d'entreprise et 117 pour un projet d'emploi salarié.
Soit + 22% de personnes soutenues par rapport à 2016.

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	338	30	12	27	15	20	442
Pour un projet d'entreprise	251	24	7	18	9	16	325
Pour un projet d'emploi salarié	87	6	5	9	6	4	117

Le plan d'action de l'ADIE en 2018

Les projets de création ou de développement d'entreprises :

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 euros)
- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

Le retour ou maintien en emploi salarié :

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 euros)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

Les 4 grands axes de développement de l'ADIE en 2018 :

Afin de développer ses dispositifs, l'ADIE met en place un plan d'action qui repose sur 4 grands axes tels que :

- Le maintien des relations avec les partenaires traditionnels afin de générer des prescriptions supplémentaires et d'accroître la visibilité de son offre de services
- L'approche de nouveaux partenaires prescripteurs intervenant prioritairement dans les QPV
- La promotion de son action à destination de personnes en situation de précarité par le

biais d'actions de communication grand public et d'actions de prospection ciblées :

- Réalisation de journées portes ouvertes et d'ateliers thématiques (au sein de ses antennes physique à Marseille et Aix-en-Provence ou sur ses lieux de permanences délocalisées)
- Réalisation de permanences hebdomadaires au Carburateur, à La Ciotat, à Aubagne et à Salon de Provence
- Projet de mise en place d'une nouvelle permanence (mensuelle) à Martigues
- Présence sur les salons, forums en lien avec la création d'entreprise et/ou l'emploi
- La communication autour de son action principalement lors des « rendez-vous de l'Adie » programmés en février, juin et octobre 2018.

La subvention accordée en 2017 :

En 2017, la Métropole Aix Marseille Provence a attribué une subvention à l'ADIE de 104 000 euros, répartie sur les différents Conseils de Territoires : Territoire Marseille Provence : 45 000 euros, Territoire du pays d'Aix : 40 000 euros, Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 euros, Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros et Territoire Pays Salonais : 6 000 euros.

La subvention-pour 2018 :

Pour 2018, il est proposé une subvention de 90.000 euros répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 euros
- Territoire Pays Salonais 2 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 90.000 euros pour 2018 à l'association ADIE.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'intérêt de soutenir la création d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de rapport de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 90.000 euros pour 2018 à l'association ADIE répartie comme suit :

- Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 euros
- Territoire Pays Salonais 2 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 8 000 euros

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 027-352/18/CT

■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour l'organisation des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie du Technopôle Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16372/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Lieu emblématique de l'innovation technologique sur le territoire et lieu d'échanges entre acteurs scientifiques et entrepreneuriaux, le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert participe chaque année aux Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie organisées par la CCI Marseille Provence.

Les Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie (format d'une demi-journée ou d'une journée) sont destinées aux chefs d'entreprises et acteurs économiques locaux. Elles ont pour objectif de faire le point sur un savoir-faire, les évolutions du marché en lien avec une filière économique, une technologie spécifique ou sur une problématique liée à l'entreprise.

Les objectifs des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie :

- aider les entreprises à développer des réseaux d'affaires en générant des occasions de business entre les acteurs du développement économique local (entreprises, créateurs d'entreprises innovantes, laboratoires de recherches,...)
- informer les entreprises sur évolutions des filières technologiques et les nouvelles opportunités de développement innovant
- agir pour développer la notoriété des entreprises innovantes
- informer et sensibiliser 80 à 100 participants majoritairement issus de TPE/PME de l'industrie (services à l'industrie)

Deux manifestations sont programmées en 2018 en lien avec les évolutions technologiques et la création de nouveaux marchés au sein des filières économiques clefs du territoire définies par la Métropole Aix-Marseille Provence dans son Agenda du développement Economique.

Les thématiques des Rendez-vous de l'Industrie sont définies par un Comité de Pilotage mixte Métropole AMP / CCIMP.

- 1) le 27 Avril 2018, organisation du 1^{er} Rendez-vous « FOWT' Academic sessions » dans le cadre de l'événement « Floating Offshore Wind Turbine », le plus grand événement mondial dédié à la filière Eolien Offshore Flottant (EOF).

08h00 – 16h00 à Château Gombert, dans les locaux de l'Ecole Centrale de Marseille

- 2) Novembre/Décembre 2018 Rendez-vous de Novembre-Décembre 2018 (1/2 journée) à la Maison du Développement Industriel – Technopôle Marseille Provence à Château Gombert

Thématique à définir par le Comité de Pilotage Métropole Aix-Marseille Provence / CCIMP

Le budget total prévisionnel pour l'organisation des deux événements « Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie » en 2018 s'élève à 43 765,64 euros HT.

Budgets prévisionnels simplifiés

Organisation du 1er Rendez-Vous « FOWT' Academic sessions »

CHARGES	Montant de l'action € HT	PRODUITS	Montant par partenaire en €
Sous-traitance (Nettoyage, Gardiennage, Hôtesse, location Matériel, prestations de transport, ...)	2 400,00 €	CCIMP	16 657,00 €
		Ecole Centrale * Marseille *	1 000,00 €
Honoraires (animation...)		MAMP	4 000,00 €
Déplacement / Missions	100,00 €	Budget FOWT 2018	2 000,00 €
Réceptif	4 500,00 €		
Accompagnement technique et logistique de la CCIMP : Experts, Assistants, Matériel informatique, Matériel réseaux, imprimantes, ...	16 657,00 €		
TOTAL CHARGES	23 657,00 €	TOTAL PRODUITS	23 657,00 €

* La participation d'ECM est soumise à une délibération à venir. En cas de refus, cette participation initialement prévue sera intégralement prise en charge par la CCIMP et le Budget FOWT 2018.

CHARGES	Montant de l'action € HT	PRODUITS	Montant par partenaire en €
Sous-traitance (Nettoyage, Gardiennage, Hôtesse, location Matériel, prestations de transport, ...)	2 400,00 €	CCIMP	14 108,64 €
Honoraires (animation...)		MAMP	4 000,00 €
Déplacement / Missions	300,00 €	Budget FOWT 2018	2 000,00 €
Réceptif	3 300,00 €		
Accompagnement technique et logistique de la CCIMP : Experts, Assistants, Matériel informatique, Matériel réseaux, imprimantes, ...	14 108,64 €		
TOTAL CHARGES	20108,64 €	TOTAL PRODUITS	20108,64 €

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'émettre un avis favorable au projet de délibération relative au soutien de la CCI Marseille-Provence pour l'organisation en 2018 de deux événements des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie sur le Technopôle de Château-Gombert pour un montant de 8000 euros, soit 18% du montant global.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention cadre de partenariat entre le Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence votée le 9 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence pour l'organisation des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie du Technopôle Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie sur le Technopole de Château-Gombert pour favoriser les synergies entre acteurs académiques et acteurs économiques ;
- L'importance de mettre en relation des savoirs-faires technologiques avec des opportunités de marchés et le développement de nouvelles filières industrielles pour soutenir le développement de l'économie productive sur le territoire ;
- La cohérence du programme des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie avec l'Agenda du Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la convention relative à l'octroi de la subvention d'un montant de 8 000,00 euros à la CCI Marseille Provence pour l'organisation des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 028-353/18/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle CAPENERGIES - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

DGDE 18/16400/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle CAPENERGIES

Réunissant 530 membres, à l'échelle de 5 territoires (PACA, Corse, Guadeloupe, Ile de la Réunion et principauté de Monaco), le Pôle de compétitivité CAPENERGIES se positionne comme un important acteur de la transition énergétique. En phase avec la Loi sur la transition énergétique et les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) définies par la Région, le Pôle couvre trois Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) :

- Economiser l'énergie : technologies de réduction des pertes énergétiques dans les bâtiments, systèmes de valorisation de la chaleur fatale, matériaux pour bâtiments en climat tropical...
- Gérer l'énergie de manière intelligente : solutions de pilotage et d'optimisation de la consommation, systèmes de stockage de l'énergie, solutions d'autoproduction, systèmes énergétiques autonomes ou embarqués...
- Produire de l'énergie décarbonée : optimisation des systèmes de production renouvelable, systèmes de production énergétique intégrés au bâti, R&D sur les énergies de demain...

Le programme d'action 2018 du Pôle s'articule autour de 4 axes :

- Animation de l'éco-système et collaborations inter-clusters
- Développement de projets et de produits
- Développement à l'international
- Formation et emploi.

Animation de l'éco-système et collaborations inter-clusters

Outil d'animation et de partage sécurisé, la plateforme collaborative AGORA permet la diffusion d'informations vers les membres et partenaires, l'échange entre membres et la mise à disposition d'un annuaire. Une version anglaise du site internet du Pôle est aujourd'hui en ligne. CAPENERGIES poursuivra également la communication moyennant sa lettre d'information « Energies et Territoires ».

Le Pôle est soucieux d'accueillir les nouveaux membres dans de bonnes conditions : chaque nouvel adhérent bénéficie d'un pré-diagnostic réalisé par l'équipe du Pôle et fait l'objet d'un article de présentation diffusé au réseau.

Pour 2018, le Pôle propose de conforter la veille stratégique et thématique, en s'appuyant sur des éditeurs spécialisés. Il renouvellera les Rencontres d'Affaires de Capenergies, événement qui remporte un succès grandissant chaque année. Cette manifestation permet en effet aux membres de rencontrer les grands Donneurs d'Ordre, des responsables de plate-formes technologiques, des investisseurs ainsi que des partenaires institutionnels. En 2017, 500 rendez-vous d'affaires ont été réalisés en une demi-journée.

CAPENERGIES a également développé des collaborations inter-pôles et inter-clusters : partenariats avec les pôles « énergie » (Tenerdis, Derbi, S2E2, energivie), avec les Smart Grids French Clusters, l'association EA Eco-entreprises, le réseau Cleantech...

Développement de projets et de produits

Les objectifs opérationnels pour l'année 2018 se déclinent selon les axes suivants :

- Accompagnement des porteurs de projet de l'émergence jusqu'au financement : analyse des projets, diffusion d'appels à projets, réunions d'échange, aide à la constitution du consortium, identification des guichets de financement, suivi du dépôt de dossier, réunions de suivi, réflexion sur les suites à donner aux projets de R&D ;
- Pérennisation du processus de labellisation : le comité de labellisation a évolué en 2016, afin que le Pôle passe d'une logique d'« usine à projets » à « l'usine à produits ». Le nouveau comité a entraîné une augmentation du niveau d'exigence. Dans un souci de réévaluation des recettes privées du Pôle (conformément aux dispositions des contrats de performance), CAPENERGIES étudie la mise en place de « success fees » et le développement d'un service de valorisation plus poussé ;
- Suivi et promotion des projets financés, mesure de l'impact sur le territoire, mise en ligne d'une fiche de communication sur les projets labellisés ;
- Accompagnement des entreprises pour la mise sur le marché de produits et services ;
- Organisation d'au moins trois événements par an, dédiés à l'innovation et à la commercialisation de produits et services innovants, ciblant notamment le stockage d'énergie, la biomasse et l'hydrogène ;
- Veille et communication sur les guichets de financement et appels à projets ;
- Participation à des jurys.

Développement à l'international

CAPENERGIES mène depuis longtemps des actions d'information et d'animation à visée internationale. Sur la base des recommandations de l'audit 2016, le Pôle a décidé de renforcer de manière significative ses actions internationales. Ainsi, il organise en février 2018 un colloque européen sur le thème Energy for Smart Mobility. Un groupe de réflexion sur la stratégie internationale et européenne a également été mis en place.

Parmi les actions programmées en 2018, il convient de citer :

- la veille internationale ;

- les réunions et partenariats internationaux : accueil de délégations étrangères, missions collectives inter-pôles avec Business France ou la DGE dans les zones à fort potentiel, partenariats avec le club APEX et le Club d'affaires franco-allemand, participation à des groupes de travail internationaux ;
- participation à trois Salons internationaux ;
- préparation de dépôts de projets européens ;
- suivi des actions institutionnelles post – COP21.

Formation et emploi

CAPENERGIES se positionne notamment sur l'accompagnement des organismes de formation, afin de conforter l'offre adaptée en la matière et de favoriser ainsi la montée en compétence des salariés des entreprises membres. Le Pôle accompagne également les structures de formation en alternance et participe aux enseignements de certains masters spécialisés. Il assurera en 2018 une formation d'initiation aux Smart Grids réservée aux agents des collectivités territoriales. Parallèlement, CAPENERGIES poursuit la cartographie des formations existantes.

En 2018, le Pôle a prévu de coopérer avec l'Observatoire Régional des Métiers sur la problématique des métiers relevant du secteur des Smart Grids. En partenariat avec Pôle Emploi et l'association Paul Emploi basée à Saint-Paul-lez-Durance, Capenergies s'impliquera à nouveau dans l'organisation du Forum « L'Energie pour l'Emploi » où il représentera d'ailleurs des PME et TPE proposant des postes.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence s'élèvera à 65.000 euros, représentant 6,78 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 957.968 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30.000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 35.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

ACTION SPECIFIQUE REALISEE EN 2018 : FLEXGRID

Le Pôle CAPENERGIES assure également l'animation du programme FLEXGRID et des projets qui y sont associés.

Rappel du contexte :

Les « Réseaux Electriques Intelligents (REI) » constituent l'un des axes prioritaires de la Nouvelle France Industrielle, avec un objectif de 25.000

emplois et de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2020. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en avril 2015, un appel à projets national pour le déploiement à grande échelle des REI. Celui-ci prévoyait de déployer, à partir de 2017 et sur une période de 5 ans, sur un territoire significatif et représentatif, un ensemble d'équipements et de technologies de type Smart Grids, pour dynamiser le tissu économique local et faire de la zone une vitrine du savoir-faire français en la matière.

Après avoir déposé sa candidature en juillet 2015, la Région PACA a été sélectionnée en mars 2016 au titre du programme FLEXGRID.

Les projets FLEXGRID :

Le programme FLEXGRID répond à deux objectifs :

- aménagement et transition énergétique vertueux du territoire ;
- amélioration de l'offre industrielle française et du potentiel d'exportation.

Afin de mobiliser et d'accompagner les entreprises, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en juillet 2016. A la suite de la pré-qualification de 300 offres proposées par 130 entreprises ou établissements, il a été procédé à la labellisation d'une soixantaine de projets.

Aujourd'hui, une quarantaine de projets sont mis en œuvre au titre du programme FLEXGRID suivis au plus près par le Pôle. 11 projets sont en gestation. Ces projets territoriaux ont été classés selon quatre rubriques :

- La « Smart Economie » : volet orienté vers l'optimisation et la flexibilité énergétiques de sites économiques clé de la région. Parmi la quinzaine de sites économiques concernés, on trouve des data-centers, des sites industriels, des entrepôts et dispositifs de transport frigorifiques, des sites agricoles et touristiques... Les principaux enjeux sont l'autoconsommation EnR, le stockage de l'énergie, le pilotage dynamique des productions, du stockage et des consommations.
- Smart Cities et Territoires : sont visés des territoires à caractéristiques particulières (stations de montagne, espaces fluviaux, villes côtières, territoires isolés et insulaires), mais aussi la ville durable et l'habitat (par exemple gestion énergétique de logements sociaux, implication des habitants...). Les projets tendent à favoriser l'autoconsommation EnR, le stockage, le pilotage dynamique ainsi que les compteurs et réseaux de distribution intelligents.

- Les Smart Producteurs ENR : il s'agit de travailler plus particulièrement sur la complémentarité et la flexibilité des productions EnR, sur la problématique de stockage et les réseaux de transport d'électricité.
- La Smart Mobilité : recharge intelligente des véhicules électriques, déploiement de stations publiques et d'interfaces usagers, alimentation du réseau à partir des bornes, en période de pointe. Une de ces actions s'est portée sur le colloque « *la mobilité électrique intelligente intégrée au smartgrid* » les 15 et 16 février 2018 au Palais du Pharo à Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 15 000 euros sur un budget de 147 327 euros par la délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Ces projets territoriaux sont renforcés par six projets transverses : acculturation et mobilisation de la société, mobilisation et accompagnement des entreprises, internationalisation, formation gestion des données et cybersécurité.

En terme d'investissements, ces projets sont chiffrés à 340 millions d'euros. L'écosystème FLEXGRID comprend à ce jour 150 entreprises partenaires de projets ou souhaitant fournir leurs solutions. Le programme leur offre en effet de la visibilité sur la demande et sur leurs offres, tout en leur facilitant l'accès aux marchés.

La gouvernance :

Lauréat d'un appel à projets national, le programme FLEXGRID fait l'objet d'un suivi annuel par les ministères concernés.

Au niveau régional, trois instances sont en charge du pilotage et de l'animation :

- Un Comité Stratégique comprenant la Région, l'État, les collectivités concernées, les gestionnaires de réseau, les entreprises du 1^{er} cercle, 2 PME, le CEA Tech, la Caisse des Dépôts et Consignations, les Pôles de compétitivité SCS et CAPENERGIES.
- Un Comité Opérationnel comprenant, outre les structures représentées au comité stratégique, les équipes projet des Pôles, l'ARII, l'ADEME et deux représentants du monde académique.
- Des Comités d'animation territoriale par grande zone, en charge de l'animation et du suivi des actions sur chaque territoire, dans un souci de cohérence territoriale : Nice Côte

d'Azur, Aix - Marseille -Provence, Alpes – Vallée des énergies.

Communication autour de FLEXGRID :

La présentation et la promotion du programme FLEXGRID ainsi que la valorisation des projets et de leurs acteurs s'appuieront sur le site internet www.flexgrid.fr. lancé fin 2017, ce site sera finalisé courant 2018.

Il a vocation à adresser non seulement les parties prenantes du programme mais aussi les marchés de réplication et d'exportation. Il fera l'objet d'une version en langue anglaise et sera mis en relation avec le site de l'association nationale Think Smart Grids.

Par ailleurs, le Pôle éditera en 2018 l'annuaire du réseau FLEXGRID et des projets associés.

Pour accroître la visibilité du programme, CAPENERGIES prévoit de renforcer les relations presse. Une présence accrue sur les réseaux sociaux appuiera également la stratégie de communication du programme.

Pour les actions menées au titre du programme FLEXGRID, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'année 2018 s'élèvera à 45 000 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15.000 euros attribués par la Métropole par délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 (représentant 10,19 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 147 327 euros) au titre de l'organisation en 2018 du 1^{er} colloque international « Energy For Smart Mobility »,
- 20.000 euros seront pris en charge par la Métropole, représentant 4,46 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 448 572 euros,
- 10.000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2), représentant 2,23 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 448 572 euros.

Pour mémoire, par délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, 15.000 euros ont été attribués à l'association Capénergies pour l'organisation en 2018 du 1^{er} colloque international « Energy For Smart Mobility », portant la subvention totale de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour 2018 à 90 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 60.000 euros pour 2018 à l'association CAPENERGIES.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 60.000 euros pour 2018 à l'association CAPENERGIES qui se répartit de la façon suivante :

60.000 euros pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, soit :

- 25.000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 35.000 euros pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

30 000 euros pour les actions menées au titre de l'animation du projet FLEXGRID, soit :

- 20.000 euros pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 10.000 euros pris en charge par le Conseil du Pays d'Aix (CT2).

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 029-354/18/CT

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle SAFE - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire

DGDE 18/16401/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE se positionne sur la problématique de la sécurité globale et des services associés. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre trois Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Sécurité & Vulnérabilité
- Intégration & Conception de Solutions et Services
- Industries d'excellence.

Le réseau SAFE compte aujourd'hui plus de 400 adhérents. Les trois quarts des adhérents sont des PME, TPE ou des établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS, Sécurité Civile...). Par ailleurs, le réseau comprend 15 % d'académiques et 10 % d'ETI ou de grands groupes.

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Dans la continuité de l'année 2017, le programme 2018 prévoit plusieurs actions en direction des acteurs économiques :

- Organisation de rencontres ou participation à des salons : sur la quinzaine d'événements programmés, 9 devraient avoir lieu en France et 6 à l'étranger.
- 4 ou 5 missions à l'étranger associant des entreprises membres.
- Préparation de la mission BOURGET 2019.
- Des actions spécifiques orientées vers les relations PME – Donneurs d'Ordre :
 - Comités d'Open Innovation thématiques : SAFE a créé un Club Open Innovation regroupant 17 grands groupes représentés à travers leurs Directeurs d'Innovation ou de R&D. Le Pôle les aide à spécifier leurs besoins et à les mutualiser sur des thématiques communes. Les comités thématiques permettent aux PME de présenter leurs produits ou leur savoir-faire. Les donneurs d'ordre participent financièrement à cette démarche.
 - Mené avec Henri Fabre, le programme Performance Industrielle se déroule sur 18 mois et va dans le même sens. Une quarantaine d'entreprises est impliquée.
- Soutien au montage de projets collaboratifs : construction du projet, définition du consortium, préparation de dossiers à l'attention de différents guichets de financement : FUI, ANR, RAPID (dispositif armement), Europe, PSC (programme BPI dédié aux grands projets structurants), ADEME, Investissements d'Avenir....
- Mise en place de formations à destination des adhérents pour leur faciliter l'accès à la commande publique (secteur important pour les solutions de sécurité).
- Prise en compte du volet Emploi – Formation – RSE : le Pôle contribue à identifier les besoins en terme d'emplois et de formations sur toute la chaîne de valeur du Pôle, à expérimenter de nouvelles solutions, à réaliser un travail d'analyse des métiers et des compétences...

- Des accompagnements individuels des entreprises sur des aspects ciblés.

- Le « Contrat de Croissance » : cette action ne fait pas l'objet de la présente demande de subvention, puisqu'elle est menée par la filière « Pégase Croissance » créée grâce à des financements des Investissements d'Avenir. Une trentaine d'entreprises est actuellement impliquée dans ce programme qui mobilise des consultants et experts très spécialisés. Il appartient toutefois au Pôle SAFE de repérer les entreprises à fort potentiel qui font ensuite l'objet d'une sélection rigoureuse. Ce programme permet d'ailleurs d'alimenter les recettes privées du Pôle, fixées à 50 % dans les contrats de performance des Pôles de compétitivité.

Parallèlement, le Pôle SAFE assure des missions dédiées aux filières stratégiques et aux programmes structurants : définition d'une feuille de route, émergence de projets, ingénierie de plates formes, recherche d'alliances stratégiques avec d'autres Pôles ou clusters....

Parmi ces programmes, il convient de citer notamment :

- le Dirigeable (charges lourdes et stratosphérique), programme centré sur Istres,
- montage d'un centre régional d'essais des drones,
- les Systèmes Autonomes,
- les Hélicoptères,
- le Spatial,
- les services publics de sécurité,
- sécurité et sûreté des infrastructures sensibles,
- la Défense.

Il convient de noter à cet égard que le Pôle SAFE est impliqué dans un important projet européen (FIRE IN) qui vise à recenser les besoins en capacité d'intervention sur les années à venir. Des appels à projets devraient être lancés ultérieurement sur la base d'une feuille de route européenne.

Des études sont également menées sur les politiques européennes en matière de défense, eu égard notamment aux marchés susceptibles d'être captés par des PME.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 80.000 euros, représentant 4,07 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.963.328 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € seront pris en charge sur le Budget Principal Métropole Centralisé.
- La dépense en résultant sera imputée sur la sous-politique B370 - 61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.
- 30.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 5.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire Ouest Provence.

La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 60/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 80.000 euros au titre de l'année 2018 au Pôle SAFE.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de rapport de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 80.000 euros au titre de l'année 2018 au Pôle SAFE.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 030-355/18/CT

■ Attribution d'une subvention au Pôle SCS - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire
DGDE 18/16404/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS

Labellisé par l'Etat en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en PACA les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au coeur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des

fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

Le programme 2018 du pôle SCS s'articule autour de cinq catégories d'actions majeures

- La contribution à l'animation et la structuration de la filière numérique du territoire métropolitain
- L'animation de l'innovation sur les axes stratégiques
- Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI
- Le développement à l'international
- L'emploi, la formation et RSE

I) La contribution à l'animation et la structuration de la filière numérique du territoire métropolitain

L'ensemble de ces activités et actions adressent l'écosystème du numérique de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- La coordination SCS du plan Micro2020 avec en particulier :
 - La sélection et mise en oeuvre des projets pour les plateformes CIMPACA caractérisation et micropacks
 - Un programme d'accélération des TPE/PME fabless et microélectronique par du coaching d'experts
 - Un plan de promotion de la microélectronique & IoT
- Coordination de la thématique IoT :
 - Animation du GT IoT du pôle SCS
 - Rôle de référent d'AMFT dans le réseaux IoT/manufacturing de la French Tech
- Participation aux actions en faveur de l'emploi et des compétences
 - Mise en oeuvre d'une expérimentation d'un dispositif mutualisé d'appui au développement des compétences avec la CCIMP.
 - Contribution au projet européen DIGI@TER
 - L'organisation de sessions de formation synthétique sur l'intelligence artificielle et le "deep learning".
- La contribution du déploiement du projet de "sécurisation des gares ferroviaires" sur Aix-en-Provence et Marseille (projet région PACA)
- La finalisation du projet de création de l'IoT Security Center sur Rousset/Gardanne
- Le développement des partenariats et des actions d'animations avec TheCamp et La Coque

II) L'animation de l'innovation

La feuille de route 2018 que s'est fixé le pôle SCS a pour objectif de prolonger les actions engagées en 2017 et d'en développer de nouvelles enclines à favoriser l'émergence de projets et d'innovations dans les domaines stratégiques du pôle (SSA).

Montage et Labellisation des projets collaboratifs de R&D

En 2018, le Pôle poursuivra son objectif de mettre l'accent sur la labellisation et le soutien de projets attaquant les verrous technologiques, ciblant les usages de sa feuille de route et répondant aux appels nationaux (ANR, PIA3, FUI), aux appels régionaux (PRI PACA et FEDER PACA), aux appels européens .

Les Partenariats technologiques en support de l'innovation 2018

- Le partenariat avec CapEnergies sur l'axe numérique du projet FLEXGRID
- Le partenariat avec les pôles Optitec, SAFE, Capenergies dans le cadre de l'appel "Booster"
- Le partenariat avec le pôle Optitec sur l'IoT et industrie du futur en PACA
- Le Pôle sera aussi partenaire de AMFT sur le réseau thématique French Tech IoT et le réseau thématique cybersécurité

III) Le Développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI

Le pôle SCS se donne pour mission d'accompagner l'innovation des PME, de les assister dans leurs business plannings, de les préparer à adresser les marchés et renforcer la visibilité des TPE, PME et ETI. A ce titre, le pôle prévoit pour 2018 :

- de monter des événements d'information sur les appels à projets, des conférences sur les opportunités marchés et les tendances technologiques & réglementaires et de mise en réseaux entre industriels membres du pôle
- de continuer à valoriser les produits et services des TPE/PME : trophées, prix, expo des innovations
- d'organiser des événements de mise en réseau avec les grands groupes du pôle (nationaux et internationaux)
- de poursuivre l'accompagnement d'accélération PME/TPE de la filière microélectronique
- de continuer la pénétration des services Go-to-Market.

IV) L'international

Sur la partie « International », le pôle SCS s'est donné comme ambition dans ses domaines d'activités stratégiques un véritable écosystème européen, voire mondial :

- Mise en œuvre de partenariats avec les clusters internationaux ciblés. Les partenariats avec les réseaux européens de la microélectronique et l'« Alliance IOT ».
- Amplification de la médiatisation internationale via un « community management » renforcé.
- Poursuite de la participation à des salons internationaux avec un focus sur l'IoT & l'industrie 4.0 et les thématiques émergentes, comme par exemple le véhicule connecté.
- **Organisation de missions partenariales.**

V) La RSE, l'emploi et la formation

RSE :

En 2018, le pôle SCS a choisi de promouvoir auprès de ses adhérents les outils existants tant au niveau du pôle que de la Région et les initiatives des acteurs territoriaux :

- démarches RSE dans les projets à travers le label « TIC Durable »
- dispositif mis en place par la Région PACA en faveur du Parcours Responsable
- dispositif régional CEDRE auprès de ses adhérents.

Emploi – Formation :

Le plan d'Action 2018 en matière d'Emploi et de Formation s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013 :

- collaboration avec « Les Entrepreneuriales » sur la mise en œuvre d'un coaching d'experts industriels pour les étudiants des cursus liés à la micro
- programme de sensibilisation des PME sur diverses thématiques
- dans le cadre du projet IoT Security center, mise en œuvre de formations continues dans les domaines de la sécurisation des objets

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 77.000 euros, représentant 5 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.537.068 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 47.000 euros seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 77.000 euros au titre de l'année 2018 au Pôle SCS.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 77.000 euros au titre de l'année 2018 au Pôle SCS.

Présents	100	
Représentés	35	
Voix Pour	120	
Voix Contre	0	
Abstentions	14	
Ne prend pas part au vote		1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 031-356/18/CT

■ Attribution d'une subvention au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention

Avis du Conseil de Territoire DGDE 18/16405/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle :

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, le Pôle OPTITEC réunit 220 membres dont 125 entreprises. 63 % des membres sont basés en Région Sud (PACA), 21 % en Occitanie et 16 % sont situés hors territoire. Parmi les 125 entreprises, on compte 69 TPE, 45 PME, 6 ETI et 5 grands groupes.

La stratégie du Pôle OPTITEC s'articule autour de trois grandes ambitions :

- la transformation de la R&D réalisée par les entreprises et laboratoires en création de valeur et de croissance ;
- une dynamique de croissance de la filière à l'horizon 2022 (passage en 10 ans de 10.000 à 24.000 emplois) ;
- la visibilité du Pôle en tant que cluster européen « Photonique et Imagerie » sur l'arc méditerranéen et le grand sud-est.

L'activité du Pôle vise quatre Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Défense et Sécurité : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Médical : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Smart Cities : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteurs, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'action 2018 du Pôle OPTITEC couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du Pôle

En 2018, le Pôle OPTITEC souhaite renforcer le travail d'animation des membres, en proposant plusieurs formats de rencontres :

- Grands événements combinant conférences, rencontres BtoB et show rooms sur des thématiques liées aux DAS.
- Plusieurs workshops de sensibilisation ou de formation sur des thématiques spécifiques en lien avec les DAS. Pour animer ces workshops, le Pôle mobilisera des intervenants de haut niveau pour traiter d'aspects particulièrement techniques. D'autres pôles ou clusters pourront y être associés.
- Des rencontres individuelles régulières.

Une réflexion est en cours sur l'évolution des outils de communication en direction des adhérents. L'annuaire sera refondé selon un format plus attractif et efficient.

Il s'agira également de poursuivre les partenariats avec d'autres Pôles ou clusters, à l'échelle géographique ou dans une logique de coopération technologique (colabellisation de projets...).

Le programme d'action du Pôle OPTITEC prévoit également un service personnalisé pour favoriser la croissance des entreprises, portant par exemple sur les opportunités marchés, la commercialisation d'un produit issu de la R&D, le lancement d'un nouveau produit, l'optimisation en terme d'organisation ou de RH...

Innovation et R&D

Le Pôle propose à ses membres les actions suivantes :

- Ingénierie de projets innovants et industriels : aide à la définition des projets, identification des guichets de financement adaptés, recherche de partenaires, analyse du marché et du modèle économique, montage du consortium, valorisation moyennant une communication adaptée...

- Une procédure de labellisation en phase avec la charte de qualité proposée par la DGE.

- Animation de plates-formes mutualisées : après une année de test en 2016, la Plate-forme européenne Mutualisée sur l'Optique Adaptative installée à Marseille a réellement commencé à fonctionner en 2017. En 2018, la plate-forme sera un support pour les actions suivantes : formation continue, location de matériel et utilisation du banc R&D, partenariat avec l'Hôpital de la Timone, projets de recherche. La plate-forme OLISE basée à Nîmes est orientée vers les systèmes d'imagerie et infrarouges, elle permet la caractérisation de systèmes optoélectroniques et la mise au point de nouvelles caméras.

Enfin, la plate-forme LIGHT2SHARE a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques pour des usages de test et de développement de nouveaux process. Après la validation des aspects juridiques, la plate-forme a été finalisée en novembre 2017. Une vingtaine d'offres est répertoriée à ce jour. Une campagne de promotion du dispositif vient d'être lancée.

Europe et International

Le Pôle OPTITEC propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

OPTITEC accompagne les adhérents aux salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export.

Pour 2018, OPTITEC a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 salons internationaux : Photonics West (San Francisco), Eurosatory (Paris) et Vision (Stuttgart). Par ailleurs, le Pôle proposera à ses membres une mission partenariale à Singapour. Pour chacune des manifestations, les PME seront encadrées sur un stand collectif au sein du Pavillon France et bénéficieront d'un service clé en main.

Il convient de noter qu'OPTITEC est actuellement le seul pôle européen ayant un bureau permanent à Bruxelles.

Afin d'optimiser davantage sa stratégie à l'international, le Pôle a fait réaliser une étude par le cabinet IN EXTENSO, qui a permis, entre autres, de valider les zones géographiques prioritaires.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivis. Enfin, le projet européen EPRISE, mené par un consortium de partenaires issus de 8 pays et sélectionné par la Commission européenne en 2016, est piloté par le Pôle OPTITEC.

Emploi et Formation

Le Pôle souhaite renforcer son implication sur les thématiques de l'emploi et de la formation des salariés, au travers de trois types d'actions :

- Identification et analyse des besoins de formation continue en Photonique et Imagerie : participation active aux études conduites par l'État et la Région, constitution d'un groupe de travail...
- Organisation de modules de formation inter- et intra-entreprises.
- Montage de projets structurants pour renforcer et valoriser l'offre de formation en Région Sud : partenariat avec l'Ecole Centrale de Marseille pour la mise en place d'une plate-forme de formation.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle OPTITEC, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 65.000 euros, représentant 6,41 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.013.632 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 20.000 euros seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 65.000 euros au titre de l'année 2018 au Pôle OPTITEC.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 70.000 euros au titre de l'année 2018 au Pôle OPTITEC.

Présents	100
Représentés	35
Voix Pour	120
Voix Contre	0
Abstentions	14
Ne prend pas part au vote	1

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

Ne prend pas part au vote :

Dominique TIAN

VECO 032-357/18/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association Club WTC APEX

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 18/16369/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME qui rencontrent plus de difficultés que les grands groupes pour établir des relations commerciales durables. Or le développement de cette typologie d'entreprises sur les marchés extérieurs est un gage de pérennité et d'ouverture aux réalités de la mondialisation, d'autant plus dans le contexte économique actuel où les relais de croissance se font sur les marchés internationaux. Face à ce constat, il apparaît nécessaire de soutenir les actions en faveur du développement international de ce secteur d'entreprises.

L'association Club WTC APEX a été créée en 1975 par des chefs d'entreprises marseillais ayant déjà une activité à l'international et désireux de s'y développer davantage.

Premier Club exportateur de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Club WTC APEX fédère plus de 120 entreprises adhérentes, au niveau régional, qu'il s'agisse de PME primo-exportatrices, ou de PME déjà expérimentées, mais également de grands groupes régionaux souhaitant partager leur savoir-faire et leur expérience à l'international.

L'objectif principal de cette association est de faciliter le développement de liens entre chefs d'entreprises intéressés par un échange d'expériences, d'informations ou par la mise en place d'actions communes.

L'activité de l'APEX se structure autour de 3 grandes actions :

- Networking export

De nombreux événements sont organisés à l'instar des clubs action business, clubs de l'international (conférences), pépites de l'international (visite d'une entreprise exportatrice).

- Compétence export

Le but est d'aider les entreprises à monter en compétence sur des profils de commerce international. Ainsi l'APEX aide à la promotion des formations initiales à l'international, organise depuis 2 ans un forum spécialisé au recrutement export et gère un outil de bourse d'emploi export.

- Objectif export

Il s'agit d'un accompagnement individualisé en place depuis 2005 à destination des TPE/PME du territoire quel que soit leur niveau d'internationalisation. Le programme comprenant 15 ateliers s'appuie sur un réseau de parrains bénévoles occupant des postes clés à l'international souvent Conseillers du Commerce Extérieur de la France CCEF. Cette prestation est facturée 12.000 euros aux entreprises. Depuis 10 ans, plus de 80 entreprises ont été accompagnées.

Résultats 2017 et objectifs 2018 :

1. Activité de réseautage

Résultats 2017 : 17 événements ont été organisés dans le cadre du volet « NETWORKING EXPORT » et ont rassemblé 425 personnes

Objectifs 2018 : Programme ambitieux de 2 à 3 événements planifiés par mois

2. Programme phare Objectif Export

Résultats 2017 : Les entreprises EURO TECH / TECHNO CONCEPT / NATIVES ont été accompagnées

Objectifs 2018 : Les accompagnements des entreprises TECHNO CONCEPT / NATIVES / HORN LOGISTICS SERVICES sont déjà initiés. L'objectif est d'intégrer deux entreprises supplémentaires.

3. Salons spécialisés :

Résultats 2017 :

- Le 1^{er} Forum Régional du Financement à l'International, MONEY MONEY MONEY a été organisé le 25 avril 2017 au siège social aixois du Crédit Agricole Alpes Provence rassemblant 126 personnes.

2^e édition Recrut'Export organisé le 30 novembre 2017 avec 19 entreprises et 69 offres proposées

Objectifs 2018:

- 2^e édition du Forum Régional du Financement à l'International, MONEY MONEY MONEY de Recrut'Export (26 avril 2018 au siège social marseillais de la Banque Populaire Méditerranée

- 3^{ème} édition Recrut'Export aura lieu le 28 novembre 2018

- L'APEX a le souhait de développer « Les Forums de l'International » en créant le 1^{er} forum régional dédié à

la logistique à l'International ; mais celui-ci nécessiterait un soutien public supplémentaire.

4. Organisation de la 31^{ème} édition / 4 étudiants récompensés en catégorie BTS/Licence / 4 étudiants récompensés en catégorie MASTER / 4 professionnels récompensés en catégorie VIE (nouveau 2017).
5. Compétence Export : L'APEX développe de nouveaux services d'accompagnement des entreprises au recrutement de profils commerce international. Un nouveau service Recrut'Export Online en complément de la CV thèque a été lancé en septembre 2017 pour les entreprises à l'International de la région, sur le site www.club-apex.com qui vient en appui au Forum Recrut' Export, tout au long de l'année. Bilan des 1ers mois

d'ouverture : 27 Entreprises ont déposé 83 offres sur Recrut'Export Online / 45 candidatures.

6. Actions récurrentes du club (en dehors du réseautage) notamment le secrétariat de la section Provence-Corse des Conseillers du Commerce Extérieur de la France

Budget prévisionnel 2018

Le budget prévisionnel du Club WTC APEX pour 2018 s'élève à 315 322 euros, soit une sensible baisse par rapport à 2017 (391 575 euros) qui s'explique par le retrait du Département en 2017 à hauteur de 45000 euros non compensés.

Les dépenses par grands postes s'élèvent à :

Salaires et charges	212 690.50 €
Services extérieurs	47 899.38 €
Autres services extérieurs	52 506.99 €
Achats	1 200.00 €
Impôts et taxes	1 025.13 €
Total Dépenses	315 322.00 €

Soit une part de masse salariale représentant 67.4% du montant total des dépenses.

Les recettes sont constituées par :

Subventions sollicitées	214 222 €
<i>Région Paca</i>	<i>122 222 €</i>
<i>Métropole d'Aix-Marseille Provence</i>	<i>72 000 €</i>
<i>Département</i>	<i>20 000 €</i>
Autofinancement	99 100€
Facturation Entreprises ((Objectif Export : 3 entreprises facturées)	36 000€
Cotisations adhérents	37 000 €
Facturation de services CCEF	10 200 €
Sponsors Challenge (CCEF, SMC, Coface)	3 900 €
Produits des activités annexes (animation APEX)	12 000€
Primes Conseil Régional sur apprentissage	2 000 €
Total Recettes	315 322€

Il est constaté que sur le budget prévisionnel de l'association, la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à hauteur de 72.000 euros au titre de l'année 2018 contre 80 000 euros demandés pour l'exercice précédent.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence d'attribuer au titre de l'année 2018, une subvention de 13.000 euros à l'association Club WTC APEX, les discussions avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le financement des organismes économiques étant en cours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du développement économique international des TPE et PME sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention de 13.000 euros pour 2018 à l'association Club WTC APEX.

VECO 033-358/18/CT

■ Approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux oeuvres audiovisuelles et cinématographiques

Information du Conseil de Territoire DAJA 18/16588/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière Industries créatives, dont le Cinéma et Audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017. En effet, la filière Cinéma et Audiovisuel connaît un fort dynamisme sur le territoire métropolitain avec près de 700 tournages chaque année, dont environ 500 sur la ville de Marseille, second lieu de tournage en France après Paris.

De plus, le territoire métropolitain est fort d'équipements structurants tels que :

- Le Pôle Média de la Belle de Mai à Marseille, bâtiment dédié aux entreprises de l'audiovisuel et du multimédia et son studio de motion capture,
- Provence Studios, complexe de production intégré, et Maritima Médias, pôle multimédias d'information (télévision locale, web et radio) à Martigues,
- Une quarantaine de cinémas dont la moitié sont des cinémas d'art et essai,
- De nombreux organismes de formation spécialisés dans les métiers de la filière.

Le territoire se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le Salon des lieux de tournage à Paris, l'AFCI à Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy et le MIPCom pour les contenus télévisuels et digitaux. Enfin, cette filière est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec une

base de techniciens et de professionnels de plus de 1.500 références.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence poursuit l'action du SAN Ouest-Provence en menant une politique de soutien en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, et ce par l'attribution, après accord de la Région, d'aides financières aux sociétés de productions qui choisissent son territoire comme lieu de tournage.

Le Pays de Martigues s'est aussi engagé dans le développement de la filière cinéma et audiovisuel. Ainsi, en 2017, il a accueilli près de 70 tournages (soit une augmentation de 240% en 3 ans), grâce à une diversité de paysages, des savoir-faire et ressources humaines artistiques et techniques reconnus, un tissu actif de PME spécialisées et la présence de Provence Studios (26 000 m² de studios et d'annexes dédiées et un des plus grands fond vert de France).

La plateforme Cinéma et Audiovisuel, lancée en novembre 2016 à son initiative et qui rassemble plus de 150 professionnels et institutionnels, participe pleinement à la volonté de co-construire une stratégie de développement, de structurer et de promouvoir la filière à l'échelle métropolitaine.

Dans ce droit fil, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre l'action initiée dans ce domaine en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de productions cinématographiques qui envisagent de tourner leurs projets sur son territoire.

Concernant le cadre juridique et la procédure applicables, il convient de préciser que l'intervention de la Métropole sera conditionnée en tout état de cause par l'intervention préalable de la Région.

En effet, les aides versées à des sociétés de productions audiovisuelles et cinématographiques constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Or, depuis l'intervention de la loi NOTRe du 7 août 2015, la Région est la collectivité chef de file en la matière et, en tant que telle, dispose d'une capacité d'initiative exclusive.

L'article L.1511-2 du CGCT prévoit en effet que *le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région*, mais il ajoute que *dans le cadre d'une convention passée avec la région, la métropole de Lyon, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la région. (...)*

Si les communes et leurs groupements ne peuvent donc plus être auteurs d'un projet d'aides ou d'un régime d'aides, ils conservent néanmoins la possibilité de participer au financement des aides et régimes d'aides décidés par la Région, et ce en signant une convention avec celle-ci.

L'intervention de la Métropole en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques s'inscrira donc dans ce cadre.

Concernant le soutien à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles, la Région a mis en place son régime d'aides à travers la convention de coopération pour le cinéma et l'image, 2017-2019, conclue avec l'État, le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) et le Département des Alpes-Maritimes, et a adopté son cadre d'intervention en la matière.

Une société de production ne pourra donc, le cas échéant, obtenir le soutien de la Métropole que si son projet fait déjà l'objet d'un financement de la Région dans ce cadre.

Il convient de préciser qu'au plan du droit communautaire, les aides régionales ainsi accordées s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité (règlement général d'exemption par catégorie – RGE).

Les aides qui seront accordées par la Métropole en complément des aides régionales s'inscriront quant à elles dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Chaque aide ainsi attribuée à une société de production fera donc l'objet, d'une part, d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et d'autre part, dans l'attente d'une éventuelle convention-cadre entre la Région et la Métropole concernant les interventions économiques, d'une convention avec la Région définissant les conditions des financements mobilisés par chacune des parties.

Il est précisé que dans un premier temps, ce dispositif sera mis en place sur les territoires d'Istres-Ouest Provence et du Pays de Martigues, mais aura bien entendu vocation à s'étendre aux autres territoires de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la filière Cinéma et Audiovisuel a été identifiée comme une filière stratégique dans l'Agenda de Développement Économique Métropolitain ;
- Qu'elle est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques, et représente un potentiel important en termes d'emplois, avec une base de techniciens et de professionnels de plus de 1.500 références ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite affirmer sa volonté de soutenir la filière cinématographique et audiovisuel sur son territoire ;
- Que l'intervention métropolitaine sera en tout état de cause complémentaire de celle de la Région en la matière .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux oeuvres audiovisuelles et cinématographiques.